

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

LES DROITS DES AUTEURS
DE
DÉCOUVERTES OU D'INVENTIONS
SCIENTIFIQUES

ESSAI DE PHILOSOPHIE ET DE TECHNIQUE JURIDIQUES
SUIVI D'UNE PROPOSITION DE LOI

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 30 avril 1925, à 16 heures

PAR

Suzanne Th. MUNIER

Lauréate de la Faculté de Droit de Nancy

Président : M. GÉNY, doyen
Suffragants { *MM. RENARD, professeur*
 { *KRÖEL, professeur*

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ

11 RUE SOUFFLOT, 11

1925

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. GENY (✱, ☉ I).

Doyen et professeur honoraire : M. BINET (✱, ☉ I).

Professeur honoraire : M. MAY (✱, ☉ I).

MM. GENY (✱, ☉ I), professeur de Droit civil.

MICHON (☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (☉ I), professeur d'Economie politique.

SENN (☉ I), professeur de Droit romain à la Faculté de Droit de Paris, chargé d'un cours de Droit romain à la Faculté de Droit de Nancy.

RENARD (☉ I), professeur de Droit public.

HENRY professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (☉ A), professeur d'Economie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRÖLL (☉ A), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL, professeur de Droit international public et privé.

ODINOT (✱, ☿, ☉ A), agrégé, détaché au Ministère des Régions libérées.

LESCOT (☿), agrégé, chargé des cours de Droit commercial et de Voies d'exécution.

SIMONNET (☉ I), agrégé, chargé des cours de Droit civil (1^{re} année) et de Droit civil (capacité).

VOIRIN (☿), docteur en droit, chargé des cours de Droit civil (1^{re} année) et de Droit civil (capacité).

Raoul DUVAL, docteur en droit, chargé des cours d'économie politique (1^{re} année) et doctorat.

TROTABAS, docteur en droit, chargé des cours de droit administratif (2^e année) et de législation financière.

MELIN (☉ I), docteur en droit, chargé du cours de Science sociale.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières des candidats.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

LES DROITS DES AUTEURS
DE
DÉCOUVERTES OU D'INVENTIONS
SCIENTIFIQUES

ESSAI DE PHILOSOPHIE ET DE TECHNIQUE JURIDIQUES

SUIVI D'UNE PROPOSITION DE LOI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 30 avril 1925, à 16 heures

PAR

Suzanne Th. MUNIER

Lauréate de la Faculté de Droit de Nancy

Président : M. GÉNY, doyen

Suffragants { MM. RENARD, professeur
 KROELL, professeur

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ

11 RUE SOUFFLOT, 11

1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DES MIENS QUI NE SONT PLUS

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547423_0029

*« Une pièce mal mise, vaut mieux
qu'un trou bien fait »*

DICTON

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

PRINCIPAUX DOCUMENTS, ARTICLES, TRAVAUX, RELATIFS A LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ SCIENTIFIQUE, PUBLIÉS JUSQU'À CE JOUR (1), CLASSÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

- Lucien Klotz, publiciste, secrétaire général du « Droit d'auteur aux artistes », articles dans « le Journal », mardi 9 août, jeudi 22 septembre, mardi 25 octobre 1921 ; dans « la Liberté », et « le Moniteur de l'Exportation ».
- Georges Claude, Conférence faite au Congrès de Rouen de l'Association française pour l'avancement des Sciences (1^{er} au 6 août 1921), « Revue générale de l'électricité », Paris, 24 septembre 1921, t. X, p. 383 et suiv.
- Fernand Jacq, docteur en droit, avocat à la Cour de Paris, *Le droit de suite aux inventeurs sur leurs découvertes*, « Journal des économistes », Paris, mars 1922, t. LXXI, p. 332 et suiv.
- Marcel Plaisant, avocat à la Cour de Paris, membre du Comité technique de la propriété industrielle, député du Cher, *Rapport sur quelques conceptions nouvelles concernant le droit des inventeurs*, « Bulletin de l'Association française pour la protection de la propriété industrielle », 1922, n° 15, 2^e série, p. 71 et suiv.
- Joseph Barthélemy, professeur adjoint à la Faculté de droit de Paris, député du Gers, *Proposition de loi française sur la propriété scientifique et la réforme de la loi de 1844 sur les brevets d'invention* (24 pages), *Chambre des députés*, douzième législature, session de 1922, annexe au procès-verbal de la séance du 4 avril 1922, n° 4233.
- Joseph Barthélemy, professeur adjoint à la Faculté de Droit de Paris député du Gers, *La Propriété scientifique*. « La Renaissance », 15 avril 1922.

- Georges Gariel, professeur à l'Université de Fribourg, premier vice-directeur des bureaux internationaux de la Propriété industrielle, littéraire et artistique à Berne, *La proposition de loi française de M. Joseph Barthélemy sur le droit de la pensée créatrice et la réforme de la loi de 1844 sur les brevets*. « La Propriété industrielle », organe mensuel du Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, Berne, juin 1922, p. 83 et suiv.
- Emile Borel, de l'Académie des Sciences, *La Propriété scientifique*, « Revue de Paris », 15 décembre 1922.
- Georges Lainel, *La Propriété scientifique* « L'industrie chimique », janvier 1923.
- Ernest Röthlisberger, directeur des Bureaux internationaux de la Propriété industrielle, littéraire et artistique à Berne, *Rapport*. « Le Droit d'auteur » 15 janvier 1923.
- J. Roth Le Gentil, avocat à la Cour, *la Propriété scientifique*, « Le Parlement et l'opinion », 20 janvier 1923, p. 152 et suiv.
- P. Boucherot, président de l'Union des Syndicats d'ingénieurs français, *Le travail et la Propriété intellectuels*, Communication faite à la Semaine professionnelle des travailleurs intellectuels de France tenue au conservatoire des Arts et Métiers du 22 au 29 janvier 1923, « Revue générale de l'électricité », 10 février 1923, t. XIII, p. 225 et suiv.
- Fernand Jacq, docteur en droit, avocat à la Cour de Paris. — *La Propriété scientifique* « Revue générale de l'électricité », 17 mars 1923, t. XIII, p. 463 et suiv.
- R. Legouez. — *Bulletin de l'Association française pour la protection de la Propriété industrielle*, 1923, p. 20.
- André Taillefer, ancien élève de l'Ecole polytechnique, docteur en droit, avocat à la Cour de Paris. — *Rapport au Comité technique de la Propriété industrielle*, 1923.
- Lucien Klotz, publiciste, secrétaire général du « Droit d'auteur aux artistes », article dans « la Création », organe officiel du syndicat des inventeurs français reproduit dans le *Moniteur de l'Exportation*. Paris, numéro de mai 1923.
- Roger Dalimier, docteur en médecine, et Louis Gallié, avocat à la Cour de Paris. — *La Propriété scientifique, le projet de la C. T. I., Création d'un droit d'auteur pour le savant et l'inventeur*, Préface de M. Emile Borel de l'A. des Sciences. Paris, Rousseau, 1923.
- Georges Gariel, professeur à l'Université de Fribourg, premier vice-directeur des Bureaux internationaux de la Propriété industrielle, littéraire et artistique à Berne. — *Etat actuel de la*

- question de la Propriété scientifique* « La propriété industrielle », Berne, août, septembre, octobre, novembre 1923. p. 113 et suiv., p. 131 et suiv., p. 146 et suiv., p. 169 et suiv.
- Sénateur Francesco Ruffini. — *Rapport sur la Propriété scientifique*, élaboré au nom de la *Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations* et approuvé par la 5^e Commission de l'Assemblée générale de la S. D. N. (Genève 15 septembre 1923). Série des documents annexes de la S. D. N. : A. 38, 1923, XII. Reproduit dans « *Chimie et Industrie* », novembre 1923, p. 968 et suiv., décembre 1923, p. 1163 et suiv.
- Vœux émis au Congrès de l'Union internationale de la Chimie pure et appliquée. Cambridge, 1923.
- Fernand Jacq, docteur en droit, avocat à la Cour de Paris. — *Un projet international de protection de la propriété scientifique* « *Revue générale de l'Electricité* », 5 janvier 1924, p. 35 et suiv.
- H. Hertzfeld, Patentanwalt, Dipl. Ing. — *Internationale Bestrebungen zum Schutz des Wissenschaftlichen Eigentums*, « *Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht* ». Leipzig-Berlin, janvier 1924, p. 10-19.
- R. *Accademia nazionale dei Lincei*. — Discussione intorno al progetto del socio Francesco Ruffini sulla Proprieta scientifica. Rome, 1924, 62 pages : rapport de M. Crocco, observations de MM. Vivante, Luzzati, Scialoja, etc...
- Cesare Vivante, professeur à l'Université de Rome. — *La tutela della proprieta scientifica innanzi la Societa delle Nazioni* « *Nuova Antologia* ». Rome, 1^{er} mars 1924, p. 80-85.
- Société d'Etudes législatives*. Assemblée générale du vendredi 21 mars 1924. *Question n° 55, II, Coopération intellectuelle* « *Bulletin de la Société* », n° 3, 1924, p. 230 à 233.
- Comité technique de la Propriété industrielle*. Observations sur le projet de Convention de la S. D. N. *Procès-verbaux* de ses travaux, 1924.
- P. Loyer, ingénieur des Arts et manufactures, *la Propriété scientifique, Définition et mesures proposées pour sa protection* « *Le Génie civil* », Paris, 22 mars 1924, p. 280-283.
- Sénateur Francesco Ruffini, *Scienza ed Industria* « *Nuova Antologia* ». Rome, 16 avril 1924, p. 289-301.
- Cinquante-septième Congrès des Sociétés Savantes*, Dijon, 1924. Exposé de M. Georges Harmand, secrétaire de la section des Sciences économiques et sociales de ce Congrès sur *les Institutions et laboratoires scientifiques en France*, Séance

du mardi 22 avril 1924. Procès-verbaux à paraître. Compte-rendu au *Journal officiel* du 25 avril 1924, p. 3.764.

Docteur Foveau de Courmelles, archiviste de la C. T. I., *la Propriété scientifique*, causerie faite par T. S. F. à l'école des P. T. T. le 2 mai 1924, insérée dans le « Bulletin des Sciences pharmacologiques », juin 1924, t. XXXI, n° 6.

Commission catholique de coopération intellectuelle de l'Union catholique d'Etudes internationales. Session de Fribourg des 10-11 juin 1924. *Procès-verbal de la 3^e séance* (mercredi 11 juin matin). Annexe IV au compte-rendu de la session, juin 1924. *Motion sur la Propriété scientifique*.

Cesare Vivante, professeur à l'Université de Rome, *La Propriété scientifique devant la Société des Nations*. « Annales de droit commercial français, étranger et international ». Paris, 1924, n° 2, avril-juin.

Vœux adoptés par le Congrès de l'Union internationale de la chimie pure et appliquée, tenu à Copenhague du 26 juin au 1^{er} juillet 1924. « La Propriété industrielle ». Berne, 1924, p. 162-163.

Ir. F. Donker Duyvis, de Deventer (Hollande), *De Wetens Chappelijke Eigendommen en Financiële Belooning van Wetenschappelijke arbeid*. « Commissie voor octrooi belangen van de Nederl. Chemische Vereniging », 34 pages.

Eugène Beaupin, *Les Idées et les faits : la Propriété scientifique*, « Chronique sociale de France », Paris, juillet 1924, p. 532-542.

Georges Gariel, professeur à l'Université de Fribourg, premier vice-directeur des bureaux internationaux de la Propriété industrielle, littéraire et artistique à Berne, *La Question de la Propriété scientifique*. Paris, Rousseau 1924, 38 pages.

Délibérations de la Sous-Commission de la propriété scientifique à la Société des Nations. Genève, 1924.

Marcel Vigneron, *Essai sur la protection de la Propriété scientifique*, thèse pour le Doctorat en Droit, Poitiers, 1925.

LES DROITS DES AUTEURS
DE
DÉCOUVERTES OU D'INVENTIONS
SCIENTIFIQUES

ESSAI DE PHILOSOPHIE ET DE TECHNIQUE JURIDIQUES

SUIVI D'UNE PROPOSITION DE LOI

INTRODUCTION

SOMMAIRE. — 1. Actualité renouvelée du problème à étudier. — 2. Œuvre de justice à réaliser. — 3. Difficulté à prévoir quant à l'élaboration d'une technique adéquate. — 4. Double écueil à éviter; bornes de notre problème; jour sous lequel nous l'envisagerons. — 5. Pensons-nous créer une *Propriété Scientifique*? Renvoi. — 6. Nous voulons arriver à la consécration de droits et non d'un régime de récompenses. — 7. Nous nous proposons de travailler à l'élaboration d'une loi nationale. — 8. Plan.

1. — La question des droits des savants, auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques est, depuis quelque temps, revenue à l'ordre du jour, et d'une façon plus particulièrement pressante.

Nous disons : revenue, car ce n'est pas d'aujourd'hui que la carence du Droit au regard des œuvres scientifiques a frappé les esprits. Il faut toutefois arriver aux temps modernes, qui ont vu s'élaborer une législation protectrice des œuvres intellectuelles, pour entendre à plusieurs reprises, notamment dans les Congrès internationaux réunis en vue d'étudier les réformes et les additions à apporter à cette législation, des

voix autorisées intercéder pour les découvertes et inventions scientifiques.

C'est en 1879 (1), au Congrès de Londres de l'Association littéraire et artistique internationale, le docteur Déclat qui demande que soient prises aussi des mesures pour protéger l'invention ou la découverte soit d'une méthode, soit d'une préparation ou d'une substance qui puisse aider l'humanité à se préserver des épidémies et à guérir les maladies graves, que tout au moins la question soit mise à l'ordre du jour du prochain congrès.

C'est en 1888, à Venise, au Congrès tenu par la même association, M. J. Oppert qui demande que les œuvres des hommes de sciences soient considérées comme aussi dignes de protection, et que le Congrès prenne en mains la protection des œuvres scientifiques au même titre que celle des œuvres littéraires.

C'est en 1896, à Berne, M. Davanne qui propose d'introduire dans le projet de loi sur le droit d'auteur l'expression « œuvres intellectuelles » au lieu de littéraires et artistiques, et d'ajouter à l'énumération les œuvres scientifiques, entendant d'ailleurs qu'elles fussent protégées alors même qu'on ne leur aurait pas donné une forme littéraire. M. Desjardins joignit sa voix à celle de M. Davanne. Et M. Maillart se révéla partisan du droit pour l'auteur de découvertes scientifiques, à défaut de monopole, d'empêcher un tiers de s'attribuer le mérite de sa découverte.

Après un vœu unanime, en 1898, au Congrès de Turin, pour que toutes les œuvres de la pensée, actuellement exclues

1. Nous empruntons ces renseignements historiques intéressants au remarquable rapport soumis par M. le Sénateur Ruffini sur la question dite de la *Propriété Scientifique* à la *Commission de coopération intellectuelle* de la *Société des nations*, approuvé par la 5^e Commission de l'Assemblée générale de la S. D. N. le 15 septembre 1923. Genève. Série des documents annexes de la Société des Nations : A. 38, 1923, XII, inséré également dans la revue *Chimie et Industrie*. Paris. Novembre et décembre 1923. V. p. 1163 et suiv.

de la protection de la loi, fussent placées sur un pied d'égalité avec les œuvres littéraires et artistiques, c'est l'architecte italien Pesce qui reprend la tradition des *solî* périodiques aux Congrès, en faveur des œuvres scientifiques. En 1899, à Heidelberg, il demande et obtient que la question de leur protection soit inscrite au programme des Congrès futurs. Lui-même présente sur elle, au Congrès de Weimar, en 1903, un rapport où il l'envisage presque exclusivement au point de vue des œuvres du génie civil et de l'architecture.

C'est à Paris, en 1900, le Congrès international des Associations d'inventeurs, qui émet d'une voix unanime encore, le vœu que le savant, par des dispositions légales effectives et formelles, soit mis à l'abri des spoliations dont il est journellement victime et qui l'atteignent dans son bien le plus précieux : sa réputation, quand on lui ravit impunément la propriété nominale d'une œuvre, d'une découverte, ou d'un principe non brevetable, et sans caractère d'auteur manifeste, mais dont il peut néanmoins prouver qu'il est le premier créateur ou inventeur, au moyen d'un dépôt spécial, d'une publication, ou d'une communication académique antérieure à celle de ses spoliateurs conscients ou inconscients.

La crise économique et sociale, née bien avant la guerre, de circonstances contingentes que nous n'avons pas à examiner, et qui a pris, surtout depuis, une acuité extraordinaire, devait provoquer un mouvement d'opinion renouvelé en faveur des travailleurs intellectuels, menacés de voir leurs intérêts submergés sous le flot croissant des prétentions triomphantes et des travailleurs manuels, et des capitalistes (1). La condition des savants en particulier, dont le travail avait été pourtant magnifié pendant la guerre, en raison du rôle qu'y jouèrent la science et ses applications, allait

1. Georges Gariel, *La question de la Propriété scientifique* (*La Propriété industrielle*, 31 avril 1923, p. 113, ou brochure du même auteur, Paris, Rousseau, 1924, p. 244).

s'offrir en violente antithèse avec la pénurie des moyens dont ils disposaient pour parvenir à la juste et profitable reconnaissance de leur mérite.

C'est à M. Lucien Klotz, publiciste, secrétaire général du Comité du « Droit d'auteur aux artistes », que revient l'honneur, tout près de nous, en 1921, d'avoir orienté à nouveau sur le problème l'attention des esprits. Après avoir participé à la vigoureuse campagne menée en faveur des artistes, laquelle aboutit au vote de la loi du 20 mai 1920 (1), créant à leur profit un droit de participation aux bénéfices perçus sur les reventes publiques successives de leurs œuvres, il se fit, sur la suggestion de M. E. Le Roy (2), le protagoniste d'une autre campagne, d'inspiration non moins généreuse, en faveur des savants dont les œuvres intellectuelles ne jouissaient d'aucune protection, alors que celles greffées sur elles par d'autres, tels les inventeurs industriels, pouvaient être l'objet de droits et source de profits lucratifs. Il signala l'injustice dans un article du *Journal* du 9 août 1921 (3).

1. Loi du 20 mai 1920, frappant d'un droit, au profit des artistes, les ventes publiques d'objets d'art (D.P. 1920, 4^e partie) : *Le Droit d'Auteur*, organe du Bureau International de l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, 1920, p. 61 et p. 101.

2. Fonctionnaire distingué du ministère du Commerce.

3. Cet article ayant pour titre « Le droit d'auteur aux inventeurs » fut suivi de deux autres articles ayant même titre figurant en première page des numéros du *Journal* des jeudi 22 septembre et mardi 25 octobre 1921.

Voici d'ailleurs un court historique des premières manifestations de la ... campagne engagée : M. L. Klotz provoqua une première réunion dans les bureaux du *Journal* à Paris de quelques notabilités de la Science française. A l'issue de cette réunion furent émis les vœux suivants : 1^o qu'à la déchéance d'un brevet pour quelque cause que ce soit, l'inventeur ait sur son invention un droit de suite pour un délai à déterminer ; 2^o Qu'il soit accordé à l'auteur d'une découverte scientifique un droit nouveau à définir lorsqu'il aura été démontré par la suite qu'elle donne lieu à une invention telle qu'elle est définie par la loi de 1844.

Une deuxième réunion eut lieu le 29 novembre 1921 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, organisée par le syndicat des Inventeurs français sous le patronage de la Société de chimie Industrielle. M. Appell recteur de l'Université de Paris la présida, et un grand nombre de per-

La question de la protection des œuvres scientifiques revenait à l'horizon des préoccupations, et, telle l'apparition du Serpent de mer, devait à la presse, sa périodique remise à l'ordre du jour.

Seulement il faut reconnaître, que la suggestion généreuse de MM. E. Le Roy et Lucien Klotz devait avoir un sort moins fugitif que les vœux émis aux divers Congrès que nous avons rappelés, et ne point rester sans écho.

Deux propositions de loi française, l'une (1) de M. le pro-

sonnalités politiques, de savants, d'inventeurs et spécialistes en matière de Propriété intellectuelle y assistèrent. Le vœu suivant fut émis : Le Syndicat estime qu'un droit d'auteur à définir doit être accordé aux savants pour leurs découvertes utilisées dans l'Industrie, ainsi qu'aux inventeurs après l'expiration de leurs brevets ; dans l'intérêt public, une partie de ces droits d'auteurs serait versée à une caisse centrale au profit de la recherche scientifique : organisation et développement des laboratoires, subventions à des savants, aide aux jeunes pour leur formation scientifique.

Enfin la Confédération des Travailleurs intellectuels sur l'initiative des sections de l'Industrie et des Professions libérales s'occupa également de la question. Le Comité directeur sur un rapport de M. Klotz formula les vœux suivants : 1° que le droit de propriété de l'auteur sur son œuvre soit reconnu en matière scientifique au même titre qu'en matière artistique et littéraire et entouré de garanties analogues, notamment quant au droit de suite ; 2° Que soit établi un texte législatif consacrant un droit de propriété des inventeurs et un droit d'auteur sur les produits et applications découlant de ces inventions.

Ces vœux remis au groupe des Travailleurs intellectuels de la Chambre ont été pris en considération par la proposition de loi que M. le professeur Joseph Barthélémy, député du Gers, présenta à la chambre en avril 1922. Voir *infra*, appendice I le texte de la proposition.

Voir pour plus amples renseignements historiques notamment : *La Propriété industrielle*, 30 juin 1922, pp. 82 et 83 et 31 août 1923, pp. 113 et 114, et 117.

R. Dalimier et L. Gallié. *La Propriété scientifique. Le projet de la C.T. I.* Paris. Rousseau. 1923, pp. 62 à 65. Voir *infra*, appendice II le texte du projet. G. Gariel. *La question de propriété scientifique.* Paris. Rousseau, 1924, pp. 243 à 247.

1. Dans sa séance du 4 avril 1922, la Chambre des députés a renvoyé à la Commission de la législation civile et criminelle la proposition de loi rédigée par M. Barthélémy. Voir n° 4233, *Chambre des députés* douzième législature. Session 1922. Annexe au procès-verbal de la séance du 4 avril 1922. Proposition de loi française de M. Joseph Barthélémy professeur adjoint à la Faculté de Droit de Paris, député du Gers, sur le droit de la pensée créatrice et la réforme de la loi de 1844 sur les brevets. *La Propriété industrielle*, 30 juin 1922, pp. 82 à 88.

La Presse ne ménagea pas ses éloges au principe que la proposition

fesseur Joseph Barthélemy, député du Gers, l'autre (1) de MM. Roger Dalimier, docteur en médecine, et Louis Gallié, avocat à la Cour de Paris, et un projet de Convention internationale (2) élaboré par la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, et auquel est attaché le nom de M. le sénateur Ruffini, ont essayé, après que l'opinion universelle eut été saisie de la question, de donner corps aux nouveaux droits.

Les rapports et plaidoyers (3) qui ont précédé ou accompagné ces propositions et projet, les commentaires laudatifs ou critiques (4) qui les ont suivis, et qui chaque jour s'ajoutent les uns aux autres, montrent le nombre et la variété des esprits chez qui la question a soulevé l'enthousiasme, ou seulement éveillé l'intérêt.

Malgré tout, un résultat positif n'a pas encore été atteint.

Le projet de Convention internationale de la Société des Nations est irréalisable (5), du moins et déjà en tant qu'il entrerait en vigueur sur le terrain international préalablement à la réalisation de législations nationales ayant même objet. Il n'est pas moins critiquable (6) quant au fond.

Les propositions de loi française de MM. Barthélemy d'une part, Dalimier et Gallié d'autre part, contiennent des idées intéressantes, mais elles ne sont pas au point quant à ces idées, et s'inspirent, par ailleurs, de principes étrangers à l'affaire, qui donnent à ces propositions une allure générale inacceptable (7).

de M. Barthélemy défendait. Voir notamment un article de M. Georges Lainel dans la *Revue l'Industrie chimique* de janvier 1923, celui de M. J. Roth le Gentil dans *le Parlement et l'Opinion* du 20 janvier 1924, etc.

1. C'est un projet de loi, plus exactement. R. Dalimier et L. Gallié. *La Propriété scientifique*. Paris. Rousseau 1923. *La Propriété industrielle* 31 août 1923, p. 117.

2. *Revue Chimie et Industrie*, décembre 1923. Voir *in/ra*, appendice III le texte du projet de Convention.

3. et 4. Voir notre index bibliographique.

5. Voir I^{re} partie, chapitre VI.

6. et 7. Nous donnons à ces expressions leur sens scientifique sans aucune intention péjorative, bien entendu.

En présence de la diversité des opinions émises sur l'opportunité d'une consécration juridique de tels droits, et sur sa possibilité de réalisation pratique, et de l'inconsistance des essais tentés en ce sens, la Société française d'Etudes législatives vient d'écarter purement et simplement la question de l'ordre de ses investigations (1).

Le problème après un fugitif renouveau d'actualité est-il destiné, tel celui du Serpent de mer, à retomber dans l'oubli, jusqu'à ce qu'une conscience visionnaire et audacieuse en relève à nouveau l'existence, et vienne troubler de son spectre l'horizon des préoccupations et des savants et des juristes ?

Nous n'avons pas pensé que tel dût être son sort, et convaincu qu'il devait, et qu'il pouvait, comporter une solution, nous avons résolu de la chercher.

2. — L'entreprise était délicate et difficile.

Elle devait l'être surtout au point de vue de l'élaboration d'une technique adéquate, mais non au point de vue de la détermination de son fondement.

Il y a, tout le monde en convient, à la base du mouvement sympathique en faveur des savants, auquel nous nous sommes plu, parmi d'autres, à faire écho, le sentiment d'une justice à rendre, comme on dit vulgairement. Le savant dont la découverte ou l'invention va bouleverser la Science et le monde s'est toujours vu, et se voit encore, dépouillé impunément et gratuitement des fruits de son labeur et de son génie. Lorsqu'une idée scientifique nouvelle sort de son cerveau, elle devient immédiatement la proie de tous, mais en particulier de ceux qui en aperçoivent des applications sans

1. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, n° 3, 1924. Assemblée générale du vendredi 21 mars 1924. Présidence de M. Berthélemy, doyen de la Faculté de Droit de Paris, président de la Société. Question n° 55. II. Coopération Intellectuelle, au Bulletin, pp. 230 à 233.

toujours toutefois réussir à les réaliser (1) ; alors des ingénieurs qui n'ont eux, ni trouvé les faits ou les principes fondamentaux, ni même deviné leurs applications, réussissent à mettre ces dernières en œuvre par des procédés vraiment pratiques, empruntés à leur expérience technique ; quand un troisième larron (2) n'intervient pas : le spéculateur avisé qui en permet, par la seule fourniture de ses capitaux au moment psychologique, l'exploitation à son profit. Que la spéculation, art personnel au capitaliste, soit pour lui un titre à l'appropriation des bénéfices qui en résultent ; que la mise en œuvre d'une application industrielle soit un titre à l'appropriation des profits qu'elle permet d'obtenir ; que l'invention industrielle soit pour l'inventeur un titre à appropriation de cette source lucrative, tout le monde l'admet, et le Droit le consacre. Mais que la découverte ou l'invention purement scientifique soit pour le savant qui en est l'auteur un titre à un droit quelconque sur les fruits qu'elle pourra porter, voilà ce que l'on ne conçoit pas encore juridiquement, et ce qui en résulte, c'est que, tandis qu'inventeurs, industriels, capitalistes, disposant de leurs œuvres respectives peuvent en tirer profit, le savant ne peut qu'assister, impuissant, au pillage dont son œuvre est l'objet (3). Le tronc sur lequel sont

1. M. Berthelot : Papin et la machine à vapeur. *Revue des Deux Mondes* 1895, V, p. 561.

2. L'expression est de M. Berthelot qui fait à la fin de l'article précité en traits très nets le tableau des spoliations dont les savants sont les victimes et il ajoute : « ainsi va le monde ; la plainte désespérée des inventeurs de génie, tels que Papin, n'a pas encore réussi à changer leur destin : *Desine fata Deum flecti operare precando* : et je ne sais si la nouvelle organisation du monde rêvée par les socialistes, leur assurera un meilleur avenir » Ceci était écrit en 1895.

3. Cl. Bernard, *Introduction à l'étude de la Médecine Expérimentale*, 1865, p. 379 : « Ceux qui sèment et qui cultivent péniblement le champ de la science ne sont pas ceux qui sont destinés à recueillir la moisson. » La consécration des droits d'auteurs et d'artistes a été appelée une *victoire obtenue sur la piraterie littéraire et artistique*. *Le Droit d'auteur* 1911, p. 116. Le 25^e anniversaire de la Convention de Berne du 9 septembre 1886. — Il y a ici une autre piraterie dont il faudra triompher.

greffées les œuvres respectives, entre autres des inventeurs des industriels, des capitalistes, est fructueux pour tous, sauf pour celui qui a mis la graine originaire dans le sol. Je veux bien que la graine ne lui appartienne peut-être pas toujours en propre ; mais il a le mérite de l'avoir extraite et comme sélectionnée d'entre d'autres pour l'apporter dans un sol fécond. N'est-ce point là titre suffisant pour qu'il prétende à une part dans la récolte ?.. (1)

Eh bien ! non ! Le Droit qui, jusqu'alors, est parvenu à saisir la valeur créée par le travail manuel de l'homme et cela depuis longtemps, mais même, et plus récemment, celle créée par son travail intellectuel lorsqu'il recèle, par exemple, en lui-même la possibilité d'une fécondité industrielle immédiate, ignore encore la valeur de l'œuvre scientifique, dont les applications pratiques ne sont pas réalisables immédiatement, ni même seulement suggérées.

Cette opposition, si navrante à l'heure actuelle surtout (2), entre le savant, mal rétribué et par ce fait aux prises avec les difficultés croissantes d'une existence matérielle devenue pour lui un problème plus ardu à résoudre que n'importe quel problème scientifique, alors qu'il verse pourtant à pleines mains dans le trésor de ses compatriotes et du monde entier les connaissances inestimables dont d'autres feront la source de leurs fortunes, et ceux-là qui édifient leurs fortunes sur les travaux des savants ainsi pillés et oubliés, cette opposition, disions-nous, c'est le repoussoir le plus saisissant de l'injustice à réparer.

1. L. Pasteur, *Quelques réflexions sur la Science en France*, 1871, p. 30.
« Il y a la Science et les applications de la Science liées entre elles comme le fruit à l'arbre qui l'a porté. »

Voir aussi la citation de Cuvier rapportée par L. Pasteur, *op. cit.*, p. 30.

2. Conférence de M. Georges Claude au Congrès de Rouen de l'*Association française pour l'avancement des Sciences* (du 1^{er} au 6 août 1921). *Revue générale de l'électricité*, 1921, t. II, p. 383 et suiv.

Conférence de M. Rateau, membre de l'Institut, ingénieur en chef des Mines, ancien professeur à l'école des Mines de Paris. Id.

Le Droit ignore la découverte et l'invention scientifiques. Or, il y a cependant là enrichissement pour le trésor commun d'une valeur réelle, valeur théorique, dira-t-on, valeur pratique en puissance nous accordera-t-on tout au moins, et du fait de cet enrichissement, doivent naître pour son auteur, des droits proportionnés à son mérite et à la valeur apportée.

Si le Droit est bien une assimilation croissante des réalités par l'Ordre orienté vers la Justice (1), il se doit de faire effort pour conquérir, dans le sens que nous venons d'indiquer, un nouveau pouce du terrain qui lui échappe encore.

3. — Mais que l'objet et la justification de sa conquête soient choses acquises, encore faut-il lui trouver des armes pour la réaliser. C'est là, que l'on nous permette l'expression, qu'on est en droit d'attendre le juriste ; c'est son rôle propre de tirer des plans... juridiques sur les réalités proposées à son appréhension, en tenant compte de ses possibilités ; à lui de créer les rouages nécessaires pour intégrer ces réalités sans trop les brutaliser, du champ de la Justice, où elles sont éparées et sans consistance, dans celui de l'Ordre, où moyennant qu'elles soient coulées dans un moule saisissable par le Droit, elles acquièrent de lui leur valeur positive (2). Il faudra donc trouver le moule, le vêtement juridique dont devra s'habiller la découverte ou l'invention scientifique pour être présentable au Droit par le savant. Ce vêtement devra l'individualiser de telle sorte qu'elle puisse être d'une part rattachée à son auteur par une sorte de lien de parenté, et d'autre part discernée dans les applications qu'on en fera. En deux mots, il faut qu'on

1. G. Renard, *Le Droit, la Justice et la Volonté*. Conférences d'introduction philosophique à l'étude du Droit. Paris, *Librairie de la Société du recueil Sirey*, 1924, p. 107, 108. note 1.

2. Fr. Geny. *Méthode d'interprétation et Sources en droit positif*. Paris, *Librairie générale de droit et de Jurisprudence*, 2^e éd. 1919 t. II, p. 83 et 84.

puisse dire, voilà une découverte ou une invention scientifique qui revient à tel savant, et que l'empiètement d'un tiers sur le domaine de ladite découverte ou invention puisse être corrélativement clairement et strictement délimité. La sanction, elle, relève de l'outillage habituel du Droit. Mais, bien entendu, la prise en considération des intérêts des savants doit leur supposer acquis le bénéfice d'une confrontation avec ceux des tiers bénéficiaires de leur œuvre, au regard desquels ils auront à exercer leurs droits : industriels, inventeurs titulaires de brevets, auteurs littéraires ainsi que nous le verrons, confrères, public en général.

La délicatesse de cette tâche dès le début nous est apparue et a éveillé notre appréhension. Au fur et à mesure de nos recherches, même, elle devait, loin de s'estomper, se révéler plus sensible. Mais notre appréhension, parallèlement, devait se muer en un plus ardent désir de mesurer néanmoins nos efforts — ou plutôt ceux du Droit — avec la difficulté qui venait s'opposer à lui.

Au développement des Arts et des Lettres, et de l'Industrie, le Droit a correspondu par l'élaboration d'une législation conforme aux nécessités créées par cet essor. Nous ne croyons pas que celui de la Science date d'aujourd'hui, raison de plus pour déplorer le *non possumus* persistant que le Droit lui oppose, et pour faire effort dans le sens d'une adaptation à ces réalités jusqu'alors ignorées (1).

C'est cette adaptation qu'il nous faudra chercher, car nous entendons faire œuvre pratique, et ne soumettre à la sanction

1. Même les esprits réfractaires à notre tentative constatent que, d'une manière générale, l'idée de justice qui y préside plait. M. le doyen Berthélemy le remarquait lui-même à la Société d'études législatives. Assemblée générale du 21 mars 1924 précitée. Nous avons enregistré d'autre part sa conviction de la *quasi* impossibilité de mettre une législation *ad hoc* sur pied. Il n'y a donc pas tout à fait impossibilité. Cela suffit à encourager nos efforts. Il donnait son opinion sur la question en disant que l'idée en est séduisante mais que son application est extrêmement

législative en faveur des savants, qu'un projet d'organisation de leurs droits qui soit viable.

Nous croyons pouvoir établir plus précisément que nous n'avons pu le faire jusqu'ici leur principe ou fondement. Nous l'avons affirmé déjà sur les seules données de notre intuition de la Justice. Surtout nous pensons que le meilleur moyen d'en faire accepter la conception juridique sera d'en montrer les possibilités de réalisation pratique.

4. — Mais pour parvenir aux observations solides sur lesquelles baser ces possibilités, il convient avant tout de connaître les termes du problème à résoudre, de poser celui-ci d'une façon claire et précise qui en circonscrive l'objet exactement.

Ce que l'on peut justement reprocher aux suggestions et propositions faites jusqu'à présent, c'est leur généralité dangereuse, et leur déviation corrélative, préjudiciable pour l'accession au but cherché. D'une part, on est tenté d'englober le sort des savants, auteurs de découvertes ou inventions scientifiques, dans celui de tous les auteurs ou révélateurs d'idées neuves qui sont exclus jusqu'ici de la législation relative aux seules œuvres littéraires et artistiques et aux découvertes et inventions industrielles (1) ; d'autre part, hypnotisé

difficile. Nous avons trouvé là deux raisons de nature à stimuler notre recherche.

De même, Cesare Vivante, si opposé soit-il à la formule du projet du Sénateur Ruffini résume de même son opinion en disant : « le projet pose éloquentement le problème, mais il ne fait pas un pas décisif quant à sa solution pratique ». Il admet donc bien le problème, ce qu'il attend c'est la solution pratique. C. Vivante *La tutela della Proprieta Scientifica innanzi la Societa delle Nazioni* « Nuova Antologia », 1^o Marzo 1924, ou bien *Annales du Droit Commercial*, 1924. Voir réponse du Sénateur Francesco Ruffini. *A propos de la Propriété Scientifique*. « Nuova Antologia », 16 avril 1924.

1. Voir notamment le procès-verbal de la 3^e séance (mercredi 11 juin 1924) de la Session de Fondation de la *Commission catholique de coopération intellectuelle de l'Union catholique d'études Internationales*, tenue à Fribourg, les 10 et 11 juin 1924 Le R. P. Schmidt fait ressortir que « les idées morales devraient être protégées au même titre que les idées

autre mesure par l'œuvre réalisée sur ce terrain particulier, on commet l'erreur d'essayer une intégration (1) — impossible — de ces réalités exclues jusqu'ici, dans les cadres antérieurement créés. Ou bien l'énormité de la tâche, ou bien son inanité, font reculer les plus entreprenants.

Pour nous, nous avons tâché d'éviter le premier écueil en envisageant, sous le nom d'œuvres scientifiques, non pas n'importe quelles œuvres théoriques portant sur un objet de connaissance quelle qu'en soit la nature, mais les seules œuvres ayant trait à l'étude du monde physique, exactement les découvertes ou inventions dont l'objet relève de la compétence des Sections scientifiques représentées aux Académies des Sciences et de Médecine.

Nous nous sommes gardé du second en considérant notre effort comme tendant à combler une lacune d'une législation relative aux œuvres intellectuelles à contenu idéal vers lequel un contenu positif est sans cesse en marche, et non comme se proposant, de près ou de loin, une réforme à la législation des brevets, ou un amendement à la législation des droits d'auteurs et d'artistes. Celles-ci ne sont point parfaites, loin de là ; déjà la loi du 20 juin 1920 est venue apporter une juste satisfaction à certains *desiderata* des artistes. Divers projets de réforme de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention ont été élaborés (2), dont l'un a réuni l'unanimité des suffrages des intéressés (3). Nous lui souhaitons pleine réussite.

scientifiques fécondes. Le bolchevisme n'est-il pas l'aboutissant logique, absolu, des théories de la vieille école libérale... » Sans commentaire!

1. C'est le défaut surtout, à notre avis, de la proposition de loi de M. Barthélemy.

2. Voir notamment le projet de l'Union des Syndicats d'ingénieurs français rapporté par MM. Dalimier et Gallié : *La Propriété scientifique*, pp. 47-52 et les réformes proposées à la loi de 1844 en vu de confirmer le droit de l'inventeur sur son invention par M. le Professeur Barthélemy dans sa proposition de loi : *Propriété industrielle*, 30 juin 1922, p. 85 et 86.

3. M. Raynaldy, ministre du Commerce, devait déposer sur le bureau de la Chambre deux projets de loi préparés par le Comité technique de la Propriété industrielle et tendant à réviser l'un la loi du 5 juillet 1844 sur les

Mais il ne faut pas mêler la question des droits des titulaires des brevets à celle des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques.

Il ne faut point davantage, à notre avis, lier ces derniers, même seulement en esprit, à ceux de l'écrivain sur son œuvre littéraire, ou de l'artiste sur son œuvre artistique. Ce rapprochement ne se conçoit pas. A réalités différentes, régimes juridiques différents.

Cela ne veut point dire que l'on ne puisse, et nous entendons bien le faire, tirer de l'étude comparative de la législation des œuvres littéraires et artistiques, et de celle des brevets, d'utiles indications, d'une part quant à l'analyse quantitative de ce qui reste à faire pour le Droit dans le domaine des productions intellectuelles, d'autre part quant à l'appréciation qualitative des moyens juridiques mis en œuvre jusqu'ici et susceptibles de l'être dans ce qu'il reste à accomplir de la tâche poursuivie.

Mais ce qui est certain, c'est que les droits des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques, envisagés spécifiquement, ne sont point des droits d'auteurs littéraires. Cette affirmation semble naïve ! Il était pourtant nécessaire qu'elle fût faite afin que nous mettions en garde le lecteur contre une confusion susceptible de se produire au premier abord :

Nous parlons de droits d'auteurs de découvertes et d'inventions scientifiques. Or, on connaît déjà des droits d'auteurs littéraires qui sont en réalité les droits des écrivains, auteurs d'œuvres littéraires. Par une élation, on a dit droits d'auteurs littéraires, ce qui était permis. Mais ensuite plus rapidement, droits d'*auteurs* tout court, expression qui semble désormais acquise comme synonyme d'écrivains, puisqu'on l'oppose à

brevets d'invention, l'autre la loi du 25 juin 1857 sur les marques de fabrique, annonçait la *Propriété industrielle* du 31 août 1924, p. 165. Ce dépôt a eu lieu, croyons nous, le 29 juillet 1924. Voir *Bulletin de l'Association générale des Syndicats Pharmaceutiques de France*, 15 janv. 1925, p. 9.

artistes dans l'expression droits d'auteurs et d'artistes (1). Elision cette fois critiquable si elle doit faire prêter à confusion dès lors qu'on emploie le mot auteur pour qualifier le bénéficiaire d'autres droits (2). L'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique n'est pas un auteur littéraire, ce n'est pas non plus un auteur tout court, ce qui le qualifierait de même, puisque les expressions peuvent-être prises pour synonymes : c'est le savant qui a fait une découverte ou une invention scientifique, comme l'auteur littéraire est l'écrivain qui a composé une œuvre littéraire. Le même mot traduit dans les deux expressions le même caractère dynamique de l'opération, mais les résultats sont différents, et nous le spécifions. Les droits que nous accordons aux auteurs de découvertes ou inventions scientifiques ne doivent donc pas, à la faveur, que nous jugerions regrettable, d'une élisison dange-reuse, devenir des droits d'auteurs.

Nous nous efforcerons par-dessus tout, avec au plus un regard à droite et à gauche pour nous situer exactement, de considérer bien en face les réalités à organiser et les situations à régir : l'œuvre scientifique, la découverte et l'invention scientifiques, les différentes manifestations du travail intellectuel susceptibles de se greffer sur elles, les rapports des savants avec les auteurs de ces dernières, puis par des appréciations successives d'ordonner les valeurs en présence et d'obtenir le plus qu'il soit équitablement possible pour nos savants.

5. — Pensons-nous créer à leur profit une *Propriété scientifique* ? Ayant donné, même en dehors de cette préoccupa-

1. L'expression femme-auteur est également consacrée.

2. Le projet de la C. T. I. est annoncé comme se proposant la « création d'un droit d'auteur pour le Savant et l'Inventeur ». *La Propriété Scientifique*, Paris, 1923. Nous croyons qu'en réalité MM. R. Dalimier et L. Gallié pensaient bien créer dans le projet des droits nouveaux spéciaux. Mais la qualification qu'ils leur ont donnée a autorisé à penser qu'ils n'envisageaient rien autre chose que le *droit d'auteur*. G. Gariel. *Propriété Industrielle*, 30 septembre 1923, p. 131.

tion, la plus pleine mesure qu'il se puisse à leurs droits, l'aurons-nous créée ?

On sait que l'expression *propriété* est à la mode, (sa vogue ne traduirait-elle pas un sentiment instinctif de résistance à l'encontre de la vague communiste que l'on a peur de voir monter et tout submerger ?) et qu'elle l'est notamment dans le domaine des productions du talent, du génie, de l'ingéniosité de l'homme, où ont fleuri, ou s'apprêtent à fleurir, une multitude de propriétés nouvelles : propriété littéraire, artistique, des inventions, des modèles et dessins industriels, des marques de fabrique, propriété commerciale, propriété horticole, etc. Il est très probable que l'inspiration de cette qualification juridique n'a rien, elle, de juridique ; nous voulons dire qu'elle naît de l'opinion publique plutôt que de la consultation des Facultés de Droit. De cette opinion publique nous n'excluons pas celle des législateurs qui n'en est que trop souvent l'expression non contrôlée. Or, pour l'opinion publique, tout droit nouveau consacrant une emprise quelconque sur n'importe quoi a tendance à être considéré comme une propriété. Mais ce n'est point là la définition de la propriété pour les juristes. Doit-on céder au sentiment populaire et faire fléchir la rigidité du vieux concept de propriété ? Question fort intéressante d'un point de vue philosophique. Nous ne résisterons point au désir de lui consacrer quelques instants d'attention au cours de cet ouvrage. Mais question au-dessus et en dehors de nos visées d'ordre pratique. Quelle que puisse être la nature des droits accordés aux savants, auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, ce qui nous importe, avant tout, c'est que leur contenu soit dégagé.

Or ce contenu ressortira de la nature des choses même et la représentation conceptuelle totale qu'on pourra ensuite chercher à donner de la construction philosophique et technique obtenue par étapes ne sera qu'un couronnement de

l'édifice, propre à causer une satisfaction d'ordre doctrinal, mais non indispensable, encore que pourtant probablement utile.

Peu nous importe donc pour le moment la qualification donnée aux droits envisagés (1) : ou plutôt, étant donné l'extrême danger qu'il y aurait, à notre avis, à employer des expressions non contrôlées, même provisoirement, il nous importe beaucoup d'affirmer notre intention de n'envisager notre problème que sous la formule donnée pour titre à cet ouvrage : des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques ; considérant qu'il n'y avait pas lieu de demander, même provisoirement, crédit à l'expression *Propriété scientifique*, que par la suite nous en adoptions ou non le concept, nous l'avons délibérément évitée.

Mais nous nous réservons d'examiner en un chapitre spécial la nature juridique des droits reconnus et d'exposer notre sentiment au regard de la justesse de l'expression *Propriété scientifique*, et de la signification éventuelle à lui donner.

6. — Mais encore, et nous tenons à l'indiquer dès ici, s'agit-il de droits privés à reconnaître aux savants et leur permettant de tirer directement, par leur commerce amiable ou contentieux avec ceux qui usurperont ou exploiteront leurs découvertes ou inventions, tous les profits que nous les auto-

1. Nous ne nous soucions même pas de savoir si nous pourrions les faire rentrer dans quelque une des classifications des droits préexistantes. De ce que nous ne pourrions y parvenir il ne faudrait pas induire que les droits que nous créons ne sont pas fondés. Classer et justifier cela fait deux. Quand nous aurons justifié nos droits et que nous les aurons définis, nous les comparerons aux autres droits connus. Mais de la comparaison ainsi faite, est indépendante la raison de les consacrer :

Cf. G. Renard, *le Droit, la logique et le bon sens*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, à paraître 7^e conférence : Le Jeu des concepts.

Et pour le cas où nous ne trouverions aucun cadre tout fait où les faire rentrer : Cf. Bernard, *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, p. 67. « Il faut garder sa liberté d'esprit... et croire que dans la nature l'absurde suivant nos théories n'est pas toujours impossible ».

riserons à en attendre. Nous concevons qu'il existe, entre le savant et sa découverte ou son invention, une relation saisissable, un lien de filiation certain et déterminable, et d'autre part qu'il peut exister un lien certain et déterminable entre telle découverte ou telle invention scientifique et telle production intellectuelle, profitable pécuniairement, greffée sur la dite découverte ou invention. Ces rapports consacrés juridiquement donnent naissance à des droits moraux et pécuniaires, à déterminer, susceptibles de s'exercer directement contre leurs violateurs.

C'est dire que nous rejettons absolument le système proposé (1) par M. le Professeur Georges Gariel, de l'Université de Fribourg, premier vice-directeur des Bureaux internationaux de la Propriété industrielle, littéraire et artistique à Berne, de récompenses professionnelles accordées aux savants en rémunération de leur apport scientifique à l'industrie en bloc, sur le produit de caisses professionnelles alimentées par une taxe additionnelle à l'impôt sur le commerce et l'industrie. Ce rachat sinon national, du moins corporatif des droits des savants, n'en est-ce point — sauf le respect que nous professons à l'égard de M. Gariel — une espèce d'escamotage? Si le système proposé avait encore le mérite de simplifier les termes du problème! Mais il ne fait que les déplacer et ne les résout pas. Qui aura droit à la récompense? Quels seront les critères d'estimation de son montant? N'est ce-point répondre à la légitime aspiration des savants à bénéficier de leur production intellectuelle par le mirage d'une illusion que de leur

1. Georges Gariel, Professeur à l'Université de Fribourg, premier vice-Directeur des Bureaux internationaux de la Propriété industrielle, littéraire et artistique à Berne : *la Question de la Propriété scientifique* Paris, Rousseau, 1924, étude parue dans un recueil de travaux publié par la Faculté de droit de l'Université de Fribourg à l'occasion de la 59^e assemblée de la Société Suisse des juristes (Librairie de l'Université) et qui condense le contenu de quatre articles publiés dans la *Propriété industrielle* numéros d'août, septembre, octobre, novembre 1923 sous le titre : *Etat actuel de la Question de la Propriété scientifique*.

promettre des récompenses ? Faisons-leur plutôt confiance, accordons-leur le droit de faire respecter leur œuvre et de participer aux bénéfices quand ils démontreront la part apportée par eux dans leur cause génératrice, et ils se tireront bien d'affaire !

7. — Un autre péril auquel pouvait conduire un assujétissement aveugle à la législation actuelle dite de la Propriété intellectuelle, et dans lequel la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations (pour des raisons en outre inhérentes à la nature de cet organe) est tombée, c'était la tentation de réaliser immédiatement une Convention internationale organisant les droits des savants et régissant le territoire de toutes les nations adhérentes, les droits dits de Propriété littéraire et artistique, et ceux dits de Propriété industrielle ayant fait on le sait l'objet d'accords diplomatiques qui aboutirent à la constitution de deux Unions internationales ayant leurs bureaux et leur organisation à Berne.

Or, nous le montrerons, une telle tentative faite antérieurement à tout essai national, celui-ci se renouvelant en divers pays, ne peut et ne doit réussir (1).

Nous entendons donc envisager notre problème sur le seul terrain national et soumettre aux appréciations critiques des savants et des juristes, en même temps qu'à la sanction législative, une proposition de loi française.

8. — Quant au plan que nous nous proposons de suivre, en voici les lignes très générales.

Nous donnerons à un premier noyau de développements un objet très vaste. Il s'agit pour nous de présenter dans son ensemble le problème à résoudre. Cela implique la considé-

ration de son objet sous trois angles, mais trois angles qui sont complémentaires, comme diraient les mathématiciens. Nous le considérerons d'abord dans les éléments d'appréciation qu'il nous propose et nous délimiterons exactement l'œuvre et sa personnalité valant pour le savant, son auteur, justification de sa vocation à certains droits (chapitre I). Nous examinerons alors notre droit positif, dans sa portion acquise déjà dans le domaine intellectuel, pour nous rendre compte de la mesure et des raisons de sa carence au regard des œuvres scientifiques, et des possibilités d'y faire échec (chapitre II). Nous pourrons alors, connaissant la nature du mérite du savant et de l'apport scientifique, suggérer le contenu possible des droits qu'ils postulent. (chapitre III). Il nous faudra enfin envisager le problème, exactement délimité, quant à nos possibilités de réalisation pratique, sous le double point de vue de la création d'un mécanisme adéquat (chapitre IV) et de son opportunité (1) (chapitre V et chapitre VI).

Pourtant, si largement que nous ayons, semble-t-il, dès cette première partie, envisagé le problème des droits susceptibles de naître de l'invention ou de la découverte scientifique, nous n'aurons point épuisé notre matière, loin de là.

C'est que, s'il est vrai en Mathématiques que poser un problème ce soit le résoudre, parce qu'il s'agit là d'une science exacte qui a créé son objet et ses modalités, un tel axiome méthodologique n'est plus de mise ici. Le Droit n'est pas une science exacte. Son objet, il ne le crée point ; il lui est donné, et son ampleur est infinie. Aussi, n'en saurait-il jamais être le maître absolu et total. Il le cherche, il le poursuit sans cesse ; il lui arrache peu à peu des éléments épars et taillés dans le vif au cours des assauts perpétuels

1. Fr. GénY, *Méthode d'interprétation et Sources en Droit positif*, 2^e éd. t. II, p. 92.

qu'il lui livre. Mais c'est plus et autre chose qu'une science expérimentale, car sur ces éléments ainsi acquis, il travaille. L'art juridique intervient qui en fait un édifice original, lequel vise à être le plus élégant, et surtout le plus stable.

Poser un problème, en Droit, ce n'est donc point le résoudre. C'est mettre en quelque sorte en lumière le milieu où les éléments de détermination de sa solution devront être cherchés, où l'on pourra trouver ceux qui seront le plus susceptibles de ce revêtement préalable dont nous parlions plus haut, tel que le Droit les puisse ensuite saisir. Il restera à opérer ce revêtement, et à construire l'édifice.

Ainsi, encore que dès l'examen, si objectif fût-il ou se proposa-t-il d'être, des réalités dont nous aurons à demander au Droit l'intégration, nous ayons laissé pressentir notre conception personnelle des droits d'invention ou de découverte scientifique, et que, de la sélection des éléments divers recueillis au cours de nos investigations, s'en dégage une esquisse bien qu'encore floue, nous aurons dès lors, et dans une deuxième partie, à donner corps à cette esquisse, en affirmant avec précision les principes que nous considérons devoir et pouvoir être à la base de la consécration juridique de ces droits particuliers (chapitre I) et d'autre part en décrivant les éléments techniques de sa réalisation (chapitre II, III et IV), le tout synthétisé dans notre proposition de loi (chapitre VI). Nous aurons auparavant tenté de couronner notre construction par un essai de qualification de la nature juridique des droits dont nous aurons préconisé la reconnaissance (chapitre V).

PREMIÈRE PARTIE

POSITION DU PROBLÈME ÉLÉMENTS DE SA SOLUTION

De la justification d'une vocation des auteurs de découvertes
ou d'inventions scientifiques à des droits. De la possibilité de
les leur accorder

CHAPITRE PREMIER

VALEUR DE L'APPORT SCIENTIFIQUE. SA FÉCONDITÉ. SA PERSONNALITÉ.

SOMMAIRE. — 9. Considérations introductives à ce chapitre et au suivant. — 10. Double valeur de l'idée scientifique nouvelle : valeur purement scientifique ; valeur économique. — 11. Science rationnelle et science expérimentale. Prédominance de valeur de cette dernière au point de vue qui nous occupe. — 12. Découvertes et inventions scientifiques. Leur mérite intrinsèque commun. La *réaction scientifique*. — 13. Personnalité de l'œuvre scientifique. Priorité scientifique et valeur extrinsèque d'usage de l'œuvre scientifique. — 14. Idée de droits moraux et pécuniaires à accorder aux auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques en reconnaissance et dans la mesure de l'apport social fait par eux.

9. — Depuis un siècle et demi surtout on a vu éclore, ou tout au moins se manifester plus clairement, et avec une intensité qui la devait faire aboutir, une tendance du Droit pour saisir et organiser les rapports, nés d'une forme particulière de l'activité humaine, l'activité intellectuelle, entre l'homme et les œuvres nées de son cerveau.

Convaincu de la dignité de l'esprit et de la valeur de ses productions, on a cherché à les consacrer juridiquement. Ainsi le Droit qui ne connaissait jusqu'alors que le respect de l'intégrité physique et jusqu'à un certain point morale de la personne humaine et celui de son pouvoir sur les biens corporels, a cherché, et devait parvenir à saisir, dans une certaine mesure, cette autre face de la personnalité humaine qu'est la personnalité intellectuelle, caractérisée par le sceau original dont elle frappe ses productions, et à organiser le régime juridique des œuvres de la pensée.

On pourrait se demander pourquoi n'est-ce qu'à une époque relativement moderne que le besoin d'un régime juridique

organisateur et protecteur des œuvres intellectuelles s'est fait sentir (1). Œuvres littéraires, œuvres artistiques, inventions scientifiques et industrielles ont toujours existé ? Seulement ce n'est que lorsque d'une part la spécialisation s'opérant dans une mesure large et profonde, les écrivains, les artistes, les inventeurs en sont venus à consacrer exclusivement, ou pour une large part au moins, leur activité à leurs travaux littéraires ou artistiques, ou de recherche scientifique, et furent amenés à attendre de l'exploitation de leurs productions même de quoi vivre, lorsque, d'autre part, les progrès de l'industrie et la diffusion corrélative des procédés mécaniques de reproduction en eurent permis respectivement l'exploitation lucrative (2), que l'on en vint à concevoir la nécessité, et en même temps la possibilité, d'accorder aux auteurs littéraires, aux artistes, aux inventeurs industriels, des droits de nature à leur assurer le profit moral, et surtout pécuniaire, de leurs productions intellectuelles.

Si tout ouvrage de l'esprit porte en soi-même sa récompense : satisfaction intérieure de créer de la beauté, de révéler du vrai, de fournir de l'utile, accompagnée de l'espérance plus humaine de la gloire (3), il faut bien reconnaître que cette récompense qui pouvait suffire au temps où les travaux de l'esprit n'étaient pratiqués que par une élite, riche elle-même, ou par ceux dans l'orbite desquels elle vivait, riche souvent seulement de sa seule insouciance et de ses rêves, cette récompense toute idéale ne saurait plus répondre aux besoins de ceux qui s'y livrent aujourd'hui en masse, ce dont on ne peut se plaindre, et qui sont devenus de véritables *travailleurs* de l'esprit.

De cette autre considération que ces travailleurs de l'esprit

1. G. Huard, *Traité de la Propriété intellectuelle*, 1903, t. I. Introduction p. 3.

2. E. Pouillet, *Traité théorique et pratique de la Propriété littéraire et artistique*, 3^e éd. refondue et mise au courant par G. Maillart et Charles Claro. Paris, 1908, p. 5.

3. G. Huart, *op. cit.*, t. I. Introduction, p. 3.

apportent dans le trésor de l'humanité leurs œuvres de beauté, et leurs œuvres d'utilité, devait naître l'idée de rémunérer leurs apports dans la mesure même de leur valeur.

Et cela impliquait donc la prise en considération de deux éléments : la valeur de l'œuvre intellectuelle, et la possibilité de saisir cette œuvre par le truchement d'une forme qui l'extériorise et détermine l'apport effectué.

Il est indéniable que nos savants, aujourd'hui, encore qu'ils soient pour la plupart des professeurs éminents, rémunérés de leurs magnifiques efforts et des résultats fructueux de leurs recherches par les honneurs, les hommages, les hautes fonctions, voire des dons nationaux, ne peuvent, dans leur généralité, juger suffisants et assez sûrs pour garantir leur existence matérielle, et celle de leur famille, ni surtout en correspondance avec la valeur de leur œuvre, cette gloire et ces récompenses rares et aléatoires. Encore qu'indirectement ils profitent de cette œuvre en la relatant en des manuels et ouvrages scientifiques qui leur assurent des droits d'auteur littéraire, plus médiatement encore, en s'introduisant dans les grandes industries, qui leur sont redevables, mais par la porte du concours de leur compétence souvent plus administrative que technique et toujours technique plus que scientifique, il n'y a point là de quoi satisfaire à ce sentiment instinctif de justice qui nous dit que tout apport appréciable intellectuel, comme de tout autre nature, doit être rémunéré directement et dans la mesure même de sa valeur.

Il nous faut montrer quelle est la valeur spécifique de cet apport appréciable en matière d'œuvre scientifique et c'est l'objet de ce chapitre. Il nous faudra ensuite envisager la possibilité de lui trouver une forme extériorisatrice et ce sera l'objet du chapitre suivant.

10. — Penché pendant de longs jours, opiniâtrement et inlassablement, tour à tour sur ses appareils d'expérience et

sa table de travail toute voisine, un savant a vu, à un moment donné, ses recherches aboutir à un résultat positif et appréciable : c'est par exemple la découverte d'un principe régissant les phénomènes physiques, chimiques, physiologiques étudiés et connus à l'état isolé, celle de propriétés inconnues de corps auscultés en vain jusqu'alors, c'est la conception d'un système rendant compte et coordonnant des observations antérieurement faites. On dit alors que le savant a vu couronner ses efforts, on l'en loue. On dit que la Science a fait un grand pas et l'on s'en réjouit; l'on s'en réjouit doublement, car si la Science, connaissance du monde a fait un grand pas, la Science de la vie a fait elle aussi une acquisition appréciable, immédiate ou médiate, mais certaine pour quelque jour. « Il n'est pas possible de méconnaître ce rôle économique de la Science, écrivait déjà, en 1886, M. M. Berthelot (1), pour quiconque a suivi les progrès de la métallurgie, les méthodes nouvelles de la fabrication de l'acier qui ont transformé l'industrie des chemins de fer, les travaux de mécanique théorique et pratique qui président à l'emploi des machines à vapeur, les progrès incessants apportés à l'art de la guerre par la chimie et par la mécanique et ces merveilleuses applications de l'électricité que nous voyons chaque jour. Tous ces progrès ne sont pas les fruits d'un empirisme aveugle appuyé sur la lente expérience des siècles; ils résultent du développement subit et inattendu des connaissances scientifiques et de la théorie pure. » Et encore pour ce qui est de la chimie organique « dont il est, dit-il, peu de

1. M. Berthelot, *Science et Philosophie*, p. 275.

Cl. Bernard, *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, p. 262 et 263. « Le laboratoire seul apprend les difficultés réelles de la science à ceux qui les fréquentent, il leur montre que la science pure a toujours été la source de toutes les richesses que l'homme acquiert et de toutes les conquêtes réelles qu'il fait sur les phénomènes de la nature... Il fait comprendre que les applications actuelles si brillantes des sciences ne sont que l'épanouissement de travaux antérieurs, et que ceux qui, aujourd'hui, profitent de leurs bienfaits, doivent un tribut de reconnais-

« Sciences qui ne lui empruntent quelque secours, et peu
« d'industries qui ne tirent de ses découvertes une lumière
« plus ou moins complète, il faudrait retracer l'histoire de
« l'Industrie toute entière pour montrer à quel point les
« découvertes de notre science ont servi les intérêts matériels
« de la Civilisation. Citons seulement les travaux relatifs aux
« savons, à la bougie, aux acides organiques, aux alcools, au
« gaz de l'éclairage, aux huiles minérales, aux alcaloïdes, si
« précieux par leurs applications médicales, aux matières colo-
« rantes et à tant d'autres produits, issus de la Chimie orga-
« nique et qui transforment nécessairement les conditions de la
« vie humaine. Rappelons encore les recherches si précieuses
« qui ont éclairé et éclairent chaque jour davantage l'agricul-
« ture (1). » Les matières colorantes tirées du goudron de
houille, et les produits dérivés de l'aniline et de l'anthracène,
tout cela consacre le triomphe de la science pure (2). Mais
c'est la science dans tous ses domaines qui triomphe dans ces
merveilleuses réalisations pratiques : Physique, Chimie,
Sciences naturelles, Mathématiques, etc...

L'acquisition nouvelle présente donc une double valeur, ou
plus exactement c'est une double valeur en puissance. C'est le
primum movens d'un double mouvement vers des acquisi-
tions nouvelles. C'est le point de départ d'un nouveau raison-
nement constructif de la Science, cette dernière étant conçue
comme la plus vaste hypothèse expliquant le plus grand
nombre de phénomènes (3), et c'est le foyer de nouvelles
forces pour vaincre la nature, soit pour notre plus grand pro-
fit, soit pour notre moins grand dommage. « Nous saisissons à
« l'aide de nos expériences, a dit Cl. Bernard, des relations de

sance à leurs devanciers qui ont péniblement cultivé l'arbre de la
Science sans le voir fructifier ». Que dirait Claude Bernard aujourd'hui !

M. Berthelot, *op. cit.*, p. 141.

1. M. Berthelot, *Science et Philosophie*, p. 79.

2. *Id.*, p. 273.

3. *Introd. à l'étude de la médecine expérimentale*, p. 289 et 290.

« phénomènes qui bien que partielles et relatives nous per-
« mettent d'étendre de plus en plus notre puissance sur la
« nature. (1) » Or, cela peut s'entendre de deux façons : de la
puissance de l'homme envisagé comme être sensé compre-
nant l'ordre de la nature au moyen de sa raison ; ou de la
puissance de l'homme envisagé en tant qu'animal supérieur
faisant servir la nature à ses fins matérielles. Dans le pre-
mier sens, l'homme saisit le plan de la nature, dans le
second il s'approprie les moyens de la nature pour obtenir
des résultats pratiques. Remarquons que les deux mouve-
ments possibles en sens inverse ne sont pas forcément con-
comitants ; le second, celui vers les réalités pratiques peut se
traduire avant l'autre, précéder de beaucoup l'autre : « Nous
« pouvons, a dit encore Cl. Bernard, produire ou empêcher
« l'apparition de phénomènes quoique nous en ignorions
« l'essence par cela seul que nous pouvons régler leurs con-
« ditions physico-chimiques. Nous ignorons l'essence du feu,
« de l'électricité, de la lumière, et cependant nous en réglons
« les phénomènes à notre profit (2) ». Mais à l'inverse nous
pouvons arriver à la connaissance de l'essence de phéno-
mènes que par la suite seulement nous parvenons à expéri-
menter.

Quoiqu'il en soit, tout résultat scientifique, ainsi, a deux
faces : une face purement et immédiatement scientifique et
une face immédiatement ou médiatement pratique, ou plutôt
une face pratique que des mises au point concomitantes ou
postérieures feront apparaître, ou que des révélateurs empi-
riques antérieurs font reconnaître ; et les traits de cette face
pratique ont besoin d'une révision théorique continuelle (3)

1. *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, p. 95.

2. Cl. Bernard, *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*,
p. 141.

3. Em. Borel, *l'Enseignement des sciences dans les lycées* (*Revue de Paris*, 15 septembre 1922, p. 802 et suiv.). « Si les applications de la science n'étaient pas constamment vérifiées par les études de science

pour rester conforme aux lois générales et ne pas devenir une figure grimaçante au regard de l'image des réalités conçue par notre esprit.

11. — Mais y a-t-il lieu pour nous de tenir compte de cette double valeur de la Science ?

Nous verrons par la suite et bientôt que ces résultats s'obtiendront soit par voie de découverte, soit par la voie de l'invention, et nous aurons à définir ces deux procédés, à tenter de les distinguer. Nous pouvons en dire dès maintenant que la découverte révèle des faits scientifiques et l'invention ordonne ces faits de manière à faire jaillir, de la synthèse rationnelle comprenant en apparence les seuls éléments connus, la révélation d'éléments inconnus, au moyen d'un nouvel examen analytique de la généralisation opérée. Mais il ne faut point perdre de vue que la découverte scientifique comme l'invention scientifique portent sur des idées scientifiques (1). Lorsqu'on dit que Balard a découvert le brome, Lord Ramsay l'argon, M. et Mme Curie le radium, cela ne doit point s'entendre de la révélation de l'existence d'une quantité plus ou moins grande de ces corps, mais de l'ensemble des qualités physiques, chimiques, déterminatrices de ces corps. Entendu ainsi, l'objet de la découverte comme de l'invention apparaît de nature purement notionnelle et l'on peut se poser à son propos et dans sa généralité la question de sa valeur scientifique : valeur des lois, des principes scientifiques dans leur expression, comme des théories scientifiques, en remarquant seulement que le meilleur moyen d'éprouver

pure, elles seraient comme des instruments de précision entre les mains de peuplades sauvages : jouets bientôt détraqués et désormais inutilisables », p. 805.

Du même auteur : *Les exercices pratiques en mathématiques dans l'enseignement secondaire*. Conférences du Musée pédagogique. Paris, Imprimerie nationale, 1904.

1. Claude Bernard, *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, 1865, p. 47.

cette valeur étant d'expérimenter, et les lois et les principes différant des théories du moins au plus dans la complexité (1), l'expérimentation offre plus de garantie pour les premiers que pour les dernières : une loi, un principe expérimenté dans sa plénitude peut offrir une sûreté que saurait moins offrir la théorie dont l'infinie diversité des détails est plus difficilement vérifiable. On conçoit dès lors pourquoi l'on a pu ne poser la question de la valeur de la science que dans sa généralité, entendue comme théorie plus ou moins pleine du monde physique.

Cette valeur est proprement le degré de ressemblance — on ne se flatte plus comme le faisait l'école cartésienne de donner l'explication de la nature des choses, mais seulement sa représentation — entre les réalités et les théories par lesquelles notre esprit y correspond.

Les solutions les plus diverses, mais graduées du plus au moins, ont été données à ce problème. Entre le nominalisme d'E. Le Roy duquel on peut rapprocher E. Mach et J. Rueff, et le réalisme de Newton et d'Ampère, les opinions d'H. Poincaré et P. Duhem se sont interposées, celle d'H. Poincaré plus proche du réalisme que du nominalisme, à l'inverse de P. Duhem plus proche du nominalisme que du réalisme.

En bref (2), pour H. Poincaré la théorie ne serait qu'une langue spéciale dont se servent les savants pour s'entendre entre eux, chacune des hypothèses dont elle se compose restant susceptible de traduction directe dans une expérience qui la légitime si elle réussit ou la condamne si elle échoue. A P. Duhem elle apparaît comme une langue aussi, mais dont les termes ne rejoignent par les réalités point par point mais seulement dans l'ensemble et en ses conclusions dernières. La distance entre la réalité et la théorie serait d'ailleurs plus

1. P. Duhem, *La théorie physique*, II^e éd., 1914, p. 405.

2. G. Renard, *Souveraineté et Parlementarisme* dans le 4^e Cahier de la Nouvelle Journée « la Cité Moderne » à paraître.

grande pour les Sciences physiques que pour les Sciences mathématiques ; celles-ci ne faisant appel qu'à deux notions simples, le nombre et la figure, leurs théories sont elles aussi plus simples, côtoient de plus près les réalités visibles, tangibles ou au moins imaginables, dont les traits nettement tracés peuvent être plus aisément suivis. Il n'y aurait qu'une connaissance mathématique, claire, parce que rationnelle, et vraie parce que conforme aux réalités que l'esprit humain lui-même a créé, où par conséquent il se reconnaît et se retrouve. Mais il y aurait deux connaissances physiques : l'une moins vraie, mais plus claire, la connaissance rationnelle, l'autre plus obscure, mais plus certaine, la connaissance empirique. Et nous rejoignons ici H. Poincaré et sa traduction directe expérimentale qui est légitime si l'expérimentation réussit, qui cesse de l'être si elle échoue.

Si donc il y a un problème de la valeur de la Science envisagée comme l'ensemble des conceptions scientifiques rendant compte des réalités, il y a aussi un problème de la valeur de cette Science envisagée non plus dans la correspondance intrinsèque de ses théories avec des réalités pas toujours saisissables, mais dans la réalité de sa portion susceptible d'être expérimentée. Il y a la Science rationnelle et il y a la Science expérimentale autorisant une main-mise sur les phénomènes naturels et leurs lois de manière à permettre leur usage.

Or, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire à notre but de discuter la valeur de la Science au premier sens et par conséquent de choisir entre les conceptions philosophiques émises à ce sujet. S'il nous fallait néanmoins en tirer la part à retenir comme susceptible d'être incorporée par le Droit, nous l'emprunterions aux conclusions les plus schématiques de ces diverses conceptions philosophiques. Le savant découvre des faits et des lois scientifiques. Il invente des théories à la fois pour rendre compte plus clairement de l'ensemble de ces faits et de ces lois et lui donner une ordonnance qui en fait la

beauté (1), pour en faciliter aussi la compréhension et le maniement, pour provoquer enfin sa fécondité en lois et faits scientifiques nouveaux dont la découverte est suggérée. Et en dernière analyse la seule connaissance à laquelle il importe d'aboutir c'est celle qui est la traduction expérimentale spontanée ou provoquée des réalités perçues, et les moyens théoriques de les percevoir vaudront, en se sens, autant qu'ils nous permettront de dominer ces réalités et de les reproduire à volonté.

Le savant met du connu là où il y avait de l'inconnu. Qu'il donne de ce contenu une représentation plus ou moins adéquate à la réalité, mais qu'il nous soit permis de saisir cette réalité et de la féconder. Ainsi le seul aspect de la valeur de la science qu'il nous faut envisager c'est celui de la connaissance expérimentale à laquelle elle nous conduit. Or, que l'on aille du nominalisme d'E. Le Roy, E. Mach et J. Rueff au réalisme de Newton et d'Ampère en passant par les opinions moyennes de Poincaré et de Duhem, cette valeur d'usage de l'idée scientifique simple ou complexe est reconnue par tous. Et c'est d'elle proprement que nous entendons ici faire état.

12. — Mais du point de vue d'où nous l'envisageons, il nous faut dès lors remontant des résultats ainsi pris en considération aux artisans de leur obtention voir quelle est la valeur de l'œuvre scientifique considérée dans sa généralité et d'autre part, à condition d'en avoir démontré d'abord l'existence, quelle est la valeur de la part individualisée de chaque savant dans l'œuvre collective.

La recherche scientifique procède par observations et par hypothèses lesquelles la guident vers des découvertes et vers des inventions.

1. P. Duhem. *La théorie physique*, II^e édit. 1914, p. 31.

Quelle différence y-a-t-il entre les deux termes ?

On a prétendu montrer l'opposition qui existe entre elles en disant que l'invention est une création de l'intellect humain tendant à dominer la nature au moyen de l'utilisation des forces préexistant en elle, la découverte au contraire se bornerait à révéler ce qui existe dans la nature (1). En s'appuyant sur le côté dynamique de la question on a pu dire que, tandis que l'invention est productive, la découverte est seulement réceptive (2), que, tandis que l'invention produit quelque chose de nouveau qui n'existait pas auparavant, la découverte met en lumière quelque chose qui existait mais qui jusqu'alors avait échappé à l'observation (3). On a cru pouvoir remarquer enfin que l'invention exige toujours que l'homme participe à sa confection, à sa réalisation, tandis qu'il suffit pour la découverte que l'homme mette en lumière, en évidence, un objet qui a été créé sans sa participation, par exemple au moyen des seules forces de la nature (4).

Ces définitions ont le tort, en général, de procéder d'une mauvaise méthode ; on n'est pas d'accord sur ce que l'on définit et, quand on oppose la découverte à l'invention, sur le point de vue duquel on les envisage ; on oppose la découverte définie sous le rapport de son objet à l'invention définie sous le rapport de son but ; on oppose à l'inverse l'objet de l'invention au procédé de la découverte.

Pour nous, nous dirons que la découverte, et nous spécifions : la découverte scientifique, est une révélation de faits existant dans la nature, mis en évidence pour la première

1. Kohler, *Handbuch*, § 4, p. 89.

2. Professeur Schanze, *Refindung und Entdeckung in thirty annalen des Deutschen Reichs*, 1894, p. 653-721.

Voir à propos d'autres opinions de maîtres allemands : Ruffini, rapport dans *Chimie et Industrie*, 1923, p. 976 et s.

3. Nougier, *Des brevets d'invention et de la contrefaçon*, in-8°, 1888, p. 389.

4. Picard et Olim. *Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle*, 1869, n° 17.

fois, et contrôlable par l'expérience, et l'invention scientifique, la composition greffée par l'intellect humain sur ces faits en vue de l'obtention d'un nouveau résultat, à la découverte duquel cette composition provoquée doit conduire. L'invention scientifique est donc pour nous le travail préparatoire, la théorie qui, s'appuyant sur des découvertes antérieures, conduit à d'autres découvertes.

Ainsi entendue comme une composition d'idées, qu'elle soit accompagnée ou non de la composition des objets matériels que représentent ces idées, l'invention en elle-même est toujours scientifique et théorique. Seulement lorsqu'elle s'accompagne de cette composition d'objets matériels, et que, d'autre elle aboutit à dominer, ainsi qu'on le disait, la nature au part, moyen de l'utilisation de forces préexistant en elle, et ce faisant conduit à un résultat industriel, il y a, dit-on, invention industrielle, susceptible d'être brevetée. De même lorsque la découverte est celle d'un corps, ou d'un phénomène jusque là inconnu, susceptible d'application industrielle, la découverte de cette application greffée sur celle du corps ou du phénomène est une découverte industrielle susceptible d'être brevetée. Mais il ne faut pas confondre découverte et invention scientifiques, avec découverte et invention industrielles ; non plus que prétendre donner de l'invention industrielle une définition dite « *invention dans la langue du droit* ». (1)

Ayant ainsi ramené déjà, dans une certaine mesure, les définitions respectives de l'invention et de la découverte scientifiques dans leurs bornes exactes, nous croyons pouvoir indiquer ici qu'elles ne nous apparaissent, en fait, que les termes échelonnés d'une série d'opérations de l'esprit ayant pour point de départ la pure découverte, fille du hasard plus que du raisonnement, celle-ci mettant sur la trace d'autres

découvertes, guidant les investigations, substituant aux découvertes de hasard les découvertes scientifiquement préparées, et pour sommet la pure invention d'un système du monde embrassant ce qu'on connaît et ce qu'on ignore, et tendant, par la subordination réciproque de ces deux fractions de l'Univers, à la connaissance de ce qui lui reste à apprendre.

Mais la pure découverte fortuite, elle-même, n'est découverte scientifique que si le savant qui l'a faite a extrait de son observation une idée scientifique qui en est proprement le fruit (1). La découverte fortuite suggère l'idée scientifique ; sur cette idée, jointe à d'autres, son esprit travaille, il les combine de manière à en former un tout plus ou moins complexe qui, à son tour, parle à son esprit et l'incite à provoquer de nouvelles observations susceptibles d'engendrer de précieuses découvertes.

Ainsi la découverte scientifique correspondrait-elle à l'appréhension analytique des réalités physiques, l'invention scientifique à l'ordonnancement synthétique des éléments appréhendés, ordonnancement non fantaisiste mais orienté par les contingences du monde qu'il s'agit de saisir.

Seulement, si la découverte scientifique, comme l'invention scientifique, implique l'idée scientifique, mais simple, tandis que dans l'invention, il y a composition d'idées, mais non libre, on peut se demander s'il est bien utile, quant à la détermination du mérite des savants dans la recherche scientifique, de distinguer découverte ou invention. Il y a dans les deux cas réaction de l'esprit scientifique au contact des réalités physiques, réalité simple dans le premier cas, réalités complexes dans le second. Ainsi la découverte du brome a demandé de la part de Balard la traduction (réaction analytique) qualitative ou quantitative d'une au moins des pro-

1. Cl. Bernard, *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, 1865, p. 61.

priétés du nouveau corps observé. L'invention de la brouette par Pascal est née de la combinaison (réaction synthétique) faite par lui de notions physiques et mathématiques dégagées antérieurement.

C'est dès lors bien plutôt de cette *réaction scientifique* qu'il convient de souligner le mérite intrinsèque.

L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique et l'inventeur industriel ayant été respectivement investis de droits à l'occasion de leurs productions intellectuelles, on n'a pas manqué de chercher philosophiquement quel était le fondement de ces droits. Pour les premiers, on l'a bien trouvé dans la création d'une forme littéraire et artistique. Pour les seconds, si l'on a cru pouvoir soutenir également l'idée de création, il a fallu admettre qu'elle n'apparaissait pas au même degré que dans la création littéraire et artistique, et qu'elle faisait totalement défaut dans la découverte. L'artiste ou l'écrivain évolue dans les espaces infinis de la fantaisie (1), l'inventeur industriel est assujéti aux lois de la Science et à des contingences qui limitent sa puissance de création. Pour nous qui ne considérons l'invention industrielle et la découverte industrielle que comme une invention ou une découverte scientifique dont on a découvert la possibilité d'application à l'industrie, nous ne ferons point difficulté pour reconnaître qu'il n'y a vraiment création que dans l'œuvre littéraire et l'œuvre artistique, et non dans la découverte ni même dans l'invention, qu'elle soit purement scientifique ou industrialisée. Mais c'est à condition qu'on s'entende sur l'objet de la création littéraire et artistique d'une part, qu'on ne nie pas,

1. Marcel Plaisant, député, *Rapport sur quelques conceptions nouvelles concernant le droit des inventeurs*. Bulletin de l'Association française pour la protection de la Propriété industrielle, 1922, n° 15. II^e série, annexe II, p. 72.

P. Loyer, *La Propriété scientifique. Définition et mesures proposées pour sa protection*. « Le Génie civil », 22 mars 1924.

d'autre part, la valeur de ce que nous appelons la réaction scientifique.

A défaut de s'entendre sur le premier point, on risque d'engager une discussion sophistique d'où ne saurait jaillir la lumière. L'œuvre artistique ou littéraire, dit-on, est une œuvre personnelle, que celui qui l'a faite a pu seul composer telle qu'elle est, et qu'aucun autre n'aurait pu concevoir et exécuter de la même manière. L'inventeur industriel et le savant auteur d'une invention scientifique ne créent point. On a été jusqu'à prétendre observer que le savant s'empare de l'œuvre de Dieu puisqu'il révèle une loi de la nature qui a toujours existé et qu'il se borne à la faire connaître aux hommes qui l'ignoraient encore. Le mérite, par ailleurs, né des conséquences de cette révélation n'est pas mince pour nous, mais c'est du mérite intrinsèque de la révélation scientifique, simple ou complexe, qu'il s'agit pour l'instant.

Or, c'est en foule que nous viennent les idées de nature à combattre l'opposition ainsi présentée entre la création artistique et littéraire et la réaction scientifique.

D'abord si l'on compare n'importe quelle découverte scientifique, par exemple, celle des lois de synthèses des matières organiques, à la composition d'une œuvre littéraire, telle « le Cor » de Vigny, lequel débute par le vers bien connu : « J'aime le son du Cor, le soir au fond des bois ». Je ne sais si, de Vigny n'ayant pas existé, le poème du Cor eut été écrit... Mais enfin le premier vers en eut toujours été pensé et formulé par quelqu'un. Or, ce vers, avec ceux qui le suivent, constitue une œuvre littéraire protégée contre le plagiat... et je me souviens que dans un devoir de style sur « Les bruits du soir », ayant écrit « J'aime le son du Cor » pour exprimer mon sentiment à l'égard de cet instrument de musique, je m'attirai l'observation que j'aurais dû mettre ces mots entre guillemets... Il ne nous a pas été donné par contre de plagier avec autant de facilité et d'inconscience,

dans une partie si minime soit-elle de son oeuvre, l'auteur des synthèses d'alcaloïdes.

D'autre part, pourquoi faire du savant plutôt le traducteur des lois de la nature créée par Dieu, et considérer le poète ou l'artiste, eux, comme des créateurs. Si l'on reconnaît au savant un esprit plus pénétrant (1) que celui de ses contemporains ou de ses émules, qui voit ce que les autres n'ont pas vu encore, pourquoi ne pas dire de même que ce qui fait le génie de l'auteur et de l'artiste c'est son aptitude plus déliée à traduire le Beau, le Beau d'au-dedans de lui-même, puisé à même son âme faite à l'image de Dieu, le Beau d'au-dehors de lui-même, celui que la nature lui montre et qu'il a senti ou vu avant d'autres parce que ses sens sont plus aigus.

Et si l'on veut encore aller plus loin... Pauvres humains qui parlent d'inventions ! Mais tout est découverte puisque le monde a été créé identique éternellement à lui-même aux yeux de Dieu pour qui le passé pas plus que l'avenir n'existent. Parlent-ils de découvertes ? Mais tout est invention, l'oeuvre des hommes ne consistant jamais qu'en une traduction formelle de ce qui existe !

Mais tout ceci n'est que de l'argumentation *ad hominem* dont il ne faut point abuser, non plus que de considérations superficielles qui semblent d'autant plus embarrassantes qu'elles sont plus paradoxales, alors qu'au vrai ce ne sont que des raisons verbales qu'on trouve toujours, quelle que soit l'opinion qu'on veuille soutenir.

Il serait peu sérieux de bâtir notre étude sur de tels sophismes.

Au vrai, l'opposition n'est point là, elle n'est point dans la différenciation du travail purement intellectuel auquel se livrent respectivement le savant d'une part, l'auteur littéraire et l'artiste d'autre part, car il n'y a point, pourrions-nous

1. E. Beaupin. Les idées et les faits, *La propriété scientifique*. « Chronique sociale de France » juillet 1924.

dire encore, de raison de ne point parler, pour ces derniers, de réaction artistique au contact de la Beauté ; c'est dans la différenciation de leurs productions qu'elle réside, dans leur degré différent d'extériorisation. L'œuvre littéraire, l'œuvre artistique, c'est une forme tangible en laquelle s'est ou se sont intégrées l'idée ou les idées littéraires ou artistiques de leurs auteurs. C'est cela l'œuvre littéraire, l'œuvre artistique pour le Droit. Mais il y a plus et autre chose en elles : il y a les idées, leur groupement original par l'auteur, le groupement d'éléments tangibles : mots, différents aspects de la matière, formes, couleurs, sons, rythmes, gestes, mouvements qui traduisent la composition des idées. C'est de cette dernière création dont il est question. C'est possible, mais cela ne veut point dire que la composition des idées par l'auteur littéraire ou l'artiste, qu'elle soit ou non une réaction au contact des idées puisées dans le domaine public, ne soit pas une valeur impliquant mérite corrélatif pour son auteur.

13. — De la réaction scientifique dont nous faisons un mérite aux savants, entendant par là qu'ils ne se bornent point à jouer le rôle d'instruments enregistreurs des réalités du monde physique, il nous faut enfin montrer la mesure dans laquelle elle est propre à chaque savant.

Or nous avons trouvé sous la plume d'un savant (1) même

1. E. Gley, *Science et savants* dans Petit et Leudet, *La Science allemande*, p. 182 et 183.

Ad. Rapport de M. le professeur Barthélemy. « Propriété Industrielle » 1922, p. 85.

Pouillet, *Brevets d'Invention*. Introduction, p. xv.

P. Duhem, *Théorie physique*, II^e éd., p. 388.

Et ceci semble une transposition, dans le domaine de la Science, du Sociologisme, les milieux produisant par génération spontanée la Science comme ils produisent la Morale et le Droit. Voir l'étude de la doctrine sociologique dans Fr. GénY, *Science et technique en droit privé positif*, t. II, 1915, chapitre III : L'Ecole sociologique ; et la réponse que l'on trouvera plus loin de la plume de L. BOUTROUX apparaît correspondre à la théorie rivale de M. HAURIU (théorie de la fondation) :

ces remarques décevantes, faites dans un sujet d'étude international mais qu'il est aisé de considérer au seul point de vue national : « Un fait trouvé dans tel pays, aurait pu l'être
« dans tel autre. S'il était besoin d'en administrer une preuve,
« on trouverait celle-ci dans la simultanéité vraiment assez
« fréquente, depuis que se sont multipliés les chercheurs,
« de nombre de découvertes en des contrées diverses.

« Ce caractère d'universalité de la science ne ressort pas
« moins d'une autre constatation, à savoir, que la science
« est une œuvre collective. Tout savant quelque soit son
« génie, profite des découvertes de ses prédécesseurs, comme
« ses successeurs travailleront à partir des siennes et les
« pousseront plus loin ; mais il tire profit aussi des recherches
« de ses contemporains ; la masse des faits scientifiques
« forme un bien commun auquel tous participent et qui
« s'augmente par le travail de tous. Il en a été ainsi à toutes les
« époques. De nos jours, en raison du nombre et de la diffusion
« rapide des journaux et des recueils scientifiques, ce
« caractère de l'œuvre de science est devenu saisissant.
« Mais il a existé de tout temps ; au xvii^e siècle par exemple,
« les correspondances entre savants tinrent lieu de
« périodiques et établirent entre eux des relations fructueuses...
« Aujourd'hui les communications internationales
« sont si faciles et si promptes, qu'un fait à peine publié ici
« ou là est étudié de tous côtés. Ainsi l'effort de tous développe
« rapidement la découverte première d'un seul. Il suit de là
« que justement parce que leur œuvre est collective, tous les
« travailleurs sont solidaires. »

Avant de rien dire sur ces observations, nous voudrions mettre en regard ces autres remarques émanant les unes éga-

l'idée préexistant en soi, est dégagée et mise en valeur par l'homme de génie, puis le public adhère. M. Hauriou, *Principes de droit public*, 2^e éd. surtout I^{re} partie, chap. II, Section III et IV, *passim*.

lement d'un intéressé (1), et les autres d'un philosophe éminent(2) : « L'histoire des sciences est singulièrement difficile à écrire. On y rencontre beaucoup de fausses attributions et de silences parfois intentionnels ; il faut une grande sagacité et des recherches patientes pour retrouver les premières traces d'une idée appelée à un grand avenir. Une grande finesse d'esprit est ici nécessaire pour éviter deux écueils. Une constatation due à un pur hasard, inconsciente en quelque sorte, ne doit pas être mise sur le même rang qu'une découverte amenée par un heureux pressentiment qu'on pourrait appeler le sens du vrai et par des déductions bien liées. Un illustre physicien, mort il y a une vingtaine d'années, avait coutume de distinguer à ce sujet entre les trouvailles et les découvertes. Il importe en second lieu que les revêtements donnés à tel ou tel chapitre de la science ne fassent pas oublier les vrais constructeurs pour ne voir que celui qui a apporté à l'édifice les derniers achèvements : un nain placé sur la tête d'un géant peut apercevoir des horizons plus étendus, mais il a, à cela, peu de mérite (3). »

Mais voici enfin l'opinion d'un philosophe(4) : « La science se forme de deux éléments : de matériaux et d'idées, transformant ces matériaux en expression des lois de la nature. Le travail collectif des spécialistes est excellemment propre à fournir les matériaux. Mais suffira-t-il à engendrer l'idée ? La thèse impliquée dans la méthode allemande (5) c'est que l'idée sort par génération spontanée des matériaux eux-mêmes, quand une fois ceux-ci ont été convenablement rassemblés et coordonnés.

1. Emile Picard, *Histoire des sciences et prétentions allemandes*, dans Petit et Leudet, *la Science allemande*, p. 295 ; et aussi P. Duhem, *la Théorie physique*, II^e éd. p. 336 et s.

2. Emile Boutroux, *la Science allemande*, dans Petit et Leudet, *La Science allemande*, p. 30 et 31.

3. Emile Picard, voir *supra*.

4. E. Boutroux.

5. Et aussi dans... P. Duhem, *La Théorie physique*, p. 384 et s.

L'histoire des Sciences ne vérifie pas ce postulat. L'idée
« jaillit en réalité de l'intelligence humaine, de l'homme
« même, en tant que celui-ci est capable non seulement
« d'emmagasiner des documents, mais de réagir d'une façon
« originale au contact de ces documents. Car l'idée, comme
« l'a dit Cl. Bernard, est tout d'abord une hypothèse, c'est-à
« dire une vue qui dépasse la signification intrinsèque des
« données brutes.

Or quelle est la condition la plus propre, non sans doute
« à créer, mais à favoriser la fécondité intellectuelle ?

Cette condition, c'est une éducation de l'esprit qui
« développe en lui le sens du réel, la faculté de généraliser
« sans s'écarter du réel. Et cette éducation, le savant se la
« donne en méditant, en se recueillant, librement et solitari-
« rement, et encore en franchissant les bornes de sa spécia-
« lité pour converser avec des esprits adonnés à des spécia-
« lités différentes, mais disposés, comme lui, à dominer leurs
« études, et à penser en hommes tandis qu'ils travaillent en
« spécialistes. »

Revenons sur ces différentes observations.

On objecte la contingence des réalités sur lesquelles porte
l'effort scientifique pour en déduire le caractère nécessaire-
ment collectif de cet effort; et l'on prétend tirer, suivant
qu'on se laisse convaincre par la première observation ou par
la seconde, soit l'évidence d'un mérite très atténué du savant,
soit l'attribution d'un mérite collectif à tous les savants.

Le mérite personnel, mais très atténué, on croit encore
devoir le mesurer à l'effort scientifique et le dénier au génie
(différence proposée entre les trouvailles et les découvertes) et
on le nie encore quand on lui substitue une quote indéfinis-
sable dans la somme de travail collective.

Or si l'on convient pourtant qu'à côté des résultats obtenus
par surprise (1) (génie des trouvailles) il y a ceux obtenus par

1. Et en est-il tant qui s'opèrent par surprise? Pasteur n'a-t-il pas

l'effort plus perspicace de l'un ou des uns, on est bien forcé d'admettre d'abord qu'il peut y avoir une part personnelle du savant à l'obtention du résultat, quand ce ne serait que l'exercice d'une faculté de réaction plus aiguë et plus prompte au contact des documents connus (1); d'autre part, pour reprendre l'image pittoresque rappelée plus haut, s'il y a des nains qui prétendent accaparer tout le mérite pour être arrivés au sommet du colosse et révéler de là-haut une découverte particulièrement importante, ces nains sont connus déjà. Mais il ne faudrait tout de même pas abuser de l'idée que la science est un édifice qui se construit lentement et par l'effort de successifs ouvriers, obscurs, et ignorés, apportant leur part chacun, et dont on ne connaîtrait que celui d'entre eux qui y a mis la dernière main. Si de l'édifice on ne connaît pas tous les artisans, on en connaît toujours bien l'architecte, l'entrepreneur, les chefs-artisans des divers

dit qu'en matière de découvertes le hasard profite seulement aux avisés !

1. Cl. Bernard, *Introduction à l'étude de la Médecine expérimentale*, pp. 59 et 60. « Toutes les intelligences se ressemblent sans doute, et des idées semblables peuvent naître chez tous les hommes à l'occasion de certains rapport simples des objets que tout le monde peut saisir. Mais comme les sens, les intelligences n'ont pas toutes la même puissance ni la même acuité, et il est des rapports subtils et délicats qui ne peuvent être sentis, saisis, et dévoilés que par des esprits plus perspicaces, mieux doués, ou placés dans un milieu intellectuel qui les prédispose d'une manière favorable » ; et plus loin : « la découverte réside dans un sentiment des choses qui est non seulement personnel, mais qui est même relatif à l'état actuel dans lequel se trouve l'esprit.

Stanislas Meunier, *La Géologie à la prussienne*, Petit et Leudet, *La Science allemande*, pp. 264-265. «.. On répète comme un axiome que la Science n'a pas de patrie, mais il n'est pas inutile avant d'y souscrire, de s'entendre sur la signification du mot Science et de reconnaître que cette appellation est loinde de se restreindre à la collection des faits plus ou moins constatés. Ce qui donne à la Science sa force irrésistible c'est le faisceau des aperçus et des hypothèses qu'elle engendre, comme un cortège aux faits proprement dits : c'est le monde des idées et des pensées qu'elle provoque et qu'elle met en discussion.

Or ces idées et ces pensées ne se privent pas, elles, d'avoir une patrie; elles sont même marquées à l'estampille indélébile de leur cerveau d'origine et suivant celui-ci, leur contre-coup sur les faits dont elles dérivent peut seul en tirer les conséquences fécondes. » C'est nous qui soulignons le premier membre de cette dernière phrase.

corps de métiers dont le concours est requis ; s'il s'orne de travaux d'art, qui lui donnent son cachet spécial, on en connaît les artistes. Dans l'œuvre constructive de la science il y a aussi ces vedettes, si nous osons dire, dans la succession de ceux qui travaillent à son élaboration ; il y a des pas qui se dessinent avec un caractère suffisamment décisif pour qu'ils frappent, qu'ils émergent de la suite unie des efforts.

Cela nous suffit. Loin de nous la pensée de nier le mérite des efforts obscurs, parce que vains parfois, et souvent sans résultat appréciable. Loin de nous celle de méconnaître la différence intrinsèque de mérite entre la trouvaille et la découverte cherchée ou provoquée par l'invention.

Si nous avons seulement à établir le fondement philosophique de la vocation du savant aux droits que nous tenterons d'organiser à leur profit, il nous faudrait faire état de toutes ces nuances délicates et ténues...

Mais le Droit est une approximation de la Justice, et au regard de ce faisceau de réalités indéniables dont il serait souhaitable de réaliser l'assujettissement aux principes d'ordre positif, il nous faut tailler, autant que possible sans trop de brutalité, la part susceptible d'être incorporée dans le Droit.

De ce que la nature même de l'objet des travaux scientifiques et de ses contingences peut provoquer une simultanéité de découvertes, voire même d'inventions, ne résulte pas du tout la négation de leur valeur. Il n'en résulte pas non plus celle du mérite de leurs auteurs. Mais seulement la difficulté de discriminer ce mérite : or c'est ici que le coup de ciseaux un peu brutal du Droit devra intervenir pour faire, sans trop d'arbitraire toutefois, la démarcation entre les divers mérites concomitants. Cette concomitance n'est d'ailleurs le plus souvent que relative. Des mois, ou tout au moins des jours, se sont écoulés entre les divulgations d'une même découverte

ou invention par divers savants qui ignoraient leurs travaux respectifs. Il doit y avoir possibilité de déterminer à qui revient la priorité exacte, sinon de la découverte ou invention, tout au moins de sa divulgation, de sa vulgarisation (1).

Car voilà, en dernière analyse, où gît le véritable mérite du savant, auteur d'une découverte ou invention scientifique, les choses étant vues sous l'angle juridique. C'est la valeur d'usage de l'œuvre scientifique qui justifie de son mérite, mais une valeur d'usage non pas pour lui, pour ses recherches futures, mais pour tous les savants et les praticiens. Il faut donc que son œuvre soit connue, et c'est dès lors le premier qui a porté la découverte ou invention faite à la connaissance de tous (2) qui a le mérite (3). Ce sera l'objet, entre d'autres, du chapitre troisième de cette Première partie, que de démontrer avec toute la précision possible et par des exemples, la possibilité technique de cette détermination.

14. — Etant établi philosophiquement, et jusqu'à un certain point déjà juridiquement, le bien-fondé pour les savants à prétendre que leur œuvre, reconnue douée d'une certaine personnalité, soit prise en considération par le Droit, à condition qu'elle puisse être saisie par lui, il nous semble qu'il en découle la nécessité, le désir tout au moins, de la voir conférer à son auteur au moins le droit à l'honneur de la découverte ou de l'invention scientifique, c'est-à-dire le droit de

1. P. Duhem, *Théorie physique*, p. 385 et 390. Nous citons : « Or, chose remarquable, l'idée d'onde évanescence se présente *presque* simultanément à l'esprit de quatre géomètres différents ». Ce *presque* nous suffit.

2. Cela doit s'entendre d'une publicité telle que, même restreinte à l'adresse d'une seule personne ou d'un groupe restreint, elle n'ait aucun caractère confidentiel.

3. Et il s'agit là d'un mérite *social* appréciable par le droit, non pas tant d'un mérite intellectuel. Et c'est pourquoi encore, nous ne saurions admettre le système de M. le professeur Gariel accordant des *récompenses* à l'effort intellectuel, tandis que nous voulons une *compensation* à un *enrichissement social*.

faire respecter au regard de tous, et en particulier de ses confrères, sa paternité scientifique. D'autre part, si l'on considère que lorsqu'une découverte ou une invention est faite par l'un d'eux, elle fournit non seulement aux autres savants une nouvelle base d'études et de recherches scientifiques (1), mais qu'elle a en même temps le mérite de fournir aux techniciens et ingénieurs un nouvel élément de mise en œuvre pratique, en bref que la découverte scientifique comme l'invention scientifique peuvent contenir en puissance des découvertes ou inventions industrielles, il nous semble qu'on peut concevoir qu'il soit déduit certains droits au profit du savant de la filiation démontrée entre ces deux ordres d'inventions et de découvertes.

Mais pour parvenir à la détermination de ces droits, il nous faut envisager les moyens d'appréhender la découverte ou l'invention scientifique et la mesure où cette appréhension est autorisée.

Cela découlera de l'examen auquel nous allons procéder du problème, du point de vue de la nature de l'apport fait par le savant au trésor commun, et de la forme sous laquelle il se présente.

1. M. Berthelot, *Science et Philosophie*, pp. 58 et 92.

CHAPITRE II

LES IDÉES OBJETS DE DÉCOUVERTES OU D'INVENTIONS SCIENTIFIQUES SE PRÉSENTENT-ELLES SOUS UNE FORME SUSCEPTIBLE D'ÊTRE APPRÉHENDÉE PAR LE DROIT ?

SOMMAIRE. — 15. Position de la question. — 16. Rappel des principes et de l'économie de la législation relative aux œuvres littéraires et artistiques. La forme littéraire. Inappropriation des idées. Les inventions et découvertes scientifiques au regard de cette législation. — 17. Rappel des principes et de l'économie de la législation des brevets d'invention. Le résultat industriel. Exclusion des inventions et découvertes scientifiques. — 18. Cette double législation est imparfaite. Jurisprudence complémentaire et propositions de réformes. — 19. Elle laisse en dehors les inventions et découvertes scientifiques. Motif. — 20. L'idée ne peut-elle être appréhendée en dehors des formes connues ? Communication scientifique. Appropriation nominale.

15. — L'œuvre du savant dont la portée scientifique et économique est énorme, dont nous avons établi au moins philosophiquement la personnalité, sauf à en démontrer ultérieurement les possibilités pratiques de preuve, à l'encontre de l'opinion commune sur son caractère collectif et la solidarité des recherches scientifiques, doit être également défendue, dans ses résultats, contre toute idée d'absorption inéluctable dans le domaine public.

A cela on objecte que l'objet de la découverte ou de l'invention scientifique, ce sont des idées, et que les idées en dehors de toute forme extériorisatrice sont inappropriables(1),

1. E. Röthlisberger, *Droit d'Auteur*, 15 janvier 1923.

Mais il ne faudrait pas croire qu'en dehors de toute forme précise et déterminée elles soient insaisissables. Et par exemple on a déclaré les congrégations illicites. Nulle part le concept *congrégation* n'est défini, et cependant les congrégations sont atteintes. Voir notamment, Cass.

et d'autre part que ce sont des idées, bien qu'encore susceptibles d'une fécondité scientifique immédiate, absolument improductives économiquement d'une manière directe et actuelle.

Jusqu'ici on ne connaît que deux procédés d'appréhension de la pensée par le Droit, le moyen de la forme littéraire ou artistique (1) et le moyen de l'intégration de cette pensée en une utilisation; un résultat (2) industriel (3) qui mette en œuvre des choses tangibles auxquelles elles impose sa loi — de telle sorte que l'on pourrait ici encore, d'une certaine manière, parler d'une forme extériorisatrice — et l'on donne à cette appréhension pour conséquence, au profit de l'auteur de la pensée, le monopole de reproduction de la forme qui l'emprisonne, la reproduction de cette forme étant précisément la voie de diffusion par laquelle la société peut utilement être mise à même de jouir de l'apport qui lui est fait par l'écrivain, l'artiste ou l'inventeur. Pour qu'un livre soit lu par tous il faut l'éditer, l'imprimer; pour qu'une œuvre musicale soit entendue de tous il faut qu'elle soit exécutée de nombreuses fois; pour qu'une invention industrielle profite à tous, il faut qu'elle soit exploitée et les produits fabriqués mis en vente.

Qu'en conclure, croit-on pouvoir affirmer, sinon que l'idée scientifique, non extériorisée par une forme littéraire, ou non

13 février 1906. S. 1906. 1. 349. *Rev. Trim. de Droit civil*, 1908, p. 214. De même en est-il de l'idée de dissimulation qu'on saisit derrière les apparences.

G. Renard, *Souveraineté et Parlementarisme*, 4^e cahier de la Nouvelle Journée, à paraître.

1. Cela s'applique aux marques, dessins et modèles industriels.

2. Pouillet, *Brevets*, p. 19 : « résultat industriel ne s'entend ici que de celui qui se rapporte à un effort de fabrication. Si la loi ne considère pas l'importance ou la perfection du résultat, elle exige du moins qu'il y ait un résultat, plus ou moins complet sans doute, plus ou moins utile, mais effectif, réel ».

3. Et encore commercial au sens où il intervient à la base des droits sur les fonds de commerce, où il interviendrait à la base de ceux dits de Propriété commerciale, de Propriété horticole.

intégrée dans le cadre technique de l'application industrielle, ne peut être appropriée par le savant auquel elle échappe sitôt que formulée dans sa sécheresse et sa pureté scientifiques.

Avant d'examiner ce que valent ces objections, et le bien ou mal fondé des conclusions qu'on est enclin à tirer de l'argumentation, nous croyons utile de représenter en un rapide raccourci l'économie de la législation actuelle des œuvres littéraires et artistiques et des brevets d'invention.

Nous devons nous borner à des généralités lesquelles sont néanmoins indispensables à rappeler, pour montrer en vertu de quels principes la loi a pris en considération l'œuvre de l'artiste et de l'écrivain et de ce que nous appellerons l'industriel, c'est-à-dire de celui qui a trouvé quelque chose d'inconnu jusque-là et immédiatement applicable industriellement à la vie matérielle.

16. — Dans l'œuvre littéraire ou artistique il y a trois et même quatre choses : les idées ; leur groupement original par l'auteur ; le groupement d'éléments intelligibles les traduisant et faisant ressortir leur propre groupement, cette double composition se proposant pour fin de produire une impression esthétique ou d'instruire ; enfin l'objet matériel qui en est l'intégration dans la matière. Les idées sont, dit-on, puisées par l'auteur ou l'artiste dans le trésor intellectuel commun de l'humanité. Elles ne lui appartiennent pas plus qu'à d'autres. L'objet matériel, livre, statue, peinture, dessin est certainement objet de propriété ordinaire (art. 544 C. Civ.). Restait le double contenu intellectuel intégré : d'une part groupement des idées qui donne le sujet traité, d'autre part groupement des éléments : mots, différents aspects de la matière, formes, couleurs, sons, rythmes, gestes, mouvements, qui en traduisent la composition. C'est cette œuvre propre de l'écrivain ou de l'artiste que le Droit a pris en considération comme étant une valeur, dont il fait un mérite à

son auteur, et sur laquelle il a, en conséquence, tenté de lui assurer certains droits. Par une série de décrets et de lois échelonnés de 1791 à nos jours, il y est parvenu. L'auteur littéraire ou l'artiste, d'une part, a le droit exclusif pendant sa vie, et ses héritiers pendant cinquante ans après sa mort, de vendre, faire vendre, distribuer ses ouvrages et d'en céder la propriété en tout ou partie. L'auteur dramatique jouit des mêmes droits, et en outre, ses ouvrages ne peuvent être représentés durant sa vie sans son consentement formel et par écrit, et pendant cinquante ans après sa mort sans le consentement formel et par écrit de ses héritiers.

Cela implique donc pour l'écrivain l'artiste ou le dramaturge une exclusivité (sauf possibilité de conventions aliénatrices, en totalité ou partiellement) du droit de reproduire la forme originale donnée par lui à des idées qui ne le sont point forcément en elles-mêmes, et par conséquent en une prohibition corrélatrice de la reproduire sous une double sanction civile (basée sur le préjudice causé à l'auteur par l'usurpation, si minime soit-elle, de ses droits) et pénale (quand leur violation est assez grave pour entraîner délit aux termes de la loi) et de la reproduire par quelque procédé que ce soit (sauf accord avec l'écrivain, l'artiste ou le dramaturge). Nous disons par quelque procédé que ce soit, car de bonne heure, ou par la suite, s'est posée à côté de la question primitive de la reproduction par l'imprimerie, pour les œuvres dramatiques et les livrets chorégraphiques, celle de la reproduction par le geste et la parole, ou représentation scénique, pour les œuvres musicales, celle de la reproduction au moyen d'instruments de musique actionnés par des mains d'artistes, puis ensuite d'instruments mécaniques; pour les œuvres d'art, à côté de la question primitive de la reproduction par la copie, celle de la reproduction par le moulage et la gravure; pour une sorte de mixtion d'œuvres

littéraires, dramatiques, artistiques, scéniques, celle de la reproduction cinématographique.

Le droit d'auteur a un autre aspect, plus idéal, plus subtil à dégager, un côté moral (1) sous forme d'un droit au maintien de l'intégrité de son œuvre, une sorte de droit à l'honneur de sa conception. On ne peut reproduire l'œuvre textuellement ou par copie exacte, on ne peut davantage la modifier ou la retoucher et l'attribuer ainsi transformée, ensuite, à son auteur.

Voilà l'ensemble des prérogatives et avantages qu'on est arrivé à accorder aux auteurs littéraires et aux artistes dont les œuvres consistent, répétons-le, dans l'expression d'une composition originale d'idées par des combinaisons de signes qui sont elles-mêmes des conceptions, double composition visant à une impression esthétique ou instructive.

De là deux conséquences :

D'une part les idées sur lesquelles se broche une composition littéraire ou artistique sont inappropriables en elles-mêmes. Une description littéraire d'un système original est objet de propriété littéraire, mais non le système, lui-même, objet d'une appropriation particulière (2). Nul ne peut reproduire ou copier l'ouvrage lui-même ; tout le monde peut faire sien le système et le décrire même littérairement à sa manière.

1. Si la législation des droits d'auteurs ne l'a pas consacré, il y a une jurisprudence qui l'a reconnu et même une législation complémentaire qui sans en parler proprement y fait allusion (LL. 30 mars 1887, 21 avril 1906, 19 juillet 1909, 16 février 1912, 31 décembre 1913, 21 avril 1920).

Gustave Huard, *Traité de la Propriété intellectuelle*, 1903, t. 1. Premier appendice, pp. 291 à 298.

Voir tout dernièrement, tribunal civil de la Seine, 31 décembre 1924. Francis Jammes, C. Bouillot et Librairie Hachette. *Dalloz, Recueil hebdomadaire de jurisprudence*, 22 janvier 1925, p. 54.

On trouvera au *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1922, t. XVIII, p. 229 à 237 un rapport présenté par M. Albert Vannois, docteur en droit, avocat à la Cour de Paris, au nom de la commission chargée d'étudier « la protection du droit moral des auteurs » et au même bulletin, 1923, t. XIX, p. 196 à 219 la discussion du rapport et des articles qu'il formulait.

2. Voir notamment. Paris, 4 nov. 1911. S. 1911.2.303.

On sent l'exclusion des idées scientifiques de toute protection de cet ordre, lorsqu'elles sont traduites en leur forme concise.

D'autre part, cette forme doit avoir une certaine contexture littéraire ou artistique ; quelques mots, quelques coups de pinceau, quelques notes, encore qu'ils forment une phrase, une tache colorée ou une bribe d'air musical et soient des produits du travail littéraire ou artistique, ne sont la source d'aucun droit pour leurs auteurs.

17. — La législation des brevets n'est pas plus favorable à l'œuvre scientifique, et ici l'exclusion est explicite. Elle ne vise (loi du 5 juillet 1844, article 1^{er}) que les nouvelles découvertes ou inventions dans tous les genres d'industries. *A contrario* sont exclues celles qui ne sont point industrielles, donc les découvertes et inventions théoriques, purement scientifiques. Elles sont effectivement exclues en toutes lettres à l'article 30 de la même loi (1).

Encore que la loi de 1844 parle de découvertes et inventions industrielles, elle ne semble pas les distinguer ; elle rapproche les deux termes et a tendance à les prendre pour synonymes. De cette confusion, sans doute involontaire de sa part, nous croyons pouvoir donner une explication qui la justifierait au regard de l'économie de cette loi, s'il en était besoin, si l'on ne pouvait s'accommoder, et on le peut fort heureusement, du contenu d'une loi encore que ses formules et expressions ne soient point d'une rigoureuse exactitude.

En deux mots voici notre pensée : Est pris en considération par la législation des brevets, le caractère industriel du

1. Le rapporteur en a dit d'ailleurs très nettement qu'elle était faite dans l'intérêt de l'industrie non de la science. E. Pouillet, *Traité théorique et pratique des brevets d'invention et des secrets de fabrique*, 6^e éd., p. 14, n^o 9.

E. Pouillet, *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, p. 561, n^o 449.

Gustave Huard, *Traité de la Propriété intellectuelle*, 1906, t. II. *Brevets d'invention, Dessins et modèles industriels*, p. 47 et n. 1.

résultat en lequel se réalise pratiquement une découverte ou une invention dite industrielle, du fait que les idées sur lesquelles elle porte ont été si exactement adaptées aux réalités de portée industrielle traduites, qu'elle en permet la reproduction.

Or selon nous, les éléments de fait et les idées qui les traduisent sont objet de découverte (et de découverte scientifique, fortuite ou provoquée); leur agencement s'il est nécessaire est objet d'invention; et la possibilité d'une application industrielle, tant des éléments que de leur combinaison, idée simple à notre avis, est de nouveau objet de découverte (révélation du rapport de cause à effet entre ces éléments isolés ou groupés, et le résultat industriel susceptible d'être obtenu).

Il y a donc des découvertes et des inventions scientifiques, des découvertes et des inventions industrielles, mais ces dernières ne sont en fait que des découvertes ou des inventions scientifiques auxquelles est venue se joindre la découverte de la possibilité de rendre leur objet industriel. Si l'on peut donc confondre découvertes et inventions industrielles, c'est non au regard de leur origine, mais de leur résultat, et puisque c'est ce résultat que la loi prend en considération, c'est sa découverte qui est en cause : ainsi le brevet serait plus justement appelé brevet de découverte industrielle que d'invention, étant entendu qu'il s'agit de la possibilité d'obtenir d'une découverte, mais aussi d'une invention purement théorique, un résultat industriel.

Examinons en effet, de près, l'article 2 de la loi du 5 juillet 1844. Il distingue d'abord ce qu'il appelle l'invention de nouveaux produits industriels. Or nous pensons, que si le produit est simple il n'y a que découverte, double découverte, d'abord du produit lui-même et de ses qualités (découverte scientifique), et ensuite de son caractère industriel, découverte industrielle. Mais même si le produit est complexe, ce n'est

pas l'invention de sa composition qui est prise en considération, mais encore et seulement son application à l'industrie, pour nous objet de découverte. Il distingue ensuite l'invention de nouveaux moyens industriels pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. Même ici, où l'on pourrait le mieux parler d'invention, nous prétendons qu'on ne devrait parler que de découverte industrielle, car en réalité le nouveau moyen, objet d'une invention, qui, du domaine purement théorique, est passé dans la pratique, n'est pris en considération que dans son aboutissant, le résultat industriel, lequel est objet de découverte. Il en est de même enfin de l'application nouvelle de moyens connus pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel.

Au fond, la loi de 1844 vise seulement la découverte d'une application industrielle, que ce soit l'application de nouveaux produits ou de nouveaux moyens, ou l'application nouvelle de produits ou de moyens connus.

A l'inventeur, qui doit se doubler en réalité d'un « découvreur », on accorde, moyennant la demande et l'obtention par lui d'un titre, dit brevet, délivré par l'autorité compétente, et constatant son droit, l'exclusivité de l'exploitation à son profit de l'application découverte, pendant un délai qui peut être à son choix de cinq, dix, ou quinze années.

Tant qu'il n'est pas en possession d'un brevet, il n'a d'autre droit que celui de faire breveter son invention ou sa découverte. Il y a donc une différence capitale entre le droit d'invention industrielle et celui des auteurs littéraires et des artistes. C'est que la découverte ou l'invention industrielle, œuvre du génie... industriel de l'homme ne se présente pas dans les mêmes conditions que son œuvre littéraire ou artistique.

Il y a, avons-nous vu, les inventions dites industrielles qui supposent des agencements originaux d'éléments de fait et de technique dont on a en même temps découvert l'application

industrielle; et il y a les découvertes dites industrielles, révélations de l'application à l'industrie d'agencements complexes, dont il vient d'être question, mais aussi d'éléments simples de fait.

Or si l'invention dite industrielle semble, à la rigueur, correspondre à une composition nouvelle par son auteur d'éléments intelligibles et tangibles dans un but industriel, comme l'œuvre littéraire ou artistique était une composition de certains éléments en vue de procurer une impression esthétique ou d'instruire, on ne pourrait certainement pas en dire autant de la pure découverte industrielle, révélation de l'application industrielle de corps ou agencements connus. L'œuvre de l'auteur de la découverte ne vient pas d'une conception originale, le corps ou l'agencement connu de lui par d'autres lui échappe; d'autre part, la possibilité d'appliquer, en vue d'obtenir un résultat industriel, la découverte, lui échappe de même (nous ne parlons pas des objets fabriqués ou des produits obtenus) car c'est un fait contingent aux réalités mêmes dont d'autres eussent pu se rendre maîtres à sa place un jour ou l'autre. Ce qui lui est propre, c'est la priorité de sa découverte, c'est d'avoir été le premier à la livrer à la connaissance et à l'usage publics. Et le brevet intervient et doit intervenir ici pour établir, ou en tout cas faire présumer, sa priorité, sa qualité de premier révélateur avec laquelle il se présente aux pouvoirs publics.

Mais même l'invention industrielle peut-elle être considérée, elle qui suppose une invention scientifique antérieure, puis la découverte de son application à l'industrie, comme conférant à son auteur le mérite d'une conception originale d'éléments divers et épars? On en a douté et on a observé qu'il se passe d'abord ici, un peu, ce qui se passait pour la composition d'idées revêtue d'une forme littéraire. Comme c'était la forme littéraire qui donnait seule sa valeur juridique à cette conception des idées, c'est la forme et le but indus-

triels qui donnent à l'idée ou aux idées présidant à l'agencement sa valeur. D'autant, d'autre part, que les éléments sur lesquels porte cet agencement étant en beaucoup moins grand nombre par rapport à celui des éléments susceptibles de groupements originaux littéraires ou artistiques pour rendre les idées et leur groupement, on ne peut concevoir qu'ils puissent être combinés ou mis en œuvre de beaucoup de façons diverses, de sorte que ces combinaisons présentent un caractère contingent qui rendrait leur révélation inévitable et indépendante du génie d'un homme, d'une certaine manière, entre d'autres, autrement que pour sa mise en lumière. Mais surtout, n'oublions pas que l'invention dite industrielle se double d'une découverte industrielle qui est la raison d'être de son appréhension par le droit des brevets. Ici encore ce qui est propre à l'inventeur c'est la priorité de l'invention et la priorité de la découverte de son application à l'industrie, cette dernière étant seule prise en considération et devant être établie par un titre, le brevet.

Nous observerons, que pas plus la découverte, en elle-même, de faits ou éléments nouveaux, que l'invention en elle-même, d'agencements nouveaux de ces faits ou éléments, ne sont visés par la loi sur les brevets, et qu'au fond, c'est la découverte de l'application à l'industrie seule qui est prise en considération. C'est bien ce que dit l'article 30, 3°. En réalité les brevets ne portent que sur les applications industrielles.

L'œuvre propre de l'inventeur consiste donc, ou plutôt doit consister, pour jouir de la protection juridique, en une découverte portant sur l'application industrielle d'éléments connus ou inconnus auparavant, simples ou ayant subi une combinaison préalable, peu importe, et son mérite, c'est alors, au fond, d'avoir fait lever le premier, par sa perspicacité particulière, cette possibilité d'application contingente d'éléments ou agencements, contingents en eux-mêmes, qu'il a eu

ou d'autres, la bonne fortune de saisir, le premier, sur l'inconnu.

Que l'inventeur fasse donc constater sa priorité de pensée, que l'autorité compétente donne le sceau officiel à la présomption de priorité venant de la priorité de sa demande de brevet, et il aura le bénéfice de l'exploitation exclusive de son invention (en réalité découverte) dont il pourra prolonger la jouissance jusqu'à quinze années.

Ici encore il nous faut souligner deux conséquences du régime juridique ainsi brièvement exposé.

Ce qui domine toute la question, c'est le but industriel, le but effectif et non pas seulement la destination ou l'intention (obligation de l'exploitation); c'est ce qui nous a fait dire, qu'au fond, c'est la possibilité d'une application immédiate à l'industrie qui est prise en considération et que sont seules brevetables les découvertes industrielles.

Donc si l'agencement d'éléments de fait ou de principes techniques produisant un résultat industriel semble rentrer dans le champ de la législation des brevets, il ne faut pas s'y tromper, c'est en tant que lié à ce résultat industriel qu'il est susceptible d'être breveté; et cela apparaîtra très bien si l'on considère que l'inventeur qui a réalisé l'agencement, sans voir encore, ou prévoir, le résultat, n'a pas droit au brevet que celui qui trouve ce résultat, étranger à l'invention, mais auteur de la découverte industrielle, peut seul obtenir...

Jusqu'ici donc et en résumé, on connaît uniquement, d'une part la protection de l'utilisation pratique d'idées par une ou plusieurs applications techniques nettement déterminées, et celle d'autre part de l'expression ou de l'extériorisation littéraire ou artistique des conceptions intellectuelles; et l'on entend par là qu'il est accordé des droits privatifs à l'auteur d'une composition littéraire ou artistique pour reconnaître l'introduction, par lui, de son œuvre nouvelle dans le trésor intel-

lectuel commun, et d'autre part au « découvreur » industriel, pour avoir révélé l'objet industriel de sa découverte.

Ces droits privatifs comportent une limitation dans leur durée, nous l'avons vu. La raison générale qu'on en peut donner est l'ubiquité des biens immatériels qu'ils ont pour objet.

18. — D'autre part tels qu'ils ont été organisés par les lois de 1791-1866 d'une part, 1844 d'autre part, ils n'ont point laissé que d'offrir une approximation jugée insuffisante, avec les idées de justice qu'ils entendaient consacrer. On s'est ému d'abord du sort des artistes, vendant leurs œuvres à vil prix, parce que poussés par le besoin, ou en tout cas à un prix bien inférieur à celui qui venait révéler dans les reventes successives postérieures leur véritable valeur, eu égard à la notoriété de l'artiste et à son mérite affirmés par l'opinion publique tardivement. On a en conséquence juxtaposé, et pour la même durée, au droit exclusif de reproduction artistique, le droit au prélèvement, au profit de l'auteur d'une œuvre artistique ou de ses héritiers, d'un pourcentage sur la plus-value prise par cette œuvre dans les reventes publiques successives dont elle ferait l'objet (1).

Sur bien d'autres points, en matière artistique et littéraire, à défaut d'une intervention législative modificatrice, c'est la jurisprudence qui a dû faire effort pour combler les lacunes les plus grosses. Elle a défini les facultés inhérentes à la propriété des auteurs, déterminé l'objet du droit, notamment à propos de l'architecture, de la photographie, du cinématographe. Son attention a été attirée sur les problèmes que soulèvent la collaboration, le contrat de publication, la mise en société des œuvres de littérature ou d'art. Et les solutions législatives ou jurisprudentielles se sont inspirées des idées suivantes : c'est la forme littéraire ou artistique qui est protégée-

1. Voir Loi du 20 mai 1920. D. P. 1920, 4^e partie.

gée ; le mérite de son auteur est dans sa création, mais dans la création d'un bien immatériel dont le caractère spécial d'ubiquité est un obstacle à ce qu'un droit privatif indéfini soit conféré ; à chacun le mérite de sa propre création, soit dans l'œuvre originale, soit dans sa reproduction autorisée ; à chacun l'équitable part du profit tiré de la jouissance lucrative de l'œuvre.

En ce qui concerne la législation des brevets, et indépendamment de l'intervention jurisprudentielle sur nombre de questions qu'il ne nous appartient pas d'examiner (1), certains desiderata législatifs ont été depuis longtemps exprimés. Ils portent principalement sur les points suivants : on demande d'abord l'individualité du brevet, c'est-à-dire que le brevet ne puisse être établi qu'au nom de l'auteur véritable de la découverte ; or actuellement, quiconque dépose une demande de brevet pour une découverte nouvelle susceptible d'être brevetée, à condition que nulle demande n'ait été déposée avant la sienne, obtient un brevet utilement opposable. Deux questions connexes se rattachent à ce fait : d'une part celle des inventions d'employés, ingénieurs, directeurs techniques lesquelles actuellement, leurs auteurs étant liés par un contrat à l'entreprise, qui, moyennant un salaire fixe les dépouille à l'avance de la totalité des inventions brevetables qu'ils pourront faire, avec leurs profits d'ordre pécuniaire, font l'objet de brevets dont les titulaires et les bénéficiaires sont précisément ces entreprises et non les inventeurs (2). D'autre part celle de l'examen préalable de la paternité des inventions.

1. Voir G. Huard, *Propriété intellectuelle*, t. I, pp. 28 et 29.

2. Voir notamment Projet G. Lainel, *Les droits des employés salariés sur leurs inventions*, dans *l'Industrie chimique*, Paris, n° de décembre 1921, p. 492. A noter surtout le deuxième point visant l'obligation d'indiquer son nom sur le brevet pour établir son antériorité scientifique et lui assurer le bénéfice moral de sa découverte.

A rapprocher les résolutions adoptées par *l'Association allemande pour la protection de la propriété industrielle*, VI, 3°. L'action relative au

On demande en outre la prolongation de la durée du brevet, la suppression de sa déchéance pour défaut de paiement de la taxe due, ou pour non exploitation de la découverte brevetée.

Mais, plus encore qu'en matière de droits d'auteurs et d'artistes, ne devons-nous nous borner qu'à donner les idées générales qu'il convient de prendre pour guides dans ces propositions d'amendements. Car encore une fois, il ne s'agit point pour nous de réformer la loi de 1844 dans sa forme ni même dans son fonds, en cherchant à y faire rentrer ce qui n'y rentre point, il s'agit de prendre cela qui n'y rentre point et de chercher le parti juridique qu'il en peut être tiré.

Or n'est brevetable, avons-nous vu, que l'application industrielle ; le mérite corrélatif à la découverte auquel il est attaché de l'importance vient de la publicité donnée à cette découverte, mérite qui ne postule point, mais surtout eu égard à l'ubiquité du bien immatériel qu'est la découverte, la reconnaissance d'un droit privatif indéfini. A chacun le mérite de sa propre découverte et l'équitable part du profit tiré de la jouissance lucrative de l'œuvre. Toutes ces idées peuvent inspirer les projets d'amendements de la loi de 1844 en tant que cette loi s'applique aux découvertes industrielles ; même, étant mise en lumière son inapplication aux conceptions et découvertes non industrielles, elles vont, on le prévoit, intervenir à la base de l'organisation du régime juridique de ces conceptions et découvertes non industrielles, lorsque celles-ci se lieront, par un rapport de cause à effet, à une application industrielle. Etant donné l'objectif que nous nous sommes proposé, nous ne les retiendrons et examinerons que sous ce second angle.

droit au nom sur le brevet se prescrirait dans le délai de trois ans à compter de la date de la publication ou l'indication de l'inventeur fait défaut ou est faussement donnée. *Propriété industrielle*, 1922, p. 29, et 1929, p. 132.

19. — De même qu'il doit être conclu des conséquences spéciales dégagées de l'examen de la législation des droits d'auteurs, que le savant auteur d'une découverte ou invention scientifique, s'il veut profiter de la législation protectrice des œuvres littéraires, doit composer un véritable ouvrage littéraire, manuel, mémoire, article de revue, décrivant l'objet de sa découverte ou de son invention, lequel ouvrage littéraire lui conférera le droit exclusif de reproduire sa forme littéraire, mais non sa théorie scientifique ou les faits mis par lui en lumière, que par conséquent encore, la simple relation en quelques mots verbaux ou écrits des résultats de son travail livrera les idées scientifiques par lui extraites de l'inconnu du monde à la connaissance de tous sans aucun profit pour lui ni pécuniaire, ni peut-être même honorifique ; de même, l'examen succinct de la législation des brevets nous amène à conclure à sa carence aux regard des découvertes et inventions scientifiques qui ne se traduisent pas en des applications industrielles.

Nous voudrions en souligner le motif à l'indication (f) duquel nous nous étions borné et qu'il nous faut envisager de plus près. C'est que les idées, dit-on, en elles-mêmes, sont inappropriables, qu'elles ne peuvent être saisies que par leur vêtement. Or le Droit est parvenu à concevoir ce vêtement sous deux formes : la forme littéraire et artistique, la forme de l'application industrielle ; par le truchement de ce vêtement il a saisi l'idée.

Ainsi du moins présente-t-on les choses. Elle ne nous apparaissent point telles. Mais il nous semble, qu'au vrai, le Droit a emprisonné, ce faisant, l'idée sous la forme par une maladresse due à la grossièreté de ses instruments et en a attribué le mérite intégral à l'auteur de cette forme (auteur littéraire ou artiste) plus grossièrement encore au profit du révélé-

1. Voir *supra*, n° 15, *in medio*.

lateur de cette forme (inventeur industriel) et cela dès lors, et souvent, bien que l'idée leur ait été en réalité suggérée par un autre avec quelque mérite.

N'a-t-on point vu déjà semblable fait se produire autrefois, à la naissance des droits de représentation en matière d'œuvres dramatiques ? Les privilèges furent accordés, non aux auteurs, mais aux acteurs, à certaines sociétés d'acteurs et de Comédie qui recevaient du Roi le privilège exclusif de jouer (1). Sans doute les acteurs ont quelque mérite à leur jeu scénique, mais le privilège dont ils jouissaient englobait en réalité la valeur de l'œuvre interprétée. De même, par la suite, si par des procédés affinés on est parvenu à saisir l'œuvre dramatique et l'œuvre littéraire, n'a-t-on pas encore conçu la possibilité d'appréhender les idées (2) qu'elles traduisent non plus que celles qui président à l'obtention de résultats industriels seuls saisis par la législation des brevets.

Or, l'inspiration de l'œuvre littéraire ou artistique peut être due à quelqu'autre que celui qui l'a revêtue d'une forme, personnelle, c'est entendu, mais qui a tout de même besoin de reposer sur le substratum d'idées qui viennent d'ailleurs, de même l'application industrielle d'idées scientifiques peut être trouvée par quelqu'autre que celui qui a mis au jour les idées scientifiques.

20. — L'idée ne peut-elle être appréhendée en dehors de ces formes ?

D'abord qu'on s'accorde bien sur le sens à donner à l'expression : appréhension d'une idée, appropriation d'une idée. Pour nous, cela ne doit point s'entendre comme impliquant

1. De même en matière de Propriété littéraire proprement dite, les privilèges furent-ils accordés d'abord aux libraires, et non aux auteurs. E. Pouillet, *Traité théorique et pratique de la Propriété littéraire et artistique*, 3^e éd., p. 13.

2. Peut-être pourrait-on néanmoins voir un précédent aux prétentions que nous allons soutenir, dans la protection... littéraire ?... accordée aux scénarios cinématographiques.

nécessairement la mainmise absolue, encore que susceptible d'être fixée par le Droit à une durée temporaire, d'un seul sur cette idée. Elle ne doit s'entendre que de la détermination possible d'un lien, dans une mesure à déterminer originel, entre l'idée et celui que l'on qualifie son auteur ou son inventeur, sauf à s'entendre sur le sens à donner à ces mots. De ce lien, le Droit peut faire l'état qu'il veut, et dans la mesure qu'il veut, encore qu'elle lui soit indiquée par les réalités à intégrer, consacrer les prérogatives de ces auteurs, ou inventeurs, au regard du sort à venir de leur idée.

Nous tenons à insister sur ce point. L'appropriation d'une idée, nous l'entendons de la marque originale donnée par un individu déterminé à telle idée qui, en elle-même, se trouve en dehors de lui, qui tient à un objet qu'il n'a point créé, qui existait avant lui et en dehors de lui. Seulement, du fait qu'il y a attaché son nom, sa personnalité, peut être tiré le titre justificatif de certaines prérogatives qui ne sont pas forcément, qui ne doivent même point aller jusqu'à une mainmise absolue.

Or, d'autre part, il n'y a point d'obstacle, à ce que le lien de filiation entre l'idée ou les idées et l'auteur, « découvreur » ou inventeur, puisse être entendu non seulement comme né de la création même, mais encore de cette mise au jour d'une idée, même existant, mais inconnue de tous, dont l'inventeur se gère comme le père adoptif du fait que le premier, et non sans avoir fourni quelque effort, il la signale à l'attention de tous, en y attachant son nom. La marque originale dont il pourra frapper (1) l'idée sera non seulement celle de la création (d'ailleurs plus ou moins discutable à notre avis) mais celle de la priorité d'enregistrement de l'idée, accompagnée de la priorité de révélation qui la frappera du sceau indélébile du révélateur.

Cela posé, naturellement il faut bien envisager un mini-

1. Pris au sens de: donner une empreinte.

mum de forme extériorisant l'idée scientifique. On ne peut songer à la saisir dans le cerveau de celui qui, le premier, l'aura enregistrée ; il faut qu'il la communique. Cette communication ne peut bien évidemment être obtenue qu'au moyen de signes auxquels notre intelligence au moins est sensible. Mais il pourra s'agir au minimum d'un exposé oral ou écrit dans sa précision et encore dans sa sécheresse (de telle sorte qu'il ne prenne même point la proportion d'un monument littéraire) (1) accompagné peut être et en outre d'un exposé expérimental au moyen de manipulations ou de schémas (2). En cette extériorisation rudimentaire, l'œuvre scientifique, du fait de sa priorité, réside, suffisamment « enformée » pour emporter l'empreinte définitive de son inventeur ou découvreur.

Nous ajouterons qu'il nous semble que l'idée scientifique plus que toute autre idée, morale, philosophique, religieuse, etc., est susceptible de cette appropriation particulière. L'idée scientifique a une réalité tangible à sa base (3) ; pas l'idée morale, philosophique, ni autre. L'objet auquel ces dernières correspondent est incorporel, tandis que l'idée scientifique traduit une parcelle de l'Univers, susceptible de compréhension par tous, mais en attendant extérieur à tous ; l'idée philosophique ou morale traduit l'homme connue de tous ; de telle sorte qu'il est, croyons-nous, plus sûr et plus plausible de dire que l'idée scientifique est vraiment mise au jour en elle-même par l'auteur de la découverte ou de l'invention scientifique qui le premier l'enregistre et la réfléchit telle qu'elle est dans sa *réalité* scientifique, qu'on ne peut le dire de l'idée morale ou philosophique qui se peut conce-

1. Mais à plus forte raison lorsqu'il sera une œuvre littéraire de grande envergure.

2. E. Gley, *Science et Savants*, dans Petit et Leudet, *La Science allemande*, p. 185.

3. C'est Aristote qui avait raison... contre Platon.

voir *innée* chez tous, sauf à l'un ou à l'autre à la présenter sous une *forme* originale et personnelle.

L'idée scientifique nouvelle apportée dans le domaine public de la connaissance est donc susceptible d'être appréhendée dans le lien même, si ténu soit-il, qui la rattache à son inventeur dès que celui-ci l'a exprimée.

Mais nous n'avons pas dit qu'elle dût être appropriée par ce dernier, dans le sens d'une mainmise absolue, même temporaire. La mainmise absolue sur une idée même scientifique, ne se conçoit pas, nous n'avons pas l'intention de soutenir le contraire (1). Même lorsque l'apport intellectuel fait à la société se traduit en une forme esthétique, ou dans un résultat industriel qui présente une valeur d'utilité immédiate et circonscrite, on n'a pu concevoir la mainmise perpétuelle de l'auteur de cet apport sur cette forme ou ce résultat industriel, de telle sorte que la concession de son usage par d'autres serait à jamais subordonnée au bon vouloir de cet auteur. Les droits d'auteur littéraire et d'artiste sont limités dans le temps; plus encore le sont ceux de découvertes ou d'inventions industrielles. Moyennant cette limitation dans le temps, une mainmise temporaire absolue a pu du moins être concédée sur la forme littéraire ou artistique, l'objet de la découverte ou de l'invention industrielle. C'est que d'une part, la forme n'emprisonne qu'en droit, mais non en fait, les idées qu'elle recouvre. C'est que d'autre part, le résultat industriel en lequel sont insérées les idées de l'inventeur est délimité, immédiatement réalisable, et par conséquent on en peut sans inconvénient attribuer le monopole de reproduction à l'inventeur sous la condition non impossible de l'obliger à cette exploitation (2).

1. Et par conséquent l'objection présentée par M. Colson à l'Assemblée générale de la Société d'Etudes législatives du 21 mars 1924, Bulletin, n° 3, 1924, p. 230 et suiv. tombe d'elle-même. De même la réflexion de M. Le Hénaff.

2. On a pourtant souvent émis le vœu de la suppression de cette obli-

Dès lors que nous envisageons l'idée en elle-même, et plus précisément l'idée scientifique comme susceptible d'être appréhendée indépendamment d'une forme littéraire (nous ne disons pas verbale ou écrite) ou du résultat industriel en lequel elle peut se traduire, mais dans son expression la plus rudimentaire que nous avons dite, il nous en faut ensuite, mais seulement à présent, tirer les conséquences de droit qui se peuvent concevoir.

Il faut en définitive distinguer trois choses : la personnalité de l'œuvre du savant qui est l'un des éléments de la détermination de son mérite, l'autre élément étant la reconnaissance de la frappe originale que le fait de sa découverte ou invention, entendue comme la priorité d'enregistrement d'une idée scientifique, donne à l'idée enregistrée et révélée ; seulement enfin, et nous y arrivons, le contenu possible des droits que la nature du mérite et de l'apport scientifique ainsi établis postule.

gation d'exploiter, en France et à l'étranger. Il a été notamment réitéré à la réunion du groupe allemand de l'Association internationale pour la propriété industrielle de Berlin les 11 et 12 mai 1923 (Propriété industrielle, juin 1923) « Résolution... III, obligation d'exploiter ». — « Le comité renouvelle le vœu que dans l'Union, l'obligation d'exploiter soit supprimée partout, et qu'en tout cas, aussi longtemps que cette suppression ne peut se faire, la seule sanction de la non exploitation soit la licence obligatoire. »

CHAPITRE III

ESQUISSE DES DROITS POSTULÉS

SOMMAIRE. — 21. Esquisse des droits postulés : droit à l'honneur de la découverte ou de l'invention ; droit spécial au regard des auteurs littéraires ; droit de participation aux profits réalisés par l'exploitation industrielle des applications de découvertes ou inventions scientifiques. — 22. Genèse de la conception en notre esprit du deuxième de ces droits. — 23. Nous voulons des droits et non des récompenses. Rejet du système proposé par M. le professeur Gariel.

21. — Il nous apparaît que deux principes doivent être posés à la base de la reconnaissance des droits d'invention et de découverte scientifiques qui en indiquent la mesure et l'orientation. L'objet de l'invention ou de la découverte, et l'idée ou les idées qui y correspondent, doivent être laissés à la libre disposition de tous, savants et profanes, sous la double condition légale qu'il ne soit d'une part porté atteinte par quiconque à l'appropriation nominale de l'idée découverte ou inventée, d'autre part et en outre, que quiconque fait de cette idée scientifique le substratum d'une forme susceptible en droit (1) ou en fait (2) d'exploitation lucrative reconnaisse — pécuniairement — la part qui revient dans les bénéfices de l'exploitation, au mérite de celui à la collaboration duquel il a fait appel.

Ainsi l'auteur d'un manuel scientifique qui n'a fait que transposer en une forme littéraire des éléments de fait, découverts ou inventés par d'autres et révélés par eux, devra

1. Propriété littéraire. Droits des brevets.

2. Propriété horticole à venir. Voir plus loin, 1^{re} partie, chap. V.

se reconnaître tributaire de cette révélation et verser en conséquence, aux auteurs des découvertes ou inventions scientifiques relatées, le prix de la reproduction qu'il en a ainsi opérée.

De même quiconque tire profit de l'exploitation d'un résultat industriel dérivé d'une découverte ou invention scientifique donnée, doit reconnaître l'emprunt qu'il fait ainsi d'un élément nécessaire à la naissance de la source lucrative dont il jouit, et verser en conséquence, à celui grâce auquel l'emprunt a pu être fait, un certain prix correspondant au rôle joué par lui dans l'avantage qu'il en retire.

Ainsi doit-on concevoir les droits d'invention et de découverte scientifiques comme susceptibles d'englober deux catégories de prérogatives pour le savant, qu'il exercera, d'une part, au regard de tous, mais en particulier des autres savants dans le but de faire respecter sa paternité sur telle découverte ou invention scientifique; et d'autre part, au regard et des bénéficiaires de la législation des droits d'auteur et de celle des brevets, et de ceux généralement qui exploiteront lucrativement une utilisation pratique immédiate ou médiate de ladite découverte ou invention.

L'idée d'une reconnaissance juridique de l'appropriation nominale par le savant, de sa découverte ou invention scientifique, avait été, on s'en souvient, suggérée comme un minimum au Congrès international des Associations d'inventeurs, tenu à Paris en 1900. Elle est connexe à celle qui se trouve à la base de la question des inventions d'employés et des projets de réforme de la loi du 5 juillet 1844, notamment des vœux émis à ce sujet par l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français (1). Elle doit être à la base de toute proposition tendant à l'organisation des droits d'invention ou de découverte scientifique. Elle l'est d'une manière plus ou moins claire dans les propositions de loi de M. Barthélemy

1. Voir aussi *supra*, p. 73, n. 2.

et de MM. Dalimier et Gallié, et dans le projet de convention internationale, élaboré par M. le sénateur Ruffini, au nom de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations.

Celle d'une reconnaissance juridique d'un droit de participation aux profits réalisés par l'exploitation industrielle d'une application de l'objet d'une découverte ou invention scientifique, c'est celle que, communément et à première vue, on se fait des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques. Mais elle suppose la précédente préjudiciellement obtenue.

22. — L'idée d'une reconnaissance d'un droit spécial au regard de l'auteur littéraire nous sera peut-être plus personnelle (1), et nous croyons devoir préciser la genèse suivant laquelle elle s'est développée dans notre esprit.

Notre attention a été éveillée sur ce point particulier par le procès survenu en 1920 entre M. Albert Petot, professeur à la Faculté des Sciences de Lille et M. René Devillers, ingénieur (2). M. Petot avait publié avant la guerre un recueil de ses cours sur l'étude de la dynamique des voitures automobiles. Resté à Lille, pendant l'occupation allemande, il apprit en 1920 que M. Devillers venait de faire paraître à Paris un volume sur les moteurs à explosions, volume dont une importante partie aurait été prise dans le recueil de ses cours. Estimant qu'il y avait contrefaçon, M. Albert Petot assigna M. Devillers en 50.000 francs de dommages-intérêts.

1. On nous accordera que l'article 4 de la proposition Dalimier-Gallié ainsi conçu : « la reproduction dans un but commercial du nom de l'auteur du texte publié ou de la communication scientifique et de la référence bibliographique sont interdits sans le consentement écrit de l'auteur », outre qu'il ne peut être envisagé comme praticable qu'en tant qu'il viserait seulement la reproduction de la communication scientifique, ne ferait que consacrer une propriété littéraire élargie et pas du tout le droit que nous entendons sur ce point faire reconnaître au savant.

2. *Le Temps*, 10 mars 1923. De la forme en matière scientifique, rapporté également par M. le sénateur Ruffini dans son rapport.

Et la troisième Chambre du Tribunal civil de la Seine, jugea en substance, qu'on ne saurait revendiquer un privilège sur toute conception, découverte ou doctrine scientifique, attendu que celles-ci sont tombées dans le domaine public du jour où elles sont exposées en vue de développer le progrès scientifique, à moins cependant qu'elles n'aient fait l'objet d'une application industrielle. Toutefois, poursuit le jugement, la contrefaçon peut être relevée et retenue si, indépendamment du fond, la forme, la manière littéraire est prise par le contrefacteur. Ainsi le fait d'avoir composé un ouvrage littéraire sur une relation de travaux relatifs à un objet de recherches scientifiques et indépendamment de tout plagiat de la forme donnée à cette relation ne pouvait être considéré comme une usurpation des droits de l'auteur nés de ces travaux et de leur exposé. La carence du Droit, ainsi se révélait une fois entre d'autres, impuissant à saisir cette reproduction spéciale d'une œuvre intellectuelle par la superposition d'une forme littéraire, objet du droit et source de profit, sur une forme rudimentaire et schématique, alors que la matière, insaisissable en elle-même, renfermée par cette forme rudimentaire, non susceptible de protection, devrait être précisément le seul contenu de la forme littéraire protégé, dont il va faire pour beaucoup la valeur (une forme littéraire vide a-t-elle autant de valeur que si elle recouvre des idées ou groupements d'idées intéressants en eux-mêmes). Et cette déprédation doit se reproduire souvent si l'on en juge par la brièveté de certaines communications (1) présentées par les savants aux académies sur leurs découvertes ou inventions,

1. La réalisation de la photographie en couleurs fut exposée par Gabriel Lippmann, en 1891, à l'Académie des Sciences, en une note de moins de deux pages des comptes rendus de cette académie, bien qu'elle eût coûté à son auteur des années de travail. Les communications de ce savant, notamment aux sociétés scientifiques, si elles furent nombreuses furent toujours très laconiques. Gabriel Lippman (1845-13 juillet 1921), *Revue générale de l'électricité*, 1921, II, p. 379.

et le parti néanmoins que l'on en voit tirer des vulgarisateurs scientifiques, souvent de second ordre, recueillant et se bornant à synthétiser les résultats des recherches faites par d'autres et brochant sur le tout un ouvrage dont la publication leur rapporte d'abondants droits d'auteur :

L'idée de mettre un terme à cette déprédation et le sentiment de la possibilité de parvenir à ce résultat, nous sont venus par ailleurs de la connaissance d'une application originale de semblable conception par la jurisprudence américaine (1), à propos d'une hypothèse tout à fait curieuse. Il s'agissait des « nouvelles du jour » recueillies par une agence d'information pour ses clients et de leur utilisation frauduleuse par une agence rivale.

Une agence recueille des nouvelles du jour dans le monde entier et les fait parvenir par téléphone ou télégraphe aux journaux abonnés à son service d'information. Une agence rivale connaît par un moyen quelconque la communication téléphonique ou télégraphique et publie la nouvelle ainsi captée sous une forme quelconque, comme venant d'elle. Il convient de bien insister : l'agence rivale n'a pas reçu la nouvelle directement du lieu d'où elle émane, mais il l'a connue par la communication télégraphique ou téléphonique destinée à l'autre agence et à ses abonnés. L'agence lésée pouvait-elle prétendre à une protection quelconque au regard de cette déprédation ? Elle demandait au tribunal de prononcer une *injunction* interdisant à la défenderesse pour un temps à fixer, de copier, transmettre, vendre, utiliser une quelconque des nouvelles empruntée aux communications télégraphiques ou téléphoniques à elle destinées. Nous n'entrons pas dans les détails et les complications de la cause pour

1. Cour d'appel fédérale de la seconde circonscription de New-York. Audience du 21 juin 1917. Associated Press contre International News Service. *The Trade Mark Reporter*, 1918, n^{os} 2 et 3, p. 37 à 49. *Le Droit d'auteur*, 1920, p. 70 et s.

n'insister que sur les points utiles à notre objectif. L'agence défenderesse arguait que le contenu des nouvelles dites du jour était des faits inappropriables, que leur publication au surplus faisait tomber dans le domaine public, et que la forme de cette publication ne pouvait être considérée comme objet de propriété littéraire.

Or, M. le juge Hough, avec une finesse extrême, a opposé à ces prétentions inadmissibles, entre autres les observations suivantes. Après avoir cherché à définir ce que sont exactement les nouvelles du jour, il constate que leur obtention demande du travail et des dépenses (envoi et entretien de reporters dans tous les pays du globe, usage de moyens de transport rapides, etc.). La connaissance du fait acquise par le reporter est transmise par voie de communication téléphonique ou télégraphique à l'agence. Les journaux abonnés, moyennant un prix d'abonnement, ont le droit d'imprimer des articles le relatant et de vendre les exemplaires de l'édition qui les renferment. Chacun peut sans doute, dès lors, les copier et les reproduire à son gré, sans restriction et pour tout usage commercial. Car le contenu du journal n'est plus protégé que par les dispositions régissant le droit d'auteur, lesquelles ne visent pas les exposés de faits, mais seulement la forme littéraire qui les habille. Mais ce que réclame l'agence demanderesse, c'est un droit sur la communication téléphonique ou télégraphique, de telle sorte que celle-ci étant considérée comme la forme primitive donnée à la nouvelle, les journaux auxquels elle a consenti un abonnement moyennant finance puissent seuls, tout au moins pendant un certain laps de temps, donner au public connaissance de la nouvelle sous une forme dont ils trouveront la rémunération dans le prix des exemplaires de journaux vendus, comme l'agence trouve, dans le montant des abonnements consentis par elle, le prix des efforts faits pour donner corps à la nouvelle dans une communication téléphonique ou télégraphique qui l'ap-

porte à la connaissance des intéressés à sa publication. Autrement dit, la communication téléphonique ou télégraphique donne à la nouvelle une première extériorisation qui suffit à en consacrer l'appropriation avec les conséquences de droit possibles, et notamment le privilège pour l'agence demanderesse de ne consentir que moyennant finance, et à qui elle veut, la primeur de sa publication dans les journaux. Et M. Hough conclut en particulier que « l'usurpation substantielle des nouvelles de la demanderesse en vue de les « mettre en vente, sans autre travail que celui d'en prendre « connaissance et avant qu'une rémunération équitable soit « assurée aux propriétaires dans le sens indiqué plus haut, « constitue une violation illégale des droits de propriété (1) ». Nous n'attacherons aucune espèce de valeur aux expressions : propriétaires, droits de propriété, employés, et n'en discuterons pas l'exactitude, pour ne retenir que l'idée de M. le juge Hough, à savoir, la conception d'une possibilité d'appropriation d'une forme non littéraire mais extériorisant suffisamment des faits ou des idées dont la connaissance a exigé une certaine dépense de travail et d'argent, de telle sorte que nul ne puisse superposer à cette forme une forme littéraire lucrative, sans que celui qui est l'auteur attitré de cette communication ait reçu juste compensation à sa dépense de travail et d'efforts.

La Jurisprudence américaine accorde en conséquence à l'agence réceptrice et distributrice de nouvelles du jour le droit exclusif de les publier (nous ne disons pas de les éditer) pendant un délai, très court naturellement (2), mais conçu

1. *Le Droit d'auteur*, 1920, p. 72, col. 2 *in medio* ; opinion Ward, *Le Droit d'auteur*, 1920, p. 72, col. 2 *in fine* et col. 3.

2. Qui serait le temps matériel nécessaire et suffisant pour que la nouvelle soit transmise d'un point du globe à l'autre par les moyens les plus rapides, en tenant compte des différences d'heures, pour que la nouvelle puisse parvenir, par les soins de l'agence qui se l'est procurée, en tous lieux « nouvelle du jour ».

de telle façon que durant ce bref délai, l'exploitation de son monopole, par la voie des abonnements souscrits, la rémunère tout de même de ses efforts et de ses dépenses.

Les Américains sont gens pratiques.

Cette application curieuse et typique nous a confirmé dans l'idée de reconnaître au savant auteur d'une communication scientifique verbale ou écrite, le droit d'exiger un juste prix de l'usage fait par un auteur littéraire de sa communication pour la transposer en une composition littéraire, source pour lui de profits.

Elle justifie également notre conception du même droit reconnu au regard de celui qui l'utilise au titre industriel ou commercial dans des conditions à déterminer.

Mais tandis que ce dernier ne peut être conçu comme un droit exclusif, l'exemple de la Jurisprudence américaine nous a amené à réfléchir sur le principe posé d'une non-exclusivité, même au regard des auteurs littéraires, et à nous demander ce qui valait le mieux en l'occurrence : un droit d'assez longue durée mais à une simple rémunération des auteurs littéraires pour lesquels l'usage des idées scientifiques resterait complètement libre, ou bien un droit de durée plus courte, très courte, mais exclusif. Nous croyons qu'on pourra admettre ce droit exclusif, conçu comme permettant au savant de se réserver, pendant les quelques années qui suivront sa découverte ou son invention, et à l'exclusion de tout autre, de mettre en forme littéraire sa ou ses communications verbales ou écrites, de manière à en faire un ouvrage de portée scientifique, et en même temps littéraire, en tant que sa forme lui confère les droits dits d'auteurs littéraires.

23. — Ainsi droits du savant et dans les diverses mesures indiquées au regard de tous usager au titre littéraire ou industriel bénéficiaires de sa découverte ou invention, droit de faire préjudiciellement résoudre à son profit la question de

sa paternité sur telle découverte ou invention, c'est-à-dire sa priorité d'introduction dans le domaine de la connaissance, voilà ce qu'il faut reconnaître au savant si l'on veut consacrer juridiquement la valeur de son œuvre.

En face de ces conclusions qui selon nous s'imposent, nous croyons le moment opportun de placer celles auxquelles M. le professeur Gariel (1) a entendu faire aboutir l'examen de la question.

La liberté qu'il prend au seuil de son étude (2) vis-à-vis de l'expression *Propriété scientifique*, qu'il déclare n'employer que pour se conformer à l'usage établi et pour éviter le recours à une périphrase, — nous avons préféré, pour notre part, l'écarter, — n'empêche, et sa remarque le fait supposer, que c'est néanmoins bien des droits à reconnaître aux savants sur leurs œuvres scientifiques et dans leurs rapports avec les usagers de leurs résultats théoriques dans un but pratique et lucratif, qu'il entend s'occuper.

Après avoir posé en principe (3) qu'il n'y a pas une analogie suffisante de situation entre l'auteur au sens littéraire et le savant qui a fait une découverte ou invention scientifique, pour que ces deux situations soient réglées à l'aide du même procédé (tantièmes par exemple sur les bénéfices de l'exploitation industrielle, voire commerciale, des applications pratiques tirées de cette idée par le travail d'autrui), point sur lequel nous ne sommes pas loin d'être d'accord avec lui (4), après avoir constaté (5) qu'il y a évidemment un rapport de causalité entre un principe scientifique et ses

1. G. Gariel, *La question de la propriété scientifique* (Travaux de la Faculté de Droit de Fribourg à l'occasion de la cinquante-neuvième assemblée de la Société suisse des Juristes), tirage à part. Paris, Rousseau, p. 252.

2. *Id.*, p. 244, n. 2.

3. *Id.*, p. 248.

4. Au moins quant à la non-identité des situations postulant des solutions distinctes.

5. G. Gariel, *op. cit.*, p. 248.

applications, que ce principe et ses corollaires existent par eux-mêmes, alors même que le savant n'a pas découvert le principe, qu'aucun industriel n'a utilisé les corollaires — c'est bien notre avis aussi, — il poursuit (1) : « Voici maintenant un savant qui découvre un principe, voilà un industriel qui trouve les moyens de l'utiliser, d'en déduire des applications et de réaliser ainsi des bénéfices. Le savant n'est pas la cause efficiente de ces bénéfices. Il n'a pas le droit strict d'exiger de l'industriel une part de ceux-ci (2). » Nous passons condamnation, sans insister, sur la reconnaissance au profit de l'industriel du droit de réaliser des bénéfices sur l'exploitation d'une application dont M. le professeur Gariel vient de dire qu'elle existait avant son utilisation (où est donc le mérite justificatif pour l'industriel du droit à ces bénéfices ?) pour prendre acte surtout de ce que M. Gariel veut bien accorder que lorsqu'il publie sa découverte, et la fait connaître le premier, il rend un service au public, à l'industrie, en permettant d'en tirer des applications, il indique au public l'existence d'une sorte de matière première sur laquelle celui-ci pourra travailler ; cette matière première, si ce n'est pas lui qui l'a faite, c'est lui qui le premier l'a révélée. Voilà donc bien un mérite reconnu au savant qui peut lui être attribué d'une façon personnelle.

1. *Id.*, p. 248.

2. Nous admettons que le savant « s'approprie », au sens où nous avons entendu ce mot, une vérité préexistante en la faisant passer de l'inconnu au connu. M. Gariel pourrait peut-être prétendre nous prendre en flagrant délit de contradiction et nous objecter : pourquoi ne permettez-vous pas aussi à l'industrie de « s'approprier » cette connaissance en la faisant passer de l'inutilisable à l'utilisable ? Mais... parce qu'à notre avis l'ordre naturel des choses est que les hommes s'approprient les richesses naturelles en les fécondant par leur travail, mais non qu'ils s'approprient les biens les uns des autres même en les enrichissant de leurs propres efforts. Le monde extérieur a pour destination d'être approprié par l'homme au moyen de son travail ; mais les biens, une fois appropriés par l'homme, ne peuvent plus être réappropriés par son semblable sans le consentement du premier « occupant » (Voir *infra*, II^e partie, chap. I et chap. V).

(M. Gariel l'admet et nous en démontrerons la possibilité). L'objet de la découverte ou de l'invention scientifique étant connu avec autant de précision que son auteur, voici telle application industrielle et lucrative qui en a été déduite, extériorisation saisissable par le Droit actuel superposée à l'extériorisation donnée par l'auteur des recherches qu'il a l'honneur d'avoir faites et dont il a le mérite d'avoir fait connaître le résultat, n'apparaît-il pas que M. Gariel va conclure à la reconnaissance de droits au profit du savant au regard de son œuvre ? Eh bien ! non. Il ne consent qu'à proposer en leur faveur l'octroi d'un don rémunérateur proportionné en bloc à la plus ou moins grande importance du service rendu à l'industrie par tel savant et ses découvertes ou inventions, et il entend reconnaître par là au savant un droit à demander une équitable rémunération à l'ensemble de l'industrie ayant utilisé le principe qu'il a découvert. Don rémunérateur et droit, ces deux mots ne se heurtent-ils pas ?

Disons rapidement en quoi consisterait le système des récompenses professionnelles proposé par M. Gariel. Envisageant d'abord son organisation sur le terrain national, le système prévoit la perception par l'Etat d'une légère taxe additionnelle à l'impôt sur le commerce et l'industrie, prélevée sur les patrons de chaque groupe d'industries spécialisées, dont le montant serait versé dans une caisse de récompenses professionnelles à l'usage des savants inventeurs nationaux. La gestion de cette caisse serait assurée par une commission administrative mixte où l'Industrie, la Science, l'Etat seraient représentés. Tout ressortissant du pays aurait le droit de se présenter devant la commission et de faire valoir par lui-même ou par un représentant ses titres à une récompense. Les industriels de la profession intéressée jouiraient de la même faculté et la commission pourrait de son côté agir d'office. Elle statuerait par une décision motivée, publiée et susceptible de recours en annulation

devant le tribunal administratif suprême du pays (en France le Conseil d'Etat) (1).

Sur les modalités de fonds et de forme de la procédure ainsi introduite devant la commission prévue, les idées de M. Gariel ne sont guère que des suggestions, mais nous reconnaissons volontiers qu'elles nous seront précieuses pour l'élaboration de notre propre système.

Mais ce qui fait l'originalité du projet de M. Gariel, ce qui est précis en lui, et ce que je ne saurais précisément admettre c'est l'idée de récompenses octroyées par l'industrie en bloc (2). M. Gariel admet la démonstration possible de la paternité du savant sur son invention ou découverte. Mais il s'arrête là et ne va pas jusqu'à admettre la démonstration possible de la filiation existant entre telle application industrielle donnée et le principe scientifique qu'elle applique. Il semble bien que par là M. Gariel ait reculé moins devant l'absence — qu'il affirme, mais qu'il ne démontre pas — de tout lien précis entre tel principe et telle application, que devant la difficulté de déterminer ce lien. Ceci est une autre affaire. Seulement devant cette difficulté réelle, deux attitudes peuvent être prises : ou bien s'attacher à démontrer qu'elle est surmontable et chercher comment elle peut être surmontée, ou bien s'en déclarer incapable. La tourner en usant d'une solution tangente ce n'est point la résoudre (3). C'est pourquoi nous disions dans notre introduction et répétons

1. Voilà peut-être un rôle attribué au Conseil d'Etat qui peut laisser rêveur...

2. Cela fait penser à ce qui se passe en matière de taxes automobiles lesquelles alimentent le fonds commun de chaque département destiné à réparer les dégâts faits à la voirie par tous les automobilistes.

3. Nous entendons bien que M. le professeur Gariel pourrait nous dire : j'adopte le *droit* des savants, mais pour la mise en forme, je substitue la récompense parce que je ne trouve pas mieux. La récompense est un moyen de secours au cas où le droit ne trouve pas de vêtement à sa taille. Mais nous prétendons justement que ce vêtement lui peut être ajusté.

ici que le système de M. Gariel n'est pas une réponse (1), ou bien elle n'est qu'une réponse négative à la question posée des droits d'invention et de découverte scientifiques à reconnaître.

Nous indiquerons, sans nous y arrêter, l'impossibilité pratique de l'extension de ce système sur le terrain international prévue pourtant par M. Gariel. Conçoit-on une caisse de récompenses professionnelles internationale, alimentée indirectement au moyen des versements des caisses nationales par les produits prélevés sur les diverses nations adhérentes, servant à récompenser des savants étrangers aux pays de ces industries tributaires?...

Mais si l'orientation inattendue prise par l'étude préparatoire de M. le professeur Gariel vient du sentiment de l'aptitude (2) du Droit à intégrer les réalités, par lui comme par d'autres et par nous, mises au jour et précisées, encore ne suffit-il pas d'y opposer sa confiance dans l'existence de l'aptitude requise, pour fonder et affirmer le système des redevances réglées et perçues dans des rapports directs entre les savants et les usagers, après avoir déclaré ce système comme le seul répondant à la question posée des droits à reconnaître aux savants.

Il faut démontrer cette aptitude. Ce sera l'objet des chapitres suivants.

1. Voir introduction, *supra*.

2. M. Gariel prétend également que le système des redevances réglées et perçues dans des rapports directs entre les savants et les usagers manque de fondement théorique. Notre chapitre 1^{er} de cette 1^{re} partie est une réponse à cette assertion.

CHAPITRE IV

DÉMONSTRATION DE LA POSSIBILITÉ DE RATTACHER LA DÉCOUVERTE OU L'INVENTION SCIENTIFIQUE D'UNE PART A SON AUTEUR, D'AUTRE PART A SES APPLICATIONS.

SOMMAIRE. — 24. Position de la question. — 25 Lien de filiation entre les savants et leurs inventions et découvertes scientifiques. Exemplification. — 26. Lien de filiation entre les inventions et découvertes scientifiques et leurs applications. Exemplification.

24. — Dès lors qu'on se propose de faire une œuvre avant tout pratique, c'est là évidemment le point le plus important, le point capital de cet examen des diverses faces du problème à résoudre, que celui de considérer la découverte ou l'invention scientifique, non plus dans sa physionomie abstraite et théorique, mais dans ses rapports d'une part avec le savant son auteur, d'autre part avec ses dérivées industrielles et lucratives.

Est-il possible, et dans quelle mesure certaine, de déterminer le lien de filiation existant entre tel savant et telle découverte ou telle invention scientifique, ou même entre chacun des savants ayant dirigé leurs efforts vers un même objet de recherches et leur part individuelle contributive dans le résultat obtenu auquel l'un d'eux a donné une forme relativement définitive ?

Est-il possible, et dans quelle mesure certaine, de déterminer le lien de filiation reliant telle application industrielle à la suite des découvertes, inventions, découvertes encore auxquelles elle se rattache historiquement, de faire le départ

entre leurs diverses influences et les mérites corrélatifs de leurs auteurs ?

L'étude de ces deux points est extrêmement délicate et difficile, nous le pressentons. Nul de ceux qui jusqu'à présent ont parlé ou écrit en faveur ou à l'encontre de la reconnaissance de certains droits aux savants, auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, n'ont été plus loin que ce pressentiment. Les uns s'y sont soumis sans résoudre l'obstacle, et c'est ce qui, peut-être, est cause pour une part de la faiblesse de leurs propositions. Les autres l'ont exalté et, habillant de la difficulté l'image juridique désirée, en ont fait un spectre repoussé de tous.

On a multiplié les objections qu'elle entraînait dans son sillage. Cette difficulté et cette complication vont-elles être portées au prétoire où elles apparaîtront plus sensibles encore du fait de l'inaptitude des juges à apprécier des relations d'un caractère aussi spécialisé, appréciation pour laquelle il faudrait des connaissances scientifiques ou tout au moins un certain sens de ces connaissances. Cette recherche précise admise d'une délimitation, en même temps que délicate, grosse de conséquences, ne va-t-elle pas jeter le monde des savants dans une perturbation indescriptible mais encore extrêmement préjudiciable à leurs travaux, troubler la sérénité de l'atmosphère qui convient à leurs graves labeurs, où la plus complète et la plus incessante attention est requise ? — Au regard de cette situation faite aux savants quelle ne sera pas celle, d'autre part, en découlant pour l'industrie, notamment, lorsque les applications industrielles seront exposées à une analyse, à une dissection, en fin de laquelle chacun des éléments sera mis au regard des principes scientifiques dont il est tributaire et la conséquence déduite quant aux rapports de son exploitant avec le « découvreur » de principes.

Ce sont ces objections, non négligeables, qu'il nous faudra

considérer dans le chapitre suivant, cinquième de cette première partie ; l'examen s'en rattache au problème de la possibilité de réalisation pratique de l'objectif que nous nous sommes proposé ; mais c'est plus précisément celui que nous avons appelé le problème de l'opportunité de cette réalisation, ou encore celui de la confrontation des intérêts respectifs et des savants, sujets actifs des droits à consacrer, et de ceux, confrères, auteurs littéraires, industriels titulaires ou non de brevets, public en général, au regard desquels ils s'exerceront directement ou indirectement. Cette confrontation dont nous avons supposé jusqu'ici le bénéfice aller aux premiers, du moment où nous avons pris en mains leurs intérêts, nous ne pourrons l'opérer qu'à cette place.

Voyons ici les possibilités de nos deux déterminations.

25. — La question de la détermination du lien de filiation existant entre tel savant et telle découverte ou telle invention scientifique fera, le premier, l'objet de notre enquête. Il faut fixer l'auteur de la découverte ou de l'invention, ou les auteurs des divers travaux d'approche y ayant conduit, avant d'étudier le lien secondaire unissant l'objet de cette découverte ou de cette invention à telle application dérivée ou à telle œuvre littéraire composée pour la décrire. Elle apparaît aussi, cette première question, et dès l'abord, comme plus aisée à résoudre.

Ce premier point en effet repose sur une base précise d'investigations. C'est le problème même de la valeur de l'histoire des Sciences, de la garantie offerte par sa méthodologie et de la certitude prise par les résultats positifs obtenus, qui est soulevé. Toutefois nous n'avons pas, on le comprend, l'intention de l'examiner en ce sens, car cela dépasserait le cadre de notre travail ; nous nous bornerons aux seules observations utiles.

D'abord cette histoire des Sciences peut-être entendue

d'un point de vue plus spécifiquement philosophique en tant qu'elle étudie les phénomènes dont l'évolution de la connaissance peut provoquer l'observation, et d'une manière générale les lois de cette évolution. En ce sens, toute science a son histoire. Mais l'Histoire des Sciences, de celles qui ont plus proprement pour objet l'étude de la matière dans ses diverses manifestations, et des mathématiques qui fournissent l'un des instruments de cette étude, doit nous intéresser plus spécialement en ce qu'elle se propose de retrouver et de retracer la genèse et l'évolution d'idées scientifiques à travers l'œuvre de tel savant, mais encore et surtout à travers les œuvres de divers savants qui ont dirigé leurs efforts sur un même noyau de questions. Cette histoire, ainsi comprise, comporte déjà de nombreux chapitres, presque toujours et par la force des choses écrits sur des étapes de la Science reculées dans le temps, étant devenues de ce fait objet d'étude désintéressée de la part d'esprits curieux d'établir, dans le temps, une vue synthétique de la marche constitutive de telle science, de telle parcelle de cette science.

Mais il est des chapitres composés d'une manière plus spéciale par la discussion contemporaine, ou quasi-contemporaine, de l'origine de la solution apportée sur tel point donné, et de la participation respective de tous ceux qui ont contribué à son obtention. Par où l'on voit que le débat qu'on veut instituer à la base même de la reconnaissance des droits d'inventions et de découvertes scientifiques n'a rien de nouveau.

Mais là n'est pas la question. Ce qu'il importe de voir, c'est si un tel débat peut aboutir à des résultats pratiques certains.

Or, cela nous a paru ressortir de l'étude faite de nombreux exemples vécus, dont nos revues scientifiques se sont faites les échos. A vrai dire le débat ne fut pas toujours posé dans le sens de nos préoccupations. Peu nous importe, pourvu que

nous puissions y trouver, même incidemment, trace des éléments utiles à la détermination poursuivie.

Voici par exemple la *Revue scientifique* qui publie en 1904 un certain nombre d'articles intitulés *Les rayons N existent-ils ?* (1) par lesquels elle rend compte de l'enquête menée, au sujet de la découverte contestée de M. le professeur Blondlot de Nancy, parmi les savants de France et de l'étranger.

Nous n'examinerons pas les articles pour voir s'ils renferment bien la démonstration de l'inexistence de ces rayons contestés. Mais nous relèverons dans le premier d'entre eux cette « histoire » (2) des rayons hypothétiques.

« Le 2 février 1903, M. Blondlot, professeur de physique
« à la Faculté des Sciences de l'Université de Nancy, membre
« correspondant de l'Académie des Sciences, envoyait une
« note à l'Académie sur la polarisation des rayons N consi-
« dérés jusque-là comme impolarisables. Or, dans ces recher-
« ches, il ne s'agissait pas en réalité des rayons X mais
« d'une autre espèce de radiations. Le 23 mars, une seconde
« note relatait la découverte d'une nouvelle espèce de lumière,
« celle que l'auteur avait prise le mois précédent pour des
« rayons de Roentgen. Enfin le 11 mai, un pas nouveau était
« fait ; il s'agissait de rayons, accompagnant les radiations
« d'un bec Auer, et capables de traverser les métaux, le
« bois, etc..., rayons que par une note en date du 25 mai
« 1903, date importante, M. Blondlot appelait « Rayons N »
« en l'honneur de la ville de Nancy.

« A partir de ce moment, M. Blondlot s'acharna à l'étude

1. *Les rayons N existent-ils.* « *Revue scientifique* » (revue rose), 1904, t. II, p. 545.

La solution du problème de l'existence des rayons N, id., p. 705.

Les expériences de M. Bordier prouvent-elles l'existence des rayons N, id., p. 783.

P. Salvioni, *la Question de la nature des rayons N, id.*, p. 73.

2. *Revue scientifique* (revue rose), 1904, t. II, pp. 545-546.

« de ces rayons nouveaux ; les 13 juin, 20 juillet, 2 novem-
« bre, 9 novembre, 23 novembre, 7 décembre 1903, des
« notes à l'Institut apportèrent de nouvelles données. Le
« 18 janvier 1904, c'est la mesure de la longueur d'onde ; le
« 22 février, c'est l'enregistrement photographique de l'action
« produite par les rayons sur une petite étincelle électrique.
« Cette date marque l'apogée des rayons N. Une nouvelle
« espèce de rayons N, les rayons N' furent décrits le 29 février
« 1904 : cette découverte fut suscitée par l'analyse de résul-
« tats complexes obtenus par M. le Dr Th. Guilloz. A ce
« moment toute une série d'expérimentateurs s'étaient lan-
« cés dans cette piste. A ce moment, au contraire, M. Blond-
« lot cessait quelque temps ses communications.

« Il ne publia rien entre le 24 mars (la dernière commu-
« nication insérée dans son recueil) (1), où il comparait
« l'action des rayons N et celle de la chaleur sur la phospho-
« rescence, comparaison suscitée probablement par des objec-
« tions qui avaient été faites, et le 6 juin. Les dernières
« communications furent envoyées du 6 juin au 11 juillet. Du
« 13 juin date la première note sur « l'émission de matière
« pesante » qu'il étudie dès lors presque exclusivement les
« 27 juin, 4 juillet et 11 juillet. Depuis le 11 juillet, il n'a plus
« rien été communiqué par M. Blondlot ; et depuis le 25 par
« personne, ce que les vacances expliquent aisément. »

« Mais nous l'avons dit, d'autres expérimentateurs étu-
« dièrent les rayons N. Dès le mois de décembre 1903,
« M. Charpentier, professeur de physique médicale à la
« Faculté de Médecine de Nancy, communiquait sa retentis-
« sante découverte de l'émission de rayons N par l'organisme ;
« il ne cessa de publier toute une série de recherches sensa-
« tionnelles sur l'émission des rayons par le système nerveux
« et leur action sur les centres et les différents organes sen-

« soriels, etc... (Voir les comptes rendus de la Société de
« Biologie et, dans les comptes rendus de l'Académie des
« Sciences, les séances des 1^{er}, 15, 22 et 29 février, 7, 14 et
« 28 mars, 11 avril, 2, 9, 24 et 30 mai, 13 et 27 juin, et
« 11 juillet, pour l'ouverture d'un pli cacheté du 10 janvier.)
« Le 4 janvier M. Carl Huter présentait une réclamation de
« priorité au sujet de cette découverte, réclamation qui émana
« d'ailleurs de tous les milieux spirites. A la séance du 11 avril,
« M. d'Arsonval déclara que toutes les réclamations étaient
« sans fondement et que les « faits » apportés par M. Char-
« pentier étaient bien nouveaux.

« A la suite de M. Charpentier, c'est M. Meyer, le profes-
« seur de physiologie de la Faculté de Médecine de Nancy,
« qui, dès le 11 janvier déclare qu'il y a une émission de
« rayons N par les végétaux et qui continue ses études dans
« cette voie (Voir en particulier les comptes rendus de l'Aca-
« démie des 11 et 30 avril, 13 juin, 25 juillet, cette dernière
« note consacrée à l'étude de l'émission pesante provenant de
« l'organisme) (1).

« Le 25 janvier, un autre Nancéien entre dans l'arène : c'est
« M. Lambert, agrégé de physiologie à la Faculté de Médecine
« de Nancy. Il étudie l'émission de rayons N par les ferments
« solubles. Le 24 mai paraît une note faite en collaboration
« avec M. Meyer.

« Le collègue de M. Blondlot à la Faculté des Sciences de
« Nancy qui fut souvent son collaborateur, M. E. Bichat,
« professeur de physique et doyen, consacrait aussi aux
« rayons de Nancy un certain nombre de recherches, cher-
« chant en particulier l'explication de la transmission des
« rayons par des fils décrite par M. Charpentier, transmission
« considérée comme analogue à celle de la lumière dans un
« tube de verre (Voir les comptes rendus des 8 et 29 février,

1. Qu'une note rectificative ultérieure de la *Revue Scientifique* restituée à M. Julien Meyer, préparateur à la Faculté des Sciences.

« 24 et 30 mai, 6 juin et 23 juillet. Ce n'est que plus tard
« que surgirent deux nouveaux champions. M. Broca, agrégé
« de physique à la Faculté de Médecine de l'Université de Paris,
« et surtout M. Jean Becquerel, assistant au Muséum d'His-
« toire naturelle, le fils du professeur de physique du Muséum
« qui, en communiquant à l'Institut les notes de celui-ci,
« leur dispensa par-là même une part de son autorité incon-
« testée. Ces deux auteurs interviennent le 9 mai et M. J. Bec-
« querel ne cesse ses notes que le 23 juillet (Voir les notes
« de M. Broca du 9 mai ; du 16 mai en collaboration avec
« M. Zimmern ; du 24 mai, en collaboration avec M. J. Bec-
« querel ; du 13 juin, en collaboration avec M. Turchini ; et
« les notes de M. Jean Becquerel des 9, 16, 24 et 30 mai ;
« des 6 juin sur l'anesthésie des métaux, 13 et 20 juin ; et
« des 4 et 23 juillet).

« A côté de ces expérimentateurs, il y a encore quelques
« communications épisodiques, l'une de M. Gilbert Ballet,
« agrégé à la Faculté de Médecine de Paris, sur les rayons N
« dans les maladies du système nerveux (C. R. du 29 février),
« de M. Bagard, professeur adjoint de physique à la Faculté
« des Sciences de Dijon, sur la polarisation rotatoire des
« rayons N (C. R. du 14 mars) et de M. Macé de Lépinay, pro-
« fesseur de physique à la Faculté des Sciences de l'Univer-
« sité de Marseille, dont une note parut le 11 janvier sur la
« production de rayons N par les corps vibrants, et une autre
« du 21 mars, traita d'expériences de contrastes destinées à
« mettre mieux en évidence la présence des rayons.

« Il ne reste plus guère à signaler que quelques notes de
« M. Gutton, maître de Conférences de physique à la Faculté
« des Sciences de Nancy, concernant l'action des champs
« magnétiques sur les variations de phosphorescence du sul-
« fure de calcium (1^{er}, 13 et 29 février), dont une en colla-
« boration avec M. Lambert (3 mars) et une sur les rayons N
« (20 mars) : et d'autre part, une série de communications

« de M. Colson, professeur de chimie à l'Ecole Polytechnique,
« qui étudia les applications à la chimie des rayons de Blon-
« dlot et leur origine (Comptes rendus des 11 avril, 2 mai et
« 6 juin)...

... « Voici quatorze observateurs occupant des situations
« différentes qui semblent garantir par leur autorité l'exis-
« tence des rayons N. »

Et à cette conclusion la *Revue scientifique* opposait le problème des doutes soulevés par cette même existence.

Nous ne la suivrons pas sur ce terrain ; qu'il y ait là véritablement une découverte (ou seulement peut-être une invention ?... (1) qu'il resterait à vérifier par des expériences plus éclatantes, aux résultats plus sensibles), nous ne nous le demanderons point, mais nous constaterons que, s'il y avait là véritablement découverte (ou invention) que des études postérieures ne feraient que préciser et confirmer, on pourrait trouver dans ce répertoire complet les éléments de fixation de l'œuvre exacte de tous les savants précités, en faisant d'ailleurs le départ de l'objet des rappels faits par eux des travaux antérieurs et de ce qu'ils y ont joint de nouveau. Ces travaux touchent d'ailleurs à la Physique, à la Physiologie, à la Chimie ; mais en toutes ces matières, l'attribution de paternité de chacun sur la mise en lumière de telles idées scientifiques découlerait de l'étude de ces publications faites par eux, de la marche et des résultats de leurs travaux.

D'autres exemples sont fournis par l'étude historique des inventions et découvertes successives aboutissant aux chemins de fer, à la dynamo à courant continu, aux moteurs à

1. Cette idée, qui dépasse d'ailleurs notre compétence, nous est suggérée par ce passage du même article de la *Revue Scientifique*, 1904, II, p. 549 : « Les variations de luminescence (du sulfure de calcium), quand on en approche une lime d'acier ou quand on le place dans la direction d'un bec Auer ou bien du filament d'une lampe Nernst, (tout en arrêtant par des écrans de bois et d'aluminium les radiations lumineuses ou calori-

champ tournant (1), d'autres encore, par l'histoire de la reproduction artificielle des minéraux et des roches (2), de la synthèse de l'ammoniaque, de la télégraphie sous-marine, du problème de la suralimentation des moteurs d'aéroplanes marchant à grande altitude, ces trois derniers exemples montrant le cycle d'acheminement complet aux applications industrielles (3).

Nous en citerons encore un avec précision, susceptible de frapper davantage par son ampleur et par la popularité et de son objet et des noms de deux de ses protagonistes : la télégraphie sans fil, à laquelle sont attachés, entre autres, les noms de Branly et de Marconi.

La Revue *Radio-Electricité* s'est faite l'écho du conflit survenu, non pas à proprement parler entre ces deux génies, mais entre leurs partisans respectifs, sur le point de savoir

fiques) sont au-dessous de ce qu'on peut appeler le seuil de certitude de la perception. Des contours paraissent plus ou moins nets, une impression lumineuse paraît plus ou moins intense sans qu'il soit possible d'affirmer qu'il y ait une très réelle variation ; et si l'on croit pouvoir, avec de l'habitude, hasarder une affirmation de ce genre, il n'en reste pas moins que cela relève plutôt d'une *hardiesse de l'esprit* que d'une évidence sensorielle ; et cet autre passage, p. 551 : « Les découvertes successives des radiations infra-rouges et ultra-violettes, de toutes les radiations invisibles, des rayons de Röntgen, des rayons uraniques, enfin des radiations émises par le radium, l'actinium, etc., et de toutes celles qu'on rencontre aujourd'hui, par toute la nature, suivant la prophétie de notre collaborateur M. Gustave Le Bon, toutes ces découvertes avaient tourné les recherches des savants vers des voies de ce genre et préparé les esprits de tous à accepter sans surprise, à attendre même comme une conséquence logique l'apparition de nouvelles espèces de radiations. »

Ces découvertes successives ne pouvaient-elles être de nature à conduire à une conception d'autres rayons, ainsi inventés par M. Blondlot et restant à découvrir ?

1. On sait que Ferrari ayant découvert le principe et inventé le mécanisme des moteurs à champ tournant il ne prit pas de brevet. Et ce furent des Américains qui lui... subtilisèrent les profits de son invention.

2. F. Fouqué, de l'Académie des Sciences, *La Reproduction artificielle des minéraux et des roches*. « *Revue des Deux-Mondes* » 1^{re} janvier 1883.

3. Conférence de M. Rateau, membre de l'Institut, ingénieur en chef des Mines, ancien professeur à l'école des Mines de Paris. *Revue Générale d'Electricité*, 1921, t. II. p. 383.

qui était le père de la télégraphie sans fil. Or, placé sur ce terrain, le problème était insoluble ou plutôt ne pouvait être résolu d'une manière certaine qu'à condition de s'entendre sur ce que l'on appellerait la découverte ou l'invention de la télégraphie sans fil ; était-ce la réalisation d'appareils prêts à fonctionner et permettant de télégraphier, la conception de leur agencement, la découverte des principes suggérant cette conception ? Était-ce la suggestion de l'idée de télégraphier sans fil ? Le père de la télégraphie sans fil, était-ce le premier dans la file des prêtres de cette idée, le révélateur du culte à venir, ou bien (1) celui qui l'avait amenée en communion avec la réalité ? Était-ce Branly, était-ce Nikola Tesla, était-ce Blondel, était-ce Marconi ?

Cette discussion, dans laquelle nous n'entrerons point, nous a valu des études très documentées entre autres de MM. Guinchant, Bethenod, Roussel, Berthelot, Turpain, Bellini et E. Pierrard (2), et les références à ces documents

1. Il faut se défier de cette tendance à faire remonter scientifiquement l'origine d'une découverte ou d'une invention à celui qui, même sans connaissances scientifiques précises, peut être illuminé par la vision d'une réalisation que l'avenir amènera, mais qui ne fait encore que suggérer le problème sans faire un pas pour le résoudre au moins scientifiquement. Les romans scientifiques de Jules Verne et de Wells, sont pleins de ces idées suggestives mais sans valeur scientifique. Et par exemple de ce que M. J. Roussel, secrétaire général de la Société française d'études de télégraphie et de téléphonie sans fil, a écrit dans la *Revue Radio-Électricité*, 1923, p. 401, un article très intéressant sur la *radiotélépsychie* ou transmission directe de la pensée à distance par ondes électro-magnétiques rayonnantes, il ne résulte point que la radiopsychie venant à être réalisée, M. Roussel en devrait être reconnu le père, si d'autres titres justificatifs que celui-là ne viennent s'y joindre.

M. E. Bellini, *Radio-Électricité* 1923, p. 461, propose de définir l'inventeur (il va appliquer sa définition à l'invention de la T. S. F.) celui qui, à l'origine, aura fait faire le *plus grand pas* à l'invention en question et l'aurait réalisée (?) et il entend justifier sa définition par des exemples. Mais ces exemples (moteur Diésel, accumulateur de Planté... et découverte de l'Amérique !) montrent que M. Bellini n'entend définir que l'invention industrielle (Il en conclut que Marconi, titulaire du premier brevet relatif à la T. S. F. en est l'inventeur) et qu'au surplus il confond invention et découverte.

2. *Revue Radio-Électricité*, 1923, p. 289 à 292 ; 334 à 338 ; 365 à 370 ; 421 à 428 ; 461 à 463.

Joindre le témoignage de M. P. Brenot, vice-président du Syndicat

permettent d'établir la part qui revient en réalité à chacun de ceux dont le nom a été mis en avant et à d'autres dans l'œuvre à laquelle tous ont collaboré.

Nous apprenons que (1): Hertz publia en 1888 et 1889 une série d'expériences vérifiant l'existence d'ondes électromagnétiques prévues théoriquement par Maxwell, et qu'il réalisa l'émetteur-récepteur dit de Hertz. Des physiciens perfectionnèrent le récepteur de Hertz et en découvrirent beaucoup d'autres : l'un de ces détecteurs se montra particulièrement simple et commode, le tube à limailles :

Plusieurs de ces physiciens « avaient depuis 1835 signalé
« le fait qu'un tube contenant une limaille métallique
« acquiert par différentes actions électriques une grande conductibilité et la perd par choc. En particulier Calzecchi-Onesti, professeur au lycée de Fermo, petite ville italienne sur l'Adriatique, avait publié en 1884 et 1885, trois mémoires sur les propriétés des tubes à limailles métalliques. Quoique ces mémoires fussent cités dans les principales revues scientifiques et en particulier en France, dans le *Journal de Physique*, M. Branly, professeur à l'Institut Catholique, redécouvrit le tube à limaille en 1890 ».

« Aux différents modes d'excitation déjà connus, M. Branly en ajouta cependant un nouveau : l'excitation par décharge éloignée, à distance de 20 mètres, sans jonctions électriques entre l'émetteur et le tube. »

De ce fait nouveau aucune conséquence ne fut tirée. « Ce sont des physiciens anglais et suisses qui aperçurent, en 1894, l'intérêt de l'observation faite par Branly, et montrèrent que l'excitation du tube à limaille était due aux ondes découvertes par Hertz. » Notamment Varley (1870) et Lodge.

« Les expériences d'intérêt théorique faites dans les labo-

national des industries radio-électriques. *Excelsior*, 12 juillet 1923, notamment en ce qui concerne l'œuvre de M. Blondel.

I. J. Guinchant, *Radio-Electricité*, 1923, p. 289 et s., *passim*.

« ratoires permettaient de déceler les ondes électro-magnétiques à des distances de quelques dizaines de mètres. « Hertz, avec le récepteur à micro-étincelle, démontrait le « passage des ondes à travers les obstacles non conducteurs, « et pouvait s'éloigner à une quarantaine de mètres de « l'émetteur ; Zehnder employait, en 1892, un tube à vide au « delà de 10 mètres ; l'étude des ondes était faite à une distance de l'ordre de 25 mètres avec le tube à limaille ou la « cellule photoélectrique de Minchier ; Rutherford, en 1896, « obtenait un record de 800 mètres avec un détecteur magnétique. »

En France des expériences d'un grand intérêt technique furent faites en 1894 à la Faculté des Sciences de Bordeaux, par A. Turpain, qui transmet des *signaux par Code Morse* à 25 mètres à travers quatre murs de 0 m. 50 avec l'émetteur de Hertz et un récepteur à téléphone (selon M. Guinchant il mériterait donc le titre de père de la télégraphie sans fil mieux que Branly).

« En fait toutes ces expériences étaient réalisées en produisant les ondes avec l'émetteur de Hertz et en variant « seulement le récepteur.

« Si sensible que fût le récepteur, la portée était très limitée, du même ordre que celle atteinte antérieurement, « avec d'autres procédés de communication électrique sans « fil, par influence électrostatique ou par induction électromagnétique ; c'est dans une autre voie qu'il fallait chercher « l'utilisation des ondes électro-magnétiques. »

La bonne voie fut trouvée empiriquement par Marconi. Il installe un émetteur ordinaire Hertz avec bobine d'induction en 1895, et un récepteur mis en vogue par Lodge, et appelé par tous tube de Branly en 1896. Pour l'émission, il relia l'une des extrémités du circuit secondaire de la bobine d'induction à une plaque posée sur le sol et l'autre extrémité à un vase métallique formant capacité à l'extrémité d'une perche ; pour

la réception, il intercala le tube à limaille entre une plaque reliée au sol et un conducteur isolé. Il constata bien vite que la distance de réception augmentait rapidement avec la hauteur du vase d'émission et avec ses dimensions. « La télégraphie sans fil était créée : il suffisait d'ajouter les accessoires indispensables pour donner à la découverte une valeur pratique : un teneur, inventé par Lodge ; un télégraphe Morse, des bobines et enceintes de protection. »

Le 27 mars 1899 avec des mâts de 45 mètres, il put communiquer entre Douvres et Wimereux (50 km).

Et M. Guinchant de conclure (1) : C'est Marconi qui a découvert expérimentalement la nécessité des antennes, et par conséquent la télégraphie sans fil ; mais il accorde que c'est d'autre part un ingénieur français des ponts et chaussées, Blondel, qui a découvert l'explication de leur fonctionnement, mais encore les principes théoriques indispensables au développement moderne de la T. S. F.

Mais M. Guinchant a omis complètement les travaux fondamentaux du grand inventeur Nikola Tesla que M. Bethenod (2), pour sa part, considère comme le véritable inventeur de la télégraphie sans fil, si inventeur il doit y avoir. « Tous les sans-filistes connaissent le nom qui désigne maintenant le transformateur sans fer tant utilisé en télégraphie sans fil. Mais la création de cet appareil ne constitue qu'une faible partie de l'œuvre de N. Tesla en ce qui concerne les applications des courants à haute fréquence. »

« Si on se reporte, par exemple au journal bien connu *La lumière électrique* (3) on constate sur la figure très explicite reproduite, que N. Tesla avait conçu la transmission de signaux au moyen d'une antenne P excitée par la

1. *Radio-Electricité*, 1923, p. 292.

2. *Radio-Electricité*, 1923 p. 334 et s. J. Bethenod, *A propos de l'invention de la T. S. F.*

3. Voir *La Lumière Electrique*, 19 août 1893, p. 341.

« source à haute fréquence S du poste émetteur, qui est en
« outre reliée à une prise de terre E ; il indiquait d'ailleurs
« la nécessité pratique du réglage à la résonnance du poste
« récepteur au moyen de condensateurs et de bobines de
« self-induction variables. Le texte joint à la figure en ques-
« tion ne laisse aucun doute sur la netteté des idées de l'in-
« venteur ; une partie de ce texte forme le contenu de divers
« brevets américains déposés par lui quelques années avant la
« publication de *La lumière électrique*.

« Sans méconnaître le rôle des Branly, Popoff, Turpain, etc.,
« on peut donc dire qu'il fut le véritable inventeur de l'en-
« semble antenne-terre à l'émission, c'est-à-dire le véritable
« inventeur de la télégraphie sans fil. A Marconi revient
« encore le très grand mérite d'avoir su réaliser les premières
« applications en utilisant provisoirement à la réception le
« tube à limailles. »

« N. Tesla avait du reste compris tout l'avantage des ondes
« entretenues et, bien que la production d'ondes amorties par
« éclateur lui fût fort familière, il construisit les premières
« machines à haute fréquence dès 1887 (1). »

« Mais que les esprits chauvins se rassurent. Si, l'invention
« au propre du mot, de la télégraphie sans fil, paraît appar-
« tenir sans conteste à un Serbe, naturalisé Américain, nous
« possédons en France un homme peu connu du grand public,
« mais dont le rôle important est reconnu par tous les spécia-
« listes, en ce qui concerne les débuts de la technique de la
« télégraphie sans fil. » « C'est, dit M. Bethenod, mon maître
« André Blondel. Je ne veux pas parler ici des travaux scien-
« tifiques qui ont été mentionnés en partie par M. Guin-
« chant ; on en trouve trace dans de nombreux recueils bien
« connus des savants de tous pays. Indépendamment de ces

1. J. Bethenod, Conférence faite en 1914 à l'Exposition de Lyon. *Bulletin de la Société internationale des Electriciens*, juin 1914, p. 557.

« travaux, M. Blondel a inventé de toute pièce, non seulement la radiogoniométrie (1), mais l'émission musicale, la syntonie acoustique, etc., sans compter de multiples perfectionnements à des appareils imaginés par d'autres. »

M. Roussel (2) à son tour apporte sa contribution à notre étude historique. Il départage d'abord les œuvres respectives de Calzecchi-Onesti et de Branly, dont l'une porte sur l'expérimentation directe et l'autre sur l'expérimentation à distance, et attribue une valeur prépondérante à l'œuvre de Maxwell (3). Il donne surtout des références fort importantes, notamment aux travaux publiés par Calzecchi-Onesti, à son ouvrage sur la conductibilité électrique des limailles métalliques, aux articles donnés sous sa signature dans la revue *Il Nuovo Cimento* en 1884, 1885 et 1886 et permettant de délimiter son œuvre, et d'autre part aux travaux de Branly et en particulier à une note insérée au *Bulletin des Séances de la Société française de Physique*, 16 décembre 1898, 4^e fascicule, p. 78.

M. Berthelot (4) rappelle que les mémoires de Hertz publiés dans les *Annales de Wiedemann* en 1887, 1888 et 1889 furent divulgués en France par leur exposé fait dans *La lumière électrique* par M. Ledebœr, préparateur adjoint au laboratoire de Physique de la Sorbonne, et par lui dans le *Bulletin des Sciences physiques de la Faculté des Sciences de Paris* (mars 1889, p. 564-577, avril 1899, p. 497-508) (5). Il pré-

1. M. Turpain oppose à cette assertion des travaux antérieurs (il n'en donne pas l'auteur) de 1898 (ceux de Blondel sont de 1903) sur les champs interférents qui sont à la base de tous les systèmes syntoniques par ondes dirigées. Cette antériorité serait, avec référence à l'appui, indiquée entièrement dans une étude, *Les ondes dirigées en T.S.F. et le problème de la syntonie* (*Annales de la Société des Sciences naturelles de la Charente-inférieure*, n° 36, 1909, p. I.

2. *Radio-Electricité*, 1923, p. 336 et s.

3. Ceci est une autre histoire, celle de l'appréciation de la valeur d'usage des œuvres ainsi mises sous l'étiquette de leur auteur.

4. Daniel Berthelot, *Les origines de la T. S. F.* (*Radio-Electricité* 1923 p. 365 et s.).

5. Mais aussi, précise M. Turpain, par leurs traductions parues dans le

cise l'œuvre de Tesla et conclut : « Si la télégraphie sans fil « est passée des laboratoires dans le vaste monde, le mérite « en revient incontestablement à Marconi. Mais son œuvre « — lui-même l'a reconnu — fut la synthèse et le couronnement de celle des chercheurs antérieurs (1). »

M. Turpain (2) apporte des précisions précieuses, et des rectifications même, aux références déjà données des publications diverses relatives aux différentes étapes acheminant à la réalisation de la télégraphie sans fil.

Nous ne nous attarderons pas davantage sur cet exemple de l'histoire de la télégraphie sans fil. Il nous semble qu'il est, tel quel, de nature à corroborer notre impression favorable sur la possibilité de délimiter exactement la part qui revient à chacun dans la suite des acquisitions préparatoires et impulsions nouvelles données, aboutissant finalement au résultat scientifique, puis pratique, poursuivi.

En même temps il nous achemine, par son ampleur même, à l'examen de la deuxième détermination à effectuer puisqu'il nous a conduit dans l'étude historique d'une succession de découvertes, inventions, découvertes encore, purement scientifiques, à la découverte expérimentale de Marconi, à celles de Blondel, et à la réalisation industrielle d'appareils de télégraphie sans fil.

26. — Nous nous proposons de poursuivre cet examen dans ce dernier sens et de donner d'autres exemples de cette possibilité de détermination.

Mais auparavant nous voudrions faire une observation qui nous suggèrera une des directives à suivre dans l'élabo-

Journal de Physique. Il renvoie notamment au vol. VIII de 1899 de ce journal, p. 116 à 137.

1. Daniel Berthelot, article précité, *Radio-Electricité*, 1923, p. 370.

2. A. Turpain, *Sur les origines de la T.S.F.* (*Radio-Electricité*, 1923, p. 421 et s.).

ration de notre conception propre de l'organisation des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques.

Il y a la question de la détermination de l'œuvre propre de chaque savant. Celle-ci est possible. Mais cette œuvre propre peut n'être en fait, sinon d'une manière absolue, qu'une découverte ou invention toute relative, en ce sens qu'elle a été déjà faite par un autre savant qui l'a publiée. Mais de deux choses l'une : ou celui qui découvre à nouveau, seul, a ignoré cette publication d'ailleurs connue ou susceptible d'être connue du monde scientifique auquel il appartient, et par conséquent théoriquement au moins par lui même, ou bien l'éloignement du premier auteur de la découverte et le caractère obscur et restreint de la publicité ont été tels, que c'est comme si la découverte n'avait pas été publiée, c'est-à-dire rendue publique. Il y a donc un critérium de publicité suffisante à établir pour opérer, entre la découverte ou l'invention effective et la découverte ou l'invention renouvelée, l'attribution du mérite de la priorité.

Faire le départ d'une série de découvertes (et d'inventions) dans le rendement d'une industrie arrivée à un certain degré de perfectionnement, partant de complexité (1), voilà la difficulté qui peut être jugée *a priori* insurmontable. L'est-elle en réalité ?

Prenons des exemples.

Un certain M. Frémy, auteur d'expériences et d'études remarquables sur la reproduction artificielle des minéraux est arrivé, aidé d'un habile industriel, M. Feil, à la synthèse du corindon et de ses congénères minéralogiques (2) (rubis, saphir, etc...), véritables pierres précieuses d'un éclat et d'une beauté incomparables, lesquelles figurèrent à l'exposition universelle de 1878 dont elles furent l'une des richesses les

1. G. Gariel, *La question de la Propriété scientifique*, p. 252.

2. F. Fouqué, *La reproduction artificielle des minéraux et des roches*. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1883.

plus remarquées. Elles en furent une plus encore et pour M. Feil, et pour tous ceux qui se livrèrent depuis à leur fabrication et à leur vente, qui l'emporte de beaucoup désormais sur celle des pierres naturelles dites vraies. Or MM. Frémy et Feil s'étaient appuyés, c'est incontestable, sur des travaux scientifiques antérieurs. L'histoire de la reproduction artificielle des minéraux nous apprend qu'Henri Sainte-Claire-Deville et ses collaborateurs et élèves avaient abordé en 1853 les recherches relatives aux synthèses minérales. Il fit porter ses efforts sur les fluorures, et avec la collaboration du Colonel Caron il obtint des rubis, des saphirs, plus brillants et plus larges que ceux obtenus avant lui par Ebelmen, du corindon vert, du zircon, du rutile, de la cîmphane, des oxydes cristallisés.

Mais entre Sainte-Claire-Deville et M. Frémy s'intercalent les travaux de Haute-Feuille sur les formes cristallines de l'acide titanique, de Margottet sur les sulfures, sélénures et autres composés analogues, de M. Lechartier qui complèta les séries, et de A. Becquerel. Mais leur intérêt est plus général, et en conséquence plus éloigné, au regard de la synthèse du corindon.

En remontant au delà d'H. Sainte-Claire-Deville, et en passant par les recherches de Daubrée sur la reproduction artificielle de l'acide stannique ou cassitérite, d'une importance métallurgique considérable, par celles de Durocher, de Sénarmont, nous arrivons à Ebelmen (1), le premier savant qui ait obtenu, en laboratoire, des types rigoureusement purs et nettement individualisés : émeraudes, spinelles, rubis, saphirs, rutilés, silicates divers. Avant lui toutefois, Elie de Beaumont, Berthier et enfin, et surtout, Gay-Lussac, avaient été les initiateurs du mouvement vers ce genre de recherches. Ainsi la fabrication industrielle des pierres précieuses

1. Alors directeur de la Manufacture de Porcelaines de Sèvres.

de synthèse se rattache-t-elle directement aux découvertes de laboratoire de Sainte-Claire-Deville et de Ebelmen, et indirectement à celles de tous ceux que nous avons indiqués comme ayant étudié la question de la synthèse des minéraux dans sa généralité, et qui ont favorisé de près ou de loin l'obtention des résultats sur le point qui nous occupe.

Dès lors, évidemment, et l'on ne saurait se dérober à la nécessité d'en faire l'observation dès ici-même, une question d'appréciation se posera portant sur le caractère plus ou moins direct de la relation existant entre l'application industrielle et les découvertes ou inventions scientifiques qu'elle met en œuvre et, pour tout dire, sur la valeur d'usage de telle découverte ou invention, non point en elle-même, mais au regard de telle application donnée. Cette appréciation sera délicate, difficile; mais il n'y a point de raison pour qu'elle ne puisse se faire avec le moins d'arbitraire possible.

Il y aura maintes hypothèses où la filiation sera nette et facile à suivre. Balard (1) en 1826 découvre le brome, lequel forme avec le chlore une famille spéciale, point de départ d'idées nouvelles sur la classification des éléments. Mais il eut (2) surtout été certain qu'il entre dans la fabrication des plaques photographiques, que sous forme de bromure de potassium il entre dans la composition des remèdes utilisés dans le traitement des maladies de cœur et des maladies nerveuses. Guérin (3) imaginant le pansement ouaté rapporta spontanément à Pasteur l'honneur — tout au moins — de l'idée directrice, et Lister (4) de même pour sa méthode de pansement faisant disparaître des salles d'hôpital bien te-

1. Berthelot, *Science et Philosophie*, p. 215 et s.

2. Ce passé défini nous est dicté par l'ancienneté de la découverte qui doit la mettre, à toute éventualité de reconnaissance des droits en question, hors de cause.

3 et 4. Rapport de M. Paul Bert, à la Chambre, sur les travaux de Pasteur; *Ch. des députés*, 3^e législature, *Annexes au procès-verbal de la séance du 2 juillet 1883*.

nues l'erysipèle et l'infection purulente. Les attestations de nombreux marchands de vins, brasseurs, sériciculteurs, annexées au rapport de M. Paul Bert à la Chambre sur les travaux de Pasteur, nous prouvent, tout au moins, le sentiment des bénéficiaires des découvertes de Pasteur dans leurs applications pratiques de lui en être redevables directement. Nul doute qu'ils ne se soient prêtés, les droits des savants auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques étant reconnus, à la discrimination et à l'appréciation des éléments de connaissance scientifique utilisés par les méthodes pratiques qu'ils employaient, éléments dus à Pasteur. Pour n'envisager que la question de la distillerie des betteraves : Pasteur trouve que pour éviter l'intervention de ferments étrangers (notamment ferment lactique) dans la fermentation des mélasses et des betteraves, et permettre la prolifération de la levure dans des conditions normales, il faut acidifier le moût à un certain degré. Dubrunfaut établit les données d'application de cette règle pour le travail industriel. Tous deux ont permis au rendement de la production alcoolique du sucre de betteraves de passer de 40 à 50 litres à plus de 60 litres par 100 kilos. Et le travail de Dubrunfaut repose directement sur les données scientifiques de Pasteur (1).

Il existe enfin des précédents autorisant notre confiance dans la possibilité de rattacher telle découverte ou telle invention industrielle à telle découverte ou telle invention scientifique, résultant de la théorie des brevets et dont on trouve les traces dans une nombreuse jurisprudence.

Pour qu'un brevet puisse être valablement pris, il faut une découverte ou invention industrielle nouvelle. Or on s'est demandé, si l'antériorité scientifique, le fait que l'idée de

1. Jean Effront, *l'Evolution des industries de la fermentation sous l'influence des théories de Pasteur*. « *Chimie et Industrie* », juin 1923, p. 1076 et s.

l'invention industrielle se trouvait en germe dans une invention scientifique, la découverte industrielle en germe dans une découverte scientifique, et que découverte et invention scientifiques fussent connues, pouvait mettre obstacle à la prise d'un brevet, comme ayant donné à l'invention ou à la découverte industrielle une publicité antérieure qui s'opposât désormais à la monopolisation, au profit de l'inventeur, d'une application industrielle tombée — avant la lettre — dans le domaine public. Et l'on a résolu la question en distinguant l'idée scientifique, de ses conditions de mise en œuvre pratique ; et ce qui nous importe surtout à observer en cette occasion, c'est que la jurisprudence a eu dès lors à constater, pour en déduire les conséquences qu'imposait le régime des brevets, des *antériorités scientifiques* (1).

La difficulté de discrimination de la relation d'une application industrielle avec les principes et résultats scientifiques qu'elle met en œuvre n'est donc pas insurmontable. Mais nous ne saurions nier qu'elle existe, et qu'elle existe notamment à un degré plus ou moins sensible suivant la science à laquelle il a été fait appel.

En examiner au surplus l'importance, ce n'est point grossir l'obstacle, c'est au contraire permettre qu'on s'arme en conséquence pour le surmonter.

Au vrai, c'est plus encore que la difficulté de discrimination, la difficulté d'appréciation du caractère tributaire, qualificatif — plus encore quantitatif — de l'application industrielle qui est susceptible de varier suivant la nature de l'objet de la découverte ou de l'invention mise en œuvre. On conçoit en effet que la valeur d'usage pratique d'une découverte relative à la chimie et à la physique proprement dite, soit plus frappante, celle d'une découverte ou d'une invention relative à la physique mécanique, à la physico-chimie, à

1. Pouillet, *Traité théorique et pratique des Brevets d'invention*, 6^e éd., 1915, n^o 378 à 382, 413 à 418, et Jurisprudence citée. Blanc, p. 478.

la biologie, aux mathématiques, moins aisément saisissable et appréciable, pour les premières sciences comprises dans ce second groupe parce que les éléments en sont plus complexes, se rattachant simultanément à plusieurs branches connexes, pour les mathématiques, en raison de leur caractère d'instruments insusceptibles au fond de mise en œuvre pratique directe, mais seulement indirecte, lorsqu'elles interviennent comme instruments de travail dans toutes les découvertes et inventions des autres sciences, et de la technique.

C'est sur le concours de nos magistrats, de nos savants et de leurs représentants que l'on est bien forcé d'espérer compter, dans une certaine mesure, pour assurer le jeu nuancé et souple de toute loi qui consacrera les droits d'invention et de découverte scientifiques.

Est-ce en vain ou dangereusement que nous solliciterons ce concours ?

Le jeu de notre loi, avec ses nuances d'application, imposera-t-il d'autre part au monde des écrivains, mais surtout de l'industrie un assujettissement intolérable ?

C'est ce qu'il nous faut maintenant examiner.

CHAPITRE V

OPPORTUNITÉ DE LA CONSÉCRATION DES DROITS ESQUISSES AU CHAPITRE III

SOMMAIRE. — 27. Est-il opportun d'apporter la perturbation consécutive à toute œuvre législative dans les relations sociales en général et dans le monde des savants en particulier. On la redoute ; elle est inévitable... mais nécessaire. — 28. L'intérêt général ne sera pas sacrifié à l'intérêt particulier. — 29. Nos juges seront à la hauteur de la tâche qui leur pourra incomber par suite du jeu de la nouvelle loi. — 30. L'industrie et les droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques. Limitations postulées par la nécessité de protéger l'industrie française contre la concurrence étrangère. Renvoi au chapitre suivant.

27. — Le Droit, disions-nous aux premières de nos lignes, est une assimilation croissante des réalités par l'Ordre orienté vers la Justice. Cette Justice, cet Ordre nous les désirons. L'esprit humain en a soif ; mais encore répugne-t-il plus au désordre. Or tout mouvement sur le chemin de l'ordre, de ce qui est acquis vers ce qui reste à acquérir, est cause de ce désordre auquel il répugne. Puis le droit ne dispose que d'une instrumentation brutale qui taille à grands coups de lame à travers les réalités qu'il s'agit pour lui de s'intégrer. On désire son intervention et on la redoute. Elle fait le bonheur des uns... et contrarie les autres. Tout mouvement législatif est d'abord mal accueilli (1) parce qu'il apporte le trouble dans des situations de fait, encore qu'injustement assises, favorables aux uns. Même si les bénéficiaires antérieurs de ces situations de fait consentent avec bonne grâce à

1. Rapport du sénateur Ruffini. Observations de M. John Wigmore (annexées au rapport) ; G. Renard, *le Droit, la Justice et la Volonté*, p. 223-224-225.

ce que les choses soient réglées désormais en meilleure justice, il n'est point sûr que la satisfaction donnée corresponde exactement à cette stricte justice. Résultant d'ajustements de fortune seulement orientés dans sa ligne, elle ne réalise point toute la justice (1).

Tout cela est vrai, et l'on ne peut point s'empêcher d'y songer dès qu'on soutient une cause nouvelle telle que celle des auteurs d'inventions et de découvertes scientifiques. C'est apporter le bouleversement dans des situations qui convenaient si bien aux uns, et auxquelles les autres devaient bien s'être résignés, depuis si longtemps qu'elles durent, sans tant en ressentir les dommages, puisqu'ils se sont tus si longtemps. Tout était si bien, et l'on va tout charger : faire miroiter aux yeux des savants de magnifiques espoirs — mais vils espoirs d'argent — qui amèneront la perturbation dans leur sereine atmosphère de travail et de désintéressement ; frapper l'industrie et le monde des affaires de charges inconnues jusque là, au nom d'une prétendue collaboration à laquelle ils ont toujours eu recours gratuitement. Si encore on pouvait espérer peser mathématiquement ce qui revient aux uns et aux autres de manière à donner à chacun l'impression qu'il a reçu ou déboursé exactement l'équivalent de ce qu'il a donné ou pris. Mais une loi la moins mauvaise ne sera point parfaite, et les tribunaux vont être obligés d'intervenir, qui, moyennant d'extrêmes difficultés d'examen et d'appréciation, ne feront jamais qu'opérer un départ moins brutal peut-être entre les intérêts en présence que le prétendrait faire la loi elle-même, un départ tout de même en équité et bonne foi, et en équité et bonne foi subjectives de juges.

1. « Pourtant, de ce qu'aucun peintre n'a pu faire un portrait tout à fait ressemblant, devons-nous conclure que la meilleure peinture soit de ne pas peindre ? » ; H. Poincaré, *La valeur de la Science*, p. 236 ; Fr. Gény, *Science et technique*, I, 2^e tirage, 1922, p. 186.

Le vieux lasse, le nouveau choque... Mais le vieux disparaît et le nouveau s'installe à sa place. Que cette lutte instinctive, cette espèce de révolution en laquelle se traduit tout mouvement, et par conséquent tout progrès, se soit toujours produite, c'est de quoi nous permet de constater également que son issue a toujours été inéluctablement la même. Le progrès a triomphé toujours des résistances conservatrices. Dans le domaine scientifique il en est ainsi. Ce n'est point de gaieté de cœur que nos savants se voient obligés de renier leurs erreurs, d'abandonner leurs théories pour en accueillir de nouvelles plus vraisemblables ou plus fécondes, mais ils sont bien contraints à le faire.

Le droit positif, lent à progresser, n'en a pas moins progressé, et doit progresser encore. Mais la complication accompagne nécessairement tout progrès (1) : c'est là un mal peut-être, mais un mal nécessaire. C'est même un mal flatteur, témoin du travail accompli.

Les mêmes objections de bouleversements, de complications, de difficultés insurmontables ont été soulevées lorsqu'il fut question de créer des droits au profit des auteurs littéraires et des artistes, et les brevets d'invention. On allait monopoliser la pensée humaine, les œuvres de beauté au profit de quelques-uns, nuire par conséquent à leur libre diffusion, au détriment du trésor intellectuel commun, on allait vilipender l'activité intellectuelle jusqu'alors désintéressée, et noyer les prétoires sous les flots de procès interminables, difficiles, coûteux, au grand dommage des intéressés que l'on entendait favoriser, et des juges qui ne pourraient venir à bout de la tâche.

Ces objections ont été vaincues et les droits des auteurs littéraires et des artistes, des inventeurs industriels, ont reçu

1. C'est comme en matière scientifique où « les équations deviennent de plus en plus compliquées... afin de serrer de plus près la complication de la nature ». H. Poincaré, *Science et Hypothèse*, p. 211.

leur consécration, et leur jeu a été assuré depuis plus d'un siècle, sans qu'il ne se soit produit de perturbations au prétoire, de ruines ou de suicides retentissants de leurs bénéficiaires lassés ou déçus par la procédure, de ralentissement intellectuel du génie français.

Nous avons donc espoir qu'elles céderont également en notre matière (1).

Nous allons les reprendre toutefois d'un peu plus près, pour étayer de quelques considérations particulières nos vues optimistes.

28. — Est-ce qu'en accordant les droits que nous demandons pour les savants, nous sacrifions l'intérêt général à l'intérêt particulier de ces savants ?

Pour nous en rendre compte, il s'agit d'examiner si la communauté dans sa vie intellectuelle et sa vie matérielle sera amputée d'une partie quelconque du trésor dont elle peut prétendre disposer.

Directement, point du tout, puisque toute idée scientifique tombe bien dans le domaine public de la connaissance, et dans le domaine public de l'utilisation pratique. Le savant, qui ne serait peut-être point capable de la faire fructifier, la laisse au libre emploi de tous, mais contre rémunération, s'entend.

Mais indirectement n'en va-t-il pas aller autrement ? D'une part, le savant distrait de son labeur par la poursuite des bénéfices qu'on lui assure en compensation de son apport, et le souci du respect de ses prérogatives, ne va-t-il point abandonner son cabinet et son laboratoire au grand péril de ses recherches futures. D'autre part, les techniciens et les industriels, menacés d'être frappés d'un tribut au profit des auteurs des inventions et des découvertes scientifiques mises en

1. Nous sommes en cette occurrence de ceux qui figurent les « hommes de foi robuste » auxquels fait allusion M. Poincaré, *Science et Hypothèse*, p. 211 *in fine*.

œuvre, ne vont-ils point se montrer moins zélés dans leurs recherches pratiques et leurs exploitations? De sorte que nous causerions deux ralentissement s'aggravant l'un l'autre : ralentissement de la recherche scientifique, ralentissement de l'industrie et des affaires.

Sur le premier point nous répondrons qu'à ce prétendu mal consacré, nous pouvons opposer la menace de deux maux plus graves, dont ainsi faisant nous nous préservons, et la ressource d'un remède presque exclusif du mal signalé.

L'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique de valeur qui se trouve en présence de la perspective de voir son idée accaparée avec profit par d'autres qui en tireront la source de gros bénéfices, s'il est lui-même dans le besoin, ou encore s'il n'est point visité par le désintéressement et la charité évangéliques, peut être partagé entre un sentiment de dépit, regrettable mais bien compréhensible, de garder secrète son invention ou sa découverte (et quelle perte pour l'humanité s'il s'agissait du remède du cancer!) : qu'un autre la refasse et la fasse connaître s'il est plus riche... ou meilleur!...—et d'autre part le désir de chercher lui-même l'application de son idée, et l'ayant trouvée, de l'exploiter : et la science perdrait un savant, si l'industrie gagnerait un technicien.

Si nos savants ne cèdent ni à ce sentiment de dépit, ni à cette attirance vers les affaires, ils seront donc dépouillés sans retour...? Nous leur offrons quelque chose en compensation. Si peu que ce soit, ne nous en sauront-ils pas gré?

Mais si l'on craint qu'ils ne soient encore trop amenés, ainsi, à sortir de leurs laboratoires pour s'occuper malgré tout, dans une certaine mesure, d'affaires, le remède est là, que l'on a bien trouvé pour les artistes et les écrivains : les groupements professionnels qui organiseront et défendront la perception de leurs droits et assureront leur protection.

C'est le lieu enfin de rapporter ces lignes, écrites à propos

des inventeurs industriels et dont il est aisé de faire la transposition en notre domaine : « On se lamente sur le sort des malheureux inventeurs qui quelquefois, dit-on, meurent sans avoir pu tirer parti de leur brevet, ou passent le temps de leur jouissance temporaire à lutter contre une contrefaçon sans cesse renaissante et usent leurs forces à soutenir des procès interminables et ruineux... Hélas nous ne le savons que trop ! Mais il faut convenir que c'est un singulier remède que celui qui, pour guérir la maladie, supprime le malade ! Interrogez les inventeurs et demandez-leur ce qu'ils préfèrent de leurs maux actuels ou de la perspective de les voir disparaître en même temps que leur droit lui-même ; ils n'hésiteront pas à répondre qu'ils préfèrent encore le système des brevets avec tous ses inconvénients... (1) ».

Nous noterons toutefois, comme un desideratum législatif issu des considérations présentées plus haut, la nécessité de réduire au minimum, en supposant qu'elles soient indispensables, les formalités qui devront être imposées aux savants pour établir leur droit.

Sur le deuxième point nous réserverons notre réponse pour la joindre à l'examen que nous comptons aborder dans quelques pages, de la situation faite à l'industrie et au monde des affaires par la création de droits d'invention et de découverte scientifiques.

29. — Après avoir ramené à une juste mesure le trouble que l'innovation envisagée déterminerait dans les relations sociales en général, et dans le monde des savants en particulier, tournons-nous vers le Palais, et cherchons à nous représenter, en imagination, la... révolution redoutée.

Nous allons le voir encombré de procès difficiles, interminables, nombreux. où se fera sentir jusqu'à l'exacerbation le

1. E. Pouillet, *Traité théorique et pratique des Brevets d'invention et des Marques de fabrique*, 6^e éd., Introduction, p. XXI.

mal qu'est toujours l'antagonisme des intérêts. Les parties y perdront leur temps et leur argent, même celles qui gagneront leur cause.

Nous n'entendons pas nous appesantir sur cet argument et sur sa réfutation. Il y a des procès onéreux et longs, et qui imposent à nos magistrats un labeur particulier. Ceux portant sur l'application d'une loi d'organisation des droits d'invention et de découverte scientifiques ne seront pas plus longs, plus coûteux, plus laborieux que d'autres, et nous disions : aux savants et aux magistrats, après que le légistateur aura concentré tous ses efforts pour faire une bonne loi, de joindre leur concours pour en assurer l'application avec justice, souplesse et célérité.

Pour nos savants, ils y aideront en donnant à l'objet de leurs découvertes et inventions une formule claire, nette, précise, en ayant bien soin de respecter eux-mêmes les droits dont ils jouissent, c'est-à-dire en indiquant loyalement dans leurs mémoires la part des connaissances empruntées à l'œuvre d'autres savants, afin que ce qui leur est propre soit bien délimité. Voilà pour la solution des litiges de paternité scientifique. Pour ceux de filiation au second degré entre l'œuvre scientifique et l'application pratique, nous souhaiterons d'abord la même clarté dans la rédaction de l'exposé de l'invention ou de la découverte industrielle pour laquelle on demande un brevet, lorsqu'il pourra être demandé un brevet. Dans tous les cas où il y aura ou y aura eu brevet, cette clarté, cette précision ayant été respectées, la confrontation entre les deux documents parlera d'elle-même. Lorsqu'il n'y aura point eu de brevet, il ne faut pas croire que l'analyse de l'application décelée et imputée soit chose impossible. Le problème de la contrefaçon d'un brevet soulève la même difficulté de confrontation entre une invention décrite dans un brevet, et la même application industrielle de la même idée,

exploitée sans brevet. On décèle bien cette dernière en dehors de tout document représentatif et analytique.

Au surplus, nous ferons d'autre part sur ces points pleine confiance à nos magistrats auxquels ne se poseront point pour la première fois des difficultés aussi ardues. C'est précisément leur tâche la plus belle que celle d'interprète de la loi, avec tout ce qu'elle suppose de finesse, de doigté, d'adresse déployés. C'est une profonde erreur de ne voir dans le juge que le verbe mécanique et inconscient des lois. Les monuments législatifs ne sont point parfaits. Encore que leurs plans soient solidement et savamment conçus, leur réalisation formelle n'est point toujours strictement fidèle au fil à plomb. Les concepts dont elle use ne sont qu'approchés, et les mots qui les traduisent traitres souvent. La mission du juge, sa mission propre, celle qui fait la noblesse de sa fonction⁽¹⁾, c'est de réajuster aux cas particuliers une norme juridique obtenue par le premier ajustement du Droit à la Justice.

Il y a deux étapes dans toute œuvre de droit positif : des réalités sociales à saisir se dégage la règle de droit générale qu'elles postulent et qu'il s'agit de saisir. Cette règle trouvée, il en faut refaire l'application aux réalités envisagées ⁽²⁾. Au jurisconsulte et au législateur de lui faire franchir la première étape ; à l'interprète de lui faire franchir la seconde. Ces deux entreprises sont tout aussi difficiles ; elles ne sont pas moins possibles l'une que l'autre.

30. — Revenons donc pour notre part à l'objectif quē nous nous proposons et voyons si à défaut d'être un bien, la reconnaissance des droits nés de l'invention et de la décou-

1. Fr. Pény, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, 2^e édition, 1919, t. II, p. 135, 143, 144 et 169.

2. C'est ce que P. Duhem appelle dans sa *Théorie physique* les deux étapes méthodologiques de la *Versión* et du *Thème*.

verte scientifiques au regard des applications industrielles lucratives ne sont pas en réalité un mal à redouter.

Et d'abord délimitons exactement ceux à l'encontre desquels les nouveaux droits pourront avoir à s'exercer. Nous laisserons de côté d'une part les vrais, et à plus forte raison, les faux savants, qui prétendraient s'arroger la propriété nominale de la découverte ou de l'invention. Ce point spécial, moral en sa nature, sinon en ses conséquences, puisqu'il sera le titre aux prérogatives pécuniaires, ne saurait soulever un doute quant à l'opportunité de sa reconnaissance. En dehors même de toute consécration d'un droit spécial il nous semble que le principe seul de l'article 1382 du Code civil suffirait, en France, à autoriser le savant à revendiquer hautement sa paternité scientifique, et à poursuivre ceux qui l'usurperaient. D'autre part nous abandonnerons les auteurs éventuels de manuels, ouvrages scientifiques, articles, qui pendant un temps très court seront privés de la liberté de rédiger leurs écrits sur les idées scientifiques nouvelles, sauf autorisation du savant auteur de leur découverte ou invention, à leur triste sort. Nous croyons que nul ne souffrira, même indirectement, de cet état de choses, car les savants autoriseront certainement la relation des résultats de leurs recherches dans les revues et périodiques scientifiques, probablement sans rémunération. Seuls y perdront momentanément les vulgarisateurs de bas-étage, toujours en quête d'une manne providentielle, leur fournissant les idées qu'ils n'ont point, et qui s'empressent de composer sur elles des ouvrages bien vendus dans lesquels ils n'ont que peu de mérite. Ce bref délai privilégié fournira au contraire au savant la possibilité de donner de son œuvre une représentation littéraire de valeur et profitable pour lui.

Enfin il y a ceux qui appliquent d'une manière technique les idées scientifiques.

Il importe pour ceux-ci de voir qui ils sont, et la charge que nous allons leur imposer.

Nous éprouvons quelque gêne dans la recherche d'une expression qui les qualifie, par le désir d'y faire rentrer tous ceux, mais ceux seuls, qui donneront à l'idée scientifique une forme susceptible d'être exploitée d'une manière lucrative. On sent bien que l'idée directrice de cette détermination c'est le lien de filiation pouvant être reconnu entre l'invention et la découverte industrielles, et l'invention et la découverte scientifiques. Par conséquent seront grevés passivement du droit d'invention ou de découverte scientifique, les auteurs de découvertes ou inventions industrielles brevetées, pendant la durée du brevet (sauf incidences dans les rapports du breveté et de ses cessionnaires, et des bénéficiaires de licences). A l'expiration du brevet, à sa déchéance, ou en l'absence de tout brevet, encore qu'il s'agisse d'une invention ou d'une découverte qui puisse être brevetée, le droit se transportera, d'une manière passive toujours, des titulaires des brevets aux exploitants de l'application industrielle visée. Mais il y a des inventions et découvertes industrielles non brevetables (remèdes); il y en a pour lesquelles le résultat auquel elles conduisent n'est pas de nature industrielle au vrai sens du mot, mais est néanmoins susceptible d'exploitation lucrative par voie de reproduction et de mise en vente des exemplaires ainsi obtenus (plantes, fruits, fleurs, semences). Pour celles-là, nous envisageons également l'exercice passif des droits de découverte ou d'invention scientifique, directement à l'encontre des exploitants.

Quand nous parlerons donc d'applications techniques, industrielles, d'idées scientifiques, c'est avec ce sens élargi donné à la conception de l'application industrielle que l'on trouve à la base de la loi de 1844, qu'il faudra l'entendre.

Naturellement il ne peut être question de faire rétroagir notre loi et d'attenter à des situations acquises. Toute indus-

trie fondée sur l'application d'une idée scientifique antérieurement connue sera à l'abri de toute poursuite. Même après le vote de notre loi, toute industrie fondée sur l'application empirique d'une idée scientifique, révélée par la science ensuite, ne sera pas davantage inquiétée.

Restent les exploitations d'applications industrielles, dans le sens indiqué, dérivées de découvertes ou d'inventions scientifiques antérieures.

L'auteur de la découverte ou de l'invention qui découvrira que tel brevet, que telle application industrielle : fabrication de telle machine, de tel produit, utilisation de tel procédé en vue d'obtenir tel résultat, reproduit, après une mise au point technique, sa découverte ou invention de laboratoire, pourra venir s'adresser au titulaire du brevet ou à l'exploitant et lui demander de reconnaître l'emprunt qu'il lui a fait et de le rémunérer.

N'est-ce point juste ? et de quoi pourraient-ils se plaindre. Sans la découverte ou l'invention scientifique ils n'auraient point trouvé l'application industrielle, et quiconque l'eut trouvée à leur place eut été tributaire de même du savant. Leurs bénéfices seront ramenés à la juste mesure de leur œuvre propre, et nous n'en exceptons pas la part due à leur génie des affaires et aux risques auxquels ils s'exposaient en les entreprenant.

La découverte ou l'invention scientifique se révèle productive, alors seulement le savant en bénéficie-t-il. Ainsi rémunérons-nous le savant dans la mesure où son œuvre profite à la société. A l'invention ou découverte stérile, point de profits.

Mais encore avons-nous dû concevoir un autre principe comme devant régir les droits à la rémunération de son apport reconnu au savant.

En stricte justice, l'auteur d'une découverte ou invention stérile devrait être récompensé pour son labeur comme

celui d'une découverte ou invention féconde. Et pourtant, parce que nous devons composer le mérite intrinsèque de l'œuvre du savant, et le mérite effectif de cette œuvre au regard des besoins de la société, nous n'avons récompensé que l'auteur de la découverte ou invention féconde. Allant même plus loin, tandis qu'en stricte justice, du fait même qu'une application est déduite d'une idée scientifique devrait naître pour le savant un droit à la rémunération de l'apport de cette idée, nous ne le lui accordons que dans la mesure où l'exploitation de l'application sera effective, et par conséquent nous admettrons que la rémunération, à fixer amiablement ou judiciairement, soit un tantième sur les bénéfices ou un forfait, cela importe peu, mais que sa fixation s'inspire pas tant du mérite intrinsèque du travail d'invention, que de la valeur relative de l'invention, de l'application, de l'échelle de son exploitation; en outre qu'elle soit révisable par périodes, et cesse avec l'exploitation.

D'une part le même principe scientifique peut être utilisé en de nombreuses applications; celles-ci peuvent y faire appel de plus ou moins loin; une même application peut par ailleurs faire appel à plusieurs principes. Il y aura là évidemment des appréciations très délicates à opérer. D'une manière générale, la rémunération devra être proportionnelle au bénéfice assuré à l'industriel par l'inventeur scientifique.

Mais il n'y a point à craindre, croyons-nous, qu'elle soit trop lourde. Encore qu'un chiffre maximum ne puisse être fixé par la loi, on peut concevoir que, en raison de la généralité des exploitations sur lesquelles elle se prélèvera, elle pourra être fixée d'une manière relativement faible pour chacune.

Le gros ennui c'est son indétermination corrélatrice.

Double indétermination, dit-on. Indétermination dans son existence même. Indétermination dans sa quotité. Et l'on

s'écrie en un style fleuri de métaphores : « Tous les « droits contribuent à paralyser l'essor de la création indus- « trielle. Au milieu du grand flux des affaires, on ne peut « s'empêcher d'y voir des points d'arrêt dans la circulation « des valeurs : le maintien de ces droits apparaît un peu « comme des îlots sur lesquels viendrait se rompre le courant « du fleuve avant de contourner les berges. Il est bien per- « mis de se demander si le progrès scientifique et la prospé- « rité de notre industrie s'accommoderont d'un régime de « servitudes qui troublent les transactions et laissent peser « une perpétuelle suspicion sur le caractère licite de la fabri- « cation (1). »

De cette indécision on nous permettra de douter dans une large mesure. Les auteurs d'inventions industrielles et leurs exploitants la plupart du temps savent bien à quels principes scientifiques font appel les applications conçues et mises en pratique. S'il leur plaît de ne point aller au-devant des justes prétentions du savant et de risquer d'en être à jamais ou le plus longtemps possible ignorés, libre à eux. Mais la révélation de ces prétentions ne sera que rarement une surprise pour eux. En fût-elle une, qu'elle ne saurait amener de perturbations intolérables dans leurs exploitations. Celles-ci sont généralement tellement productives que la rémunération versée, proportionnelle aux bénéfices retirés, ne sera que faible relativement à ces bénéfices. Ne saurait-on en voir une preuve dans ce fait — d'ailleurs à regretter — que des maîtres-chanteurs en matière de brevets d'invention parviennent à se faire d'appréciables profits en pratiquant le système suivant (2). Ils prennent un certain nombre de brevets sur n'importe quelles prétendues inventions ou découvertes industrielles où

1. Marcel Plaisant, *Rapport sur quelques conceptions nouvelles concernant le droit des inventeurs* (Bulletin de l'association française pour la protection de la propriété industrielle, n° 15, 2^e série, 1922, p. 75).

2. Michel Chevalier stigmatisait déjà ce procédé en 1877. Voir l'*Economiste français*, 1877, II, p. 808.

l'imprécision de la description rivalise en intensité avec la généralité de son objet et la pauvreté de son résultat. Munis de ces titres nombreux et divers, ils surveillent les industries et lorsqu'ils en trouvent une exploitant une application susceptible de confusion, sur un point si minime soit-il, avec l'objet de l'un de leurs nombreux brevets, ils se précipitent chez l'exploitant, invoquent un brevet, crient à la contrefaçon, menacent d'un procès : et l'exploitant s'incline sans plus ample vérification, en accordant au soi-disant breveté un tant pour cent sur les bénéfices !... Notre rapprochement est scabreux en ce qu'il va mettre sous les yeux de quiconque serait opposé à notre proposition ce double exemple d'un recul de l'industrie devant les procès, et d'un chantage possible au moyen de la généralité présentée par l'objet d'une découverte ou d'une invention. Nous ne le craignons pas. Contre ce prétendu chantage nos précautions sont prises dans la netteté demandée aux communications scientifiques ; et du prétendu recul de l'industrie devant les procès nous ne pouvons qu'argumenter en faveur de cette idée que si elle préfère s'incliner devant une prétention non fondée, plutôt que de courir les risques d'un procès, c'est qu'elle y trouve en définitive son compte. Nous ne demandons qu'une chose, c'est qu'elle s'incline de même devant une prétention fondée.

Evidemment nous créons une charge définitive et généralisée. Si peu lourde que nous la voulions bien envisager, elle pèsera de tout son nouveau poids sur l'industrie : sur toute l'industrie nouvelle concurrencée par les industries anciennes. Mais de cette concurrence il n'y a cure à avoir puisque, dans sa nouveauté même, l'industrie nouvelle puisera toujours des chances de prospérité, de nature à contre-balancer les charges spéciales auxquelles elle sera assujettie. Elle pèsera sur toute l'industrie française ; cela ne l'handicapera-t-il pas à son désavantage au regard des industries étrangères, de telle sorte que nous ne pourrions envisager de les lui imposer ?

ser sans qu'elles le soient également aux industries étrangères et cela par voie de conventions internationales?

On trouvera dans les développements suivants ce qu'il faut retenir ou conclure de ces considérations et de ces réalités.

CHAPITRE VI

LOI NATIONALE OU CONVENTION INTERNATIONALE

SOMMAIRE. — 31. Position de la question. Notre option pour une loi nationale précédant toute convention internationale. — 32. Raisons invoquées en faveur du processus contraire. Elles ne nous ont point convaincu. — 33. Objections faites à notre méthode ; objections de nature économique, réfutation ; objections de nature méthodologique, réfutation. — 34. Raisons de notre option.

31. — Une question primordiale devait enfin se poser, une fois admise l'idée d'un droit nouveau à créer au profit des travailleurs scientifiques présentant un air de cousinage avec ceux accordés aux auteurs littéraires et artistes, et aux inventeurs industriels, celle du caractère national ou international à donner dès l'abord à la nouvelle institution.

De ceux-ci, les uns ont fait, on le sait, l'objet d'une Convention internationale signée à Paris en 1883 par les délégués diplomatiques de onze Etats à laquelle ont adhéré, depuis, trente pays. Cette Convention révisée successivement aux conférences diplomatiques de Madrid (1890) et de Bruxelles (1897-1900) l'a été en dernier lieu à Washington en 1911 (1).

Les autres de même ont donné lieu à la signature à Berne, en 1886, par les délégués de dix Etats, d'une Convention internationale à laquelle ont adhéré, par la suite, vingt-sept pays. Modifiée à Paris en 1896 et à Berlin en 1908, c'est sous la forme révisée qui lui a été donnée à cette dernière conférence qu'elle est applicable actuellement (2).

1. et 2. Voir le rapport du Professeur Rœthlisberger, directeur des bureaux internationaux réunis de la propriété industrielle, littéraire et artistique, à la Commission internationale de coopération intellectuelle

Immédiatement on pouvait songer à la formation d'une trilogie grâce à l'élaboration d'une convention internationale relative aux droits d'invention et de découverte scientifiques (1).

Bien certainement il sera désirable, et même indispensable, que tôt ou tard la question des droits des savants soit réglée sur le terrain international. On sent bien que les savants ne seront que très insuffisamment protégés tant qu'ils ne le seront que dans leur propre pays (2). Leurs œuvres, portées promptement et largement à la connaissance de tous par les journaux scientifiques ou même simplement d'information générale, vont s'offrir à l'attention et à l'exploitation non seulement des nationaux, mais des étrangers. Impunément alors va-t-on pouvoir, dans chaque pays, user et profiter des découvertes et des inventions étrangères, quand on n'aura pas en outre l'audace possible d'introduire et mettre en vente, dans le pays d'origine de ces découvertes ou inventions, la marchandise préparée ou fabriquée au mépris des droits conférés à leurs auteurs par leur législation nationale.

La réalité et l'importance de ces observations ne sauraient

de la Société des Nations, *Le Droit d'auteur*, 15 janvier 1923, p. 5 et suiv.

Ces conventions d'union de Paris et Berne ne sont pas les seuls traités internationaux qui existent régissant les questions de propriété intellectuelle sur le terrain international. Nous les citons seules parce que les plus connues et les plus générales.

Voir pour les Traités internationaux postérieurs à la Convention d'union de Paris : A. Pillet et G. Chabaud, *Le régime international de la propriété industrielle*, Paris, 1911, p. 437 et suiv. et pour ceux postérieurs à la Convention de Berne et relatifs à la propriété littéraire et artistique : E. Pouillet, *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique*, 3^e éd. refondue et mise au courant par G. Maillart et Ch. Claro, Paris, 1908, p. 914 et suiv.

1. En ce sens surtout : Sénateur Ruffini, rapport, *Chimie et industrie*, décembre 1923, p. 1164 et suiv. Voir aussi les vœux émis lors de la réunion organisée par le Syndicat des Inventeurs français à la Sorbonne, le 30 novembre 1921 dans : Fernand-Jacq, *Le droit de suite des inventeurs sur leurs découvertes* (*Journal des économistes*, 1922, t. LXXI).

2. E. Borel, *La propriété scientifique* dans *Revue de Paris*, 1923, p. 853 ou brochure de la C. T. I. ; R. Dalimier et L. Gallié, *La propriété scientifique*, préface de M. E. Borel, p. 11.

échapper à quiconque prend en main les intérêts des savants et cherche à en assurer une pleine protection.

Mais ce qu'on peut se demander, c'est ceci : dès lors, et puisque le problème se présente pour la première fois nettement à un moment où l'internationalisation très à l'ordre du jour (1) est en outre rendue possible par le rapprochement de plus en plus grand des nations, leur contact incessant, la multiplicité de leurs échanges de vues, n'y a-t-il pas lieu de procéder immédiatement à l'établissement du droit nouveau sur le terrain international par les termes d'une Convention proposée à la signature des diverses nations ; libre ensuite à chaque législation nationale des pays adhérents d'organiser les droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques pour son adaptation plus spéciale à ses ressortissants (2) ; ou bien malgré l'ardent désir que l'on éprouve de voir ces droits organisés promptement sur le terrain international, ne convient-il pas néanmoins de préférence, de laisser à plusieurs pays, d'abord, le soin de les organiser sur leur propre terrain, pour ensuite puiser dans ces multiples et préalables expériences les éléments d'un projet de loi type à recommander à l'adoption des divers Etats, et ceux d'une Convention internationale venant faciliter le jeu, au profit des sujets des pays adhérents, de leurs droits nationaux dans les pays co-signataires (3) ?

1. *La Propriété industrielle*, 30 novembre 1923, p. 173. Rapport Ruffini, *Chimie et Industrie*, 1923, p. 1166.

2. En ce sens Ruffini, *op. cit.* (*Chimie et industrie*, p. 1165 et s.) ; Fernand-Jacq, *La propriété scientifique* (*Revue générale de l'Electricité*, 1923, p. 463 et s.) ; P. Boucherot, président de l'Union des Syndicats d'ingénieurs français préconise le travail préparatoire en commun des grandes nations civilisées : voir *Le Travail et la Propriété intellectuelle* (*Revue générale de l'Electricité*, 1923, 1, t. XIII, p. 225 et s.)

3. En ce sens, le professeur Ernst Rœthlisberger, *op. cit.* *Droit d'auteur*, 1923, p. 12 ; *Propriété industrielle*, 1923, p. 175 ; Docteur Foveau de Courmelles, *La Propriété scientifique*, causerie faite par T. S. F. à l'école des P. T. T. le 2 mai 1924, rapportée dans le *Bulletin des Sciences pharmacologiques*, juin 1924, t. XXXI, 28^e année, n° 6 ; Motion de la *Commission catholique de coopération intellectuelle* de l'Union catholique d'études

Nous optons résolument pour cette deuxième méthode. Et afin d'établir notre opinion sur des bases fermes, nous examinerons d'abord les raisons invoquées en faveur du processus que nous repoussons, lesquelles, montrerons-nous, ne sauraient emporter notre conviction ; ensuite nous verrons les objections faites par ses partisans à notre méthode ; elles ne sauraient nous ébranler et nous les réfuterons en les envisageant tant sous un angle général que d'un point de vue plus spécialement français ; par là même, aurons-nous amorcé la présentation des raisons propres de notre option qu'il nous restera à préciser.

32. — Si la protection des œuvres littéraires et artistiques et de l'invention industrielle, dit-on, a été entreprise dans chaque pays séparément avant de l'être sur le terrain international par les conventions rappelées, ce fut par la nécessité des choses, parce qu'alors chaque nation vivait d'une vie isolée, sans aucun contact, et surtout intellectuel, avec les autres nations. Les circonstances sont bien différentes aujourd'hui (1). Les nations tendent de plus en plus à se rapprocher, à travailler de concert à la solution de tous les vastes problèmes concernant le bien de l'humanité. Un organe est né, destiné à créer le joint entre elles : la Société des Nations, dont il ne faut pas croire l'activité épuisée par les questions d'ordre politique. Son but, au fond, n'est-il pas de mettre sur pied une sorte de droit universel. Ne serait-ce point là l'acheminement vers la paix mondiale si cordialement souhaitée par tous ? Quoi qu'il en soit, on observe en outre que la propriété intellectuelle est une de ces matières qui semble prêter le mieux à l'internationalisation, et qui a fait l'objet en tout

internationales ; motion sur la *Propriété scientifique*, annexe IV au Compte rendu de la session de Fribourg de juin 1924 ; E. Beaupin, *La propriété scientifique* (*Chronique sociale de France*, juillet 1924).

1. Sénateur Ruffini, *Chimie et Industrie*, 1923, p. 1166. *Propriété industrielle*, 30 novembre 1923, p. 173.

cas, jusqu'ici, des efforts les plus suggestifs et souvent les plus fructueux en ce sens. On rappelle les différentes phases du mouvement en faveur de la création d'une marque mondiale et d'un brevet d'invention international, de l'institution et de la réglementation d'une juridiction internationale en matière de propriété industrielle, notamment pour statuer sur les actions en nullité des dépôts de marques et en contrefaçon de marques. Et l'on conclut qu'« il est de toute évidence que le centre de gravité du système protecteur des droits en question se déplace rapidement en passant du terrain national au terrain international, c'est-à-dire des nations prises séparément à la Société des Nations (1) ».

Que l'on voit bien que c'est l'une des personnalités, et non des moins marquantes, prenant part aux travaux de la Société des Nations, qui parle... Chacun n'est-il pas tenté de prêcher pour son saint?... Au surplus nous ne méconnaissions pas qu'il y avait peut-être, pour le membre d'une commission relevant de la S. D. N., une espèce d'obligation morale à n'entreprendre la recherche d'une solution au problème posé que dans le sens d'une convention internationale.

Mais pour nous qui ne sommes pas liés par les mêmes obligations, nous pensons que les considérations développées plus haut, si elles présentent une valeur non négligeable, n'emportent pas la conséquence qu'on prétend en déduire.

Qu'il soit moins malaisé (2) désormais de s'entendre entre nations par suite du courant indéniable de sympathie (nous prenons ce mot dans son sens étymologique) qui existe maintenant entre elles, préparé et renforcé chaque jour par les conquêtes réalisées, grâce au progrès intellectuel et plus particulièrement, nous ne saurions omettre de le signaler, par le progrès scientifique, c'est un fait certain, et nous nous en réjouissons. Nous avons constaté que ce même progrès a

1. Sénateur Ruffini, *id.*, p. 1166.

2. *Propriété industrielle*, 30 novembre 1923, p. 173.

rendu la diffusion des œuvres scientifiques plus aisée de par le monde, et par suite, leur exploitation plus générale. A possibilité d'exploitation plus générale, possibilité de protection également plus générale. C'est parfait.

Que l'existence de la Société des Nations puisse faciliter aujourd'hui les contacts, les échanges de vue, les études préparatoires, la propagande en vue de la conclusion de nouveaux accords, c'est encore un fait et un fait plein de promesses.

Car voilà au fond tout ce que recèlent les raisons mises en avant par les partisans de la méthode brusquée de laquelle nous nous écartons : un double motif d'espérer que l'internationalisation de la protection des œuvres scientifiques sera prompte, parce que voulue immédiatement d'une commune volonté par les différentes nations, lesquelles disposeront par ailleurs d'un organe bien placé et doué des qualités nécessaires pour faire aboutir une Convention internationale.

Mais cette conception immédiate de la nécessité d'une protection internationale et les facilités dont on disposera pour y parvenir rapidement, tout cela ne supprimera pas le pont qui séparera nécessairement l'élaboration des lois nationales de celle d'une convention internationale, celle-ci suivant celles-là. Le pont sera peut-être plus court qu'il ne l'a été pour la propriété industrielle et pour la propriété littéraire et artistique, mais il existera. Ce n'est point là une question d'opportunité plus ou moins sensible, ou de facilité plus ou moins grande de réalisation, c'est une question de méthode ainsi que nous le verrons plus loin.

33. — Auparavant il nous faut présenter les objections qui sont faites par ailleurs au sens de notre option.

Elles sont de deux natures différentes. Les unes sont d'ordre économique, les autres d'ordre méthodologique.

Au vrai, il n'y a qu'une objection de nature économique,

seulement elle a un aspect générique et un aspect spécifique pour nous Français.

Sous son aspect générique, elle s'adresse à n'importe quelle nation qui prendrait l'initiative de la législation protectrice des œuvres scientifiques. Cela aboutirait pour elle, dit-on, à se découvrir fâcheusement en face de la concurrence internationale. Il serait bien dangereux, pour un pays, d'accepter une charge dont ne seraient pas grevés ses rivaux (1).

Mais supposons cette charge imposée à l'industrie du pays ou des pays initiateurs, qu'en résultera-t-il? Cette industrie sera handicapée, pense-t-on, sur le marché national et sur le marché étranger, par l'industrie des nations n'ayant pas voté une législation semblable.

Sur le marché étranger, d'abord. Il est incontestable que l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique protégée dans un pays donné, ne pourra faire valoir ses droits sur l'industrie étrangère, tandis qu'il les fera valoir sur l'industrie nationale. Ceci nous avons dû l'admettre. C'est une faiblesse, non de notre méthode, mais des résultats qu'elle nous permettrait d'obtenir. Qu'on veuille bien remarquer, seulement, que cette faiblesse consiste à donner peu mais à qui n'avait rien du tout, alors que la méthode contraire ne devant pas aboutir, ainsi que nous le montrerons, promet beaucoup pour ne pas pouvoir tenir. L'industrie étrangère affranchie du tribut dont la charge est prévue pour l'industrie nationale va fabriquer à un prix de revient moindre que cette dernière. Mais ici une précision s'impose déjà. Il pourra se faire que l'application considérée comme dérivant par une filiation certaine de telle découverte ou invention scientifique soit de celles qui sont susceptibles de conférer les droits

1. M. Plaisant, *Rapport sur quelques conceptions nouvelles concernant le droit des inventeurs*. « Bulletin de l'association française pour la protection de la Propriété industrielle », n° 15, 2^e série, p. 75.

inhérents à la propriété industrielle, dans ce cas la Convention internationale de Paris de 1883 s'appliquera dans toute la mesure prévue, et par conséquent il y a là un remède existant, et dont on s'est contenté jusqu'ici, au mal signalé.

Dans cette mesure l'industrie nationale sera protégée à l'étranger, tout au moins dans les pays unionistes. La propriété industrielle n'étant pas ou n'étant plus en cause, faute de démarche de l'inventeur ou par suite par exemple de l'expiration ou de la déchéance du brevet, le mal présente ou recouvre toute sa virulence. Mais il n'est pas encore sans remède. Que l'on exonère provisoirement les produits destinés à l'exportation des charges prévues grâce à l'organisation d'un mécanisme de contrôle imité du système douanier connu sous le nom de *draw-back*. Au sortir de l'usine productrice le paiement de la redevance serait en principe dû. Mais le passage à la frontière, consigné par les agents des douanes, donnera droit à l'exonération de la redevance.

Il y a évidemment lieu, ici, de tenir compte des multiples contingences économiques desquelles on ne peut s'abstraire dès lors qu'on recherche la solution d'un problème susceptible de rayonnement sur le champ international, mais ces contingences ne sont pas spéciales à notre matière. Elles interviennent dans une foule de questions dont certaines cependant ont pu déjà recevoir une solution, celle des douanes par exemple.

Par conséquent nous estimons que le prétendu danger pour l'industrie du pays initiateur de se voir handicapée par l'industrie étrangère n'est pas un obstacle à l'élaboration d'une législation nationale précédant toute entente internationale, parce que, ou bien le remède à ce danger existe de par les lois et conventions préexistantes, ou bien il peut être trouvé dans des dispositions à édicter purement nationales.

Si nous passons maintenant du marché mondial au marché national nous ferons les mêmes observations. Il s'agit tout

simplement d'empêcher les produits étrangers, dérivant de l'application faite à l'étranger d'une découverte ou invention scientifique nationale, de venir sur notre territoire concurrencer la production nationale légèrement plus onéreuse. Il y a là encore tout simplement matière à une disposition législative nationale de protection.

Nous nous sommes astreints à n'envisager jusqu'ici l'objection économique qui nous est faite que d'une manière générique et de la combattre sur le même terrain. En cela nous aurons, nous l'espérons, jeté quelque lumière sur les données générales du problème de l'œuvre scientifique telles qu'elles sont prises en considération, non pas seulement en France, mais encore dans d'autres nations.

Mais de bons esprits français ont fait valoir l'objection plus spécifiquement pour la France.

« En dehors d'une conférence internationale emportant l'adhésion des grands pays civilisés on ne saurait, dit-on, envisager une entrave nouvelle à la liberté d'exploitation et des transactions sans mettre la France en état de moindre résistance dans la lutte économique (1). » Cela constituerait un péril menaçant pour notre indépendance économique. Telle est l'intensité de la concurrence que se font les peuples au lendemain de la guerre qu'il serait bien dangereux, pour un pays, d'accepter une charge dont ne serait pas grevé son rival. Le degré jusqu'auquel la France a été éprouvée par la guerre postule plus que pour tout autre pays une pleine aisance dans l'industrie et les transactions commerciales. Et nous consentirions (2) à une diminution de nos forces, de notre capacité d'expansion au moment d'entrer ou plutôt de rentrer dans la lutte... alors que l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis conserveront toute leur liberté !

Certainement ces pays la conserveront. Mais le projet

1. M. Plaisant, *op. cit.*, p. 78.

2. M. Plaisant, *op. cit.*, p. 75.

d'une convention internationale les y ferait-il renoncer? L'auteur des observations précédemment rapportées ajoute lui-même : « Il ne faut pas croire que le droit de suite va s'instaurer en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, sous le simple attrait d'une clause de réciprocité législative (1). » Nous notons l'idée que le seul contenu d'une convention internationale ne saurait être que la consécration de clauses de réciprocité, idée dont nous ferons plus loin notre profit. Mais demandons-nous pourquoi ces pays ne consentiront pas, ou ne consentiront que difficilement, tout aussi bien à un accord international qu'à une législation nationale. C'est, on l'a dit avant nous (2), que dans ces pays l'intérêt *immédiat* s'accommode beaucoup mieux de l'état de choses actuel qui leur permet de profiter, sans bourse délier, des découvertes de principe qui se font dans les autres pays, disons mieux, dans un pays principalement, la France. Et pour se convaincre de l'inanité des espoirs de ceux qui pensent aboutir *ex abrupto* à une convention internationale entre les grandes nations déjà, et je ne pense pas qu'on puisse nier que la France et l'Allemagne doivent y être comprises, qu'on réalise (au sens du verbe anglais *to realize*) la France et l'Allemagne en face de ce projet, la France, pays d'initiateurs scientifiques (3), pays des créateurs et fondateurs de la Science, l'Allemagne, pays des réalisateurs qui ne sont point sans doute sans mérite, mais qui n'en sont pas moins des pillards au regard des œuvres de nos savants français (4). Les idées originales et fécondes n'ont que rarement été fournies par l'Allemagne (5), a-t-on remarqué. Sans doute on

1. M. Plaisant, *op. cit.*, p. 75, *in fine*.

2. *Propriété Industrielle*, 30 nov. 1923, p. 175.

3. Dastre, *L'Allemagne dans le progrès des Sciences*, dans Petit et Leudet, *La Science allemande*, p. 84 ; Pasteur, *Quelques réflexions sur la Science*, p. 29.

4. Dastre, *op. cit.*, pp. 84 et 85.

5. Em. Picard, *Histoire des Sciences et prétentions allemandes*. Petit et Leudet, *op. cit.*, p. 287.

doit aux Allemands de grands progrès dans le développement des sciences d'observation et des sciences expérimentales au cours du XIX^e siècle (1). Mais très rarement ils ont eu un rôle d'initiateur ou de créateur. Et l'on trouve sans peine les raisons de ces faits dans l'analyse psychologique de l'esprit allemand, essentiellement esprit de géométrie. L'Allemand, peu capable d'idées nouvelles, est des plus habile à recueillir et à mettre en valeur les résultats d'inventions venues d'ailleurs. Ce sont bien, en effet, les caractères d'une raison où l'esprit de géométrie par son développement excessif a comprimé le bon sens et ne lui a jamais permis de s'étendre en esprit de finesse (2). Ce sont donc des adaptateurs fort habiles, mais leur rôle a toujours été surtout de monnayer des lingots en cherchant à les accaparer (3). Car... si les Allemands, puisant dans nos travaux scientifiques matière à réalisations techniques, reconnaissent cet emprunt déjà au point de vue strictement moral, on pourrait peut-être espérer obtenir d'eux une reconnaissance plus effective, une reconnaissance qui se traduirait par le paiement d'un tribut pécuniaire à la science française. Mais il n'en est rien. Les Allemands ne sont pas justes pour les grands inventeurs, créateurs et fondateurs des sciences. Les savants allemands eux-mêmes ne savent pas leur rendre justice. « Tandis que pour le reste des hommes la prime invention, la création d'une branche nouvelle de la science, la pose de ses fondements, ont une importance et un mérite incomparables au regard des développements qu'elle prendra, comme le germe par rapport à ses accroissements successifs, il en est autrement pour les Allemands.

1. Dastre, *op. cit.*, p. 87 ; Pierre Duhem, *La Science allemande*, p. 31.

2. P. Duhem, *La Science allemande*, p. 42 ; P. Duhem, *Science allemande et vertus allemandes*, dans Petit et Leudet, p. 151 ; rapport Barthélemy, *Journal officiel*, 4 avril 1922, *in medio* : « L'idée créatrice, l'étincelle de vie, est toujours partie de France. »

3. Pierre Delbet, *Sur la chirurgie allemande* ; Petit et Leudet, p. 119.

Leurs histoires de l'évolution des sciences accordent peu de place aux initiateurs. Incapables eux-mêmes de ces géniales intuitions, ils se montrent inaptes à les apprécier (1). »

On nous concédera, quelle que exagération passionnée que l'on puisse trouver dans ces remarques, que la part du vrai y est suffisante pour justifier notre appréhension de voir l'Allemagne invitée à souscrire à la Convention internationale, tant que sa mentalité n'aura pas changé. Elle s'y opposera probablement. Et dès lors que nous avons montré la possibilité de faire une législation nationale qui, au point de vue économique, ne mette point la nation qui l'adoptera en situation d'infériorité vis-à-vis des autres nations, appliquons cela à la France.

Elle peut avoir une telle législation nationale. Espérer la voir entrer dans une union internationale où l'Allemagne, et peut-être d'autres nations, se refuseront actuellement à entrer, est une utopie.

Nous avons par là même réfuté l'objection économique envisagée sous sa forme générique et spécifique. Mais nous avons conscience d'avoir empiété sur le domaine des objections de nature méthodologique que l'on peut nous faire et amorcé leur examen critique.

Procédons-y de plus près.

Il est de très mauvaise méthode juridique, nous dit-on, de faire d'une Convention internationale une mosaïque disparate d'éléments puisés aux diverses sources nationales. S'inspirer des diverses lois des principaux Etats, est-ce que cela ne conduira pas à faire une œuvre analytique, morcelée, confuse, œuvre plutôt de casuistique que de véritable reconstruction, comme l'ont été les Conventions de Berne et de Paris rappelées ci-dessus, et dont les articles ont été peu à peu ajoutés les uns aux autres ?

Il y a dans tout ceci une grave erreur, excusable d'ail-

1. Dastre, *op. cit.*, p. 87.

leurs chez un membre convaincu d'une commission relevant de la Société des Nations. La Société des Nations vise à un droit mondial. Mais en attendant qu'elle le réalise, si elle le réalise jamais... en attendant qu'elle soit constituée elle-même sur des bases tout à fait fermes, il faut envisager les choses telles qu'elles sont. Les Conventions de Berne et de Paris se sont formées sans la Société des Nations. A quoi visaient-elles ? A faciliter le jeu des droits nationaux sur le terrain international. On ne peut par une Convention internationale créer un droit nouveau. On organise l'exercice des droits reconnus dans plusieurs nations sur le territoire qu'en-globe l'Union (1). On leur donne, s'il est possible, une forme commune, si tous les pays unionistes ont pu se mettre d'accord. Mais les lois nationales ne sont pas mélangées, encore moins juxtaposées. Les dispositions communes sont seules internationalisées. Pour le surplus, la convention règle l'application des diverses lois nationales aux ressortissants des autres pays unionistes, et réciproquement.

L'exemple des tentatives d'internationalisation (2) rappelées plus haut et relatives à l'institution d'une marque mondiale, d'un brevet d'invention international et d'une juridiction internationale en matière de propriété industrielle ne doit pas nous tromper. Sous la dénomination marque mondiale ou brevet international on envisageait l'enregistrement international des marques ou brevets reconnus nationalement. La juridiction internationale prévue ne ferait que se substituer aux juridictions nationales déjà existantes et pré-suppose des droits et des juridictions reconnus antérieurement dans leurs cadres respectifs. Ainsi l'internationalisation en ces matières consiste bien à organiser et faciliter le jeu des lois nationales dans les divers pays unionistes. Mais une convention internationale ne saurait prétendre créer *ex*

1. *Propriété industrielle*, 30 nov. 1923, p. 173 et 174.

2. *Id.*

abrupto un droit international sur des bases juridiques exclusivement internationales. Il faudrait pour cela que le monde ne fut plus qu'un vaste Etat, ou une confédération d'Etats (ce que l'on pense peut-être obtenir par la Société des Nations). Mais alors on n'aurait plus à parler de droit international. L'unique nation ne connaîtrait plus qu'un droit positif national. Inutile de souligner le caractère chimérique de ces considérations.

L'erreur signalée étant redressée, nous rappelons l'impossibilité pratique de faire accepter la Convention par certains pays et notamment par l'Allemagne, nous ajouterons l'impossibilité plus générale, en quelque temps et pour quelque autre matière que ce fût, de faire admettre *de plano*, par un nombre appréciable de pays, un droit nouveau qui n'a pas été expérimenté, ni même étudié chez eux, et nous pensons avoir suffisamment établi l'invraisemblance de l'objection méthodologique qui nous est adressée. Il nous reste pourtant à présenter un argument encore et qui nous semble décisif. Supposons que la Société des Nations ait établi une législation proposée aux Etats ; quand même le texte élaboré par elle aurait fait l'objet de conventions diplomatiques, et quand encore ces conventions auraient été approuvées par les Parlements des diverses nations, il resterait à faire dans chaque pays une loi d'adaptation à ses institutions. En France une convention ratifiée aura besoin d'être rendue exécutable. De quel pouvoir la Société des Nations pourra-t-elle user pour contraindre les Chambres à promulguer la loi nécessaire ? Aucun. Elle leur impartirait un délai ? Ce serait un coup de bâton dans l'eau. S'il en faut revenir à solliciter des Chambres un accueil favorable et prochain à une législation des droits des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques, autant vaut s'adresser directement à elles pour en obtenir une législation nationale (1).

1. Cf. Marc Régla, *De la nature juridique des traités internationaux et du sens de la distinction des traités-lois et des traités-contrats* (Revue du

34. — Nous estimons donc, pour nous, que la seule bonne méthode est de chercher à inscrire d'abord les droits des savants dans nos lois nationales françaises, sauf à recommander parallèlement, mais par simple voie de propagande, aux diverses nations civilisées de le faire dans leurs lois nationales respectives. Le jour où plusieurs nations auront ainsi organisé ces droits, chacune en ce qui concerne ses ressortissants, alors on pourra jeter les bases d'une Convention internationale favorisant le jeu de leurs législations particulières sur le terrain de l'Union formée.

Mais en attendant voyons ce qu'on peut faire en France, au profit de nos savants français. Cela n'impliquera pas le sacrifice des intérêts de notre industrie nationale au regard des industries étrangères. Protégeons nos savants contre la déprédation française et étrangère, mais protégeons aussi notre industrie française contre la concurrence étrangère en n'organisant les droits d'inventions et de découvertes scientifiques que sur la consommation française tributaire de la science française.

Encore une fois, nous donnons peut-être finalement bien peu aux savants ; cela vaut mieux que rien, et au moins nous le leur donnerons immédiatement et sans dommage appréciable causé aux intérêts industriels et commerciaux français. Nous pourrons le donner tout de suite, ce qui est un avantage énorme. Si l'on entreprend la poursuite d'un droit international il faudra se résoudre à attendre la constitution ferme d'une Société des Nations effective et universelle — et quand sera-t-elle une réalité ? — au moins les résultats d'une procédure longue... et sans issue (1). D'autre part on ne peut

Droit public et de la Science politique, oct. nov. déc. 1924, p. 505 à 540) ; P. Duez, *De l'indépendance des autorités législatives et réglementaires dans la fixation des règles de droit*. Thèse Droit, Lille, 1914 ; M. Noël, *De l'autorité des traités comparée à celle des lois*. Thèse Droit, Paris, 1921. L. Trotabas, *Le droit public dans l'annexion et le respect des droits acquis*. Thèse Droit, Paris, 1921.

1. Voir *supra*, p. 145.

songer à l'internationalisation que pour des droits existant auparavant dans diverses nations. Quand l'Allemagne et d'autres nations connaîtront-elles ceux que nous préconisons ?...

Mieux vaut un bon tien que deux tu l'auras. Créons les droits d'invention et de découverte scientifiques en France. C'est notre ambition de travailler à leur avènement par l'élaboration d'une proposition de loi française. Pour nous, Français, promoteurs du mouvement, désireux de le voir aboutir, il vaut mieux nous attacher à l'idée d'une loi nationale, tout en orientant notre espoir, mais notre espoir seulement encore, vers une convention internationale future.

DEUXIÈME PARTIE

ESSAI D'ORGANISATION DES DROITS
DES AUTEURS DE DÉCOUVERTES
OU D'INVENTIONS SCIENTIFIQUES

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES DIRECTEURS

SOMMAIRE. — 35. Rappel des éléments de solution du problème posé dégagés dans la première partie : découvertes et inventions scientifiques ; paternité scientifique ; publicité ; forme minima. Pleine liberté d'utilisation par autrui contre la reconnaissance de trois droits : droit à l'honneur de la découverte ou de l'invention ; droit spécial au regard des auteurs littéraires ; droit de participation aux profits réalisés par l'exploitation des applications des découvertes et inventions scientifiques. — 36. Intérêt public ; intervention de l'Etat. — 37. Intérêt de l'industrie française ; restrictions aux droits précités. — 38. Sanctions et compétences. — 39. Plan.

35. — Dans ce chapitre introductif à cette deuxième partie plus spécialement constructive de notre étude, nous allons affirmer à nouveau les principes sur lesquels nous entendons faire reposer notre proposition d'organisation législative des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques. Ce ne sera point, du moins nous le pensons, une redite ; mais si c'en est une, nous la jugeons nécessaire. Nous jugeons même indispensable de relever ces principes en un raccourci qui figure le schéma en lignes idéales de la construction à réaliser.

Ceux dont nous avons pris en main les intérêts, ce sont les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, quelle que soit d'ailleurs l'envergure de ces auteurs, petits ou grands savants, professeurs éminents ou modestes chercheurs de laboratoires. Ce qui qualifie le bénéficiaire de notre loi, c'est la nature de son œuvre, et cette œuvre, c'est une découverte ou une invention scientifique. Il nous faut donc faire figurer

dans notre proposition une définition, plus exactement la définition de la découverte et de l'invention scientifiques telles(1) que leur auteur ait droit à invoquer les prérogatives que nous lui accordons.

L'idée scientifique à la base de la découverte ou de l'invention scientifique peut, avons nous vu, être rattachée par un lien certain et déterminable à celui qui est l'auteur de la découverte ou de l'invention. Il le fallait, car à l'inverse nous dirons ici, qu'il est nécessaire que quiconque réclame des droits justifie de son titre à les invoquer. Ce titre en l'occurrence sera la paternité scientifique. Moyennant que cette paternité soit établie dans les conditions qu'il nous faudra fixer, celui au profit duquel elle le sera jouira des droits d'invention ou de découverte scientifique.

Comment concevoir ces droits. L'œuvre de nature intellectuelle, de nature immatérielle, qui en est la source philosophique immédiate, ce sont des idées extériorisées dans une forme nécessaire pour qu'elles soient objectivées par rapport au cerveau qui les a conçues, et par conséquent saisissables hors de lui, suffisante d'autre part, pour que les idées qu'elle recouvre puissent être enregistrées par d'autres cerveaux. Il ne s'agit point donc d'idées scientifiques conservées secrètes, mais d'idées portées à la connaissance d'autrui. La forme est indispensable, mais elle n'a rien d'original, ce n'est point elle qui est prise en considération, mais son contenu. Est-ce bien encore son contenu ? Plus exactement c'est le lien qui le rattache à celui qui l'a « enformé ». Car l'idée scientifique encore qu'elle naisse à la vie intelligible par le fait du premier savant qui l'enregistre et la réfléchit, correspond à des réalités hors de lui. L'idée elle-même, en raison des contingences nécessaires qui l'ont suggérée, eût pu être enregistrée et

1. Et nous entendons bien donner de la découverte et de l'invention scientifiques des définitions qui laissent en dehors la question de leur valeur, des définitions spécifiques en dehors des débats des philosophes. Cf. G. Renard, *Le Droit, la Jus ice et la Volonté*. Introduction, p. x.

révélée par un autre que lui. Toutefois faut-il faire, peut-être, une distinction entre l'hypothèse scientifique (invention pure) et la description expérimentale. L'impersonnalité de l'idée scientifique tenant à la réalité de l'objet qu'elle traduit, dès lors, tant que l'idée n'est point amenée en communion avec cette réalité, peut-elle être considérée comme personnelle à son auteur. De là à dire que le type de l'idée scientifique personnelle à son auteur est l'idée fausse il n'y a qu'un pas. Nous le franchissons hardiment. Toute conception représentative éloignée, parce que vaste, du monde physique est pure invention de son auteur, et c'est vraiment de sa part une création originale. Plus l'idée se rapproche des réalités à mesure que se restreint le champ de celles qu'elle représente, moins il est plausible de la dire personnelle.

Mais à l'inverse, plus elle est près des réalités, plus elle est susceptible d'être utile et utilisée pratiquement.

Ainsi trois considérations entrent-elles en ligne auxquelles peut se référer la valeur reconnue à l'œuvre scientifique. Mais avant de les spécifier nous ferons une observation préliminaire : il n'y a point à tenir compte du plus ou moins grand effort fourni par l'auteur de la découverte ou de l'invention ; qu'il s'agisse de trouvailles géniales ou d'œuvres de talent et de persévérance, c'est le résultat seul qui importe.

Ceci entendu nous observons que le mérite qualificatif, issu pour le savant de sa découverte ou de son invention, se peut entendre du lien qui l'unit à cette découverte ou à cette invention, lien de création quelquefois et en un certain sens, plutôt et toujours lien né du fait que, le premier, son cerveau a réagi justement au contact des réalités observées et que l'idée qui a surgi de cette réaction, il l'a fait connaître à autrui, à qui la connaissance en pouvait être utile ; ou bien ce mérite peut s'induire de la possibilité ainsi apportée par le savant, d'utiliser la connaissance de ces idées ; ou bien enfin de celle d'utiliser le contenu même des idées.

Comment ajuster toutes ces considérations ? En établissant entre elles l'ordre hiérarchique suivant, entraînant celui, corrélatif, des conséquences de droit susceptibles d'y être rattachées. L'idée scientifique reliée à son auteur (qu'on le qualifie d'ailleurs de créateur ou de révélateur) en fait, doit et peut l'être en droit. Mais ce lien nominal, lien d'appropriation si l'on veut, ne lui confèrera essentiellement qu'un droit moral à la reconnaissance de l'honneur de la découverte ou de l'invention.

L'objet, la matière de la découverte ou de l'invention, ce sont des idées qui, en elles-mêmes, n'ont point de valeur vénale. Mais d'une part l'œuvre littéraire composée sur ces idées en a une, et de même leurs applications industrielles. Or si les idées n'avaient pas été mises en lumière par le savant, la composition littéraire, l'utilisation industrielle, n'eussent pas été possibles.

Nous nous rangeons à l'opinion commune pour repousser toute création au profit du savant d'un monopole exclusif de mise en œuvre pratique des idées sur lesquelles ont pu porter ses découvertes ou inventions (1). Ce système est bien impossible à admettre ; même s'il était réalisable en pratique, il serait indésirable et insoutenable. On ne peut abstraire, même pendant un temps limité, l'objet désormais connu d'une découverte ou d'une invention, du champ des études scientifiques et pratiques, sous prétexte de le réserver à son seul auteur. Celui-ci peut ne pas être porté ou ne pas être apte à poursuivre ses investigations dans le sens donné jusqu'à ce moment à ses recherches. D'autres au contraire peuvent être préparés à saisir cet objet, à lui faire faire de nouvelles révélations intéressantes, dans un ordre

1. Voir W. Dunkhase, *Die patentfähige Erfindung und das Erfindenrecht unter besonderer Berücksichtigung des Unionsprioritätsrechts*, Berlin, Göschen, 1913, 2^e édition, p. 13, cité notamment par G. Gariel, *La question de la propriété scientifique*, p. 264 et p. 265.

d'idées autre que celui où il a été immédiatement auparavant interrogé avec succès, à le voir sous un jour pratique qui en suggère l'adaptation à l'industrie. Pourtant il peut être retenu sans inconvénient comme fond d'une composition littéraire, et nous pensons au droit exclusif, de durée très courte, que nous avons envisagé au profit de nos savants et leur permettant, à l'exclusion de tous autres, de traduire leurs idées scientifiques en une œuvre proprement littéraire.

Voici dès lors notre conception. Le savant, auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique, en porte l'objet à la connaissance de tous. Tout le monde peut prendre cet objet et le retravailler. Le savant a donc fourni la matière première de constructions à portée scientifique, littéraire ou industrielle.

Ici intervient un coup de pince technique destiné à faire brèche à l'objection que nous nous doutons bien qu'on pourrait nous faire. On pourrait nous dire que nul n'est obligé de recourir au travail du savant, qu'il n'y a qu'à refaire ce travail en en supposant les résultats non obtenus encore. Mais justement le fait de l'extériorisation et de la publicité données à l'objet de la découverte ou de l'invention implique que ce nouveau travail est impossible, ou qu'en tout cas il ne doit avoir pour nous aucune valeur. L'auteur de la découverte ou de l'invention publiée est *censé* éviter à tous autres d'être obligé de la refaire. Qu'un Pascal retrouve ce que d'autres avant lui avaient trouvé, peu importe. Il suffit qu'il ait pu se dispenser de ce travail, en recourant aux résultats déjà obtenus, pour que nous considérions son œuvre à lui comme sans valeur, mais encore, pour que nous fassions la suite qu'il lui a donnée tribulaire, non de son travail personnel, mais de celui en lequel nous voyons la découverte ou l'invention sur laquelle il s'appuie. Si Mme Curie n'avait pas découvert le radium, un autre l'eût découvert. C'est possible. Mais dès que Mme Curie a eu découvert le radium, la

découverte en était désormais impossible. Cela a l'air d'une naïveté. Nous voulons dire que toute personne qui se livrera désormais sur quelque point que ce soit à l'étude du radium, en lui même, ou en vue de ses applications, sera censé s'appuyer sur l'œuvre antérieure de Mme Curie jusqu'au point où celle-ci l'a poussée, et cela encore qu'en fait cette personne ait renouvelé la découverte du radium.

Nous sommes ainsi amené à une transaction aux termes de laquelle, le savant laisse dans tous les cas son œuvre à la disposition de tous, de sorte que ses idées peuvent être enregistrées par tous en tant qu'éléments de connaissance désintéressée encore que scientifique. Par contre, et d'une part, en tant qu'éléments de fonds d'une composition littéraire faisant naître des droits d'auteur, ces idées, sont réservées exclusivement à leur auteur pendant un certain temps durant lequel lui seul peut faire cette composition et profiter des avantages de sa reproduction. D'autre part, enfin, en tant qu'éléments de mises en œuvre pratique, les idées, objet de sa découverte ou de son invention, ne sont laissées à la libre disposition de tous que moyennant (1) la reconnaissance nominale de son œuvre par tous, et la reconnaissance pécuniaire pour la reproduction opérée par ceux qui les mettent en pratique (moyennant qu'elles aient été l'objet d'une publicité dans certaines conditions).

Ce sera naturellement au savant à prendre l'initiative de demander cette part qui lui sera due dans les profits résultant de l'exploitation des applications dérivées de son invention ou de sa découverte (2). Mais à l'inverse ce sera à quiconque

1-2. Il est à notre avis absolument inutile de faire intervenir ici un système de *licences obligatoires* délivrées par le savant à la requête de ceux qui désireraient utiliser en une application industrielle sa découverte ou invention. Les deux mots jurent : si la licence est obligatoire, ce n'est plus une licence. On ne pourrait donc qu'exiger de la part de l'industriel une *déclaration* de l'usage qu'il va faire. Mais ce n'est point le droit commun d'astreindre celui qui use d'une liberté à le déclarer. C'est à celui qui a droit à une compensation à la liberté concédée à se présenter et à la demander.

veut relater la découverte ou l'invention dans un ouvrage à portée littéraire à solliciter l'autorisation du savant, autorisation que celui-ci pourra d'ailleurs refuser ou ne consentir que moyennant un certain prix, pendant la durée de son monopole de publication littéraire (1).

36. — Mais encore que les idées scientifiques doivent être mises largement et immédiatement dans le domaine public, et que notre conception des droits des savants respecte ce desideratum, il pourra se faire, exceptionnellement, que l'utilité publique exige qu'elles y soient plus complètement, et libérées d'une certaine manière de ce lien particulier qui va les rattacher à tel individu déterminé pendant un certain temps, entraînant des conséquences pécuniaires. A l'inverse il pourra se présenter que l'intérêt public demande que telle invention ou découverte ne soit point portée à la connaissance du public, parce que néfaste et pernicieuse, susceptible d'être utilisée pratiquement dans des buts dangereux ou blâmables. Nous avons donc dû prévoir l'intervention de la puissance publique qui, après avoir pris en main les intérêts des savants pour assurer la rémunération de leurs précieux apports, se doit d'intervenir pour empêcher de tels apports, s'ils doivent être, et dans la mesure où ils peuvent être, préjudiciables. Réglementation ou interdiction de la publicité ou de la mise en œuvre des inventions et découvertes scientifiques, mais à charge éventuellement pour lui de payer une indemnité représentative du préjudice pouvant en résulter pour les auteurs des découvertes ou inventions, tels sont les procédés dont l'Etat pourra disposer pour satisfaire ces exigences ou prévenir les abus possibles.

37. — Bien entendu ces prérogatives reconnues aux auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, au moins celles

1. Ici non plus il ne s'agira point de licences qui d'ailleurs ne seraient point obligatoires, mais d'un consentement.

de nature pécuniaire, doivent être limitées dans le temps. Leur champ d'application doit en outre être restreint aux seuls cas où l'application industrielle, mise en œuvre pratique de l'idée scientifique objet de découverte ou d'invention, a été conçue postérieurement à cette découverte ou à cette invention : le titre du bénéficiaire de notre loi étant ces dernières, les droits pécuniaires qui lui sont conférés à l'occasion de la découverte ou de l'invention, au regard des mises en pratique industrielles de leur objet, ne peut venir se poser que sur celles qui en *résultent* effectivement et non sur celles que l'invention ou la découverte ne fait qu'expliquer (1). En un autre sens, ce champ d'application devra subir une autre réduction dictée par des raisons de prévoyance économique et la nécessité de protéger l'industrie française contre la concurrence étrangère.

38. — Enfin il faudra prévoir la sanction des droits reconnus, fixer la nature des institutions qui pourront connaître des conflits soulevés par le jeu de notre loi, déterminer les règles de procédure qui régiront leur intervention.

39. — Pour présenter l'économie de notre proposition de loi, nous grouperons nos développements autour de trois questions techniques dont la résolution, croyons-nous, englobera celle de tous les points qu'il importait essentiellement d'envisager et de régler.

D'abord nous allons établir les éléments de la vocation des auteurs de découvertes et d'inventions scientifiques aux différentes prérogatives qui leur vont être accordées. Mais comme, et précisément parce que ces prérogatives sont multiples, il nous faudra spécifier les éléments particuliers qui devront se trouver réunis aux éléments généraux pour justifier, suivant le cas, la vocation à telle ou telle de ces prérogatives. Ce sera le double objet du chapitre prochain.

1. *Supra*, p. 127 et article 6, 2^e alinéa de notre proposition de loi.

Puis nous délimiterons dans le suivant le contenu des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, nous dirons leur durée, la réglementation dont ils pourront être l'objet, et les modalités qu'ils présenteront à l'occasion.

Enfin dans le chapitre IV de cette deuxième partie, nous réunirons les commentaires des dispositions relatives à la procédure amiable et contentieuse d'exercice des droits reconnus, à la représentation possible des savants par des groupements professionnels dans ces deux ordres de rapports, amiables et contentieux, que ces savants pourront avoir avec autrui, aux pénalités susceptibles d'être prononcées au cas d'enfreinte grave à notre loi, aux règles enfin de compétence des tribunaux appelés à connaître des litiges ou des infractions nés à l'occasion des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques.

CHAPITRE II

ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE LA VOCATION DES AUTEURS DE DÉCOUVERTES OU INVENTIONS SCIENTIFIQUES A LEURS DROITS

SOMMAIRE. — 40. Principe. — 41. Élément générique : A) Découverte ou invention scientifique. — 42. B) Rattachée à son auteur : a) Paternité scientifique. — 43. b) Publicité suffisante et nécessaire. — 44. Éléments particuliers : α) Publication littéraire lucrative. — 45. β) Découvertes ou inventions productives non explicatives. — 46. γ) Exploitation à l'étranger : introduction et mise en vente, en France, des produits ou publications.

40. — Nous posons en principe à l'article 1^{er} de notre proposition de loi que *toute nouvelle découverte ou invention scientifique confère à son auteur le droit à l'honneur de cette découverte ou de cette invention et dans les conditions fixées (ci-après) le droit à une part des profits réalisés dans la suite par ceux qui, soit au titre littéraire, soit au titre industriel, soit au titre commercial, useront de ladite découverte ou de ladite invention (1).*

Ainsi annonçons-nous immédiatement que le titre générique à la vocation aux droits qui vont être consacrés est l'invention ou la découverte scientifique rattachée à son auteur ; mais qu'à ce titre, une fois établi, doivent se joindre d'autres conditions pour justifier, en dehors du droit supérieur et moral à l'honneur de l'invention ou de la découverte, les droits pécuniaires qui sont susceptibles de s'y adjoindre.

41. — A) Il a été bien entendu déjà, mais nous préférons le répéter, que nous bornons notre ambition à rendre justice

I. Article 1^{er} de notre proposition de loi.

aux savants, entendant cette appellation comme désignant ceux dont les recherches ont pour objet et pour résultat la connaissance du monde physique. Le savant étant donc qualifié par son œuvre, pour bien préciser notre pensée quant à cette œuvre, en même temps que pour donner un critérium net de discrimination des inventions et découvertes théoriques que nous entendions ainsi prendre en considération, nous avons cru pouvoir nous référer au principe des compétences figurées par les diverses sections scientifiques ayant leurs représentants les plus éminents aux Académies des Sciences et de Médecine (1) ; nous croyons bien que cela permettra de saisir exactement le champ d'activité scientifique que nous avons en vue, et qui comprend d'une façon schématique : les sciences mathématiques, les sciences physico-chimiques, les sciences biologiques (végétales et animales).

Mais cette première limitation fixée, il nous faut par ailleurs préciser l'œuvre, dont l'objet relevant de la compétence des sections scientifiques représentées aux Académies des Sciences et de Médecine, confère à son auteur les droits prévus par notre loi.

C'est la découverte ou l'invention scientifique. Par *découverte* nous entendons : *la démonstration* (ou révélation) *de l'existence jusque-là inconnue de principes* (ou lois expérimentales) *de corps* (éléments simples ou composés envisagés individuellement) *et agents* (éléments considérés dans leurs relations) *et de propriétés des êtres vivants et de la matière* (propriétés physiques, chimiques, biologiques) ;

Par *invention*, la *conception d'un nouveau système* (théorie ou invention purement scientifique) mais encore celle d'une *nouvelle composition de produit* ou d'une *nouvelle méthode ou moyen d'obtention de produits ou de résultats* que leur caractère spécifiquement scientifique soustrait à la protection

1. Ces Académies comprennent actuellement onze sections chacune.

assurée aux œuvres de l'industrie (1) (inventions scientifico-industrielles de laboratoire),

Nous ne reviendrons point sur l'invention purement scientifique ou conception d'une nouvelle théorie scientifique. Nous nous sommes assez étendu antérieurement à ce sujet (2). Mais la deuxième partie de notre définition demande le rappel de quelques éclaircissements peut-être perdus dans la généralité de nos développements passés.

Nous avons vu qu'à notre avis la loi des brevets vise en dernière analyse la découverte de l'application industrielle; cette découverte implique une découverte ou une invention scientifique antérieure. C'est cette invention scientifique immédiatement antérieure à la découverte industrielle que nous entendons viser en opposition avec l'invention purement scientifique de portée plus ou moins synthétique et générale, comptant ainsi comprendre d'ailleurs entre les deux extrêmes toute la gamme des inventions avec leurs différents degrés de généralité, d'originalité, de subjectivité ou d'objectivité.

M. le professeur Barthélemy dans sa proposition de loi, à portée, ainsi que nous l'avons dit, un peu trop générale, puisqu'elle englobe ou se propose d'englober en le modifiant considérablement le régime des brevets d'invention, donne naturellement une définition participant à cette largeur de vue de l'œuvre prise en considération. C'est selon lui, *toute nouvelle découverte ou invention, de quelque nature qu'elle soit* (3). Mais qu'est-ce qu'une découverte, qu'est-ce qu'une invention ? M. Barthélemy ne s'en est point préoccupé.

MM. Dalimier et Gallié au contraire ont pris le soin, avant nous, de concrétiser en définitions précises et pratiques ces deux termes (4).

1. Article 2 de notre proposition de loi.

2. Voir *supra*, I^{re} partie, p. 48.

3. Proposition Barthélemy, article 1^{er}.

4. Projet Dalimier et Gallié, article II.

Après examen compréhensif et critique de leur définition de la découverte scientifique nous l'avons tout simplement adoptée à notre tour, comme l'avait fait avant nous M. le sénateur Ruffini (4).

En ce qui concerne l'invention, nous avons cru nécessaire de retravailler les éléments de celle qu'ils en avaient donnée, en même temps que la forme même sous laquelle ils l'ont présentée.

En principe, et nous sommes d'accord, croyons-nous, sur ce point, il s'agit de conceptions de l'esprit. Mais ils disent eux : créations de l'esprit, et sans doute les conceptions de l'esprit sont-elles au fond des créations, mais nous avons préféré l'expression conception pour bien montrer que nous nous gardons de vouloir soulever les susceptibilités de ceux qui estiment qu'en notre matière, et même lorsqu'il s'agit d'invention, il n'y a pas création. Nous avons donc d'abord voulu éviter le terme. Mais par là-même nous avons été amené à une précision plus rigoureuse quant à l'idée que nous nous faisons du contenu de celui que nous devons employer. MM. Dalimier et Gallié entendent par inventions les créations de l'esprit lesquelles consistent pour eux en méthodes, appareils, produits, compositions de produits encore inconnus, et ajoutent-ils, d'une façon générale en toutes les applications nouvelles des découvertes et inventions. A notre avis il est dangereux encore d'introduire l'expression : applications de découvertes et inventions, de nature à suggérer — et MM. Dalimier et Gallié partis de l'idée de création n'ont pu résister à la suggestion — un rapprochement et une confusion avec les applications industrielles brevetables, étant bien entendu qu'il ne peut s'agir de prendre en considération des applications non susceptibles de conduire à un résultat industriel, puisque c'est précisé-

1. Projet de convention du sénateur Ruffini, article 3.

ment au regard de ces résultats que nos droits vont principalement jouer. Nous avons donc supprimé cette précision généralisatrice compromettante. Mais en outre et de même, ne faut-il pas, à notre avis, laisser l'invention toucher de trop près aux réalisations et constructions tangibles : appareils, produits, mais lui laisser le sens d'une chose purement intellectuelle : conception de méthodes ou moyens d'obtention ou composition de produits sur le papier, même, pour les réactions chimiques, par schéma pour les machines, même quand les expériences de laboratoire sont intervenues pour établir d'une façon sensible les résultats conçus théoriquement ; ce sont des résultats spécifiquement scientifiques, raison pour laquelle précisément il n'y a pas possibilité d'exploitation industrielle et encore bien moins prise possible de brevet. Enfin à côté des inventions, conceptions de méthodes ou moyens d'obtention, ou compositions de produits, dont un travail d'adaptation pourra faire naître quelque jour, quasi directement, une application industrielle, nous avons placé, et au degré supérieur de l'échelle des inventions la conception de systèmes scientifiques, synthèses des connaissances acquises, générateurs possibles de découvertes nouvelles.

Nous ferons deux remarques sur le nouveau point acquis.

Nous faisons rentrer dans l'œuvre scientifique prise en considération et la découverte et l'invention. En effet il ne nous a paru ni juste, ni possible, de faire une distinction. D'abord si nous éliminons les inventions nous méconnaissions l'œuvre des mathématiciens, attendu qu'en mathématiques il n'y a point de découvertes. Et pourtant il n'y a pas une science, au moins parmi les sciences pures, et c'est le point qui nous intéresse, qui ne fasse nécessairement appel aux mathématiques comme instrument de travail (1). Il serait

1. Elles sont même plus : H. Poincaré, *La valeur de la Science*, p. 154 :

donc profondément injuste de les éliminer. D'autre part l'injustice se généraliserait du fait qu'en toutes sciences, inventions et découvertes se tiennent étroitement et s'enchainent. La découverte conduit à l'invention qui ramène à la découverte. La découverte doit donc bien autant à l'invention qu'à la découverte antérieure ; et il est effectivement impossible de faire une distinction qualitative entre leurs mérites respectifs. L'invention doit à la découverte, mais la découverte doit à l'invention. Elles se tiennent. Elles sont utiles toutes deux à l'avancement de la science.

La découverte et l'invention scientifiques, et c'est notre seconde remarque, ont une valeur intrinsèque de mise en lumière d'idées scientifiques nouvelles susceptibles d'enrichir le trésor intellectuel commun. A ce titre elle justifie le droit moral de l'auteur de cette découverte ou de cette invention à la reconnaissance de son appropriation nominale. Elle justifie également le monopole de publication littéraire reconnu au savant pendant un temps très court. Mais pour qu'elle autorise celui-ci à invoquer son droit d'ordre pécuniaire au regard de quiconque met en œuvre ses idées, il faut que la valeur pratique de ces idées se révèle, et ce n'est que dans la mesure où elle se révèle dans la suite, que naît le droit jusqu'alors en puissance. Ainsi lorsque la découverte ou l'invention ne fera que venir donner l'explication scientifique d'un résultat industriel auquel on est parvenu empiriquement (découverte d'une loi scientifique, par exemple, expliquant une réaction chimique déjà utilisée dans la fabrication d'un produit) si elle conserve encore sa valeur scientifique, elle a perdu, avant la lettre, toute sa valeur pratique, au moins au regard de l'application déjà connue.

« Le mathématicien ne doit pas être pour le physicien un simple fournisseur de formules ; il faut qu'il y ait entre eux une collaboration plus intime. »

42. — B) Ceci dit nous ne connaissons encore qu'une des faces de l'élément générique envisagé. Il nous faut à présent rattacher la découverte ou l'invention scientifique à son auteur.

A ce sujet, se posent en réalité deux questions connexes à résoudre : quel est l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique ? Quelle est la publicité requise pour que nul ne puisse arguer, en droit, de son ignorance de l'objet de la découverte ou de l'invention ? Autrement dit, à quel instant le droit saisit les rapports susceptibles d'exister entre l'auteur et sa découverte ou son invention d'une part, entre celle-ci et les tiers d'autre part.

Après mûre réflexion, nous avons cru devoir les envisager séparément et postulant deux sorts distincts. Il y a une question de priorité scientifique d'une part ; une question de publicité suffisante, d'autre part, au regard des tiers.

a) Nous allons envisager à cette place les rapports de l'auteur avec sa découverte ou son invention.

Les idées scientifiques nouvelles conçues par tel savant ont besoin, pour que nous puissions les prendre en considération, d'une extériorisation verbale ou écrite ou par gestes (manipulations) revêtant les détails de technique, les données mathématiques, les protocoles d'expérience. A quelle condition cette extériorisation sera-t-elle suffisante pour établir la paternité de l'auteur sur sa découverte ou son invention ? Il est bien certain qu'il faut aux idées un soutien matériel quelconque pour leur permettre d'avoir une existence, d'être appréhendées. Nous ne voyons pour nous nul obstacle, mais au contraire quelque avantage, à ne point nous montrer exigeant quant à cette forme minima requise, pourvu qu'elle soit susceptible de réception auditive ou visuelle. *La paternité de l'auteur sur sa découverte ou son invention se prouvera par tous moyens* (1). Nous entendons bien, cela va sans

1. Article 3 de notre proposition de loi.

dire, que l'admission de tous moyens dans l'administration d'une preuve, ne va pas sans une appréciation nécessaire des éléments de preuve utilisés. Cette appréciation se fera d'après l'efficacité de l'extériorisation, le nombre et le caractère des personnes qu'elle aura pu venir frapper.

Dès lors nous insisterons surtout sur cette nécessité d'admettre, en matière de paternité scientifique, un aussi large système de preuve. C'est qu'il nous a paru opportun de faire tenir pour le savant de la simple extériorisation donnée à ses travaux souvent quotidiennement, et si schématique qu'elle soit, son droit de priorité au regard des autres savants, élèves ou collègues, témoins directs ou par oui-dire de ces travaux. Voilà un savant qui étudie une question difficile ; soit qu'il ait de ce fait besoin d'aides, soit qu'il n'en puisse gravir l'étape que lentement et prudemment, de son acheminement sont témoins ses aides, ou mis au courant, au fur et à mesure, des collègues auxquels le savant ne saurait résister au désir de communiquer les résultats déjà acquis (Actes de Congrès, mémoires à des sociétés locales). Bref il est fréquent que l'on soit au courant, au moins dans tous les milieux scientifiques, ou seulement dans un cercle plus ou moins étroit, de telles recherches et de leurs aboutissants progressifs, avant que leur auteur ait eu le temps matériel de donner à sa découverte ou à son invention une forme définitive écrite ou verbale, (mais d'un certain caractère officiel), que l'on ne livre généralement à la publication que lorsqu'elle est tout à fait mise au point. Aujourd'hui plus encore qu'autrefois, les travaux géniaux des savants sont-ils susceptibles d'être connus très vite et souvent largement par la voie des journaux, journaux de science pure, mais encore organes d'information générale de Paris ou de province, qui publient des résumés des travaux communiqués à des séances mensuelles, bi-mensuelles, voire hebdomadaires de sociétés scientifiques spécialisées : sociétés de bio-

logie, d'histologie, de médecine, sociétés chimiques, botaniques, etc... et non seulement des Académies des Sciences et de Médecine (1). Il convenait en particulier, si l'éventualité s'en pouvait présenter, de permettre à chaque savant de défendre son œuvre au regard de ses collègues, voire des travaux collectifs d'une de ces sociétés contre des sociétés rivales (2). Qu'un esprit plus prompt dans la rédaction ou l'exposition des idées divulguées déjà officieusement, mais restant à l'être officiellement, fasse en son nom cette communication officielle, et l'auteur réel des travaux serait frustré du mérite et des avantages attachés à son œuvre. Cela ne pouvait pas être. C'est pourquoi nous l'autorisons à prouver sa paternité par tous moyens à l'encontre même de cette publication (3).

43. — *b*) Nous arrivons à l'examen des rapports entre la découverte ou l'invention scientifique et ses applications industrielles, et nous avouons qu'après avoir été tenté de maintenir dans un coloïement fidèle nos dispositions légis-

1. La création de ces sociétés plus ou moins spécialisées et décentralisées a fait perdre à l'Académie des Sciences, et par conséquent aussi à celle de Médecine, de leur importance, a restreint leur rôle tout au moins, qui consistait à examiner les travaux et mémoires qui leur étaient soumis, et à les publier dans leurs recueils. Aujourd'hui la publicité a lieu bien plus vite et existe longtemps avant que soit réalisée la lente impression des mémoires officiels de l'Académie. C'est ce qu'en disait déjà, en 1886, M. Berthelot, *Science et Philosophie*, Paris, 1886, Académie des Sciences, p. 198.

2. Sur le terrain international où, nous voulons le supposer à l'honneur de nos savants et sociétés scientifiques françaises dans leurs rapports entre eux, de ces déprédations peuvent être davantage supposées, le fait ne s'est-il pas présenté pour l'association internationale pour l'étude du cancer créée par les Allemands et prétendant mettre la main sur cette grave question, pillage contre lequel se sont élevés de toutes leurs forces *l'Imperial cancer research fund* de Londres et l'Association française pour l'étude du cancer. Voir Pierre Delbet, *Sur la chirurgie allemande*, Petit et Leudet, *La Science allemande*, p. 129.

3. Si la divulgation n'a eu lieu encore par l'auteur lui-même qu'à titre confidentiel et si la personne qui a reçu confiance extériorise la découverte ou l'invention, la question se pose également au regard de cette extériorisation dont le bénéfice doit aller à l'auteur de la confiance trahie. Mais cela rentre dans le champ d'application de l'article 1382 du Code civil.

latives avec les réalités, nous avons dû perdre de notre confiance dans la possibilité et l'opportunité de le faire.

Nos prédécesseurs dans l'étude et la tentative de réalisation des droits des savants ont, sinon envisagé exclusivement (1) ce point de vue, du moins vraisemblablement été préoccupés surtout par lui ; mais suivant qu'ils se sont retournés plutôt vers la propriété littéraire ou vers la propriété industrielle comme modèle dont il convenait de s'inspirer, la question de la publicité suffisante s'est présentée à eux différemment. Pour le droit de propriété littéraire, cette publicité est un élément de fond. Dans le droit de brevet, c'est un élément de forme. Or dans le fond il n'y a pas d'arbitraire possible. La publicité en matière littéraire s'établit donc et se démontre telle qu'elle est. En matière de brevet, il y a une publicité exigée, qui est nécessaire et suffisante pour que le droit de l'inventeur industriel soit fondé : il y a une formalité bien déterminée à remplir qui est la demande d'un brevet accompagnée, entre autres pièces, de la description détaillée qui sera publiée *in extenso* et suivie de la délivrance du brevet. Dans le premier cas, appréciation de fait des *juges*. Dans le second, appréciation d'une formalité *légal*e. Convenait-il de choisir entre ces deux systèmes ?

Pour nous qui ne nous tournons pas plus vers l'un que vers l'autre modèle, mais avant tout vers les réalités à intégrer

1. MM. Dalimier et Gallié, s'ils prévoient le droit à l'honneur de la découverte ou de l'invention, l'envisagent d'une façon un peu particulière, sous forme de droit au nom qu'il s'agirait de protéger contre les déprédations en matière de marques de fabriques... Pour nous, nous n'y voyons pas un droit à l'honneur, au moins dans le sens que nous lui donnons, et nous le croyons suffisamment sanctionné par l'article 1382 du Code civ. MM. Gallié et Dalimier observent eux-mêmes (p. 94) qu'une jurisprudence est déjà bien établie sur la propriété du nom patronimique mais cependant qu'il est opportun, en raison de l'ignorance des textes par les intéressés, de faire figurer dans la loi qui consacre les droits des hommes de science, un paragraphe qui affirme nettement leur droit à la propriété de leur propre nom et en interdit l'usage abusif (pp. 94-95). Mais la loi ne peut pas être tout de même un *Memento* à l'usage de ces intéressés !

nous ne surprendrons personne en disant que nous ne l'avons pas cru.

Pas davantage ne saurions-nous supposer que la vérité se trouve dans les deux rapprochés.

M. Barthélemy et M. Ruffini, eux, se sont prêtés à cette dualité. L'auteur de l'invention dans leur proposition n'a en principe aucune formalité à remplir, sauf à ne pouvoir exciper de son droit que du jour où il l'établit (et sans doute par tous moyens). Mais il peut faire constater son droit par un brevet de corps ou de principe inspiré du brevet d'invention créé par la loi de 1844 (1).

MM. Dalimier et Gallié et M. le sénateur Ruffini posent par ailleurs, en principe, l'obligation, pour l'auteur qui veut exciper de son droit, de faire la preuve que sa découverte ou son invention a été l'objet d'une publicité suffisante. Cela fait, ils indiquent, ce que ne faisait pas M. Barthélemy, une base d'évaluation de cette publicité suffisante (2). Pour les premiers c'est la publication dans certains périodiques agréés, et ils s'en tiennent là ; pour le sénateur Ruffini c'est la publication dans les revues spéciales, dans les Actes des Congrès et dans les mémoires académiques ; l'auteur peut en outre, comme dans le système de M. Barthélemy, faire constater son droit au moyen d'un brevet de principe (3).

Nous ne nous arrêterons pas à l'observation qui pourrait être faite sur le caractère facultatif au moins étrange, — et peu juridique — que l'on a donné à cette formalité dans les deux projets qui l'admettent (4). Il fallait l'imposer, ou n'en point parler. Et ceci eut mieux valu. Est-ce à dire qu'il fallait

1. Proposition Barthélemy, articles II et III. Projet Ruffini, articles 7, 8 et 9.

2. Projet Ruffini, article 7. Projet Dalimier-Gallié, article III.

3. Et même user pour établir sa priorité des enveloppes Soleau.

4. M. Pierre Loyer a vu plus juste en exigeant le certificat de priorité scientifique pour établir le droit du savant. Pierre Loyer, *La propriété scientifique* (Le génie civil, samedi 22 mars 1924).

s'en tenir à la solution de MM. Dalimier et Gallié? C'est une autre question à nous poser, et l'on pressent que nous allons la résoudre par la négative.

Et puisque jusqu'ici, et au regard de la question de la priorité purement scientifique de l'invention ou de la découverte, nous nous sommes contenté de cette publicité dite suffisante, il nous faut ici aborder l'examen du point de savoir s'il fallait ou non se contenter encore de cette publicité indéterminée, lorsqu'il s'agissait d'établir le droit du savant au regard des applications industrielles basé sur l'antériorité de la découverte ou de l'invention par rapport à ces applications dérivées.

Le problème, on le conçoit, n'est plus le même de discriminer les éléments d'une, voire de plusieurs découvertes ou inventions dans une application industrielle, ou à l'inverse les éléments de chaque découverte ou invention dans ses différentes applications industrielles, que de discriminer les éléments de la découverte ou de l'invention de l'un dans l'expression qui en est donnée par un autre.

Comme on l'a fort bien dit, et ce que nous n'avons pas songé à nier « il est très difficile de déterminer exactement ce qui est tributaire des savants, de déterminer exactement au milieu de la masse des découvertes ce qui peut être revendiqué et ce qui, au contraire, appartient au domaine public, d'apprécier les droits respectifs des divers savants qui ont contribué à l'établissement des résultats acquis et si, comme en matière de propriété artistique et littéraire les droits existent indépendamment de toute formalité, la détermination pratique de leurs étendues respectives sera impossible » (1).

Mais surtout ce qui doit attirer notre attention, c'est que nous entrons sur un terrain mixte où nos savants ne se trouvent plus en face d'autres savants, mais en face de techni-

1. Pierre Loyer, *op. cit.*, p. 282.

ciens, de la documentation scientifique desquels il ne peut être exigé une probité théorique aussi rigoureuse que lorsqu'il s'agit d'hommes de science. Nous voulons dire que l'inventeur industriel, l'exploitant d'une application industrielle, ne peuvent être tenus pour informés des découvertes ou inventions scientifiques auxquelles se rattache l'objet de leur brevet, ou l'application industrielle exploitée, par la publicité rudimentaire susceptible d'être jugée suffisante pour conférer à l'auteur de ces découvertes ou inventions, et au regard de ses confrères, la priorité scientifique qui justifie son titre.

C'est l'intérêt de l'industrie qui postule une certaine facilité dans l'examen comparatif des éléments des applications exploitées avec le domaine scientifique approprié, dans une certaine mesure et pour un certain temps, en vertu des droits reconnus aux auteurs de découvertes et d'inventions scientifiques.

Ce domaine scientifique approprié temporairement doit être *connu* ou susceptible de l'être d'une manière non seulement certaine, mais aisée. C'est à notre avis bien plutôt en ce sens qu'il faut s'orienter, après s'être rendu compte de l'impossibilité de maintenir ici encore l'absence de réglementation inhérente au système du droit d'auteur littéraire et artistique, plutôt que se laisser guider par l'idée d'exiger des savants, « de limiter eux-mêmes leurs droits, de spécifier leurs revendications et d'opérer de ces revendications un groupement de manière à ce qu'elles puissent être facilement consultées sans risque d'omission » (1). Nous ne retiendrons pour nous de ce dernier vœu que deux suggestions imposant la nécessité de donner à la découverte ou à l'invention *génératrice du droit* une extériorisation douée de certaines caractéristiques qui en facilite la connaissance. Cela peut être

1. P. Loyer, *op. cit.*

obtenu par une publicité donnée, imposée aux savants pour exciper de leurs droits. Il n'est point nécessaire ni opportun de recourir à l'exigence d'une formalité de *demande* d'un titre quelconque, brevet de principe ou certificat de priorité scientifique, que le savant devrait adresser à une autorité quelconque et à laquelle il lui faudrait voir accéder.

De ce que la différence profonde qui existe entre la création-réaction scientifique et la création artistique et littéraire impose de s'écarter en notre matière de la législation du droit d'auteur, il ne s'ensuit pas du tout qu'il faille s'inspirer des mêmes préoccupations qui ont guidé les rédacteurs de la loi de 1844 sur les brevets d'invention (1).

Du brevet de principe nous rejeterons sans plus le... principe, pour la raison qu'il participerait aux reproches adressés à la même formalité exigée des inventeurs, en un procès duquel nous n'entendons nous faire ni l'instructeur ni le juge.

Au surplus un de nos savants, dont les connaissances juridiques sur ce point ne le cèdent à celles d'aucun des nôtres, nous a mis immédiatement et fermement en garde contre un tel système (2). Pas de brevet de principe, ni même, sous le couvert d'une procédure simplifiée, de certificat de priorité scientifique à la demande desquels ne s'astreindront pas les savants. Au contraire ces titres officiels seront requis de faux savants qui en couvriront des élucubrations quelconques sur des idées tout juste bonnes à faire la trame de romans scientifiques, et en feront dès lors une arme d'intimidation et de chantage auprès des industriels. Cela se passe avons-nous vu déjà, en matière de brevets d'invention (3). Pas de titre officiel, donc, qui risquerait d'abriter derrière sa façade des impostures et des moyens de chantage. Mais entre les deux

1. P. Loyer, *op. cit.*

2. M. le professeur Gutton, de la Faculté des Sciences de Nancy.

3. Voir *supra*, p. 129.

extrêmes : publication *suffisante* et titre officiel, il y a place pour un autre système plus souple à manier par ces indépendants que sont les savants, non moins, si ce n'est même plus sérieux, que les deux systèmes indiqués, celui d'un *minimum* de publicité *imposé*. C'est là l'idée, nous le reconnaissons volontiers, de M. Pierre Loyer, mais dégagée de cette dernière attache avec le droit des brevets qu'est, dans sa conception, l'obligation pour le savant de demander un certificat de priorité scientifique. Puisque de toute façon le texte *in extenso* de tous les certificats déposés devrait faire l'objet d'une publication dans un périodique spécial comportant des tables annuelles et décennales alphabétiques et par catégories, pourquoi ne pas faire de ces insertions précisément la publication suffisante, mais *nécessaire*, qui remplisse le rôle d'information utile au regard des praticiens de l'industrie ? En choisissant ce périodique spécial, ou pour plus d'aisance, plusieurs des périodiques spéciaux, parmi ceux où les savants ont le plus généralement coutume de publier leurs travaux, on aura rendu insensible pour le savant cette *obligation* de publicité. Par contre, en fixant expressément ces quelques périodiques dont les publications seront retenues comme ayant la valeur d'information requise, dans lesquels il sera tout au moins nécessaire de signaler par référence les travaux scientifiques relatés ailleurs ou autrement, on aura satisfait au légitime desideratum des intéressés de ne pas être à la merci d'une ignorance involontaire et bien excusable de leur part (1).

Cela a, par ailleurs et à notre avis, cet avantage de faire naître automatiquement, bien qu'éventuellement pour certains, les droits des savants. Nul d'entre eux ne sait, ou n'est

1. On pourra concevoir et organiser la publication d'un bulletin officiel imité du *Bulletin officiel de la Propriété industrielle* (voir G. Huard, *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, p: 134).

Article 3 de notre proposition, alin. 2 et 3.

censé savoir, l'avenir réservé à sa découverte ou à son invention. Elle peut ne jamais rester que dans le cadre des possibilités scientifiques, ne jamais en sortir pour entrer dans le domaine de la pratique. Pourquoi alors imposer au savant de demander un certificat de priorité scientifique pour l'invention d'un système sans issue pratique non seulement imaginable mais possible ? Il se borne donc à publier son invention ou sa découverte dans les périodiques agréés, simplement pour intéresser la science à ses travaux, mais pourtant quelque jour, par un tour brusque et inattendu pris par les choses de la science, son invention est démontrée, au besoin par le truchement d'une découverte intermédiaire, ajustable à l'industrie. Automatiquement, son droit naît de sa publication à laquelle l'auteur de l'ajustement est au moins censé avoir recouru pour connaître les éléments théoriques sur lesquels il l'a appuyé.

44. — Cette exigence d'un minimum de publication, c'est déjà une des conditions requises pour que l'utilisation des idées objet de découvertes ou d'inventions — et il s'agissait alors de l'utilisation en vue d'obtenir un résultat industriel, — soit susceptible de fixer automatiquement la vocation jusqu'à éventuelle du savant à des droits pécuniaires. Il y en a d'autres dont la réunion est nécessaire à celle de la priorité scientifique établie, pour que l'utilisation, et non plus seulement celle se proposant d'aboutir à un résultat industriel, autorise le savant à réclamer sa part des profits qu'elle permettra de recueillir.

α) En ce qui concerne l'utilisation opérée par voie de composition littéraire, encore faudra-t-il que cette composition (description ou relation) en quelques termes qu'elle soit faite, (puisqu'il ne s'agit plus du tout du plagiat littéraire) soit publiée, plus encore qu'elle le soit dans un but, ou avec pour résultat, de procurer à celui qui publie un profit pécuniaire.

C'est ce que nous entendons dire en exigeant une description ou relation faite dans une publication livrée au commerce (1). Et cela contient deux choses dont l'une elle-même se dédouble. Il faut une publication. D'autre part qu'elle soit livrée au commerce ; mais cette mise dans le commerce si elle a lieu normalement du fait de l'auteur de la description ou de la relation, qui publie, par exemple, un article payé dans une revue, ou un ouvrage édité, peut l'être aussi en dehors du fait intentionnel de son auteur par celui, directeur d'un périodique par exemple, qui publie dans sa revue ou son journal un compte rendu non payé à son auteur. Mais dans ces deux cas, le but de la publication de la composition littéraire ou son résultat étant de procurer des bénéfices justifieront l'exercice du droit prévu à l'article 5 de notre proposition, et par conséquent, pendant le temps fixé, la nécessité du consentement formel et par écrit de l'auteur de la découverte ou de l'invention scientifique décrite ou relatée. Seulement ce consentement devra dans la première hypothèse être demandé et obtenu par l'auteur de la composition lui-même, dans la seconde par celui qui publiera.

45. — β) Enfin si toute découverte ou invention scientifique confère à son auteur, pourvu que sa paternité soit établie, plus encore, qu'il ait satisfait à la prescription relative à la publicité spéciale requise, du droit à une redevance de celui qui exploite une application industrielle dérivée de cette invention ou découverte, encore faut-il que soit établi le lien entre cette application et l'idée scientifique mise en œuvre, et nous nous sommes efforcé d'établir que cette détermination était possible. Nous nous sommes expliqué aussi sur ce que nous entendions par cette application. Nous renvoyons le lecteur aux explications données alors (2). Mais

1. Article 5 de notre proposition de loi.

2. Voir *supra*, I^{re} partie, p. 126.

encore faut-il insister ici sur la nature dynamique du lien unissant l'application à l'idée scientifique pour qu'il y ait lieu à le prendre en considération. Ce devra être un lien de cause à effet, plus, de cause à conséquence, c'est-à-dire que l'application devra suivre non seulement scientifiquement, mais pratiquement et dans le temps, la découverte ou l'invention scientifique. Nul droit pécuniaire, au moins celui que nous envisageons actuellement, ne sera accordé à l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique dont l'unique objet sera la démonstration d'un résultat déjà acquis en fait, et appliqué dans la pratique industrielle (1).

46. — γ) Nous avons dû prévoir, pour finir, le cas où l'utilisation, par voie de composition littéraire ou d'exploitation d'une application industrielle, remplissant d'ailleurs toutes les conditions requises pour justifier l'exercice des droits du savant, aurait lieu en territoire étranger, de telle sorte que l'opération échappe en elle-même à cet exercice. Nous proposons alors de reporter cet exercice sur les publications ou produits introduits en France et contre les importateurs : libre à eux de refuser à leurs correspondants étrangers leur intermédiaire pour la mise dans le commerce des produits et publications. S'ils l'acceptent, ils seront assujettis aux droits prévus. Au regard de l'exploitation à l'étranger des utilisations prises en considération, il faut donc cette condition que les produits en soient mis dans le commerce en France : ceux qui vendront ou mettront en vente, en France, des publications faites à l'étranger d'une découverte ou d'une invention scientifique française, ceux qui vendront ou mettront en vente en

1. Article 6, alinéa 3, de notre proposition de loi.

Cf. Rapport du sénateur Ruffini, *Chimie et Industrie*, p. 1176 et observations adjointes sous forme de mémoire en date du 2 août 1923 soumis par M. John H. Wigmore à la sous-commission de Coopération intellectuelle de la Société des nations, *Chimie et Industrie*, 1923, pp. 1174 et 1185,

Projet de convention, article 5, 3^e alinéa.

France des produits, substances, outils, machines, etc..., obtenus par l'exploitation à l'étranger de l'application d'une découverte ou d'une invention scientifique française, seront passibles du droit prévu dans les conditions de l'article 20 de notre proposition (1).

1. Il y aura sans doute lieu d'édicter en notre matière des mesures douanières analogues à celles prévues par exemple en matière de propriété littéraire. D'après la loi du 6 mai 1843 relative aux douanes, les livres venant de l'étranger ne peuvent être présentés à l'importation que dans certains bureaux et dans le cas où des présomptions de contrefaçon sont élevées sur les livres présentés, l'admission est suspendue, les livres sont retenus à la douane, et il en est référé au ministre de l'intérieur qui doit statuer dans un délai de quarante jours.

Le décret du 14 mars 1863 étend la mesure non seulement aux livres, mais à tous ouvrages.

L'ordonnance du 13 décembre 1842 dit que les ouvrages contrefaits ne pourront être reçus dans les entrepôts

G. Huart, *Traité de la propriété intellectuelle*, t. I, 1903, p. 204.

CHAPITRE III

CONTENU DES DROITS DES AUTEURS DE DÉCOUVERTES OU D'INVENTIONS SCIENTIFIQUES DURÉE. MODALITÉS.

SOMMAIRE. — 47. Observations préliminaires. — 48. Droit à l'honneur de la découverte ou de l'invention. — 49. Droit spécial au regard des auteurs littéraires. — 50. Droit de participation aux profits réalisés par l'exploitation industrielle des applications des découvertes et inventions scientifiques. — 51. Durée des droits. — 52. Eléments de fixation de la redevance. Révisions périodiques. — 53. Inventions ou découvertes indispensables ou nuisibles à l'intérêt public. Intervention de l'Etat. — 54. Inventions et découvertes biologiques. Remèdes nouveaux.

47. — On trouvera peut-être que ce que nous allons dire du contenu des droits reconnus dans notre proposition de loi aux auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, n'en donne encore que des idées très générales, lesquelles nous avons déjà exposées dans notre première partie. Nous répondrons d'abord que nous ne pouvons faire plus que de présenter des idées générales à ce sujet, attendu que nous n'avons pas l'ambition de faire un traité complet théorique et pratique des nouveaux droits. Il serait bien vain de le tenter en l'absence de tout secours venu de l'expérience du jeu pratique d'une législation. Nous répondrons d'autre part, que lorsqu'on soutient une cause, on ne se répète jamais trop, à condition que la répétition, à chaque fois qu'elle se produit, gagne en intensité. Nous apporterons ici, en outre, des précisions quant aux idées présentées antérieurement, et nous y joindrons par ailleurs les indications nécessaires quant à la durée que nous entendons donner aux droits

à créer, et quant aux modalités qu'ils pourront présenter. Enfin nous ferons suivre l'exposé de l'économie normale des droits de découvertes et inventions scientifiques, de quelques développements concernant les incidences possibles de cette économie dans la matière toute spéciale des inventions et découvertes biologiques.

48. — L'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique aura droit, d'abord, à ce que sa paternité sur cette découverte ou cette invention soit reconnue par tous, à ce qu'elle ne soit usurpée par personne. Il y a là un droit moral mais à conséquences pécuniaires, d'abord et toujours, mais seulement pour un temps à déterminer, au regard de la propriété littéraire, éventuellement au regard des profits réalisés au titre industriel, ou parfois commercial, par l'exploitation des applications dérivées. D'où l'importance primordiale préjudicielle de cette première prérogative fondamentale.

49. — Après avoir réglé la situation du savant vis-à-vis de ceux, vrais ou faux savants, qui prétendraient lui ravir le mérite de son œuvre, nous avons placé le savant en regard des auteurs littéraires de la part desquels, instruits par l'observation, nous avons conçu une sorte de contrefaçon possible de la communication scientifique, en dehors de la contrefaçon littéraire, consistant à composer une œuvre littéraire sur le thème des idées révélées. Les idées, en général, sont dans le domaine public ; nous ne contestons pas que les idées scientifiques, une fois divulguées, doivent subir le sort commun de tomber dans ce domaine public. Mais nous réclamons à leur profit un sursis d'ailleurs très court, à cette chute, basé sur cette double considération que l'idée scientifique est le fruit d'un labeur scientifique considérable, que par ailleurs elle a pour substratum des éléments tangibles dont la nature fait en quelque sorte participer l'idée à son espèce de réa-

lité (1), que d'autre part, et justement à raison de cette sorte de matérialité, elle est susceptible de s'extérioriser en une forme très rudimentaire, très schématique, qui permettra de superposer à cette forme embryonnaire une forme littéraire(2). Le savant qui rend compte en deux pages des résultats de sa découverte n'a pas épuisé la forme littéraire dont la description minutieuse, voire élégante, de cette découverte, est susceptible de la revêtir. Au surplus nous avons déjà expliqué notre conception à ce sujet.

Nous avons conclu à la nécessité d'accorder un certain droit en ce sens au savant. Mais nous avons hésité entre deux formules. Fallait-il permettre à n'importe qui de publier une description de la découverte ou de l'invention, ou d'en rendre compte dans des ouvrages ou des manuels, sauf à imposer à celui qui userait de la permission l'obligation de partager ses droits d'auteurs avec le savant ? Nous nous sommes arrêté à l'autre formule dont nous avons déjà fait pressentir la teneur : consacrer au profit du savant un droit exclusif, de durée très courte, à l'exploitation littéraire de toute relation de ses découvertes ou inventions scientifiques. Nous avons pensé que lui accorder trois années pendant lesquelles il puisse donner à ses idées une forme susceptible de propriété littéraire, constituerait déjà un moyen, non seulement de protéger son œuvre contre la déprédation des auteurs littéraires, mais encore de lui assurer un profit appréciable, soit qu'effectivement il écrive l'ouvrage, soit qu'il traite — non de l'édition — mais de la composition même de l'œuvre littéraire.

Ce droit, bien évidemment, n'est pas un droit de propriété littéraire tel qu'on l'entend jusqu'ici. Il vise non la reproduction d'une composition littéraire, mais l'expression sous une forme littéraire des idées incluses dans la découverte ou

1. Voir *supra*, p. 78.

2. Voir *supra*, nos 21 et 22.

l'invention scientifique. Nous avons dit qu'il fallait une extériorisation à ces idées pour qu'elles soient saisissables. Celle-ci pourra être verbale ou écrite; mais même lorsqu'elle aura été donnée dans une forme écrite, il n'en reste pas moins qu'une composition littéraire peut être superposée à cette forme primitive.

Et pour bien marquer ce caractère spécial de notre droit, nous lui avons donné une formule rappelant, non celle du droit de reproduction littéraire (L. 1791, art. 1), mais celle du droit de représentation dramatique; il nous a semblé qu'il y avait quelque analogie entre les représentations scéniques d'une même œuvre dramatique, représentations diverses suivant les acteurs, leurs jeux personnels, les mises en scènes originales de chaque régisseur, et les multiples expressions littéraires d'une forme schématique (1).

50. — Cette disposition restrictive de durée extrêmement limitée (3 ans) une fois admise, le principe ne peut faire de doute de la nécessité de laisser à tous indistinctement, savants et industriels, pleine liberté quant à la possibilité de s'emparer des idées scientifiques nouvelles pour en tirer, par déduc-

1. Peut-être la formule que nous avons donnée à l'article 5 de notre proposition ne rend-elle pas encore tout à fait notre pensée. Nous n'entendons bien certainement subordonner la relation, par un autre que l'auteur, d'une découverte ou invention scientifique, au consentement de celui-ci, que lorsque le but prochain de l'auteur de la relation sera, disons le mot, de gagner de l'argent, ou au moins de recueillir le bénéfice d'une célébrité qui lui assurera par la suite des profits. Nous pensons atteindre ainsi uniquement les vulgarisateurs qui dans l'intérêt de la science sans doute et du public, font connaître les travaux scientifiques mais dont c'est là aussi la profession lucrative, vulgarisateurs individus et vulgarisateurs-organes : journaux, revues, d'information générale ou spéciale, qui retiennent leurs lecteurs en les intéressant à ces travaux, alors que leur but propre est souvent tout autre...

Que si la formule dépasse notre pensée, il sera peut-être opportun de considérer sa disposition comme destinée à répondre à ces seules visées, comme une arme dont les savants pourront se servir lorsqu'ils vraiment on aura usé avec trop de désinvolture de leurs œuvres et de leurs comptes rendus, et dans un but intéressé, plus ou moins lucratif.

tion ou induction, des connaissances scientifiques autres, les applications industrielles possibles.

Et le problème se pose à nous de régler la situation de l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique, au regard de l'exploitant d'une application industrielle dont le germe se trouve dans sa découverte ou son invention.

Or sur ce point là, diverses considérations sont¹ venues se présenter à notre examen, de nature à suggérer des dispositions nécessaires de notre proposition de loi.

De l'application industrielle, et de l'exploitation d'une telle application, nous ne pouvons donner de définition spécifique pour les raisons qui s'induiront aisément de ce que nous en avons dit précédemment (1).

Mais sur le même terrain s'imposait à nous l'observation d'une nécessité temporaire (jusqu'à l'organisation internationale de nos droits) de protéger l'industrie française contre la concurrence étrangère d'une part, ce qui entraînera dans une certaine mesure la restriction des droits du savant, mais par ailleurs celle d'étendre, et pour la même raison, ses droits au cas d'introduction en France des produits résultant de l'exploitation faite à l'étranger d'applications industrielles de découvertes ou inventions scientifiques françaises. Etant donné qu'on ne peut bien certainement pas atteindre l'exploitation industrielle à l'étranger, il fallait atteindre l'empiètement opéré sur les droits du savant au moment où ses manifestations pénétraient en territoire français. Ce n'est donc plus l'exploitation industrielle qui peut être prise en considération, mais la vente en France des produits de cette exploitation. Voilà pourquoi il y a deux titres auxquels l'utilisation de la découverte ou de l'invention emporte droit pour le savant à une part des profits réalisés : le titre industriel, et éventuellement le titre commercial.

1. Voir *supra*, p. 126.

Nous devons signaler également à cet endroit une éventualité identique, mais relative au droit du savant s'exerçant au regard des auteurs littéraires lorsque la publication littéraire a lieu à l'étranger. Il se peut que des écrivains scientifiques ou se disant tels, Français ou étrangers, lancent à l'étranger des articles, des manuels dont la publication destinée au commerce rentrerait, si elle avait lieu en France, dans le champ d'application reconnu à ce droit spécial du savant. Ici encore on ne peut atteindre l'étranger à l'étranger. Mais dès que les exemplaires imprimés pénètrent en France, il est possible de les appréhender, eux. Il se peut même que ce soit un Français qui fasse éditer son œuvre ou publier son article à l'étranger. Ici encore nous ne pourrions appréhender la publication que lorsqu'elle pénétrera sur le marché commercial français (art. 20).

51. — Mais désormais il nous faut étudier de plus près deux points fort importants, l'un à fixer, parce que c'est nécessaire et possible : la durée des droits de découvertes ou d'inventions scientifiques, l'autre au moins à éclairer, de manière à faire la moins large possible la part de l'arbitraire dans sa fixation amiable ou contentieuse, à défaut de pouvoir la fixer législativement : la redevance due en vertu des articles 6 et 20 de notre proposition de loi.

On ne s'étonnera point qu'ayant distingué non *un* droit né de la découverte ou de l'invention scientifique, mais *des* droits divers, nous leur donnions des durées non identiques, mais adaptées à chacun de leur mode. Droit moral à l'honneur de la découverte, droits pécuniaires et ces derniers s'exerçant eu égard à l'exploitation littéraire d'une part, eu égard à l'exploitation industrielle d'autre part, ces différents droits ne postulent pas même durée.

Pour le premier, exercé par le savant lui-même, il ne saurait être conçu de limitation à sa durée autre que celle même

du terme de la vie de l'auteur. L'honneur, et l'honneur scientifique n'en est qu'une face, est un bien qui doit accompagner l'homme jusqu'à sa mort. On a toujours intérêt, quel que soit son âge ou le temps qui s'est écoulé depuis qu'on a mis au jour une œuvre scientifique de valeur, d'en revendiquer hautement la paternité. Pour les héritiers, la considération d'un honneur posthume de l'auteur lui-même, d'un honneur familial, bien commun à tous les membres de générations successives, ne nous paraîtrait nullement ridicule pour justifier la demande en reconnaissance d'une paternité scientifique d'un de ces membres mort. Jusqu'à quel degré de parenté cette demande sera-t-elle autorisée ? Nous ne pouvons guère que laisser ce point à l'appréciation des tribunaux. En tout cas, étant donné que nous accordons à la veuve et aux enfants du bénéficiaire, l'exercice de son droit pécuniaire au regard de l'exploitation lucrative des applications d'une de ses découvertes ou inventions scientifiques, et cela pendant les années restant à courir après son décès jusqu'à l'expiration d'un délai que nous allons bientôt dire être fixé à cinquante ans, il faut au moins reconnaître que jusqu'à l'expiration de ce délai également, et au moins en ce qui concerne la veuve et les enfants, le droit à l'établissement de la paternité scientifique au profit de leur époux ou père devra être admis.

Pour le droit prévu à l'article 5 de notre proposition de loi comme un monopole au regard des compositions littéraires exposant ou relatant les idées scientifiques objets de découverte ou d'invention, nous avons fixé sa durée à trois années, courant du jour de la divulgation des idées par le savant. On ne pourra nous faire le reproche d'imposer là une entrave exagérément longue, et partant intolérable, au commerce *lucratif* des idées.

Nous arrivons enfin au droit pécuniaire le plus important, prévu par les articles 6 et 20 de notre proposition, et conçu comme autorisant l'auteur d'une découverte ou d'une inven-

tion scientifique à demander à tout exploitant de toute application, au sens que nous avons donné à ce mot, dérivée de la découverte ou de l'invention, une redevance.

Il fallait déjà fixer la durée de ce droit. Dans cette fixation nous nous sommes inspiré des deux considérations suivantes : D'une part l'application ou les applications ne sont pas toujours trouvées immédiatement après que la découverte ou l'invention scientifique est née, mais seulement, souvent, ensuite de longues recherches, et après que l'objet de la découverte ou de l'invention est longtemps resté dans le pur domaine de la théorie. Mais cela n'empêche qu'il y a aussi des découvertes et des inventions scientifiques immédiatement fécondes pratiquement. Il faut donc donner au temps accordé au savant pour exercer son droit une durée suffisamment longue, pour qu'il puisse espérer jouir un jour, et d'une façon encore appréciable, des fruits d'un labeur longtemps infécond ; mais pas une longueur telle que le poids du tribut imposé à l'exploitant, au cas d'une découverte ou d'une invention immédiatement féconde, pèse d'une façon par trop prolongée sur son exploitation, et d'une manière trop lourde par la possibilité de rattacher dans le temps l'application à de trop nombreuses antériorités scientifiques. Nous avons adopté en conséquence le moyen terme de cinquante années qui nous semble satisfaire à ces desiderata, cinquante années qui courront du jour de la publication dans les termes de l'article 3, 2^e et 3^e alinéas.

52. — Durant ces cinquante années, lui, ou à son décès sa veuve et ses enfants, pourront demander la redevance prévue, dont le montant et les modalités seront fixées amiablement ou judiciairement d'après les éléments de base que nous allons indiquer ici, à défaut d'avoir pu les insérer en une disposition de notre loi. L'exploitation d'une application dérivée d'une découverte ou d'une invention scientifique ve-

nant à être décelée, l'ayant droit à la redevance devra adresser une demande par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à l'exploitant (art. 6, alinéa 2).

En quoi consistera donc cette redevance ? On nous reprochera peut-être le vague de cette expression. Il est, dans notre esprit, intentionnel. Avant de définir cette redevance, dans ses éléments de fixation que nous nous bornerons à suggérer aux parties pour les guider dans le choix des bases de leurs accords amiables, et aux juges pour les aider à rendre leurs décisions contentieuses (1), nous présenterons deux observations :

A notre avis ce tribut ne peut être fixé par la loi (2) ; il ne doit pas être, même par les parties, arrêté d'une manière rigide et immuable, mais conserver dans sa fixation une certaine souplesse que nous lui assurons par l'admission d'un système de révisions périodiques qui ménage son réajustement à peu près constant aux éléments variables d'appréciation.

Et l'exactitude de ces deux observations s'établit sur les considérations suivantes :

1. et 2. Nous puisons dans un article relatif à la matière qui touche, par certains côtés à la nôtre (droit à l'honneur au moins de la découverte ou invention scientifique ou industrielle) des inventions d'employés publiées dans la *Propriété industrielle*, 1922, p. 23 à 28, ces observations : « Ce n'est que par une série de tâtonnements, d'analogies de situations de fait, d'essais successifs qu'on arrivera peut-être à déterminer la part de chacun dans les inventions, à discerner les causes et à adapter les rémunérations à la mesure de celles-ci ; » et plus loin : « Il serait difficile d'élaborer dès maintenant un texte entrant dans tous les détails d'une matière aussi neuve. Pour qu'il fût au point, il faudrait qu'il s'inspirât d'une série de tâtonnements, d'expériences, d'adaptations, auxquels les associations professionnelles sont mieux en situation — que le législateur — de se livrer. »

L'idée vraie est que le législateur ne pourra jamais effectivement élaborer un texte qui entre dans tous les détails. Ce n'est point une raison pour qu'il ne l'élabore pas dès maintenant. L'aide et l'expérience des associations professionnelles suppléeront aux lacunes du texte mais en aidant les tribunaux à rendre leurs jugements, en leur apportant les éléments de leurs décisions. Mais en réalité c'est la jurisprudence qui suppléera à l'imprécision de la loi, qui assurera de son texte une application nuancée et souple.

Le tribut imposé au profit du savant, l'est à quiconque exploite une application industrielle lucrative qui met en œuvre, pour son obtention même, une découverte ou une invention scientifique dont ce savant est l'auteur ; sans doute est-ce la découverte ou l'invention de l'application elle-même qui implique l'appel fait, ou censé être fait, aux éléments de la découverte ou de l'invention scientifique antérieure, mais c'est l'exploitation lucrative de l'application opérée ensuite de la découverte ou de l'invention industrielle, qui justifie la prétention pour le savant à demander le prix de sa collaboration sous forme d'une partie des profits réalisés. Technique-ment donc, le droit pour le savant à être rémunéré d'une collaboration reconnue légalement est facteur, en fait, de l'existence d'un résultat lucratif assuré pour partie par cette collaboration. Celle-ci n'est donc point prise en considération dans sa valeur intrinsèque, mais dans sa valeur extrinsèque, eu égard au parti que l'exploitant a su en tirer.

Par conséquent la valeur absolue de la redevance ne peut être fixée législativement.

Mais pas même encore sa valeur relative, sous forme d'un tantième déterminé sur les bénéfices obtenus. Car, et ici entre en lice un autre élément dont il faut tenir compte, la mesure dans laquelle l'invention ou la découverte scientifique a été nécessaire pour aboutir à l'obtention du résultat industriel dont l'exploitation est lucrative, peut être excessivement variable. L'appel qui lui est fait peut être plus ou moins lointain, en ce sens que ce peut n'être qu'après de multiples mises au point théoriques et pratiques à apprécier, qu'elle a été amenée à jouer dans l'obtention du résultat industriel. Il peut être plus ou moins essentiel, en ce sens qu'une découverte ou une invention, mais aussi des découvertes et des inventions en plus ou moins grand nombre peuvent entrer en concours. Pour cette raison encore, il est impossible de fixer législativement le tantième qui serait dû sur les bénéfices de telle

exploitation, à tel savant, pour l'appel fait à telle de ses découvertes ou inventions.

Pourrait-on songer au moins à fixer le maximum (1) du tribut imposé à telle exploitation d'une application industrielle au regard de toutes les antériorités scientifiques auxquelles elle se rattache (remontant au plus à cinquante ans)? Cela nous ne pouvons pas davantage le faire, vu l'extrême variabilité des éléments de fixation appelés à intervenir.

Par conséquent nous devons laisser aux parties le soin de s'accorder et à défaut d'accord, de s'en remettre à une décision de justice, pour fixer le montant de la redevance due par l'exploitant à l'inventeur scientifique. Ce montant devra seulement être conçu de manière à rémunérer ce dernier, et à grever les profits de l'exploitant, dans la mesure où l'invention ou la découverte scientifique entrera comme élément plus ou moins direct, d'une part, plus ou moins essentiel d'autre part, et dans cette mesure, eu égard à la part reconnue dans les possibilités d'exploitation lucrative à l'intervention des résultats scientifiques mis en œuvre. Autrement dit, il conviendra d'abord, étant donné la réussite pécuniaire de l'exploitation d'une application industrielle, de faire la part idéale de ce qui est dû à la mise en œuvre des découvertes et inventions scientifiques dont cette application est dérivée; cette part idéale déterminée, opérer dans son sein un nouveau départ des mérites respectifs des découvertes et inventions intervenues. Nous croyons qu'on pourrait

1. M. Fernand Jacq notamment souhaite « que soit fixé le maximum de la redevance totale (plusieurs revendications scientifiques pouvant frapper cumulativement la même application) au quart de la propre redevance du breveté lui-même, ou au quart des bénéfices nets de l'exploitation, si celle-ci n'est pas couverte par un brevet ». F. Jacq. *La Propriété scientifique*, « Revue générale de l'Electricité », 1923, t. I, p. 463. Pourquoi le quart? La proportion dans laquelle peut intervenir le rôle efficace de la Science au regard de celui de l'art du technicien, de l'art de l'homme d'affaires qui met sur pied l'exploitation, étant extrêmement variable, nous ne voyons pas la possibilité de la fixer arbitrairement.

encore pour le premier départ à faire entre ce qui revient à l'ingéniosité du metteur en pratique et au génie des affaires de l'exploitant, d'un côté, et ce qui revient à la science d'un autre côté, tenir compte de la plus ou moins grande fécondité de l'œuvre ou des œuvres scientifiques considérées, c'est-à-dire du plus ou moins grand nombre d'applications qui en sont dérivées, et du plus ou moins d'ampleur du champ de leur exploitation. Enfin nous signalons que pour garder notre industrie nationale contre la concurrence sur le marché étranger, nous avons dû prévoir une exonération des droits pécuniaires prévus normalement comme devant grever l'exploitation nationale des applications industrielles, au regard de l'exploitation ou la fraction d'exploitation dont les produits sont destinés à l'étranger (art. 6, alin. 4). Lorsque du terrain national la réglementation des droits des auteurs de découvertes et inventions scientifiques sera passé sur le terrain international, cette disposition restrictive pourra éventuellement tomber. En attendant elle est indispensable, croyons-nous. Un règlement d'administration publique devra naturellement intervenir pour régler les conditions dans lesquelles s'opèrera le contrôle, soit de l'exportation des produits exonérés, soit de la fraction de l'exploitation ayant pour but l'exportation.

Il y a évidemment, dans tous ces détails, matière à exercice d'un certain tact, d'un certain doigté pour les parties dans leurs accords amiables, pour les juges dans leurs décisions contentieuses. Nous croyons qu'il n'est point vain d'espérer pouvoir compter sur ce tact et ce doigté. Après quelques tâtonnements, quelques essais, le jeu des divers principes se fera sans trop de heurts, sinon de difficultés. Mais il n'y a point que l'uni et le simple qui soit équitable. Au contraire, plus de justice suppose plus de complication.

Seulement, justement parce que cette complication pourra empêcher que du premier coup on parvienne à fixer la rede-

vance exactement eu égard aux divers éléments d'appréciation, étant donné par ailleurs que ces éléments divers peuvent être extrêmement variables, nous avons rendu possible, sinon le retour sur la décision amiable ou contentieuse intervenue, du moins la révision du chiffre fixé, à intervalles périodiques et pour chacune des périodes prévues. Ce chiffre, qui pourra d'ailleurs et dès lors être traduit soit par un tantième sur les bénéfices, soit par un forfait pour l'exploitation durant une période, ne vaudra donc que pour cette période, au bout de laquelle l'une ou l'autre des parties pourra demander qu'il soit modifié, augmenté ou diminué, suivant les intérêts invoqués. Notre loi étant faite pour la défense et la protection des savants, nous n'avons prévu la renonciation à ce droit que de la part des exploitants, non de celle des bénéficiaires. Enfin ce droit à demander la révision se périmerà par le délai d'un an après l'expiration de la période échue, et ne renaîtra qu'une fois la nouvelle période écoulée, et pour la suivante.

53. — Mais si notre loi est faite pour la défense et la protection des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques en raison de l'apport fait par eux au trésor commun, c'est que cet apport toujours méritoire nous l'avons envisagé également toujours utile au moins, alors qu'il peut être quelque fois excessivement précieux, par les ressources que les connaissances scientifiques recèlent en puissance qui viennent nous donner les moyens d'asservir le monde physique à nos fins. Il peut se faire pourtant que la science soit susceptible d'être détournée dans ses applications de ce but louable, et que les applications qu'elle suscite soient de nature à être utilisées contre les fins humaines, générales ou particulières.

Que l'on pousse jusqu'au bout ces deux idées opposées, c'est-à-dire jusqu'à l'extrême utilité ou l'extrême danger de la

science en ses applications, et l'on aura le double fondement des dispositions insérées en l'article 11 de notre proposition de loi.

La puissance publique qui consacre souverainement au profit des savants des prérogatives de nature pécuniaire, peut à plus forte raison prévoir pour ces prérogatives des modalités restrictives, les assujettir à une réglementation rendue nécessaire dans l'hypothèse où les exigences de l'intérêt public l'emportent sur celles qu'offre l'intérêt privé du savant.

Le Code civil en son article 543 a prévu le cas où l'utilité publique exigerait que les particuliers soient contraints à céder leur propriété, et leur impose alors cette abdication, contre laquelle leur est versée, d'ailleurs, en compensation, une juste et préalable indemnité. Ce principe est général, et son caractère de généralité dépasse la formule du Code pour atteindre son esprit. La propriété représentant à nos yeux, en son contenu, le droit le plus absolu que l'on puisse avoir sur une chose, représente également la mesure la plus large donnée aux prérogatives, sanctionnées par le Droit, d'un seul sur une chose. En ce sens, du moment où le législateur peut prendre au propriétaire la chose qui n'était sienne en somme que parce que lui, législateur, lui donnait le moyen d'en user exclusivement, à plus forte raison peut-il, ainsi que nous le disions, supprimer ou réglementer, suivant les circonstances, les prérogatives reconnues par lui quelque en soit la portée.

Les avis étaient pourtant partagés, avant la guerre, sur le point de savoir si l'expropriation pouvait être admise en matière de brevets, question qui se posait à notre avis quelle que soit la nature reconnue aux droits des brevets. Une loi du 12 avril 1916, inspirée par les nécessités plus pressantes du moment, est venue trancher le débat; elle permet aux ministres de la Guerre et de la Marine d'exproprier temporairement ou définitivement toute invention pour laquelle

est demandé un brevet, à charge d'indemnité à fixer d'accord ou par arbitres ; de plus, en temps de guerre seulement, elle autorise le gouvernement à interdire l'exploitation d'une invention si l'intérêt de la défense nationale l'exige ; cette interdiction ne donne pas lieu à indemnité (1).

Nous autorisant de ce précédent législatif, nous croyons pouvoir organiser une intervention du gouvernement, non plus lors de la mise en circulation ou de l'exploitation d'une invention ou d'une découverte brevetable, mais, remontant à la source scientifique d'applications techniques éventuelles, quant au point de décider la mesure dans laquelle cette source scientifique pourra être livrée à la connaissance de tous d'une part, laissée dans son usage pratique sous la dépendance directe, sinon privilégiée, de son auteur, d'autre part.

Le président de la République pourra, par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Instruction publique, après avis obligatoire de l'Académie des Sciences ou de celle de Médecine (suivant l'objet de la découverte ou de l'invention) et des groupements professionnels, dont les savants pourront faire partie et qui aideront sensiblement, ainsi que nous le montrerons, leurs membres à exercer leurs droits, décider certaines interdictions ou réglementations que nous allons indiquer. Il faudra en outre qu'il reçoive en dehors des sages avis de ces institutions scientifiques, les observations du savant dont l'œuvre va être l'objet de certaines mesures, après que celui-ci aura été admis à prendre communication complète et préalable du dossier le concernant. Cette procédure est destinée naturellement à garder tout de même le savant contre l'arbitraire de mesures non justifiées.

1. G. Renard, *Droit de la profession pharmaceutique*, p. 102, note 3 ; André Taillefer et Charles Claro, *Les brevets, dessins, marques et la propriété littéraire et artistique pendant la guerre*, complément aux traités de E. Pouillet, 1 vol. in-8°. Marchal, 1918.

Lorsqu'une découverte ou une invention scientifique, donc, sera appréciée par ces divers organes compétents comme étant nuisible à l'intérêt public, soit *intra muros* au regard des particuliers, soit dans les rapports avec l'étranger, par exemple s'il s'agit d'une découverte biologique conduisant à des procédés naturels anticonceptionnels, s'il s'agit d'une découverte physique ou chimique qu'il y a intérêt pour raison de sécurité extérieure à ne point voir connue et utilisée par l'ennemi, il importe de mettre obstacle, soit à sa divulgation, soit seulement à son exploitation. Cette divulgation sera interdite, et ici il n'y a plus à prévoir la seule publication lucrative destinée au commerce, elle le sera absolument, quel que soit son mode, lorsque le seul contenu de la découverte ou de l'invention sera directement applicable dans un but tel, que le but atteint, l'intérêt public soit gravement compromis. Elle cessera d'être interdite, si cette éventualité ne doit pas se présenter, et s'il est nécessaire qu'une adaptation technique intervienne pour permettre le rendement effectif, pratique, de l'idée scientifique objet de la découverte ou de l'invention : réalisation d'appareils, préparation de produits ; mais c'est dès lors une telle exploitation de l'idée qui pourra tomber sous le coup de l'interdiction ou de la réglementation.

Dans les deux cas, interdiction de la divulgation, interdiction ou réglementation de l'exploitation d'une découverte ou d'une invention scientifique nuisible en ses usages, l'auteur subit la perte totale ou seulement partielle de ses droits pécuniaires. Mais étant donné la nature pernicieuse des usages pratiques de son œuvre, encore qu'elle lui ait coûté des efforts intellectuels d'un certain mérite, la mesure dont elle sera l'objet n'emportera droit à aucune indemnité pour le préjudice causé. Il ne saurait y avoir de prime à la science destructrice, et par exemple à celle qui favoriserait la dénatalité. Au contraire et si nous supposons maintenant une

invention ou une découverte scientifique considérée comme indispensable à l'intérêt public de telle sorte qu'il importe que son exploitation soit surveillée ou assurée par l'Etat dans une mesure partielle par voie de réglementation, ou totale par voie de régie, si nous prévoyons de même l'intervention de l'Etat réglementant, ou même se réservant, l'exploitation de cette découverte ou de cette invention, ce sera cette fois contre versement à son auteur d'une indemnité représentative du préjudice qui peut lui être ainsi causé.

54. — Nous avons indiqué (1) au début de nos développements, notre volonté — inspirée du sentiment de notre impuissance à embrasser un champ d'action trop vaste, — de ne point envisager la législation des brevets, et d'une manière générale la législation positive dite de la propriété intellectuelle, dans ses réformes possibles ou ses additions désirables. Nous n'avons pu cependant nous dispenser d'en indiquer sommairement l'économie (2) pour souligner sa carence au regard des œuvres scientifiques, et nous ne pensons pas néanmoins avoir encouru, ce faisant, le reproche d'enfreindre les limites que nous venions d'assigner à nos investigations. Nous espérons ne point davantage nous exposer au même reproche, en insistant, ici, sur l'originalité et les incidences possibles des droits créés au profit des auteurs d'inventions ou de découvertes scientifiques au regard d'une branche de la science dont les applications elles-mêmes sont restées dans une certaine mesure en dehors du domaine de protection organisée par la loi du 5 juillet 1844 et toutes les autres lois de protection intellectuelle : la Biologie. Cela nous permettra de toucher à des idées voisines des nôtres (3) qui s'offriront à d'autres comme objets de travaux intéressants ; et aussi de

1. *Supra*, p. 74 et suiv. Voir aussi notre introduction.

2. *Supra*, p. 63 et suiv.

3. Notamment celles concernant les droits souhaités pour assurer la protection des nouveautés végétales.

satisfaire au désir de donner notre conception propre sur un point déterminé (1).

Le Dr Déclat, on s'en souvient (2), en 1879, au Congrès de Londres de l'Association littéraire et artistique internationale, demandait déjà que soient prises des mesures pour protéger l'invention ou la découverte soit d'une méthode, soit d'une préparation ou d'une substance qui aiderait l'humanité à se préserver des épidémies et à guérir les maladies graves.

M. le Dr Roger Dalimier collaborant avec M. Louis Gallié, avocat à la Cour de Paris, dans l'élaboration, au nom de la C. T. I. (3), d'un projet de loi en faveur de nos scientifiques, a eu tout naturellement une pensée spéciale de sympathie et d'intérêt, pour ses collègues, médecins et chirurgiens, et par un élargissement logique de ce mouvement généreux pour les pharmaciens, voire les vétérinaires..., puis remontant aux sources purement scientifiques de ces professions dont on dit avec raison qu'elles sont une science et un art, sa pensée est allée aux savants biologistes dont les inventions et découvertes sont précisément appelées à avoir leur répercussion pratique dans les domaines de la médecine, de la pharmacie, de l'art vétérinaire, et encore de l'agriculture.

Le vœu du Dr Déclat n'était qu'un vœu. Celui du Dr Dalimier a été traduit juridiquement d'une manière, à notre humble avis, critiquable, et d'ailleurs fractionnaire, dans l'article VIII du projet de la C. T. I.

Nous voudrions à notre tour reprendre la question et justifier la formule donnée à l'article 4 de notre proposition que nous croyons plus satisfaisante.

La biologie c'est la science de la vie, vie animale ou vie

1. Celui des médicaments. G. Renard, *Droit de la profession pharmaceutique*, p. 106, n° 1, *in fine*.

2. *Supra*, p. 14.

3. R. Dalimier et L. Gallié, *La propriété scientifique*. Le projet de la C. T. I., p. 72 à 82, et article 3 du projet de loi, p. 87 et 88.

végétale ; c'est une science qui décrit, qui expérimente, qui rend compte, mais c'est encore celle parmi toutes les sciences qui est le plus directement utile à l'humanité.

En tant que science elle est susceptible d'aboutir à des inventions et à des découvertes qui ne se différencient pas en nature des découvertes ou des inventions chimiques et physiques. Ses applications, elles, sont du domaine, nous l'avons dit, de la médecine, de la pharmacie, de l'art vétérinaire, de l'agriculture.

A priori il apparaît que les découvertes et les inventions biologiques doivent être traitées sur la même ligne que les découvertes et inventions chimiques ou physiques. Et nous n'aurions rien de plus à dire, si précisément les découvertes ou inventions d'applications pratiques, d'exploitation fructueuse, de ces découvertes ou inventions biologiques, ne présentaient cette particularité d'échapper à la protection organisée par la législation actuelle dite de la propriété intellectuelle.

Or c'est très beau de poser en principe (1) que les auteurs de découvertes ou inventions biologiques jouiront du bénéfice de notre loi ; mais le côté pécuniaire des droits que nous créons n'étant pas le moins important à envisager, la question se pose ici, incidemment, de savoir si les applications de ces découvertes ou inventions scientifiques jouissent ou non d'une protection spéciale, et encore que nos droits, tels que nous les envisageons (2), puissent s'exercer en dehors de cette protection spéciale, nous n'en croyons pas moins intéressant et utile d'examiner d'un peu plus près les choses.

Entendons-nous bien d'abord sur les applications dont il s'agit. En quoi peuvent-elles consister. Prenons d'abord le domaine de l'agriculture. La biologie végétale rend compte des lois physiologiques auxquelles sont soumises les diverses

1. Voir notre proposition, article 4, première phrase.

2. *Supra*, p. 126.

manifestations de la vie chez les végétaux. Quel sera le but pratique qui s'insinuera dans ces études scientifiques, — qu'il soit d'ailleurs conscient ou inconscient chez le savant, — si ce n'est d'une manière générale et immédiate le développement des plantes (1). Toutefois il ne saurait être question ici de toute l'industrie des produits chimiques conçus dans ce but et destinés à intervenir dans l'agriculture et l'horticulture (engrais, produits prophylactiques ou thérapeutiques des maladies des plantes, etc...) Pour elle, l'application de la loi de 1844 ne fait pas de doute. Il nous faut envisager plus précisément les applications dont sont susceptibles les lois physiologiques découvertes et qui ne feraient appel qu'à ces lois elles-mêmes. D'une découverte physiologique on tient, par exemple, l'idée que l'on va faire présider à une fécondation artificielle qui donnera un sujet, plante, fleur ou fruit, nouveau par sa forme originale, sa coloration, son parfum, ses dimensions exceptionnelles, etc..

La question des nouveautés végétales est à l'ordre du jour, elle aussi, et ce sont d'autres droits dont le vœu est dans l'air et que l'on appelle, toute réserve faite sur la justesse de l'expression : la Propriété horticole (2).

1. Indépendamment de ce but immédiat, il y a le but médiat de satisfaire nos besoins alimentaires ou nos goûts esthétiques.

2. Bernard Frey-Godet, *De la protection des nouveautés végétales*, *La Propriété industrielle*, 31 mars 1923, p. 31.

Le système proposé est une adaptation à cette matière spéciale des marques de fabrique sous le nom de marques-dénominatives pour nouveautés végétales. Mais des botanistes éminents, professeurs d'Université, ont émis l'avis, rapporte M. Frey-Godet, qu'ensuite des progrès récents réalisés par la Science dans le domaine de l'hybridation des plantes, on pourrait peut-être, dans certains cas, aller plus loin et protéger les nouveautés végétales par des certificats analogues aux brevets d'invention.

Le débat restant pendant, quant au système à adopter, on peut citer comme textes législatifs ayant déjà tenté de réaliser quelque chose pour les nouveautés végétales :

La loi tchécoslovaque du 17 mars 1921 concernant la reconnaissance de l'originalité des types, semences et plantes, et l'examen des sujets horticoles ; deux registres sont créés destinés respectivement à recevoir inscription des sujets originaux et des sujets éprouvés, ceux-ci n'étant

Il s'agit d'assurer à l'horticulteur, ou au pomiculteur, créateur d'une nouvelle fleur ou plante, d'un nouveau fruit, l'honneur, et le profit de cette création. Or, bien certainement, cet horticulteur et ce pomiculteur ne font qu'utiliser pratiquement une loi physiologique découverte expérimentalement par un savant, à moins qu'ils ne l'aient trouvée empiriquement eux-mêmes. Il y a donc l'utilisation pratique, et la loi de physiologie végétale utilisée. Considérée au regard de cette dernière la propriété horticole s'incorpore purement et simplement dans notre propre problème au point qu'elle y perd tout individualité. Considérée au regard de l'utilisation pratique, et nous croyons que c'est là le véritable sens à lui donner, elle doit rester en dehors de nos préoccupations, encore que nous sentions tout l'intérêt qui s'y attache.

MM. Dalimier et Gallié après avoir posé le problème de la Propriété horticole (1), mentionné le décret du 5 décembre 1922 établissant un registre des plantes sélectionnées et instituant un comité de contrôle des semences au ministère de l'Agriculture, enfin montré l'insuffisance et les grincements de cet embryon de solution, en concluent que dès lors le projet d'organisation des droits scientifiques sera bien accueilli

autres que les sujets reconnus antérieurement originaux et depuis expérimentés ; d'autre part les semences et plantes de ces types peuvent être l'objet de certificats de légitimation en foi de quoi leurs propriétaires peuvent non pas arguer d'un monopole de vente, mais seulement du droit de se servir pour leurs produits des marques de fabrique (Voir le texte de cette loi dans la *Propriété industrielle*, 30 mai 1922, pp. 70 et 71. Voir aussi *Propriété industrielle*, 31 mars 1922, p. 34.

Le décret français du 5 déc. 1922 (*J. O.*, 8 déc. 1922. *Les lois nouvelles*, 1^{er} janv. 1923, 3^e partie, p. 38-40 et qui avait été précédé d'une proposition de loi Ricolfi) établissant un registre des plantes sélectionnées et instituant un comité de contrôle des semences. Il crée une marque officielle, d'usage exclusif pour le propriétaire de la nouveauté végétale pendant douze ans. Voir *Droit d'auteur*, mars 1922, p. 78 et suiv. et *Propriété industrielle*, 31 mars 1922.

Ad. L. Chossat, secrétaire général de la Société pomologique de France. *Le droit d'auteur en Horticulture*. *Revue horticole*, 16 avril 1923. *Propriété industrielle*, 30 juin 1923.

1. *Propriété scientifique*. Le Projet de la C. T. L., p. 73 et s.

par les savants agronomes et les biologistes. Sans doute, mais qu'ils n'entendent pas, comme nous n'avons pas davantage la prétention d'entendre, ainsi faisant, satisfaire les desiderata auxquels se propose de correspondre la propriété horticole. Nos droits visent les découvertes et inventions de biologie végétale, la propriété horticole, leurs applications.

Seulement alors, nous nous demanderons si ces droits ne présentent point, sur le terrain même de la protection des inventions physiologiques, une faiblesse inhérente à cette lacune que comblerait la *Propriété horticole* (1). Comment l'auteur de la découverte d'une loi physiologique tirera-t-il profit de sa découverte au regard des applications horticoles et pomicoles non protégées ? Mais nous rappelons que nous envisageons l'exercice des droits d'auteur de découverte ou d'invention scientifique non seulement au regard de l'exploitation protégée (notamment par un brevet) mais même au regard de cette entreprise indépendamment de toute protection spéciale autre que celle garantissant le juste profit dû en retour d'un travail et de la vente des produits obtenus.

Par une gradation ascendante passons de la vie végétale à la vie proprement animale, par opposition à la vie humaine. L'art vétérinaire se propose d'utiliser les connaissances de physiologie animale, pour le développement et la conservation de l'espèce humaine, *stricto sensu*, dans ses représentants les plus utiles ou les plus familiers à l'homme. Cette conservation et ce développement corrélatif supposent la conception de méthodes à employer dans l'élevage de ces animaux, soit à l'état normal, soit à l'état pathologique, l'administration de produits prophylactiques ou thérapeutiques, etc... Nous répétons ici l'observation faite à propos de la physiologie végétale (2). Les découvertes et inventions scientifiques relatives à la physiologie animale rentrent sans plus dans

1. Et nous souhaitons vivement que quelque chose soit fait en ce sens.

2. Voir *supra*, p. 199.

le domaine de notre proposition de loi. Pour ce qui est des utilisations pratiques de ces lois et méthodes physiologiques, elles sont hors de nos préoccupations.

Et pourtant en ce qui concerne une de leurs formes les plus fréquentes, il nous est impossible de ne point envisager la question de la protection dont elles sont ou non susceptibles. Toute substance destinée à être administrée à n'importe quel titre (nutrition, stimulation de la ponte des œufs, etc...) sauf au titre de médicament, à des animaux, peut, en tant qu'elle constitue un produit industriel nouveau, faire l'objet d'un brevet.

Mais se pose alors la grave question des remèdes, de l'invention de leurs formules et de leurs modes de préparation. Elle se pose en l'état actuel de la législation dans les mêmes termes que pour les remèdes de la médecine humaine (1). « Car, à ce point de vue, a déclaré le Dr Bouillaud (2), — lors de la discussion qui aboutit au rejet d'un amendement Bethmont proposé à la loi de 1844, article 3-1^o, et tendant à introduire une différence entre les remèdes destinés aux animaux et ceux préparés pour l'homme, — les animaux ressemblent beaucoup à l'homme ; les hommes et les animaux sont égaux devant la pharmacie. Il n'y a point sous le rapport qui nous occupe deux médecines et deux pharmacies. » Pourtant il y a là une erreur consacrée par la loi de 1844, dont M. le Dr Bouillaud est responsable, et dont il peut lui être fait d'autant plus grief, qu'en sa qualité de docteur en médecine, il est sans excuse d'avoir ignoré la législation des substances médicamenteuses. Cette législation opère sous deux chefs : d'une part elle fixe les limites du monopole des pharmaciens, d'autre part elle comprend certaines dispositions de la

1. E.-H. Perreau, *Législation et Jurisprudence pharmaceutiques. Questions d'actualité*. Paris, 1920, p. 118. Poitiers, 28 décembre 1882, S. 83. 2.94 et auteurs cités au Sirey, 4^e table décennale, v^o Brevet, n^o 15.

2. Cité dans les attendus de l'arrêt de la Cour de Poitiers, 28 déc. 1882. S. 83. 2.94.

législation générale des substances vénéneuses réglementant plus spécialement l'exploitation et le débit de ces substances lorsqu'elles ont une destination médicale. Or les médicaments vétérinaires ne sont point, en principe, compris dans le monopole des pharmaciens. Il n'y a pas de Codex vétérinaire. Il n'y a point de remèdes vétérinaires secrets. Le débit de ces médicaments est libre (1), sauf en ce qui concerne ceux d'entre eux qui sont vénéneux et auxquels le monopole des pharmaciens aurait été étendu par le décret du 14 septembre 1916 (2). Il y a donc tout de même bien deux pharmacies, s'il n'y a deux médecines ; ou plutôt il n'y a qu'une pharmacie, si l'on comprend par là l'étendue du monopole des pharmaciens : c'est la pharmacie humaine. La pharmacie vétérinaire, pas plus que la pharmacie... végétale ne se distingue à ce point de vue de la catégorie des applications chimico-biologiques, auxquelles la loi des brevets est applicable. Nous ne voyons donc pas pourquoi un remède vétérinaire ne pourrait être l'objet d'un brevet. Mais l'erreur ayant été consacrée nous joindrons donc l'étude des remèdes vétérinaires à celle des remèdes destinés à l'homme.

Et nous arrivons alors à la Biologie humaine où la médecine, la chirurgie et la pharmacie vont puiser les moyens

1. E.-H. Perreau, *op. cit.*, p. 346. « L'usage, comme le fait d'ailleurs expressément la Déclaration royale du 25 avril 1777 (art. 6), au moins implicitement confirmée par une série de textes postérieurs (Cf. notamment décret du 14 sept. 1916, art. 16 et 17), écarte les substances destinées à la médication des animaux. »

Angers, 8 avril 1845, D. P. 47.2.50; Orléans, 13 août 1860, *J. Palais*, 1861, p. 53; Caen, 28 août 1865, *ibid.*, 1866, p. 1108; Rennes, 2 mai 1906, *Rec. Rennes*, 06.2.101; Trib. corr. Valence, 23 déc. 1909, *Ann. Jur. pharm.*, 1910, p. 177.

2. Ce décret réglementant entre autres le commerce, la conservation, la livraison des substances vénéneuses réserve aux pharmaciens le débit commercial des substances vénéneuses à destination médicale, art. 15.

Mais on a émis des doutes sur la rectitude juridique de cette extension du monopole des pharmaciens par simple décret. Voir G. Renard, *Le décret du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses* (*Bulletin des Sciences pharmacologiques*, n° 6, juin 1923. Tirage à part, p. 3).

d'assurer notre conservation, de nous prémunir contre la maladie, ou de nous en guérir. Ses inventions et découvertes doivent jouir sans difficulté du bénéfice de notre loi. Mais pour leurs applications, qu'elles soient prophylactiques, diagnostiques ou thérapeutiques des maladies humaines, la même grosse question sous-jacente de protection se pose que nous nous proposons d'examiner. Il sera entendu, nous le répétons, que nous visons en même temps les éléments correspondants de médecine, de chirurgie et surtout de pharmacie vétérinaires.

Nous ne pouvons bien évidemment songer à exposer dans son ensemble et ses détails la théorie jurisprudentielle, forgée à coups d'arrêts au cours du XIX^e siècle, en vue d'assurer une protection refusée par la loi, aux spécialités pharmaceutiques, méthodes thérapeutiques et inventions connexes (1). Nous ne pouvons que donner quelques idées très générales touchant de plus près notre matière.

Pour les méthodes thérapeutiques et les inventions connexes, nous nous bornerons à observer que notre loi, nous semble-t-il, permettra à l'encontre de l'article 30-3^e de la loi du 5 juillet 1844, d'assurer dans la mesure que nous instituons, et indépendamment de tout droit de brevet, à l'inventeur d'une méthode scientifique susceptible d'applications thérapeutiques, par exemple un système de mécanothérapie ou de gymnastique médicale (invention scientifico-industrielle) le profit de sa découverte, en lui permettant d'exercer ses droits au regard de l'inventeur et du constructeur d'appareils adaptés ; de même que ces droits pourront s'exercer au regard des inventeurs et fabricants d'objets de pansement et accessoires de pharmacie, d'instruments de chirurgie, etc... (2).

1. E.-H. Perreau, *op. cit.*, pp. 116 et s.

2. Appareils de gymnastique médicale, Paris, 4 mai 1911. S. 1911.2. 303 (motifs); appareils orthopédiques, Req. 30 mars 1853. D. 53. 1.198.

Mais le point critique et délicat c'est celui de la protection due, et pourtant refusée, à ce qu'on appelle proprement produits pharmaceutiques et médicaments (1).

Une législation spéciale, avons-nous dit, régit l'exercice de la médecine et de la pharmacie, et réglemente en particulier le commerce des substances médicamenteuses. Par ailleurs, l'article 3-1° de la loi du 5 juillet 1844 exclut de la possibilité d'être brevetés les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce.

MM. Dalimier et Gallié (2) entendent accorder aux auteurs de découvertes ou d'inventions concernant la thérapeutique le bénéfice de leur loi « par dérogation, nous les citons, à l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844 et *des* lois régissant l'exercice de la médecine et de la pharmacie, étant entendu qu'ils ne pourront exploiter par eux-mêmes leurs découvertes et inventions que s'ils sont pourvus du diplôme de pharmacien ».

Il n'y a donc pas, de leur part, dérogation complète aux lois concernant l'exercice de la médecine et de la pharmacie (3).

Mais est-il même exact de dire que la protection que nous entendons bien, comme eux, accorder aux œuvres scienti-

appareils servant à introduire dans le corps humain des médicaments à l'état pâteux (injecteurs pour substances pharmaceutiques), Req., 29 juin 1875. S. 77.1.206. D. 76.1.12, etc.

1. Nous laissons délibérément de côté tout ce qui concerne les questions de concurrence déloyale, et de propriété littéraire appliquée aux écrits consacrés à la description ou relation d'un moyen curatif.

2. Projet de la C. T. I. article VIII: « Les auteurs de découvertes ou d'inventions concernant la thérapeutique, par dérogation à l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844 et des lois régissant l'exercice de la médecine et de la pharmacie, jouiront du bénéfice de la présente loi, étant entendu qu'ils ne pourront exploiter par eux-mêmes leurs découvertes et inventions que s'ils sont pourvus du diplôme de pharmacien. »

3. A notre avis il ne doit point y avoir dérogation du tout et c'est à tort que MM. Dalimier et Gallié en ont émis l'idée. Comme si tout délit comportait en soi son châtiment, cet excès de zèle de leur part les a fait tomber dans le piège... d'une faute de français. Il y aurait dérogation à l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844 et *aux* lois régissant l'exercice de la médecine et de la pharmacie, et non: et *des* lois.

fiques, déroge en tant qu'elle s'applique aux découvertes et inventions thérapeutiques, à l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844. Il ne nous le semble pas. Telle que nous l'envisageons elle s'applique directement aux découvertes et inventions scientifiques. Or ce texte ne vise que les *applications* thérapeutiques.

Plaçons-nous donc sur ce terrain qui est bien au fond celui sur lequel ont entendu descendre MM. Dalimier et Gallié dans l'article VIII de leur projet. Mais alors nous nous écartons quelque peu de notre objectif propre, ou plutôt nous ne nous proposons plus qu'indirectement de l'atteindre. C'est seulement parce que nos savants sont intéressés à ce que l'utilisation thérapeutique de leurs inventions ou découvertes soit protégée, afin de profiter de cette protection par eux-mêmes, ou par l'intermédiaire d'exploitants, que nous allons nous en préoccuper quelque peu.

La réglementation du débit et de la vente des médicaments résulte d'un ensemble de dispositions législatives, les unes organisant le monopole des pharmaciens et prohibant les remèdes secrets (1), les autres débordant le cadre de ce monopole et régissant le commerce, en général, mais le débit pour usage médicinal en particulier, de certaines substances dont la manipulation et l'usage sont excessivement dangereux (sérum, poisons, toxiques et stupéfiants, radium) (2) ou dont il importe, tant en vue de la défense de la santé publique, que de la protection des richesses minérales du sol et des intérêts financiers de l'Etat, de surveiller l'exploitation

1. Notamment, loi du 21 germinal an XI, article 32 et article 36. Décret du 18 août 1810.

Jean Besançon, *De la notion juridique du remède secret, étude historique et jurisprudentielle*. Thèse Droit. Paris, 1922.

2. Pour les sérum: loi du 25 avril 1895 plusieurs fois modifiée par contre-coup en des retouches de détail.

Pour les poisons: loi du 19 juillet 1845; loi du 12 juillet 1916; décret du 14 septembre suivant; loi du 13 juillet 1922.

Pour le radium: décret du 7 novembre 1918 relatif à l'organisation du contrôle des fabrications et de l'utilisation du radium.

(eaux minérales naturelles et artificielles et leurs sels minéraux) (1).

Or, et tout d'abord, nous estimons qu'on ne saurait proposer une dérogation à la deuxième catégorie de ces dispositions législatives, pas plus qu'à aucune de celles qui régissent d'une manière générale la médecine et la pharmacie (2); (Nous maintenons les dispositions précitées à l'article 4 premier alinéa de notre proposition de loi. Mais nous avons soin de préciser que nous ne les envisageons comme opérantes que vis-à-vis des exploitations dérivées. Il ne s'agit plus des inventions ou découvertes biologiques purement scientifiques — concernant la prophylaxie, le diagnostic ou la thérapeutique des maladies, — en elles-mêmes).

Reste à examiner le régime normal des médicaments.

Les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce (3) ne sont pas susceptibles d'être brevetés (4). On dit que la raison en est dans la prohibition des remèdes secrets : tout médicament, s'il n'est magistral, doit avoir sa formule administrativement connue pour pouvoir être mis en circulation ; si donc le remède n'est pas régulièrement publié il est interdit, et s'il est publié, il appartient au domaine public (5). Il convient d'observer pourtant, avons-nous vu, que les médicaments à l'usage des animaux ne peuvent être brevetés, et qu'il n'existe pourtant point de Codex vétérinaire. En tout

1. L. 1^{er} août 1905 sur les fraudes, modifiée par la loi du 28 juillet 1912. L. 12 janv. 1922, ordonnance du 18 juin 1823; loi du 14 juillet 1856; décret du 28 janvier 1850; décret du 13 avril 1861.

Et-H Perreau, *Législation et Jurisprudence pharmaceutiques*, p. 334 et s. G. Renard, *Le Droit de la profession pharmaceutique*, p. 131 et s.

2. Pour l'exercice de la pharmacie voir notamment *Déclaration* du 25 avril 1877 et surtout : loi du 21 germinal an XI.

3. C'est le caractère curatif et préventif qui sert de critérium pour reconnaître les médicaments et les distinguer des compositions chimiques, hygiéniques, odontalgiques, cosmétiques, alimentaires ou autres.

4. L. 5 juillet 1844, art. 3-1^{er}.

5. G. Renard, *Droit de la profession pharmaceutique*, p. 110.

cas le commerce en est libre (1). Quoi qu'il en soit nous n'envisagerons point tant les remèdes au regard de leur non brevetabilité pour examiner les raisons postulant son maintien ou à l'inverse sa suppression (2), qu'au regard du régime de liberté excessivement restreinte auquel leur commerce est soumis du fait de la prohibition des remèdes secrets (3).

Nous avons fait pressentir en quoi consiste cette prohibition : nul médicament ne peut être débité et vendu, s'il n'est prescrit par une ordonnance magistrale qui en donne la préparation spéciale pour un cas déterminé, à moins que sa formule, disions-nous, soit connue administrativement (4), et administrativement autorisée ; et elle le sera si elle figure au Codex, ou si elle a été relatée et publiée par le gouvernement (Décret du 18 août 1810) ou si elle a été reconnue nouvelle et utile par l'Académie de Médecine et publiée dans son bulletin avec approbation du ministre (Décret du 3 mai 1830), enfin si elle a été publiée au *Journal Officiel* ainsi qu'il est prévu par le récent décret du 30 mars 1922. De toute façon le remède secret ou non n'est pas susceptible d'être breveté. Pour s'assurer néanmoins, dans une certaine mesure, le monopole des médicaments nouveaux, leurs inventeurs, dans la pratique, les ont déguisés sous une forme particulière : les spécialités pharmaceutiques (5). Ils se sont bornés d'abord à habiller leur marchandise d'enveloppes voyantes destinées à mettre en valeur les perfectionnements de son conditionnement. Puis ils en sont venus par gradations insensibles à toucher dans une certaine mesure aux

1. *Supra*, p. 202 et note 1.

2. En 1915, l'Académie de Médecine a émis le vœu de son abrogation. *Journal de droit Intern. privé*, 1915 p. 775.

G. Renard, *op. cit.*, p. 110 note 3.

3. L. 21 germinal an XI, art. 32 et 35. Décret du 18 août 1810.

4. Dans ce cas même, s'il s'agit d'un remède composé, il faudra une ordonnance ; mais elle pourra se référer à un numéro du Codex sans fixer la composition.

5. G. Renard, *Droit de la profession pharmaceutique*, p. 106 et note 1.

composants du remède lui-même (1). Par des travaux d'approche ayant leur point d'appui dans la protection accordée aux marques de fabrique et au nom commercial, on est arrivé, petit à petit, à faire bénéficier les spécialités pharmaceutiques d'un régime protecteur, à la faveur d'une définition de plus en plus restrictive du remède secret. Aujourd'hui il est de principe « qu'il n'y a pas lieu de qualifier de médicaments secrets ceux dont la nouveauté consiste dans un meilleur mode de préparation officinale ou en perfectionnements dans l'emploi de substances élémentaires qui les composent ou dans le dosage des qualités... que ne peuvent non plus recevoir cette qualification les remèdes où la modification consiste dans l'addition d'une substance bénigne comme adjuvant, excipient ou véhicule... (2) ».

Quelque sympathie que nous soyons disposé à témoigner à ce mouvement de la corporation pharmaceutique pour se garder plus efficacement que par les moyens de droit commun contre la concurrence déloyale, nous n'avons pu songer à faire rentrer ce point de vue dans l'ordre de nos investigations (3).

Mais voici l'unique question que nous nous sommes posée et proposé de résoudre. Supposons qu'on découvre un remède nouveau, celui du cancer ou tout autre, à condition que ce fût un produit et non une méthode (radio-électrique par exemple). De deux choses l'une : ou le remède n'est pas

1. *La Revue des Spécialités*, 1921, p. 76; Jean Besançon, Thèse Paris, 1922. *De la notion juridique du remède secret*, p. 30.

2. Cour de Paris, 8 oct. 1919.

3. On peut observer relativement aux spécialités pharmaceutiques opposées aux véritables remèdes nouveaux issus de découvertes ou inventions purement scientifiques, la même différenciation quant à leur nature, postulant même différenciation dans les mesures prises pour assurer leur protection, que nous avons observée pour les nouveautés végétales au regard des lois et principes de physiologie végétale. S'il n'est question que de protéger un mode d'exécution et de présentation d'une formule du Codex, cela ne nous regarde pas. Notre initiation est fondée à entrer en jeu s'il s'agit de protéger une nouvelle formule.

publié et il ne peut être débité ; ou il est publié et tout pharmacien peut le préparer et le vendre. Si le remède est éminemment utile, le gouvernement l'achètera peut-être, ce n'est pas sûr (1). Dans tous les autres cas ne pouvait-on songer à permettre à l'inventeur d'exercer au regard de tous les pharmaciens un droit analogue à celui que nous reconnaissons à l'inventeur scientifique au regard de tous ceux qui prépareront et vendront le remède ?

Mais étant donné que nous avons en vue non pas tant la spécialité pharmaceutique qui, on en conviendra, n'a la plupart du temps aucun caractère scientifique (2), mais implique seulement une présentation commerciale, que le *remède nouveau*, nous avons pensé qu'il n'était pas possible de faire échec aux prescriptions édictées comme éminemment protectrices et préservatrices de la santé humaine, et que l'intérêt public devait maintenir ses droits.

C'est pourquoi, désireux pourtant de faire quelque chose pour les inventeurs de remèdes nouveaux, nous avons songé à faire intervenir ici l'Etat en lui rappelant, en lui imposant, au besoin, le devoir d'acheter les remèdes utiles. Nous créons et nous en avons pleine conscience, en ce qui concerne l'invention ou la découverte de substances médicamenteuses, un véritable système de récompenses nationales. Mais cette création a son chemin si aisément tracé et par des précédents et par le jeu même de certaines dispositions de notre proposition de loi, que l'économie des moyens plaidera, nous le

1. Car il n'y est pas obligé, et le remède sera connu sans son intervention.

2. S'il n'est question que de protéger un mode d'exécution et de présentation d'une formule du Codex, cela ne nous regarde pas ; c'est le droit commun des marques de fabrique ; notre initiation ne doit entrer en jeu que s'il s'agit de protéger une nouvelle formule, d'une part en en permettant l'exploitation, d'autre part en en accordant le bénéfice à l'inventeur.

Jacques Mouillesaux de Bernières, *Le régime juridique des remèdes spécialisés (Législation et jurisprudence françaises)*, thèse Droit, Paris, 1924.

pensons, en faveur de l'acceptation de notre conception sur ce point plus spécial.

D'abord nous avons estimé qu'en présence du décret du 30 mars 1922 stipulant que l'insertion au *Journal officiel* des articles nouveaux du Codex pharmaceutique et des modifications à apporter aux articles existant équivaldrait à l'insertion dans le Codex, jusqu'à la publication d'une édition nouvelle de la pharmacopée française, il y avait lieu de fusionner les divers modes de publication de la formule des remèdes en ce mode de publication unique et uniforme : au Codex ou à son succédané, la collection du *Journal officiel*. Au surplus, en supprimant les autres modes nous ne faisons, on en conviendra encore, que retirer de la panoplie législative des textes sans usage. Cette publication uniforme admise n'étant par ailleurs effectuée qu'après avis d'une Commission compétente, la procédure, au reste occasionnelle (1), d'examen de la formule du nouveau remède par l'Académie de médecine, instituée par le décret de 1850 avec équivalence entre la publication académique et l'autorisation requise pour la mise en circulation commerciale du remède, n'a plus de raison d'être. Nous proposons donc l'abrogation du décret du 3 mai 1850.

Enfin on se souvient que nous avons prévu l'expropriation par l'Etat des découvertes ou inventions scientifiques soit pour cause d'utilité primordiale, soit en raison, et à l'inverse, du danger public qu'il y aurait à les faire connaître et à les exploiter, et nous l'avons instituée par analogie avec celle prévue par la loi du 12 avril 1916 pour les inventions industrielles relatives à la défense nationale. Si nous en rapprochons l'économie du décret du 18 août 1810, nous nous trouvons en présence d'un triptique qu'un moment nous avons songé à laisser subsister : expropriation-achat du remède nouveau en vertu du décret du 18 août 1810, expropriation des

1. Et rarement sollicitée.

inventions industrielles intéressant la défense nationale (loi du 12 août 1916) enfin notre expropriation des inventions et découvertes scientifiques.

Il nous a semblé préférable de faire abstraction de l'expropriation organisée par le décret du 18 août 1810 et de rattacher désormais celle-ci à l'expropriation prévue par l'article 11 de notre proposition.

Ainsi nous abrogeons les décrets du 18 août 1810 et du 3 mai 1850. Nous reconnaissons un seul mode de publication des formules de remèdes destinée à les faire échapper à la prohibition des remèdes secrets : l'insertion de la recette au Codex ou sa publication au *Journal officiel*. Et cette publication faite après examen de la Commission compétente vaudra expropriation par l'Etat, soit que celui-ci se réserve l'exploitation, soit qu'il la réglemente, soit même qu'il l'abandonne en toute liberté à tous les pharmaciens. L'exercice du pouvoir ainsi prévu pouvant donner lieu par ailleurs au paiement d'une indemnité représentative du préjudice causé, moins par l'exercice de ce pouvoir, que par le jeu des dispositions restrictives du commerce pharmaceutique (prohibition des remèdes secrets). l'inventeur trouvera dans cette indemnité une compensation forfaitaire à son apport au trésor commun. Cette indemnité sera au surplus soumise à une révision périodique qui permettra son réajustement au rendement observé du remède (1). On pourrait trouver en effet qu'il est excessif de faire acheter par le gouvernement tous les remèdes nouveaux, des plus topiques et souverains, aux plus anodins. Encore que l'importance d'un remède puisse se mesurer tout autant, pour un remède anodin, à la généralité de son emploi, que pour un médicament d'usage exceptionnel à sa vertu souveraine, nous avons prévu la remarque. Mais nous avons pensé que la possibilité d'une révision périodique pallierait ce que la généralité d'application de l'achat pourrait avoir

1. Article 4 de notre proposition de loi.

d'excessif : elle permettra, cette revision, de proportionner l'indemnité à la mesure des services rendus par le remède et notamment pour le remède anodin d'augmenter le chiffre de l'achat, fixé d'abord d'une manière prudente, suivant l'emploi qui sera venu témoigner de son utilité.

CHAPITRE IV

DE L'EXERCICE DES DROITS NÉS DES INVENTIONS OU DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES

SOMMAIRE. — 55. Rapports amiables entre savants et usagers : Cas particulier des inventions ou découvertes scientifiques dont les applications sont exploitées à l'étranger. — 56. Rôle des groupements scientifiques. Représentation. Arbitrage. — 57. Atteintes portées aux droits des savants. Atteintes graves. Répression pénale. — 58. Procédure. Désignation et description. Saisie. Confiscation. — 59. Action civile. Action publique. *Quid* de l'intervention des groupements professionnels. Plainte de la partie lésée. — 60. Règles de compétence.

55. — Après avoir établi les éléments dont la réunion est nécessaire pour que naisse la vocation pour l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique aux divers droits à lui reconnaître, nous avons fixé le contenu de ces droits, indiqué les limitations qu'il est nécessaire d'envisager pour raison d'utilité publique, soit quant à leur jouissance, soit quant à leur exercice, les incidences possibles de notre création au regard des inventions et découvertes biologiques, il nous faut à présent imaginer le savant, fondé à exciper de ses droits, et en excipant effectivement contre les usagers tenus vis-à-vis de lui à une reconnaissance morale ou pécuniaire.

Nous n'aurions que peu de chose à dire des rapports amiables entre savants et usagers, si nous ne voulions insister sur deux points particuliers ayant trait, l'un à la nécessité, que nous avons rencontrée, de prévoir une procédure spéciale dont le savant devra user au cas où, l'exploitation d'une application dérivée de sa découverte ou de son invention ayant lieu à l'étranger, il prétend invoquer son droit au

regard des produits de cette exploitation introduits en France, l'autre, à l'opportunité de l'entremise de groupements professionnels unissant les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques déjà dans cet exercice amiable de leurs droits. Mais nous retrouverons cette entremise susceptible d'être également précieuse dans l'exercice contentieux de ces mêmes droits.

Ces deux points envisagés, nous serons amené à exposer le système des atteintes que nous prévoyons comme pouvant être portées aux droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, et des moyens préventifs et répressifs de les empêcher ou de les réprimer. Nous aborderons enfin la question des règles de compétence que nous croyons devoir poser en notre matière toute spéciale.

Naturellement ce sera à celui qui désirera composer une œuvre littéraire ayant pour canevas la relation de découvertes ou d'inventions scientifiques, à s'adresser à l'auteur de ces découvertes ou de ces inventions pour en obtenir le consentement formel et par écrit, prévu à l'article 5 de notre proposition de loi. Mais au contraire ce sera à ce dernier à s'adresser à l'exploitant d'une application de ses découvertes ou inventions, à lui faire connaître, nous l'avons vu par lettre recommandée avec avis de réception, ses prétentions au droit dont l'article 6 pose le principe, à l'inviter à souscrire pour l'avenir à cette juste revendication et sur des bases à fixer d'un commun accord. L'intérêt de l'industrie française postulant, nous l'avons vu, une aisance, et une liberté que nous nous sommes efforcé de lui ménager, nous n'avons pas prévu d'entrave, même temporaire, à l'exploitation régulière (cela exclut les hypothèses où il y aura délit aux termes des articles 44 et surtout 43 de notre proposition) des applications, au regard de laquelle un savant exciperait de son droit. Il ne pourra qu'adresser sa demande, et en cas de désaccord, porter sa prétention devant les tribunaux.

Mais au cas où l'exploitation a lieu à l'étranger, où elle ne pourra être atteinte tant que des conventions internationales ne seront point intervenues, et alors qu'on ne peut plus songer qu'à reporter l'exercice du droit du savant à une redevance, qu'au regard des produits de cette exploitation introduits sur le marché français, une double considération nous a incliné à favoriser l'exercice de ce droit ainsi limité. C'est d'abord que l'industrie française n'est plus en jeu, et que ses intérêts n'ont plus à entrer en composition avec ceux de la science française. C'est d'autre part que le commerce ne s'offre, à la différence de l'industrie, que d'une manière fuyante au contrôle. Les produits importés ne font que passer entre les mains des intermédiaires qui les répandent chez leurs acheteurs où ils ne peuvent plus être atteints, tandis qu'ils n'ont point laissé de trace saisissable chez le vendeur s'il a écoulé toute sa marchandise. La fabrication, elle, exige un matériel qui, à lui seul, est révélateur du but poursuivi et qui demeure, les produits écoulés, comme une preuve de ce qu'on a procédé à leur préparation. Il nous a semblé qu'il fallait permettre au savant qui, pour quelque raison, suspecterait un commerçant français de recevoir en dépôt, ou d'acheter pour les revendre, des marchandises de provenance étrangère dont la fabrication, si elle avait lieu en France, l'eût autorisé à demander au fabricant une redevance, d'empêcher tout de suite l'écoulement des produits. Nous lui permettons donc de mettre opposition immédiatement à la vente (et de même au cas de mise en vente d'une publication étrangère relatant, au mépris de l'article 5, une invention ou une découverte française) à condition qu'il joigne à son opposition une assignation en validité de cette opposition immédiate, devant le tribunal compétent (tribunal civil dans notre conception).

L'opposition ayant été validée, le tribunal renverra les

parties à jour donné pour un accord amiable, à défaut duquel, le délai expiré, le tribunal statuera (1-2).

Toutes mesures de constatation et de confiscation nécessaires pourront être ordonnées ou prononcées.

Enfin en cas d'annulation de l'opposition, son auteur sera tenu à la réparation civile du dommage matériel ou moral causé par sa démarche intempestive. Cela va de soi (3).

56. — Mais qu'il s'agisse d'user de cette procédure spéciale ou de la procédure ordinaire de mise en œuvre des droits reconnus aux savants, nous avons vu qu'on peut craindre que ces derniers redoutent quelque peu d'être obligés de sortir de l'enceinte de leurs cabinets de travail et de leurs laboratoires, pour entrer en contact avec ces détails de la pratique juridique et judiciaire et ces préoccupations d'hommes d'affaires.

Encore que nous soyons persuadé qu'on fait à tort, au moins quand on la présente comme générale, aux savants, la réputation d'être tellement abstraits des réalités de la vie matérielle et sociale qu'ils risquent de ne point savoir user, ou de ne pouvoir user sans grand souci et complication pour eux, de notre loi, nous n'avons pas été sans nous préoccuper de l'exactitude possible de ces observations. Mais le remède à cet état de choses éventuel était aisé à trouver. Les écrivains, les poètes, les artistes, non plus, n'ont pas dû sembler très aptes, de prime abord, à entrer en lice avec des hommes d'affaires, ou dans le champ clos qu'est le prétoire, pour y défendre les droits de propriété littéraire et artistique qu'on allait leur accorder. Et cependant on n'a point trouvé que ce fût là un obstacle à leur création. Les artistes et les écrivains qui, quoiqu'on en eût dit, se sont révélés parfois hommes d'affaires eux-mêmes et consommés, ont tout sim-

1. Article 20 de notre proposition de loi, alin. 3.

2. Article 20 de notre proposition de loi, alin. 4.

3. *Id.*, alin. 5 et 6.

plement constitué des organes spéciaux auxquels ils ont donné pouvoir de faire, pour eux et en leur nom, toutes les démarches amiables ou contentieuses nécessitées par la défense de leurs intérêts. C'est la société des auteurs et compositeurs dramatiques créée en 1829 (1), la société des gens de lettres créée en 1838 (2), la société des auteurs et éditeurs de musique fondée en 1851 (3). Quelle que soit l'organisation intérieure de ces sociétés elles ont pour mission, entre autres, et par exemple, la société des gens de lettres d'assister ses sociétaires devant les tribunaux pour les difficultés professionnelles dans lesquelles ils se trouveraient engagés, de passer avec les journaux et autres recueils périodiques des traités pour la reproduction de leurs œuvres; la société des auteurs et compositeurs dramatiques, de conclure des traités avec les théâtres, de percevoir les sommes dues aux auteurs et de s'occuper des procès qu'il y a lieu d'engager pour la défense de leurs droits; la société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, de jouer le même rôle au regard de l'exécution des œuvres musicales avec ou sans paroles, mais sans décors ni costumes. Il n'est point présomptueux de penser que l'œuvre de solidarité réalisée par les écrivains et les artistes, et qui s'est révélée fructueuse dans la défense de leurs intérêts, pourra également faire sentir ses heureux effets en notre domaine. Si nombreuses sont les sociétés

1. La Société des auteurs et compositeurs dramatiques fondée le 7 mars 1829 est régie par des statuts dont les derniers en date sont entrés en vigueur le 21 février 1879. Elle est administrée par un conseil, qualifié de « Commission des auteurs et compositeurs dramatiques » qui désigne deux agents comme mandataires. Simple association; elle n'a point la personnalité morale.

2. La société des gens de lettres, fondée le 28 avril 1838 est régie actuellement par des statuts et un règlement intérieur mis en vigueur en 1892. Un décret du 10 décembre 1891 l'a reconnue comme établissement d'utilité publique.

3. La société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique a été créée le 31 janvier 1851. Ses statuts ont été révisés en 1889. Un syndicat, avec un agent pour représentant, administre les affaires sociales. Elle n'a pas la personnalité morale.

scientifiques grandes et petites, officielles et officieuses, nationales et locales, qu'il serait vain de montrer leur utilité. Le besoin de la solidarité scientifique — de cette solidarité inhérente à toute l'œuvre de la science — s'est fait depuis longtemps sentir. Que cette solidarité purement intellectuelle devienne solidarité d'intérêts professionnels en même temps, et plus particulièrement d'intérêts juridiques professionnels, et voilà des organes compétents en lesquels nos savants trouveront les intermédiaires qualifiés et autorisés pour veiller à leurs droits et en assurer l'exercice. A ces groupements professionnels nous donnons pouvoir (article 10) de traiter et exercer la perception des droits (de découverte et invention scientifiques), d'ester en justice et de poursuivre l'exécution de tous jugements et arrêts par les voies et moyens de droit, aux lieu et place de leurs membres. Ces lignes d'attributions très générales pourront être évidemment précisées par les statuts particuliers de chacun des groupements, mais il serait peut-être opportun de souhaiter que le nombre de ces groupements, que l'on peut concevoir correspondant à celui des diverses spécialités scientifiques, soit malgré tout restreint, afin de ne point diluer la puissance et le prestige professionnel qu'ils pourraient tirer de leur plus ou moins d'ampleur.

Ces groupements auront à intervenir, en dehors des cas de représentation de leurs membres, pour donner leur avis sur telle ou telle proposition d'interdiction ou de réglementation visant la divulgation ou l'exploitation des découvertes ou inventions scientifiques, et cela d'ailleurs que l'œuvre en cause soit celle d'un de leurs membres ou bien celle d'un indépendant.

Toutes ces dispositions se justifient tellement d'elles-mêmes que nous jugeons inutile d'insister.

Mais il est un rôle encore que l'on pourrait songer voir rempli par ces groupements, c'est celui d'arbitre dans les rapports

contentieux à naître entre les auteurs de découvertes et d'inventions scientifiques et les usagers, notamment les exploitants des applications de ces découvertes ou inventions. Nous devons nous arrêter à l'examen de la question de l'opportunité qu'il y aurait à leur faire tenir ce rôle.

Tout d'abord une question primordiale s'est posée à nous que nous avons résolue antérieurement, celle de savoir si les avantages pécuniaires que nous croyons mérités par les savants auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques fécondes en applications pratiques, devaient être matière à organisation encore qu'officielle purement professionnelle, ou au contraire objet de véritables droits privés rentrant dans le cadre des droits civils sanctionnés par l'intervention possible de nos tribunaux de droit commun. Le système conçu par M. le professeur Gariel, on s'en souvient, prévoit la constitution d'une commission (1) à laquelle serait confiée la gestion de la Caisse des récompenses professionnelles à l'usage des savants-inventeurs nationaux. Tout ressortissant du pays aurait le droit de se présenter devant la Commission et de faire valoir par lui-même ou par un représentant, ses titres à une récompense. Les industriels de la profession intéressée jouiraient de la même faculté. La Commission pourrait agir d'office. Elle statuerait par une décision motivée et qui serait publiée. Celle-ci serait susceptible d'annulation — pour excès de pouvoir, vice de forme, ou violation des règlements — prononcée par le Tribunal administratif suprême du pays (en France le Conseil d'Etat) sur la demande de l'intéressé ou de ses ayants-droit.

Nous avons rejeté le principe des récompenses professionnelles, mais cela n'impliquait point en soi le rejet de l'intervention de juridictions professionnelles pour connaître des difficultés nées entre les savants et ceux contre lesquels ils

1. G. Gariel, *La question de la propriété scientifique*, pp. 251-252.

invoqueraient leurs droits. Nous rejettons pourtant ici cette intervention, pour la raison que nul des intéressés auxquels nous en avons parlé n'a pu supporter l'idée de la voir consacrée. « Ne livrez point le sort de nos discussions à la décision de nos pairs », nous ont-ils tous déclaré. Nous avons d'autant plus volontiers souscrit à leur désir, que nous préférons, de notre côté, voir nos tribunaux de droit commun chargés de la tâche nouvelle et prouver en pratique qu'ils ne songeraient point à l'abdiquer, si difficile qu'elle dût être. M. Gariel souligne comme un avantage de son système, l'économie qu'il permettrait de l'appareil judiciaire pour ne garder que l'organe *indispensable* : une commission d'experts qui se prononcerait en équité et à moindre frais (1). Outre que de l'avis de nos savants cet organe n'est point désirable — encore qu'il doive être possible de recourir éventuellement à des experts, si les parties le trouvent bon — il ne serait point suffisant puisque, et M. Gariel a dû le prévoir, les parties seront fondées toujours à faire annuler la décision rendue, par un tribunal relevant directement de l'Administration de la justice. Nous préférons pour nous donner nettement compétence aux tribunaux de droit commun. .

La commission professionnelle écartée et les juges de droit commun appelés à connaître des litiges et délits nés du jeu de notre loi, le rôle des groupements professionnels scientifiques, auxquels nous revenons, se bornera à *représenter* les auteurs de découvertes et d'inventions scientifiques dans leurs rapports amiables et contentieux avec les usagers de leurs œuvres, à fournir au besoin les experts dont les tribunaux pourront requérir ou recevoir les avis.

Mais ces groupements pourront-ils être choisis comme arbitres ou plus exactement fournir des arbitres, au cas de difficultés survenues entre les savants et ceux envers qui ils auront à faire valoir leurs droits, et sur la demande des inté-

1. G. Gariel, *La question de la propriété scientifique*, p. 253.

ressés? Evidemment, à condition qu'on satisfasse aux règles de droit commun de l'arbitrage. Mais nous joignons notre voix à celles (1) qui se sont déjà élevées pour critiquer la disposition de l'article VI du projet de MM. Dalimier et Gallié rédigé au nom de la C. T. I. permettant à nos savants de choisir un de ces groupements comme *arbitre souverain* pour déterminer la quotité de la redevance prévue par eux dans l'article V de leur projet, et par nous dans les articles 6 et 20 de notre proposition. De cette quotité, la fixation appartient de droit, en vertu de cet article V, aux tribunaux civils, et voilà qu'ils la mettent à la discrétion d'un arbitre *souverain*, mais encore d'un arbitre choisi par les seuls auteurs des découvertes et inventions. Un arbitre ne peut-être désigné que d'accord par les deux parties en difficulté et non imposé par l'une à l'autre. Nous avons d'ailleurs l'impression que MM. Dalimier et Gallié l'ont entendu ainsi, et que le pronom « ils » par lequel commence le deuxième alinéa de leur article VI est mis en réalité pour « les parties » ; de même dans l'article V, 2^e alinéa faut-il remplacer « auteurs » par « parties ». Un défaut d'accord amiable « entre les auteurs » ne se conçoit pas. Maintenant conviendra-t-il que les parties dans leur compromis d'arbitrage, s'interdisent l'appel? Ceci est une question qu'elles apprécieront. Mais nous ne croyons pas devoir soustraire la sentence arbitrale, dans le cas où les parties feraient choix de cette procédure, législativement à toute voie de recours (2).

Tout ce qui concerne le rôle éventuel des groupements professionnels comme arbitres est en somme de droit commun (3).

1. Voir une critique de ce point antérieure à la notre : G. Gariel, *La question de la propriété scientifique*, p. 252, n. 1.

2. On sait qu'au regard de la sentence arbitrale, l'appel est toujours possible, si minime que soit le litige, à moins que le compromis soit lui-même sur appel, ou que les parties y aient renoncé.

3. Ne pas oublier relativement à la clause compromissoire sa nullité dans les termes de l'article 1006, C. pr. civ.

Si donc MM. Dalimier et Gallié l'ont entendu en ce sens, la disposition par laquelle ils en consacrent la possibilité est parfaitement inutile.

57. — Ces remarques faites, nous arrivons dès lors à l'examen des circonstances dans lesquelles les bénéficiaires de notre loi, auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, leurs veuves et leurs enfants, vont pouvoir soit par eux-mêmes, soit par leurs représentants, faire valoir leurs droits.

Cette question des atteintes susceptibles d'être portées aux droits d'invention et de découverte scientifiques ne saurait soulever de difficulté quand à leur détermination. Du contenu des droits conférés par la découverte ou l'invention scientifique à son auteur, il pourra y avoir, au sens large, deux sortes d'usurpations, une usurpation totale ou simplement une méconnaissance partielle. Sera une usurpation totale le fait par autrui de se targuer d'une invention ou d'une découverte scientifique dont il n'est pas en réalité l'auteur, et de prétendre tirer de cette paternité toutes les conséquences que nous en ferions découler. Ne sera qu'une méconnaissance partielle, dans un sens large donné au mot méconnaissance, le fait de tirer profit, à l'un des titres relevés, et impliquant une initiative tributaire de l'œuvre du savant au mépris des droits reconnus à ce dernier.

Mais il nous a fallu examiner si, pour la fructueuse économie de notre proposition, il n'y aurait pas lieu d'envisager certaines atteintes, comme postulant une sanction pénale, en égard à leur nature et à leur gravité, comme constituant de véritables délits punis par une amende, voire un emprisonnement.

De ce que nous avons appelé la méconnaissance partielle des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scien-

tifiques, nous ne dirons que peu de chose, car au vrai il y a moins là véritable atteinte à ces droits que condition même, occasion de leur exercice, au moins quant à ceux de nature pécuniaire accordés aux savants sur les bénéfices obtenus par l'exploitation, d'ailleurs libre, de leurs découvertes ou inventions. De ce chef les savants ont, du moment de leur découverte ou invention, un droit en l'air qui vient se poser dès que la découverte ou l'invention est exploitée, et relie l'exploitant à l'auteur de cette découverte ou de cette invention. En somme, on pourrait presque dire que le droit du savant à cet égard apparaît comme un monopole d'exploitation dont les atteintes qu'on y porte ne seraient point punies pénalement, mais seulement toujours rachetables, tant que dure le monopole du savant, — moyennant une composition qui, à défaut d'accord entre les parties, sera fixée judiciairement, d'après les principes qui auront inspiré la création des droits d'invention et de découverte scientifiques.

Mais il ne faut point se dissimuler que ces prétendues atteintes ne sont point des atteintes à ces droits au sens strict où l'on entend généralement ce mot. Pour rencontrer ces dernières il faut envisager les choses autrement.

A la base de nos droits, à leur source, il y a ce que nous avons appelé la paternité scientifique laquelle est susceptible d'être établie par tous moyens. L'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique a donc le droit de faire établir à l'encontre d'un autre savant compétiteur la réalité de sa paternité. Mais la gravité de l'usurpation de ce dernier, celle-ci établie, ne sera pas la même suivant qu'il y aura eu de sa part conscience ou inconscience. Dans une matière aussi délicate que celle à l'occasion de laquelle naissent les droits qui nous occupent, où nous avons vu que pouvait se produire parfois une simultanéité de découverte ou d'invention sinon irréductible, au moins déconcertante en appa-

rence, il est bien évident que la bonne foi doit avoir une place marquée dans l'appréciation des conflits survenant entre savants à l'occasion de telle découverte ou telle invention. Lorsque la bonne foi de l'usurpateur aura été démontrée, il ne pourra naturellement être obligé qu'à la réparation civile de l'atteinte qu'il a portée au droit d'autrui, et dans la mesure seulement où il en a profité. Il restituera, par exemple, les bénéfices qu'il aura pu retirer de l'exercice indu des droits conférés par notre proposition dans les articles 5, 6 et 20. Mais qu'au contraire l'usurpateur soit convaincu de mauvaise foi, soit qu'il n'ait jamais eu le moindre rapport avec la découverte ou l'invention scientifique dont il se targue, soit que les travaux qu'il prétend avoir effectués sur son objet ne soient qu'une répétition consciente des travaux de l'auteur de la découverte ou de l'invention, ou la relation qu'il en a donnée une copie de relations antérieures, nous avons pensé que de tels procédés, qui ne pouvaient émaner que d'une catégorie nouvelle d'escrocs susceptible de naître bien vite et qui prétendraient invoquer l'honneur d'une découverte ou d'une invention dont leur véritable et modeste auteur n'aurait point voulu tirer profit ainsi qu'il lui était possible, pour en bénéficier à sa place, devaient être réprimés. A ce genre de délit correspondent trois dispositions, de nature pénale, de notre proposition de loi, contenues respectivement dans les articles 12, 1^o et 2^o, et 13. « Seront punis d'une amende (dont le chiffre devra être fixé par le législateur eu égard aux données financières du moment où il votera notre proposition (1) — s'il la vote —) : 1^o ceux qui auront cité, exposé ou relaté dans une publication, même soustraite au commerce, une découverte ou une invention scientifique sous un nom qu'ils savaient n'être pas celui de l'auteur, 2^o ceux qui

1. Nous suggérons les chiffres de 16 francs pour le minimum de l'amende et de 3.000 pour le maximum.

auront exposé ou relaté dans une publication mise dans le commerce une découverte ou une invention scientifique sans le consentement fixé à l'article 5 de celui qu'ils savaient en être l'auteur ». — « Article 13. Seront punis d'une amende de — à, (laquelle devra être plus forte que la précédente, pensons nous (1), ceux qui auront invoqué le bénéfice des articles 6 et 20 de notre loi à l'occasion de l'application d'une découverte ou d'une invention scientifique dont ils savaient n'être pas l'auteur ».

Ces textes appellent quelques remarques. Il est bien évident que nous ne pouvons sévir contre l'usurpation prévue à l'article 12-1^o, que si elle a une forme suffisamment caractérisée. Or, le fait de citer comme sienne une découverte ou une invention faite en réalité par un autre, de la relater ou de l'exposer (ceci implique la relation avec figures) et cela dans une publication — ou avec publication (relation ou exposition orale en public) — nous a paru suffisant déjà pour établir l'usurpation, encore que l'usurpateur n'entende pas en retirer de bénéfice — immédiat par sa publication — ou futur en invoquant les articles 6 et 20 de notre loi, — mais à condition, bien entendu, que sa mauvaise foi soit prouvée. Même nous avons cru devoir aller plus loin, et sanctionner par la même peine, le fait de citer, de relater ou d'exposer dans les mêmes conditions, et de mauvaise foi, une découverte ou une invention scientifique sous un autre nom que celui de l'auteur, encore qu'on ne la présente point sous le sien propre. Que les délinquants soient intéressés ou non à honorer autrui d'une œuvre scientifique qui appartient à un autre, ils seront victimes de leur geste. Cela permettra peut-être de ramener toujours les débats relatifs à la paternité scientifique entre les savants en cause, et de prévenir les

1. Et nous proposons ici le chiffre de 200 francs pour le minimum de l'amende et de 5.000 pour le maximum.

interventions partiales d'autres savants ou demi-savants, voire des journalistes.

Les articles 12-2° et 13 visent les délits commis par ceux qui auront supplanté le véritable auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique dans l'exercice de ses droits pécuniaires. Or, ces droits, nous l'avons vu, consistent d'une part en un monopole d'exploitation littéraire de la relation ou exposition de la découverte ou de l'invention, et d'autre part en un droit à une part des bénéfices réalisés par l'exploitation industrielle et dans certaines circonstances, purement commerciale, de toute application industrielle de la découverte ou de l'invention. Nous faisons du délit de relation illicite quelque chose comme le délit de représentation illicite et nous le punissons de l'amende portée à notre article 12, à condition naturellement qu'il y ait mauvaise foi. Pour ce qui est de l'usurpation prévue à l'article 13 et punie d'une amende — qui ne fera naturellement pas obstacle à l'exigence, par le savant frustré, de la réparation civile du dommage qui lui aura été causé, — elle supposera que l'arrangement entre l'industriel ou le commerçant et le faux auteur de la découverte ou de l'invention en cause est intervenu à l'amiable. Car si la fixation de la redevance avait été soumise aux tribunaux, le prétendu auteur aurait été appelé à établir sa paternité pour justifier de son droit et notamment à prouver qu'il avait donné à sa prétendue découverte ou invention la publicité exigée dans les périodiques agréés (article 3), justification que lors d'un accord aimable le débiteur de la redevance a pu ne pas songer à exiger du maître-chanteur dont il a été victime.

Ces différents chefs d'usurpation pourront naturellement se cumuler, et notamment, à la simple usurpation nominale s'adjoindre celle des prérogatives pécuniaires qui y sont attachées. La réparation civile due par l'usurpateur se mesurera, soit à l'étendue des profits qu'il en aura tirés, soit à celle du préjudice causé suivant qu'il y aura en bonne ou mauvaise

foi de sa part. La sanction pénale jouera et se cumulera dans ces différentes hypothèses sans que nous ayons à préciser davantage le mécanisme des différentes actions qui relève des règles ordinaires de procédure.

58. — Toutefois il nous faut consacrer quelques lignes à cette procédure tant civile que pénale, pour signaler en quoi notre proposition fait appel expressément à certains de ses principes ou au contraire y déroge.

Nous grouperons nos explications autour de trois points faisant l'objet de dispositions expresses de notre loi. L'un sera relatif à l'indication de mesures déterminées, qui pourront être prises par le savant, dans le but de faciliter son action au regard de quiconque exploitera son invention ou sa découverte dans les termes de notre loi, et niera la mise à contribution de la découverte ou invention par l'application exploitée. L'autre sera la question de l'intervention en justice des groupements professionnels à l'occasion des atteintes portées aux droits nés de l'invention et de la découverte scientifiques. Le troisième enfin aura trait au problème important de la compétence où nous avons cru devoir envisager une dérogation aux règles de droit commun.

Nous avons été amené d'abord à faire bénéficier nos savants de certaines mesures accordées déjà à l'inventeur industriel et pour les mêmes raisons qui les ont fait octroyer à ce dernier. Lorsque l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique va s'adresser à un industriel, en prétendant que l'application industrielle qu'il exploite est une dérivée pratique de sa découverte ou de son invention, et que cet industriel ne consentira pas amiablement à le reconnaître et à s'entendre sur la redevance par lui due, il faut que le savant puisse aisément se ménager les moyens de preuve de la filiation in-

1. Nous avons prévu aussi le cas de récidive. Voir l'article 14 de notre proposition qui se passe de commentaire. De même l'art. 15.

voquée. C'est en vue de le lui permettre, que nous lui reconnaissons (article 18) la faculté de demander, par voie de simple requête au président du Tribunal de 1^{re} instance (compétent ainsi qu'on le verra *in/ra*, n° 60, au moins provisoirement et lorsque la question de paternité scientifique ne sera pas soulevée) de rendre une ordonnance contenant au besoin nomination d'un expert et autorisant le requérant à faire procéder par tous huissiers à la désignation et à la description détaillée, avec ou sans saisie, des objets litigieux, publications, produits, instruments ou ustensiles destinés à une fabrication.

Naturellement il ne faudrait point qu'une mesure aussi vexatoire en soi, puisse être inconsidérément prise par le requérant sans péril pour lui. C'est pourquoi, d'une part, lorsqu'il y aura lieu à la saisie, opération susceptible de se signaler davantage à l'attention publique que la simple description, l'ordonnance du président du tribunal pourra imposer au requérant le versement d'un cautionnement, et d'autre part, qu'il s'agisse de saisie ou de simple description, le requérant devra se pourvoir, soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, sous peine de voir la saisie opérée nulle de plein droit, et par conséquent de perdre son moyen de preuve. Il ne faut pas en effet que la personne à l'égard de laquelle une telle mesure a été prise, en puisse être laissée indéfiniment l'objet, sans avoir la possibilité immédiate de se laver de toute suspicion. En tout cas, qu'il y ait ou non ensuite action téméraire du requérant, des dommages-intérêts pourront lui être réclamés par le défendeur injustement inquiété.

Il va de soi que le juge, en vertu de l'article 1036 du Code de procédure civile, pourra toujours dans l'intérêt de l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique, prononcer des *injonctions* et des *défenses*. Il interdira par exemple à un usurpateur de se dire désormais auteur d'une découverte

ou d'une invention dont la filiation scientifique a été établie au profit d'un autre.

Enfin après saisie, dans l'hypothèse où elle s'appliquera à des publications faites au mépris de l'article 5 de notre proposition, la confiscation et même la destruction des exemplaires litigieux pourront être ordonnées avec défense de publier à nouveau ; lorsqu'elle s'appliquera à des objets fabriqués au mépris des droits reconnus à l'article 6, elle ne pourra être suivie que de la confiscation en vue d'assurer satisfaction dans une certaine mesure au demandeur par la remise des objets confisqués ; leur destruction ne se concevrait pas susceptible d'être ordonnée.

59. — Les atteintes portées aux droits consacrés par notre loi vont pouvoir donner naissance soit à une action civile, soit cumulativement, et lorsqu'elles constitueront des délits à une action civile et à une action publique.

En ce qui concerne l'action purement civile, c'est-à-dire de nature à être portée, en l'absence de tout délit, devant une juridiction civile, les règles de droit commun de la procédure civile s'appliqueront. Les conditions d'existence et d'exercice des actions sont généralement considérées comme se groupant autour de quatre points, d'ailleurs délicats à séparer : le droit, l'intérêt, la qualité, la capacité. Le savant lésé lui-même devra y satisfaire. Mais considérons-les au regard des groupements professionnels scientifiques dont les savants pourront faire partie.

Le grand principe qu'il convient de poser en notre matière, c'est croyons-nous, la pleine disposition pour le savant quant à ses droits, et notamment la faculté pour lui de renoncer aux bénéfices pécuniaires que leur exercice pourrait lui procurer. Le savant doit être libre de poursuivre ou non le paiement des redevances que nous lui accordons le droit de réclamer et

nul (hormis ses créanciers) ne pourra se substituer à lui pour les exiger.

D'autre part, il est bien entendu que nous envisageons l'exercice de ces droits mêmes, et non l'exécution des arrangements amiables intervenus entre exploitants et savants, et susceptibles d'être cédés par eux, à un groupement professionnel par exemple. Le groupement devrait avoir certainement le droit d'agir en réparation d'un préjudice qu'il subirait en sa qualité de cessionnaire.

Enfin le groupement duquel le savant ne fait pas partie ne saurait avoir intérêt à poursuivre le paiement de la contribution due et, d'une manière générale, à exercer aucun des droits qui seraient reconnus à ce savant par notre loi.

Reste le cas où le savant faisant partie d'un groupement professionnel a subi individuellement un préjudice, du fait d'une exploitation de sa découverte ou de son invention, et n'a pu recevoir satisfaction par voie d'arrangement amiable. Eh bien ! ici encore, à notre avis, à cause de l'existence d'un droit moral à reconnaître au titulaire des droits à en user ou non, — qu'il soit d'ailleurs admis ou non actuellement que les groupements, et cela a tendance à l'être, encore que dans des conditions minutieusement fixées (1), peuvent agir à raison du dommage subi individuellement par leurs membres ou collectivement par la catégorie des individus dans laquelle leurs membres sont choisis et qu'ils représentent ou prétendent représenter, — il faut dire de même, croyons-nous, que l'action d'un groupement scientifique serait irrecevable. Au fond, d'abord, il ne saurait prétendre agir par la voie purement civile, au nom d'un préjudice subi par la catégorie des individus dans laquelle sont choisis ses membres, il ne s'agit point d'une atteinte portée à la corpo-

1. Voir notamment, Georges Vidal *Cours de Droit criminel et de Science pénitentiaire*, 6^e éd. 2^e fascicule, pp. 783 à 786.

Ch. réunies, 5 avril 1913. D. 14.1.65 ; S. 20. 1.49, note Mestre.

ration des savants. Et tant que l'honneur, d'autre part, de ces savants ou de l'un deux, n'est point en question, il ne saurait se proposer d'intervenir. Mais en aucun cas lorsqu'un savant aura à agir par voie purement civile son honneur professionnel ne sera en jeu, et ses intérêts pécuniaires sont en dehors de la question de dignité professionnelle. Ainsi un groupement scientifique ne devra-t-il jamais être admis à intenter de son propre chef l'action civile, parce qu'il n'aura ni *droit*, ni *intérêt*.

Mais pourra-t-il avoir qualité pour intenter l'action comme chargé conventionnellement par un savant de mandat d'ester en justice pour lui. Certainement, sauf application de la règle « nul ne plaide par procureur » au sens où la maxime subsiste dans notre droit actuel, c'est-à-dire que le nom de celui que le procès concerne, du mandant, devrait figurer dans l'ajournement, les qualités, les différents actes de la procédure, — et sauf à examiner le point de savoir si le groupement a ou non la personnalité civile, ou au moins une individualité qui l'autorise à ester en justice, encore que comme mandataire seulement, par ses gérants, à son tour par voie de représentation.

Nous ne pouvons entrer dans plus de détails sur des particularités qui ne sont point spéciales à notre matière, et pour lesquelles on pourra se reporter à des ouvrages plus précisément consacrés à la procédure.

Et nous arrivons à l'exercice de l'action publique à laquelle peuvent donner lieu les atteintes portées aux droits conçus comme nés de la découverte ou de l'invention scientifique. Ces atteintes, ce sont de véritables usurpations ou méconnaissances intentionnelles de ces droits.

L'article 1^{er} de notre Code de procédure civil pose en principe que l'action pour l'application des peines, autrement dit l'action publique, n'appartient qu'aux fonctionnaires du ministère public. On sait en quel sens cette formule doit être

entendue : l'action publique n'appartient pas en réalité aux membres du ministère public puisqu'une fois mise en route elle ne saurait plus être arrêtée par eux. Ils en ont en réalité l'exercice exclusif. Seuls ils peuvent saisir le juge lequel ne peut se saisir d'office. En ce qui concerne d'autre part les conditions de cet exercice, notre système français de l'opportunité des poursuites, c'est-à-dire de la liberté d'appréciation laissée au ministère public quant à la nécessité de mettre en branle l'action publique, admet deux principes régulateurs qui en tempèrent le caractère arbitraire. D'une part, il est des hypothèses où le ministère public doit poursuivre et dans lesquelles, s'il s'y refuse, il est passé outre par le juge d'instruction (1). C'est le cas lorsque le ministère public est saisi d'une plainte avec constitution de partie civile. D'autre part, il est des hypothèses où l'exercice de l'action publique par le ministère public est subordonnée à la condition d'une plainte de la partie lésée elle-même, de la victime de l'infraction (2). En principe toutes infractions à la loi pénale, qu'elle a pour but de réprimer, supposent un préjudice social accompagné ou non d'un préjudice particulier. Mais il est des cas où l'infraction, bien que susceptible de compromettre l'ordre social, postule une appréciation personnelle du préjudice individuel causé qui prime toute considération d'intérêt public (3). La victime de l'infraction peut avoir,

1. Nous laissons de côté les restrictions apportées à la liberté d'agir du Ministère public par la nécessité d'une autorisation. C'était le cas autrefois pour les poursuites contre les fonctionnaires : art. 75 de la Constitution de l'an VIII. C'est le cas aujourd'hui pour les poursuites contre les sénateurs et députés qui bénéficient de l'immunité parlementaire.

2. De même laissons-nous de côté les hypothèses où le Ministère public est contraint d'agir à cause du jeu de l'ordre hiérarchique dans l'organisation des parquets, ou du droit de surveillance qui appartient à certaines juridictions (Chambres des mises en accusation ; Cours d'appel) sur le ministère public.

3. Il y a deux motifs à ce que dans certains cas la poursuite soit subordonnée à la nécessité d'une plainte ou d'une dénonciation préalable. Tantôt le législateur consulte l'intérêt de la paix et du repos des

elle, intérêt, et un intérêt respectable, à ce que la poursuite n'ait pas lieu ; elle peut désirer, pour des raisons morales et dont elle est seule juge, qu'elle ne soit pas intentée. Parmi les applications notables de ce tempérament d'exception, nous citerons celles prévues par l'article 29 de la loi de 1881 (1) sur la Presse (délit de diffamation par voie de Presse), par l'article 330 du Code pénal (adultère de la femme), par l'article 357 du même code (rapt par séduction), par l'article 5 du Code d'Instruction criminelle (délits commis à l'étranger par un Français) pour relever enfin celle qu'en fait la loi du 5 juillet 1844 dans son article 75 ; en matière de contrefaçon industrielle, et qui doit attirer plus particulièrement notre attention.

D'abord nul autre que le breveté ne sait exactement dans quelles circonstances a eu lieu la contrefaçon qu'il s'agit de dénoncer ; mais encore peut-il avoir des raisons personnelles, en particulier d'intérêt commercial, qui lui feraient préférer tolérer l'infraction. On a saisi immédiatement, lorsque pour garantir les droits de propriété intellectuelle et notamment de brevet, on a puni les plus graves atteintes qui y seraient portées, que l'on créait bien par là des délits, mais d'une nature particulière dépendant de celle même des biens dont il s'agissait d'assurer la jouissance, des délits qui touchaient moins que tous autres directement à l'ordre public (2). C'est pourquoi on a subordonné l'action publique en contrefaçon à une plainte de la partie lésée (3). Nous avons pensé que les

familles, celui de l'honneur et de la considération des personnes. Tantôt il considère qu'il s'agit d'infractions qui blessent bien plus l'intérêt privé directement, que l'intérêt public, et que ce dernier est si légèrement atteint qu'il convient de ne pas intenter l'action tant que la partie lésée n'a pas provoqué la poursuite. Garraud, *Précis de Droit criminel*, 2^e éd., 1918, p. 639.

1. Loi du 29 juillet 1881.

2. Cf. E. Pouillet, *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, 6^e éd., n° 746.

3. En matière de contrefaçon littéraire, il n'est point nécessaire qu'il y ait plainte de la partie lésée... ?

mêmes considérations se rencontrant en notre matière, il fallait de même ici subordonner l'action publique pour l'application des peines prononcées par notre loi, à une plainte de la partie lésée ou de ses ayants-droits, naturellement, ou d'un des groupements professionnels dont nous prévoyons l'existence, mais il est entendu que cette plainte n'est déposée par eux qu'en tant que mandataires de leurs membres (1). Toutefois, pour qu'ils puissent agir avec célérité, nous les dispensons de présenter immédiatement une procuration expresse du membre au nom duquel ils déposeraient plainte. La régularisation du mandat, que l'on peut d'ailleurs estimer donné tacitement par les savants à leurs groupements, du fait de leur adhésion, se fera sans inconvénient par la suite. (art. 16). Enfin le retrait de la plainte engagée pourra s'opérer en tout état de cause (art. 16. 2^e alinéa). Cette disposition est l'envers logique de la précédente. La subordination de l'action publique à la plainte de la partie lésée et l'arrêt de l'action par retrait de la plainte engagée sont deux choses qui se tiennent, l'une entraîne l'autre.

60. — Du moment que nous reconnaissons aux savants des droits privatifs, nés pour eux de leurs découvertes ou inventions scientifiques et de l'utilisation par autrui de ces découvertes ou inventions, la question de savoir quels tribunaux seront compétents pour connaître des litiges soulevés à l'occasion de leur exercice et de leur violation ne saurait faire, en principe, aucune espèce de difficulté : les règles d'attribution aux juridictions de droit privé et de répartition entre elles de la connaissance des affaires suivant leur nature s'appliqueront tout simplement.

Pourtant cette application pure et simple des règles ordinaires de compétence nous est apparue devoir présenter en pratique un inconvénient, d'ailleurs immanent à notre régime

1. Article 18 de notre proposition de loi.

judiciaire de droit commun, mais sensible plus particulièrement pour nous.

A la base de tout conflit relatif aux droits nés de l'invention ou de la découverte scientifique, il y aura toujours une question préjudicielle d'attribution de la découverte ou de l'invention à son auteur, une question de paternité scientifique : pas de droit, pas d'action. Mais cette appréciation de paternité sera une de ces questions de fait dont on dit qu'elles échappent au contrôle de la Cour de cassation, laquelle ne connaît pas des faits, mais seulement des jugements (1). Supposons donc qu'un tribunal civil et la Cour d'appel supérieure aient fait droit à la demande d'un savant contre un industriel, par exemple, ayant entrepris l'exploitation d'une application de nature à justifier, aux termes de

1. La Cour de cassation, dit-on, a été instituée pour maintenir le respect et l'exacte observation de la loi dans tous les tribunaux et ce faisant réaliser l'unité de Jurisprudence. Elle n'est donc pas appelée à s'occuper des faits relatifs aux causes dans lesquelles sa censure est provoquée. Elle ne forme pas un degré de juridiction. Elle ne censure pas le bien ou le mal jugé d'une décision judiciaire, mais si cette décision contient ou non quelque violation de la loi. Elle connaît du droit mais non du fait. Cette délimitation du fait et du droit est au fond excessivement délicate à opérer. Un tribunal ne se borne pas à constater un fait (ceci est affaire de police). Du moment qu'il le retient ou le rejette, il l'apprécie, et il l'apprécie au regard de quelle mesure si ce n'est celle du droit en cause ; donc il juge, donc il fait du droit. Donc tout, au fond, dans le jugement devrait être susceptible de tomber sous le contrôle de la Cour de cassation.

Cf. Georges Renard, *Le Droit, la logique et le bon sens*, à paraître (L. Sirey, éditeur) dernière conférence.

On observe d'ailleurs en fait des tendances de cette Cour à connaître aussi bien du fait que du droit.

Pourquoi d'ailleurs ne point envisager la possibilité et l'opportunité de faire de la Cour de cassation un troisième degré de juridiction ? M. Hauriou. *Précis de Droit Constitutionnel*, 1923, p. 315, n. 1, notamment, p. 316, émet le vœu d'une réorganisation de la Cour de cassation sur le modèle du Conseil d'Etat avec triple personnel réglant entre eux leur avancement. Cette Cour, à son avis, devrait d'ailleurs être juge d'appel en même temps que de cassation afin que sa jurisprudence fût plus pleine ; elle deviendrait une haute Cour de Justice. Elle aurait par l'appel la haute main sur des compagnies judiciaires régionales, lesquelles seraient placées au-dessus des juges de paix à compétence étendue.

notre loi, la prétention du savant à une part des bénéfices réalisés dans cette exploitation, et par conséquent l'aient reconnu comme auteur de la découverte ou de l'invention de laquelle dérive l'application. Mais ensuite, ou en même temps, un autre savant obtient, d'un autre tribunal et d'une autre Cour, gain de cause sur les mêmes bases, au regard de la même application dont l'exploitation serait entreprise par un autre industriel en une autre région de la France. Cette contradiction, à laquelle ne pourra remédier par son influence unificatrice la Cour de cassation telle qu'elle est actuellement composée, serait bien regrettable (1). Sans doute les savants en cause la pourraient-ils faire trancher en un troisième procès. Sans doute le tribunal qui statuerait entre eux, et attribuerait la paternité à l'un à l'encontre de l'autre, pourrait-il condamner le perdant à indemniser le véritable auteur de la découverte ou de l'invention du préjudice qui lui serait causé du fait que les effets du jugement rendu à son avantage par le tribunal qui aurait reconnu sa paternité, encore que par la suite il en ait été justement dépouillé, ne sauraient tomber et continueraient à se produire à son profit (il toucherait la redevance) en dépit du jugement intervenu, rectificatif seulement quant à la question de paternité. Et si un troisième savant se présentait comme l'auteur de la découverte faussement attribuée à l'un puis à l'autre des deux premiers compétiteurs ?

On conçoit à quelle complication tout cela mènerait et

1. M. Vivante s'émeut de la crainte surtout d'une semblable contradiction sur le terrain international, où sans doute, nous l'entrevoions, les décisions des divers tribunaux étrangers seront suspectes non seulement d'insuffisance de lumière mais plus encore de partialité hostile ou favorable suivant la qualité de leurs nationaux dans les procès. C. Vivante. *La propriété scientifique, Annales du Droit commercial*, 1924, n° 3. Cela met en lumière une nécessité plus aiguë encore que sur le terrain national à pouvoir s'en référer en dernier ressort à une juridiction internationale suprême. Mais nous n'avons pas à l'envisager ici, ni à chercher les moyens d'y correspondre.

combien les contradictions signalées seraient scandaleuses dans un domaine tel que celui de la science, dont le prestige réclame une unité dans les décisions relatives à cette importante question de la paternité scientifique, tant pour le bon renom des juges experts et avisés, que pour celui de la loyauté, exempte de tout esprit de chicane, des savants.

C'est pour cela qu'il fallait, dans notre système, donner compétence sur ce point particulier et préjudiciel, à un tribunal unique. La Cour de cassation ne pouvait être, nous l'avons vu, d'aucun secours à ce sujet. Convenait-il de faire intervenir un organe professionnel spécialisé devant lequel la question eut été portée ? Mais comment lui attribuer, à cet organe, compétence définitive de telle façon que les parties ne puissent prétendre se référer en dernier ressort aux juridictions ordinaires (1). Au surplus, la question des juridictions d'exception et des avantages et inconvénients que présente la création, en certaines matières, de juges professionnels (juridictions commerciale, prudhommale), a été maintes fois soulevée déjà. Sans prétendre l'examiner ni la résoudre ici, nous nous en rapportons à l'opinion des savants auxquels nous l'avons posée, et qui nous ont répondu unanimement : Non ! pas de juges professionnels, membres des académies ou autres savants officiels. Mais encore présente-t-on l'organe professionnel institué comme devant être un simple tribunal d'arbitrage (2). Soit ! à condition que l'arbitre soit accepté des deux parties en désaccord. Mais cela, c'est le droit commun, et nous n'entendons, ni ne saurions entendre, exclure ce mode d'arrangement des conflits soulevés par la paternité scientifique. Notamment les groupements professionnels dont l'organisation est prévue, souhaitée, mais non imposée par notre proposition, pourront intervenir avec fruit, nous l'avons dit, à ce titre. Il n'en restera pas moins

1. Voir *supra*, p. 220.

2. Voir *supra*, p. 221.

que la parole sera en dernier lieu aux tribunaux ordinaires.

Nous avons dès lors pensé pouvoir donner compétence unique à un tribunal parmi les tribunaux civils, à un tribunal dont le choix, du moment qu'il devait y avoir choix, s'imposait : le tribunal civil de la Seine ; tant par sa situation géographique que par sa particulière valeur, il était tout désigné pour recevoir dans ses attributions la noble mission de marquer de son sceau l'authenticité — lorsqu'elle serait douteuse — des diverses étapes de la science.

Nous proposons donc de décider que toutes les contestations relatives à la paternité des découvertes ou inventions scientifiques devront être portées devant lui à l'exclusion de tous autres tribunaux lesquels resteraient par ailleurs compétents pour connaître de tous les autres conflits nés de l'interprétation ou de l'application de notre loi.

Mais il était nécessaire de remarquer et de stipuler que les contestations relevant de la compétence du tribunal civil de la Seine (questions de paternité scientifique) ne pourraient être jointes sous forme de constitution de partie civile aux poursuites répressives exercées par application des dispositions de notre loi visant les délits qu'elle crée, mais encore de toute autre disposition de la loi pénale au besoin (art. 17). C'eut été là un moyen d'échapper à la disposition précédente.

Notre initiative ici, est peut-être hardie. Nous ne la croyons pourtant pas téméraire, mais au contraire plausible et possible (1). C'est tout ce qui nous importe.

1. Nous citerons deux exemples, ceux qui nous sont venus à l'esprit — il y en a peut-être, il y en a sans doute, d'autres, — d'attribution de compétence à un organe juridictionnel donné, entre d'autres de même nature, pour un ensemble de litiges du même ordre susceptibles de naître dans des circonstances qui rendent opportune l'organisation d'une juridiction unique et spécialisée fixée en un lieu propice pour en connaître. Les raisons de ces attributions de compétence sont peut-être éloignées des nôtres. Ce n'est point la justification de l'attribution qui nous occupe ici, c'est sa possibilité.

Il y a d'abord la création par la loi du 17 avril 1919, article 20, ali-

nées 4 et 5 en matière de dommages de guerre d'une commission spéciale ayant son siège à Paris pour connaître de la constatation et de l'évaluation des dommages lorsque le lieu où ils se sont produits est inconnu et qu'il n'est pas possible de procéder à leur constatation dans le ressort des commissions cantonales déjà constituées. Et l'alinéa 5 de cet article 20 ajoute : « le tribunal des dommages de guerre de la Seine sera compétent pour statuer sur les recours formés contre les décisions prises par la Commission dont il s'agit. » Cf. de même, article 22, alinéa 2, prévoyant une commission spéciale pour la navigation.

Il y a d'autre part, et d'une manière plus frappante encore, l'attribution de compétence à la Cour d'Aix en matière de contraventions, délits et crimes commis par les Français dans les Echelles du Levant et de la Barbarie (Répertoire pratique Dalloz, 1912. *Compétence criminelle*, n° 403, p. 382. Carpentier *V° Echelles du Levant et de Barbarie*. *Pandectes françaises*. *V° Echelles du Levant*).

Et nous observerons en outre d'une manière générale que s'il est possible pour les sociétés commerciales, notamment, d'attribuer compétence aux tribunaux de la Seine en fixant leur siège social à Paris, nous ne voyons pas pourquoi par voie de disposition générale on ne pourrait suppléer à des volontés particulières, et imposer même à toutes, le choix d'une même compétence.

CHAPITRE V

NATURE JURIDIQUE DES DROITS DES AUTEURS DE DÉCOUVERTES OU D'INVENTIONS SCIENTIFIQUES

SOMMAIRE. — 61. Valeur des constructions conceptuelles dans l'élaboration technique du droit. — 62. Différentes classifications proposées des droits subjectifs. Leurs flottements. — 63. Complexité native des droits dits de propriété intellectuelle ; nécessité d'une qualification analytique. — 64. Application aux droits d'auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques. Droits moraux et propriété scientifique.

61. — Le moment est venu enfin pour nous, de nous élever au-dessus de notre sujet, pour envisager les droits créés par nous en faveur des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques et essayer d'en donner une image conceptuelle, d'en définir la nature.

Ce n'est point que nous croyions à l'indispensable nécessité de tenter une telle entreprise. Ce n'est point que nous n'appréhendions quelque peu d'en courir l'aventure, au risque de nous laisser prendre par le mirage trompeur des constructions imaginaires. Mais en face de cette superfluité d'une recherche théorique et de son danger, qui eussent pu nous fournir une raison et une excuse pour ne point aborder la question, nous est apparue pourtant, à côté d'un intérêt doctrinal non négligeable, une utilité pratique suffisante pour que nous nous sentions dans l'impossibilité de nous y dérober.

Nous voudrions d'abord faire suivre l'indication de ces quelques idées d'un bref commentaire (1).

1. Cf. Fr. Geny, *Science et technique en droit privé positif*, t. III, 1921, chapitre sixième (XX). Les procédés intellectuels de la technique du droit (construction juridique au moyen de la représentation par concepts, I et II, p. 187 à 211 ; G. Renard. *Le droit, la logique et le bon sens*, à paraître, Librairie du recueil Sirey, 7^e conférence.

La représentation purement conceptuelle donnée à l'emprise des réalités souhaitée et réalisée, n'est pas indispensable à cette réalisation. Il y a un excès à faire de « la construction juridique une clef de voûte qui soutiendrait tous les arceaux, toutes les pièces de l'œuvre » (1) de sorte que la clef de voûte n'existant pas, tout corps de droit positif s'écroulerait. Evidemment il faut l'intervention d'un vocabulaire et d'une phraséologie pour donner aux règles de droit issues des réalités sociales une formule intelligible. Mais ces procédés intellectuels mis à part et pour nous borner à l'examen du procédé plus particulièrement visé à cette place : le conceptualisme proprement dit et plus spécialement la construction juridique par voie de concepts et la catégorisation, nous disons que cette opération de l'esprit, cette réduction simplificatrice encore qu'accompagnée d'une abstraction généralisatrice, n'est pas indispensable à l'existence positive de nos droits. A moins que l'on ne dise que la nature juridique d'un droit est inhérente à sa structure, que le créer, c'est-à-dire donner la consécration juridique à un rapport préexistant, c'est précisément lui constituer une physionomie juridique adéquate, un tempérament, une nature juridique propre. Il n'en reste pas moins encore que, dans un certain sens, la formule : recherche de la nature juridique d'un droit donné n'est qu'une véritable périssologie, que caractériser une physionomie que l'on a créée suivant une inspiration qui fût le guide, encore que plus ou moins conscient, du travail de son élaboration, peut sembler une superfétation.

Se laisser tenter par le désir de dégager le guide conceptuel de l'élaboration technique à laquelle il a été procédé, par simple distraction de l'esprit, n'est-ce point d'autre part bien dangereux ? Réduire, c'est mutiler. L'image de plus en plus simplifiée, de plus en plus floue à force d'élimination

1. E. Thaller, *Les méthodes juridiques*, Paris, 1911, *passim*. D'après Fr. Gény. *Science et technique*, t. III, 1921, p. 180.

finit par s'écarter tellement du réel qu'il n'y a plus entre la réalité et sa représentation aucun point commun, et que cette représentation en l'air finit, ainsi que nous le disions, par devenir un mirage trompeur, point de repère insaisissable pour la recherche des solutions juridiques impérieusement postulées par les réalités. N'est-il point suffisant de connaître le contenu des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, et plus sûr de tendre nos efforts à une analyse de plus en plus poussée des prérogatives qu'ils renferment et de nous borner là, mais vain et périlleux de nous hausser vers une synthèse abstraite d'où les choses considérées de plus en plus haut, de plus en plus loin, finiront par échapper complètement à notre vue ?

Mais ce sévère réquisitoire contre le conceptualisme et ses inconvénients à craindre appelle un plaidoyer en faveur de ses avantages, lorsqu'on a recours à lui dans une mesure raisonnable.

Il y a un intérêt doctrinal d'abord, qui n'est point négligeable, à dégager les arêtes les plus saillantes d'une création juridique, œuvre à la fois de Science et d'Art. Il peut être profitable de ramasser en un raccourci plus aisé à saisir les lignes générales de l'inspiration dont nous parlions tout à l'heure, qui fut le guide conscient ou inconscient de l'élaboration technique, dans une simplicité schématique opposée à l'infini dispersion des détails : connaître le cadre, c'est retrouver et embrasser par là même d'un seul coup ce qu'il enserme en ses bornes. Il est précieux souvent de pouvoir mettre la main aisément et sûrement sur le flacon qui contient ce que l'on entend trouver sous l'étiquette qu'il porte. Il peut être fort intéressant de retrouver sous un droit nouveau, les traits d'une catégorie de droits avec laquelle déjà la connaissance est faite.

Nous croyons aussi qu'il y a dans ce besoin de conceptualisme et de catégorisation la manifestation des tendances

ataviques de notre esprit à la conservation, à la tradition, à l'ordre. Nos amis les savants nous en avertissent : « La nature ne fait point de saut. » Nous serions tenté de dire : le Droit non plus (1). Eux-mêmes éprouvent perpétuellement le besoin de ramasser les phénomènes qu'ils observent épars, dissemblables au premier abord, pour chercher la loi commune à laquelle ils répondent et qui les relie l'un à l'autre. C'est également un besoin de leur esprit, chez les juristes, de prendre le nouveau venu, le phénomène, le droit récemment apparu, et de le comparer aux divers éléments du bagage antérieurement acquis, de chercher des affinités, des parentés, de faire disparaître le phénomène, de le fondre dans l'ordre commun.

C'est un besoin, mais cela peut présenter encore une certaine utilité, que de procéder à cette qualification et à cette classification des droits, à ce rattachement de tout droit nouveau, autant qu'il est possible, à une catégorie plus générale. Cela permet, après qu'on est ainsi passé du particulier au général, de redescendre du général au particulier dans les détails, et notamment dans certains détails non résolus encore, soit qu'ils aient échappé à notre investigation insuffisamment prévenue, soit qu'il apparaisse préférable, pour plus d'unité, partant de simplicité, de ne les considérer qu'à la lumière des règles communes susceptibles de s'y appliquer, en même temps et d'une identique façon, qu'à d'autres hypothèses similaires (2).

Il serait vain d'exiger de la formule législative (3) une perfection bien impossible à attendre d'une œuvre humaine

1. Encore qu'il ne soit point qu'une *Science*, mais en même temps un *Art*. C'est aussi un *Ordre* qui ne s'accommoderait point des libertés outrancières d'un *Art* quelconque et notamment de l'*Art* ultra-nouveau.

2. Cf. Fr. GénY, *Science et technique*, t. IV, 1924, p. 29 et renvoi, note 1 et encore pp. 32-33.

3. Nous n'envisageons que cette source du Droit comme étant celle qui nous intéresse plus particulièrement ici, à nous qui jetons les bases justement d'une œuvre législative.

quasi-individuelle. Lorsqu'une loi aura construit le droit postulé par telle relation donnée, il apparaîtra très probablement bientôt à l'usage, qu'elle n'a point tout prévu. D'autre part, l'œuvre législative étant progressive et fragmentaire, comme l'œuvre même du Droit qu'elle s'efforce à suivre dans ses différentes étapes, chacun des noyaux sur lesquels a porté et travaillé successivement son effort, forme un tout sans doute ayant pour centre l'objectif spécifique à atteindre, mais un tout relatif dont la circonférence limite est sécante à d'autres circonférences limites d'autres noyaux, de telle sorte que sont délimitées des surfaces d'empiètements réciproques des divers champs d'action du Droit. Et par exemple : les lois créant des droits au profit des écrivains et des artistes, et régissant les rapports de ces écrivains et artistes avec les reproducteurs de leurs œuvres, sont sécantes aux lois régissant leurs rapports avec toutes autres personnes, et notamment avec leurs créanciers, leurs conjoints. Les lois organiques de ces derniers rapports ont à réagir à l'occasion des nouveaux droits créés ; suivant quels principes généraux, à défaut de principes particuliers indiqués expressément dans la loi nouvelle, se fera cette réaction ?

Il ne saurait donc être jugé tout à fait superflu de poser la question de la nature juridique des droits nés de l'invention ou de la découverte scientifique.

On sait que le même problème a été soulevé relativement aux droits des écrivains (1) et des artistes et des inventeurs industriels, et qu'en dépit de l'usage courant qui est fait des expressions de propriété littéraire et artistique, de propriété industrielle, de propriété intellectuelle, pour les désigner, il est opportun de voir de près s'il y a là de véritables étiquettes scientifiques, ou de simples expressions détournées en la circonstance de leur signification exacte.

1. Cf. notamment J. Sfetea, *De la Nature personnelle du Droit d'auteur*. Thèse Droit, Paris, 1923, et bibliographie donnée par cet auteur.

Ainsi pour chacun de ces divers droits, peut-on se demander s'ils sont de même nature que ceux inclus dans le concept de propriété, ou bien s'ils ont au contraire une affinité avec d'autres droits réunis sous un autre concept ; même enfin, soit qu'on ne leur ait trouvé aucune parenté avec les concepts connus, soit qu'on ait décelé chez eux des liens, multiples et divergents entre eux, les rattachant à plusieurs de ces concepts, s'il n'y a point lieu de leur reconnaître en définitive cette originalité, simple ou composite.

62. — Mais avant tout importerait-il, pour opérer avec fruit l'étude comparative à laquelle il y a lieu de procéder pour déterminer la nature juridique de droits quels qu'ils soient, d'être fixé sur le contenu des divers casiers successivement examinés. Or il s'en faut de beaucoup, que l'accord soit fait sur les termes d'une classification des droits subjectifs susceptible de les englober tous, sur le nombre de ces termes et sur leur signification (1).

Si l'on prend pour base de la distinction, la nature de l'intérêt que protègent ces divers droits, on séparera ceux d'entre eux qui ont pour but de sauvegarder les prérogatives inhérentes à la personne, de ceux qui tendent à protéger ses intérêts patrimoniaux. Droits de la personnalité, droits patrimoniaux, telle est la première discrimination qui se présente. Au fond, elle n'a rien d'absolu. Tout droit, même moral, se résout le plus souvent en un avantage pécuniaire, et nos intérêts matériels n'ont tant besoin d'être assurés qu'eu égard à la dignité de notre personne qui postule les moyens, pour elle, de vivre conformément aux lois de sa destinée.

Parmi ces droits subjectifs patrimoniaux, on distingue d'autre part deux catégories : les droits réels, et les droits de créance. Les premiers recouvrent un rapport direct entre

1: Cf. Fr. Géný, *Science et technique*, t. III, 1921, chapitre VI, n° 225.

leur titulaire et une chose strictement déterminée de laquelle ce titulaire peut retirer lui-même et sans l'intermédiaire de personne tout ou partie des avantages compris dans cette chose. Les seconds, au contraire, supposent une relation entre le titulaire et une ou plusieurs autres personnes qui sont astreintes envers lui à un fait ou à une abstention nécessaire pour qu'il retire un avantage désiré.

Par la combinaison des deux précédentes classifications, les juristes classiques obtiennent une sorte de *summa divisio* des droits subjectifs conçue sur le mode tripartite et comprenant les droits réels, les droits obligationnels proprement dits ou de créance, et les droits personnels (1). Sous une forme proposée par certains auteurs aux temps modernes, elle devrait comprendre outre ces trois catégories de droits une quatrième catégorie destinée à recevoir sous l'étiquette de *jura in re intellectuali* un certain nombre de droits insoupçonnés pendant longtemps, nés récemment et tels que les droits des auteurs et inventeurs sur leurs œuvres et inventions, le droit du titulaire d'un office ministériel, le droit au nom (2).

Mais encore a-t-on prétendu présenter la distinction entre les droits réels et les droits de créance d'une manière autre, et l'on a dit (3) : le Droit est l'ensemble des règles

1. Ou encore droits de la personnalité.

2. Ed. Picard, *Embryologie juridique Nouvelle classification des droits. Journal de Droit international privé*, 1883, p. 574. Cf. Capitant, *Introduction à l'étude du droit civil*, IV^e éd., p. 125. Weiss, *Traité de droit international privé*, p. 359 et s. Darras, *Du droit des auteurs et artistes dans les rapports internationaux* n^o 33 et suiv. Consulter aussi les ouvrages de MM. de Borchgrave, Lehr, Droz, Braun et Simons, etc... d'après J. Sfetea, thèse précitée, p. 19 et s.

Pour d'autres, ces droits sont dits de propriété incorporelle ou immatérielle et comme tels inclus dans la division romaine, catégorie des droits réels dont ils forment une subdivision (C'est en somme notre opinion voir *infra*, n^o 65). Ici la catégorie des *jura in re intellectuali* est nettement distincte de celle des droits réels encore qu'elle lui soit parallèle.

3. L. Rigaud, *Le droit réel. Histoire et théories. Son origine constitutionnelle*, thèse de doct. Droit, Toulouse, 1911-1912.

Opinion résumée dans Fr. Génys, *Science et technique*, t. III, 1921, p. 233

régissant, sous la contrainte sociale, les rapports des hommes marchant d'un pas commun vers la fin qui leur est assignée dans l'Univers; tout droit suppose donc essentiellement une relation entre personnes, entre un sujet actif au profit duquel il existe, et un sujet passif contre lequel il existe, encore qu'un tierce élément, dit objet, à l'occasion duquel, ou en lequel, il se manifeste, s'interpose entre les personnes en cause. C'est en ce sens qu'on peut dire que tous les droits sont obligationnels en tant qu'ils imposent toujours, et n'ont de raison d'être, que pour imposer aux uns envers d'autres, et sous la contrainte sociale, l'obligation d'une action ou d'une abstention nécessaire.

Mais dans la masse des droits ainsi entendus, il peut être fait une distinction suivant l'étendue du cercle d'assujettissement nécessaire de nos semblables au profit de celui de nous qui est titulaire d'un de ces droits. Suivant que ce cercle est restreint et défini, ou large et indéfini, le droit pourra être dit relatif ou absolu. On mettra donc d'une part les droits obligationnels relatifs, dits encore de créance, qui s'analysent chacun en un rapport d'obligation entre deux ou plusieurs individus mais toujours en nombre restreint, et déterminés, et d'autre part les droits obligationnels absolus qui existent *erga omnes*. La détermination du sujet passif dans le lien obligationnel relatif étant ce qui frappe, le droit apparaîtra véritablement comme un lien entre telle personne et telle autre; dans le droit absolu, au contraire, l'universalité du sujet passif le fait s'effacer dans son indétermination au profit de l'objet du droit, de sorte qu'il ne faut point s'étonner si celui-ci prend dès lors une importance prédomi-

et suiv. En note les références complètes des ouvrages à consulter ayant traité plus ou moins le sujet.

R. Demogue. *Les notions fondamentales du droit privé*, Paris, 1911, deuxième partie : applications, chapitre IV, droits absolus et relatifs. Opinion résumée dans Fr. Géný, *Science et technique*, t. III, 1921, p. 236 et suiv.

nante au point qu'on en arrive à ne plus voir, masquant le rapport, que cet objet constitué par un ensemble de prérogatives accordées à son titulaire et sanctionnées par le droit positif, en dehors semble-t-il, de tout lien juridique l'unissant à autrui. Ces prérogatives, il ne faut pas l'oublier, ont pour autre face l'abstention de tous.

L'on voit ainsi combien les différentes classifications indiquées et proposées sont incertaines et flottantes, et il est bien vrai que si l'on envisage les choses dans leurs réalités et les droits dans leurs contextures intimes et spécifiques, il est bien difficile de trouver des éléments de discrimination tranchée et nette entre les différents types qu'on y peut reconnaître.

C'est tout simplement que toute règle juridique se meut dans le cercle étroit de ces trois termes : l'homme, ses semblables et le monde qui les entoure, lui et ses semblables. L'homme, disions-nous plus haut, doit vivre conformément à la loi de sa destinée. Cela implique qu'il doit avoir les moyens de vivre physiquement et matériellement, et de maintenir les prérogatives intimes à sa personnalité. Nous pensons donc que toute manifestation de son activité est marquée par ces deux nécessités toujours, mais avec une gamme infinie de proportions entre les deux. Et d'autre part, la mesure des effets produits par les différents droits, si elle est déterminée par leur but, par la nature de l'intérêt qu'ils tendent à sauvegarder, doit-elle également dépendre de la nature du bien dont ils assurent à l'homme l'indispensable profit.

A défaut d'une construction plus satisfaisante, d'un cloisonnage d'une perfection plus grande susceptible de s'emboîter exactement aux différentes catégories des droits subjectifs, si nous devons maintenir les séparations traditionnelles, nous ne nous en croyons pas moins autorisé à envisager au moins le contenu des compartiments qu'elles

délimitent doué encore d'une certaine souplesse et nous y admettons le jeu des principes indiqués ci-dessus.

Nous nous trouvons donc en présence des grandes catégories de droits suivantes : droits de la personnalité, droits réels, droits de créance, lesquels seraient, dans la théorie moderne rappelée, tous des droits obligationnels, caractérisés pour ceux des deux premières catégories au regard de ceux de la troisième par l'universalité des membres passifs du lien de droit, les premiers au regard des seconds par la nature différente de l'objet de ce lien qui n'en astreint pas moins pareillement d'ailleurs tout le monde au respect envers son bénéficiaire.

63. — Les droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques seront-ils des droits de la personnalité, ou des droits patrimoniaux, et dans cette dernière hypothèse des droits de créance ou des droits réels ; seront-ils à la fois personnels et patrimoniaux, ne seront-ils ni réels ni de créance ?

L'opinion suivant laquelle les droits dits de propriété intellectuelle seraient en réalité des droits de créance, après avoir eu quelques partisans, ne jouit plus d'aucune faveur (1). L'idée d'un contrat ou quasi-contrat qui se formerait entre l'auteur et la société et par lequel, en retour de la jouissance intellectuelle de l'œuvre acquise par la société, l'auteur obtiendrait un droit exclusif à sa valeur pécuniaire, semble à tous, aujourd'hui, artificielle (2). Si elle peut servir à rendre compte des choses, elle ne peut autoriser à qualifier scientifiquement les droits d'auteur et d'artiste par exemple, de droits de créance ; ou bien alors il faudrait dire droits, obligationnels. Mais nous avons vu que tous les droits, en un certain sens, sont obligationnels. On n'a donc pas, par cette qualifica-

1. Opinion de Simon Marion rapportée par Renouard, *Traité des droits d'auteurs*, t. I, p. 113; Proudhon, *Les majorats littéraires*, p. 24 et 55; Renouard, *op. cit.*, I, p. 453. Contra. J. Sfetea, *De la nature personnelle du droit d'auteur*. Thèse Droit, Paris, 1923, p. 39-40.

2. J. Sfetea, *op. cit.*, p. 40.

tion, opéré de classification. Mais ces droits ne sont pas davantage des droits de créance au sens strict, des droits relatifs : ce sont bien certainement des droits absolus.

Mais alors, et en ce qui concerne respectivement les droits d'inventeurs industriels et surtout d'auteurs littéraires, les uns y ont vu des droits réels de même nature que le type même du droit réel, la propriété, et ils les ont appelés droits de propriété intellectuelle ou propriétés incorporelles (1) ; les autres y ont vu des droits tendant à la protection de la liberté individuelle et morale de l'homme ; pour d'autres encore, ces droits sont, dans leur complexité, à double face, réelle et personnelle ; pour certains enfin, auxquels nous avons déjà fait allusion, l'objet serait si spécial dans ces droits, que serait justifiée la création d'une troisième classe de droits absolus, parallèle à celle des droits réels et à celle des droits personnels, *les jura in re intellectuali* (2).

Nous ne pouvons exposer toutes les controverses où se sont entre-choquées ces diverses opinions, cela nous entraînerait trop loin, d'autant que nous pensons qu'une même théorie, si elle existe pour ces deux droits et tous ceux qui seraient créés dans le même domaine intellectuel, ne saurait néanmoins être éprouvée en tous leurs éléments d'une manière identique pour chacun d'eux. Il y a des nuances à observer tenant à ce que, si le fondement respectif de ces droits et partant leur objet ont un air certain de parenté venant du même caractère intellectuel de la réalité à saisir qu'ils recouvrent, ils n'en ont pas moins chacun leur originalité propre de technique.

Nous nous bornerons à indiquer l'opinion à laquelle nous nous rattachons, et dont il nous sera ensuite aisé d'étendre l'idée générale aux droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques.

1. Voir *supra*, p. 246, note 2.

2. Voir *supra*, p. 246, note 2.

Nous pensons qu'il faut reconnaître avant tout la complexité de ces divers droits. Si l'on a pu voir en eux une propriété... mais différente par certains côtés de la propriété ordinaire, mais aussi bien, et précisément en raison des caractéristiques divergentes apparues dans la première analyse, un droit personnel à condition de ne point se montrer outre mesure exigeant d'une similitude parfaite et totale et de faire à l'inverse des concessions à la précédente opinion, de sorte qu'en présence de ces deux solutions boiteuses, on a pu juger plus scientifique d'attribuer finalement à ces droits extraordinaires un *genus* propre, c'est parce qu'on a méconnu cette complexité. Ces prétendus droits simples étaient en réalité composés d'éléments primaires en lesquels chacun de ces ensembles de prérogatives pouvait se réduire; si l'on en scinde le faisceau et qu'on en compare les parties aux catégories connues, on s'aperçoit qu'elles se résolvent toutes en une intégration pour les unes dans la catégorie des droits réels, et pour les autres dans celle des droits de la personnalité, et qu'il n'y a plus de place pour un *genus* propre, à moins qu'on ne le fixe précisément dans la dualité signalée.

Le travail intellectuel, toujours productif de valeur, que nous l'envisagions sous n'importe laquelle de ses formes est en lui-même partie intégrante de la personnalité de son auteur; c'est son travail à lui, auquel il a donné sa frappe personnelle, qui apparaît sur l'œuvre en laquelle ce travail s'est extériorisé, en même temps que cette extériorisation fait entrer le fruit de son travail dans un monde extérieur à lui et à ses semblables. Suivant la nature du travail, l'homme y met plus ou moins de lui-même. Le machinisme moderne a fait du travail manuel un travail anonyme. L'artisan d'autrefois était plus près de l'artiste. Quoi qu'il en soit, le travail manuel représente l'une des extrémités de la chaîne où la trace de la personnalité de l'auteur du travail est infime dans

la réalité anonyme de son résultat. On ne saurait guère envisager celle du galochier fabriquant douze douzaines de paires de galoches semblables comme s'incarnant dans ces galoches d'un type commun, tandis qu'instinctivement on peut songer, en y attachant beaucoup plus d'importance, à la valeur marchande qu'elles représentent pour le fabricant. A l'autre extrémité il y a les manifestations de l'activité humaine qui se proposent uniquement de concourir à la formation idéale de l'homme, au développement des facultés inhérentes à sa nature : croyance religieuse, liberté politique, travail intellectuel du dilettante, etc.

A bonne distance des deux, croyons-nous, se placent le travail et l'œuvre de ceux qui, d'une part, se consacrent à un travail plus particulièrement intellectuel, mais n'enrichissent pas moins, en même temps, le monde qui les entoure, eux et leurs semblables, de valeurs nouvelles.

Le travail intellectuel est susceptible, plus que le travail manuel, d'une originalité, en prenant le mot dans son sens étymologique le plus strict. La pensée humaine, encore qu'elle puisse théoriquement se ramener à l'unité, tous les hommes ayant une raison faite sur le même modèle, pratiquement traduit la diversité avec laquelle nous pouvons user chacun des facultés raisonnantes communes à tous ; car au contact des réalités que nous saisissons, nous réagissons différemment et lorsque notre effort consiste précisément à enregistrer cette réaction et à l'extérioriser, on conçoit que notre personnalité soit plus particulièrement en cause. Mais d'autre part cette extériorisation donnée à notre pensée la détache de nous, en fait une réalité objective qui s'oppose à celui qui en est l'auteur et entre dans le domaine extérieur à lui et à ses semblables. De telle sorte qu'apparaît la possibilité de rapports entre l'homme et le fruit de son travail intellectuel.

On pressent que nous adoptons le système dit, en matière

de droit d'auteur, de droit double, qui d'origine allemande (1), a reçu l'adhésion d'autorités doctrinales françaises considérables (2) et puis est passé dans notre jurisprudence la plus récente. Mais ce système, nous le concevons aussi bien applicable aux droits de brevets et aux nouveaux droits que nous créons, encore que naturellement le contenu, en chacun d'eux, des deux catégories de prérogatives, ne coïncide pas.

64. — Prenons le droit d'auteur littéraire et d'artiste. Par la publication d'une œuvre littéraire, l'auteur acquiert deux séries de prérogatives dont les unes ont pour objet la protection de sa personnalité extériorisée dans l'œuvre intellectuelle, et dont les autres se proposent de lui assurer le bénéfice de son apport dans le patrimoine commun. Dans la première de ces séries rentre le droit pour l'auteur d'exiger l'apposition de son nom sur son œuvre, de le protéger contre une substitution, et à l'inverse de défendre que son nom figure sur une œuvre qui n'est pas de lui. Son œuvre publiée sous son nom doit être reproduite dans la forme même qu'il lui a donnée. Nulle modification, adjonction ou suppression ne peut y être apportée sans son consentement. Ce caractère purement négatif est bien caractéristique des droits de personnalité, qui ont pour but ici de défendre la personnalité intellectuelle de l'auteur contre les divers outrages dont elle pourrait être l'objet. Le droit au maintien de l'intégrité de l'œuvre dont fait partie le nom de son auteur, ainsi qu'on désigne d'une manière générique ces diverses prérogatives, ne se trouve point consacré expressément par la législation

1. Kohler, *Urheberrecht an Schriftwerken und Verlagsrecht* ; Klostermann, *Das geistige Eigentum* ; Mandry, *Das Urheberrecht an literarischen Erz ennissen* ; Osterieth, *Altes und neues vons Urheberrecht*.

2. Importée en France par M. Morillot, *De la protection accordée aux œuvres d'art dans l'empire d'Allemagne*, elle a recueilli l'adhésion de MM. Saleilles, note. S. 1900.2.120 et Lyon-Caen, note. S. 1881.1.25 et S. 1902.1.305.

spéciale aux droits d'auteur. Il résulte du droit commun, de ses principes généraux, mais en particulier de l'application à la matière de l'article 1382 du Code civil judicieusement faite par la jurisprudence. Une législation complémentaire y fait toutefois allusion (L. L. 30 mars 1887, 21 avril 1906, 19 juillet 1909, 16 février 1912, 31 décembre 1913, 21 août 1920 *ad.* Loi du 3 février 1893 sur les fraudes en matière artistique qui prévoit une sanction pénale pour certaines atteintes à ces droits). Une proposition de loi française a été déposée à la chambre par M. Marcel Plaisant ayant pour objet de donner à ces droits de la personnalité, que l'on qualifie par l'expression générique de *droit moral*, une formule adéquate et une estampille législative spéciale (1).

L'autre série de prérogatives qui ont certainement un caractère patrimonial, au sens économique du mot et opposé au caractère moral des précédentes, constitue pour leur titulaire les moyens de retirer le profit de l'extériorisation qu'il a donnée au fruit de son travail. Ils consistent ici en un monopole — temporaire — d'exploitation et de reproduction de l'œuvre littéraire ou artistique, lequel se traduit par la faculté d'en jouir intellectuellement, de tirer l'utilité que comporte cette jouissance qu'il peut faire partager à d'autres dans les conditions qu'il entend, enfin celle de renoncer à tirer parti de cette utilité. Ces formules ne sont peut-être point celles qu'on emploie habituellement ; elles rendent pourtant exactement compte, pensons-nous, du contenu du droit d'auteur littéraire et d'artiste en tant qu'il organise les rapports de l'auteur avec son œuvre objectivée, et avec les autres membres de la société quant à cette œuvre.

Au fur et à mesure de l'élaboration de son œuvre, l'auteur en jouit intellectuellement ; il relit son manuscrit ; il contemple sa statue aux diverses étapes de son travail ; lorsqu'il

1. Très nombreuses sont les lois étrangères qui protègent ces droits expressément.

juge son œuvre adéquate à son idéal il en jouit pleinement. Il a alors le droit de publier ou de ne point publier son œuvre, c'est-à-dire d'être seul juge du point de savoir s'il veut ou non admettre d'autres à partager sa jouissance. S'il consent à cette dernière alternative, il est absolument maître de n'y consentir que comme il veut, que dans les limites qu'il veut, pour le temps qu'il veut, à condition de rester dans les délais assurés à son monopole, et de n'aliéner en aucun cas ses prérogatives morales. Car il ne faudrait pas s'y tromper, quand nous avons dit que l'auteur pouvait renoncer à tirer parti de l'utilité que comporte la jouissance susceptible d'être procurée à d'autres par son œuvre, nous n'avons pas entendu dire que l'auteur pouvait aller jusqu'à leur abandonner sans réserve cette jouissance définitivement et pour leur être assurée librement désormais (contrat dit vente du droit d'auteur). Cela, il ne le peut pas. Nous avons voulu dire au contraire que l'auteur a le droit de retirer son œuvre de la circulation, de cesser d'en accorder à d'autres la jouissance.

Nous ne nous attacherons point à tirer pour le droit d'auteur littéraire et d'artiste les conséquences qui se déduisent de l'analyse ainsi faite des prérogatives patrimoniales qui y sont incluses, tant au point de vue de la nature du contrat d'édition, que de la licéité ou illicéité de la vente totale et définitive de ce droit, au point de vue de son sort sous les régimes de communauté, que de sa saisissabilité ou de son insaisissabilité. On pressent que pour nous, les œuvres inédites sont insaisissables, et que s'il en est de même du bénéfice d'un contrat d'édition, cela n'implique pas dans notre pensée l'insaisissabilité des bénéfices tirés de ce contrat. L'œuvre inédite est insaisissable parce que, encore qu'elle existe en fait au regard de son auteur, elle n'acquiert d'existence proprement légale que par la publication, et que l'auteur restant maître de cette publication en vertu de son droit moral, peut à son gré donner la vie et la mort à son œuvre,

sauf règlement pécuniaire avec l'éditeur, et seul ce règlement pécuniaire étant susceptible de tomber dans le patrimoine de l'auteur, gage de ses créanciers.

La survivance possible du droit moral sur les prérogatives d'ordre pécuniaire n'existe, en l'état actuel de nos textes, qu'au profit de l'auteur lui-même, à supposer qu'il vive plus de cinquante ans après la production de son œuvre. Il n'a point été reconnu aux héritiers, ce qu'on peut regretter ; mais ceci est un desideratum législatif duquel d'autres se sont faits l'écho mais que nous n'avons pas ici à prendre en considération.

Un mot enfin à propos du caractère réel qu'il est sous-entendu que nous reconnaissons à la deuxième série de prérogatives dégagées comme inhérentes aux droits d'auteur littéraire et d'artiste. Nous sentons que la brièveté avec laquelle nous nous bornons à l'indiquer pourra inspirer des réserves dubitatives à l'égard de notre opinion. Nous nous réservons de préciser notre pensée un peu plus loin, lorsque après avoir déterminé, de même l'existence dualiste de ces mêmes séries de prérogatives parmi les droits des inventeurs industriels et ceux des savants auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques tels que nous les avons conçus, nous synthétiserons, à propos de ces derniers, notre opinion sur leur nature juridique en particulier, ce qui vaudra pour tous les droits dits de propriété intellectuelle présents ou à venir, d'une manière générale.

L'œuvre des inventeurs industriels est, comme celle des auteurs et des artistes, la manifestation de leur activité cérébrale, qu'elle soit d'ailleurs plus ou moins laborieuse, plus ou moins pénible. L'idée ingénieuse permettant l'adaptation d'une découverte ou d'une invention à la pratique industrielle est marquée au coin de l'originalité d'esprit de son auteur. Encore que cette idée soit de celles que d'autres eussent pu avoir à sa place sinon immédiatement, du moins quelque

jour, la découverte industrielle est-elle la marque chez son auteur d'une spontanéité d'esprit, d'une aptitude plus aiguë à réagir au contact des réalités, au regard desquelles ses contemporains n'ont pas fait preuve de la même précocité. Aussi croyons-nous qu'il doit y avoir un droit moral, pour l'auteur de l'invention industrielle, à ce que son nom reste attaché à l'invention, à ce que l'invention ne soit point présentée sous un nom autre que le sien. Et c'est pourquoi, à notre humble avis, ne devrait-on pas admettre que le contrat par lequel un employé, un ingénieur, un préposé aux services de laboratoires d'entreprises industrielles consent à ce que ses inventions brevetables éventuelles appartiennent au patron, individu ou société, qui l'engage, fasse naître automatiquement le droit d'inventeur au nom de ce dernier. L'invention devrait rester au nom de son réel inventeur qui ne devrait être considéré qu'avoir cédé le monopole d'exploitation par voie de prise de brevet. L'inventeur, en invoquant les principes du droit commun, devrait pouvoir exiger que son nom figure avec celui du titulaire du brevet sur le titre et dans sa dénomination (1). Toutefois une disposition législative serait la bienvenue qui consacrerait ce point.

Mais c'est en cette unique prérogative que doit se résoudre le droit moral de l'inventeur industriel. On ne conçoit très certainement pas le droit exclusif pour lui de modifier son œuvre ; cette modification ne pourrait être qu'un perfectionnement, une addition utile nouvelle, et l'on ne peut réserver à l'inventeur le droit de procéder à ces additions : sa personnalité ne subit aucune atteinte parce que le procédé qu'il a découvert — sa découverte lui restant par ailleurs nominale-ment reconnue — a reçu une adjonction technique marquée au coin de l'ingéniosité de son auteur et à laquelle celui-ci

1. Accordé par la loi du Royaume des Pays-Bas sur les brevets du 7 nov. 1910, art. 10, reproduit tel quel dans la nouvelle loi sur les brevets du 15 janvier 1921. *Propriété industrielle*, 1922, p. 26 et 27.

peut bien justement prétendre à son tour attacher son nom.

Passons aux prérogatives d'ordre pécuniaire de l'inventeur industriel. C'est le droit pour lui d'exploiter sa découverte ou son invention, celui d'en permettre l'exploitation à d'autres, et ici la licence peut être totale, étant donné qu'elle ne saurait porter atteinte au droit de l'inventeur d'exiger que son nom demeure attaché à l'invention, enfin celui de renoncer à son monopole légal, encore qu'il ne fasse pas tomber son invention dans le domaine public, mais au contraire la retienne par devers lui, en la gardant secrète, et en ne l'exploitant pas.

65. — Venons enfin aux droits nés de l'invention ou de la découverte scientifique.

Nous avons conçu l'organisation de ces droits autour des trois idées suivantes : permettre au savant de revendiquer hautement l'honneur de sa découverte ou de son invention : l'autoriser à en défendre la substance contre un plagiat d'un caractère spécial, plagiat de la substance « enformée » qu'il présente au public et sur laquelle d'autres prétendraient superposer une forme littéraire, en même temps que lui assurer, par le moyen de ce monopole très court de publication, superposé au monopole connu de l'auteur littéraire, un certain profit pécuniaire, rémunérant justement l'apport intellectuel fait par lui au trésor social ; lui donner enfin, et pour la même raison, part aux bénéfices obtenus par l'exploitation des applications pratiques industrielles tirées de ses inventions ou découvertes scientifiques.

Mais au fond il y a toujours les deux intérêts à protéger, les deux buts à atteindre : protéger la dignité de la personne humaine et lui assurer les moyens de vivre conformément aux lois de sa destinée. Honneur et profits !...

L'honneur de la Science, l'honneur du Savant ! Biens inestimables auprès desquels ne sont rien la gloire qui entoure

les plus grands d'entre eux, les louanges qui leur sont prodiguées. Car la gloire et les « honneurs » sont des hommages aveugles et versatiles. Nous préférons considérer l'honneur lui-même comme un bien digne de protection, avec une sanction juridique aux atteintes qui y seront portées, et des moyens de droit pour l'affirmer. Tout savant qui a fait converger ses efforts — encore que son esprit ne soit point fermé à toute visite du hasard, — vers un but donné, un but de vérité, et qui estime avoir atteint ce but, lui seul, lui le premier, a le droit de clamer bien haut son mérite, d'attacher son nom au résultat de son travail, de défendre à quiconque de le présenter sous un autre nom, ou à l'inverse de présenter telle découverte ou invention sous son patronage alors qu'il n'en est point l'auteur.

Ce droit moral de l'auteur, ce droit protecteur de sa personnalité, nous en avons posé le principe dans l'article 1^{er} de notre proposition.

Mais est-ce là tout ce dont il se compose ; doit-il ou ne doit-il pas impliquer en outre l'exclusivité pour le savant de la faculté d'apporter à son œuvre les modifications, adjonctions, perfectionnements qu'elle comporte. Il faut ici préciser les choses et se garder d'une confusion. L'œuvre du savant, en elle-même, est en dehors de toute atteinte étrangère. Tel savant a conçu tel système scientifique sous telle forme. Mais la science elle-même, le monde physique qu'il s'agit de saisir échappe à l'appréhension exclusive du savant. N'importe qui pourra rendre compte des mêmes réalités par un autre système. Chacun n'en aura pas moins son œuvre propre à laquelle l'autre ne saurait toucher. De même chaque artiste peut entreprendre de représenter tel paysage, telle allégorie. Nul ne peut corriger l'œuvre de l'autre jugée imparfaite ou non ressemblante. Seulement tandis que chacune des œuvres artistiques conservera sa valeur propre, toute faite des sentiments personnels de l'artiste qu'elle traduit, et de ceux

qu'elle exalte chez ceux qui la regardent, l'œuvre du savant prendra une valeur relative avec les perfectionnements qui seront apportés par d'autres dans le même sens qu'elle se droposait de suivre, par ailleurs il pourra se faire qu'elle perde toute valeur économique, si les idées émises sont erronées, si le savant a fait tout à fait fausse route. C'est que l'œuvre scientifique, et notamment les théories, participent à la fois de la science et de l'art. Mais par ce dernier côté elle est tout de même susceptible d'une certaine personnalité. Et donc par exemple, encore que sa théorie soit fausse, le savant doit avoir le droit de la maintenir dans son intégrité, s'il y croit encore. Tout le monde lui tournera le dos, c'est possible ; la science se poursuivra en dehors de lui sur d'autres bases, c'est probable. Il doit avoir le droit d'empêcher quiconque de présenter une théorie autre que la sienne *sur le même objet* en y attachant *son intervention sur le même objet*. C'est en ce sens qu'on pourrait parler d'un droit moral du savant à l'intégrité de son œuvre. Droit moral aussi que celui de ne concéder qu'à qui il l'entend, et pendant le délai de trois ans où il a l'exclusivité du droit d'acquérir une propriété littéraire sur la relation de sa découverte ou invention, le droit de faire cette relation à sa place.

Mais considéré du point de vue scientifique et social, le fruit de tant d'efforts, ce qu'ils ont produit de positif et de possible, c'est quelque chose d'acquis sur lequel n'importe qui peut retravailler, que n'importe qui peut prendre pour point de départ d'un nouvel élan.

Ce n'est point à dire, cependant, que l'œuvre du savant doive lui échapper sans retour, et nous avons reconnu à ce savant le droit, pendant les délais fixés, d'une part, d'exploiter littérairement à l'exclusion de toute autre personne sa découverte ou son invention, c'est-à-dire de s'assurer un droit d'auteur littéraire sur l'œuvre littéraire relatant ses travaux, les résultats qu'il a constatés, les idées qu'il en a induit,

d'autre part d'exploiter... les exploitations industrielles soit à la source, soit, dans certains cas, à l'étape commerciale, des applications industrielles greffées par d'autres sur les principes ou les théories qu'il a mis en lumière.

Quelle est proprement la nature de ces droits pécuniaires ? Ce sont des droits absolus. Ce ne sont point des droits de la personnalité... Ce sont donc des droits... réels. L'affirmation est hardie, mais le moyen de s'y soustraire en présence de la division classique des droits subjectifs... En tout cas nous allons montrer qu'il ne semble y avoir aucun inconvénient à leur donner l'épithète de propriété. Qu'est-ce en effet que la propriété ? Les Américains, avant tout gens pratiques, ne s'embarrassent point de définitions abstraites et rationnelles. Nous trouvons celle-ci dans un rapport d'un de leurs plus éminents magistrats : « le mot *propriété* est un terme générique (*nomen generalissimum*) qui s'étend à tout ce qui a une valeur marchande (1). » Or nous ne savons pas grand'chose qui n'en ait point par le temps qui court ! Mais nous avons trop de respect pour la tradition pour ne point préférer nous en tenir, pour notre part, à la définition classique de la propriété qui la présente comme le droit le plus absolu que l'homme puisse avoir sur une chose du monde extérieur, qui lui confère la possibilité de jouir de tous les avantages que cette chose est susceptible de fournir (2). A condition de s'entendre sur ce que l'on comprend par chose du monde extérieur, nous croyons que le droit de l'auteur littéraire sur son œuvre, — outre et en dehors de son droit moral — que le droit de l'inventeur — outre et en dehors des prérogatives protectrices de son nom au regard de l'invention qui lui sont reconnues, — que le droit du savant sur sa découverte ou

1. M. le Juge Hough, *Droit d'auteur*, 1920, p. 72.

2. Cf. Définition du Marquis de Vareilles-Sommières, *La définition et la notion juridique de la Propriété*, dans *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 443-495.

invention conçue comme le fait méritoire de signaler des idées fécondes pour l'industrie, et de fournir le germe d'applications dont l'exploitation sera lucrative, — indépendamment du droit à l'honneur de la découverte ou de l'invention. — est une propriété.

C'est qu'à notre avis, ce n'est pas tant la matérialité physique de l'objet sur lequel s'exerce le droit de propriété qui doit être prise en considération pour spécifier ce droit, que la détermination de cet objet, mais encore son extériorité vis-à-vis du titulaire du droit. Qu'on ne nous prête donc point l'inconscience d'une confusion entre ce dont on est propriétaire et ce qui est propre (1). Ce qui est propre à l'homme n'en est point séparé, c'est l'homme lui-même et les droits qui le protègent sont les droits de la personnalité. Ce dont il est propriétaire doit être en dehors de lui, mais quelle que soit la nature de la *chose* à condition qu'elle soit déterminée, elle est susceptible de propriété *suivant son mode et sa destination sociale* (2). Et ce mode et cette destination sociale fixent précisément les éléments de son existence juridique : une maison est faite de matériaux de construction assemblés ; telle qu'elle est construite, elle est habitable. Le droit échafaude sur ces réalités la faculté pour l'homme de disposer de matériaux de construction, de les déplacer, d'habiter ou de ne pas habiter la maison, de permettre à d'autres de l'habiter. C'est l'ensemble de ces facultés légales qui constituent juridiquement la maison. C'est de cette maison ainsi envisagée qu'on est juridiquement propriétaire. Or si les réalités du monde physique découvertes par le savant, si les théories les reliant entre elles qu'il a inventées, et qui s'intègrent par là-même en elles, n'ont point une existence juridique objectivée

1. J. Sfetea, *op. cit.*, p. 35 et 36.

2. G. Renard, *Droit de la profession pharmaceutique*, 1923, p. 107, n. 1, p. 107 et 108 ; G. Renard, *Le Droit, la Justice et la Volonté*. Paris, 1924, p. 157, n. 2, p. 157-158-159.

qui leur permette d'être l'objet d'un droit absolu d'un seul, attendu que leur destination sociale est d'appartenir à tous, il n'en est point de même pour la découverte ou l'invention. Celles-ci, considérées sous l'angle de la valeur à laquelle elles donnent naissance, comportent une jouissance assurée par notre loi. Réunies en faisceau les prérogatives reconnues sont une propriété, qu'en égard à la nature de son objet, on spécifie en la qualifiant de scientifique.

Pour achever de préciser notre pensée, nous userons d'une comparaison. L'article 716 du Code civil qui figure dans le livre III intitulé : « Des différentes manières dont on acquiert la *Propriété* » dispose que « la propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds : si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds » (art. 716, C. civ., alin. 1). Supposons que le trésor consiste en une chose impartageable mais de l'usage de laquelle on puisse tirer avantageusement profit : c'est une statuette antique, une curiosité que l'on peut admettre des visiteurs à venir voir moyennant un prix d'entrée, par exemple, versé au propriétaire du fonds et dont l'inventeur aura sa part. Or voilà ce qui se passe en quelque sorte pour le savant auteur d'une découverte ou d'une invention au regard de celle-ci et de son objet. La découverte scientifique est faite, par lui, dans un terrain commun de l'humanité. Ce terrain appartient à tous. Mais le trésor trouvé par l'un, qui fait figure de tiers en se scindant de l'Universalité propriétaire, est partagé entre cette Universalité et lui. L'Universalité propriétaire du fonds exploite le trésor, retire de cette exploitation des bénéfices dont une part doit aller au savant. Et, dit bien l'article 716 du Code civil, c'est un droit de propriété qui est ainsi acquis sur la trouvaille. Bien entendu ceci n'est qu'une comparaison et ne préjuge rien en ce qui concerne la proportionnalité dans les

bénéfices à adjuger à l'auteur de la trouvaille, dont la part ne saurait atteindre, à notre avis, le chiffre de moitié.

Nous entendons répondre enfin à l'argument suprême qu'on pourrait opposer à notre théorie de l'appropriation scientifique. La propriété, dit-on, renferme trois cycles de facultés qui se synthétisent dans trois droits : l'*usus*, le *fructus* et l'*abusus*. Or où est l'*abusus* dans la propriété scientifique ? Prenons donc ce dernier élément dans son expression la plus absolue comme le droit de détruire la chose appropriée : encore faut-il que cette destruction soit possible. Or elle ne se conçoit pas pour toute chose matérielle susceptible de propriété. On ne supprime pas un terrain ; lorsqu'on brise un objet on ne peut empêcher quiconque l'a vu d'en conserver l'image visuelle... et les morceaux de subsister. L'*abusus* ne peut donc jouer lui-même, que suivant le mode de l'objet approprié. L'invention ou la découverte de tel savant ne peut disparaître, d'abord parce que les idées qu'elle fait connaître ne peuvent être retirées de la circulation lorsqu'elles y ont été lancées, mais aussi parce qu'il ne peut pas davantage la renier. Son fait prouvé contre lui la rattache à lui à jamais. Il peut toutefois renoncer à jouir des droits pécuniaires dont notre loi lui accorderait le bénéfice.

Ces droits sont temporaires. Mais l'on a fait justice depuis longtemps de l'objection et montré que cette « temporénaïté », n'était point incompatible avec le concept de propriété (1). Il y a des propriétés temporaires même en droit civil et nous pouvons citer notamment celle de l'acheteur à réméré lorsque la faculté de réméré est exercée.

Quant aux conséquences à déduire de la notion de propriété scientifique elles seraient nombreuses. Nous ne voulons citer ici que celle en laquelle réside l'intérêt primordial de cette qualification. La propriété telle qu'elle est conçue dans

1. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 229; Couhin, *La propriété industrielle, artistique et littéraire*, t. I, Intr., p. XXXI.

son absolutisme le plus poussé donne *la tendance* de notre droit positif en la matière : chercher à assurer aux savants les prérogatives les plus larges eu égard à la nature des rapports à saisir.

Nous pensons enfin que la solution des divers problèmes soulevés par le jeu simultané des règles inhérentes aux différentes tranches du droit positif (droits des créanciers, droit des régimes matrimoniaux, etc.) et au nouveau noyau construit se trouverait aisément par l'application des idées dégagées dans cette brève esquisse de la nature juridique des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques.

CHAPITRE VI

PROPOSITION DE LOI

ART. 1^{er}. — Toute nouvelle découverte ou invention scientifique confère à son auteur le droit à l'honneur de cette découverte ou de cette invention et, dans les conditions ci-après fixées, à une part des profits réalisés dans la suite par ceux qui, soit au titre littéraire, soit au titre industriel, soit au titre commercial, useront de la dite découverte ou de la dite invention.

ART. 2. — Seront considérées comme découvertes scientifiques toutes démonstrations de l'existence jusque-là inconnue de principes, corps, agents et propriétés des êtres vivants ou de la matière ;

Et comme inventions scientifiques toutes conceptions de nouveaux systèmes, méthodes et moyens d'obtention ou compositions de produits, que leur caractère spécifiquement scientifique soustrait à la protection assurée aux œuvres de l'industrie.

Etant entendu que, d'une manière générale, sont seules prises en considération les découvertes ou les inventions dont l'objet relève de la compétence des sections scientifiques représentées aux Académies des Sciences et de Médecine.

ART. 3. — La paternité de l'auteur sur sa découverte ou son invention scientifique se prouve par tous moyens.

Mais pour établir son droit à redevance prévu aux articles 6 et 20, 2^e alinéa, l'auteur de la découverte ou de l'invention scientifique devra justifier de l'insertion dans un périodique agréé d'un mémoire ou de la référence au mémoire

publié ailleurs ou autrement, contenant description ou relation de l'objet de sa découverte ou de son invention.

La liste des périodiques agréés sera établie chaque année par une commission dont la composition sera fixée par un règlement d'administration publique.

ART. 4. — Les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques concernant la prophylaxie, le diagnostic et la thérapeutique des maladies jouiront du bénéfice de la présente loi (sous réserve de l'application à toute exploitation dérivée des prescriptions édictées par les lois et règlements relatifs à l'exercice de la médecine et de la pharmacie, et à toutes autres exploitations telles que celles des sérums, des poisons, des eaux naturelles et artificielles, des sels minéraux, du radium, etc...)

Toutefois l'insertion de la recette d'un remède nouveau au Codex, ou sa publication au *Journal officiel* prévue par le décret du 30 mars 1922, vaudra au regard de l'inventeur expropriation par l'Etat aux termes de l'article 11-3° et alinéas suivants, de la présente loi.

Les décrets du 18 août 1840 et du 3 mai 1850 sont abrogés.

ART. 5. — La description ou relation, en quelques termes que ce soit, dans une publication livrée au commerce, et dans un but de pure vulgarisation, d'une découverte ou d'une invention scientifique ne pourra être faite sans le consentement formel et par écrit de l'auteur de la dite découverte ou de la dite invention, pendant trois ans à partir de sa divulgation par l'auteur.

ART. 6. — Toute exploitation d'une application industrielle d'une découverte ou d'une invention scientifique confère à l'auteur de cette découverte ou de cette invention le droit d'exiger une redevance de l'exploitant ; à défaut d'accord sur le taux de cette redevance ou de son rachat, celui-ci sera déterminé par le tribunal suivant les règles de compétence fixées à l'article 8. La redevance n'est due qu'à partir du

jour de la demande adressée sous forme de lettre recommandée avec avis de réception par l'auteur à l'exploitant.

Ce droit n'appartient pas à l'auteur de la découverte ou de l'invention scientifique dont l'unique objet est la démonstration d'un résultat déjà acquis en fait et appliqué dans la pratique industrielle et commerciale.

En l'absence de conventions diplomatiques à ce sujet, ce droit n'appartient pas non plus à l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique sur les profits réalisés par l'exploitation industrielle à destination de l'étranger. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent paragraphe.

ART. 7. — Le droit reconnu par les articles 6 et 20 de la présente loi à l'auteur d'une découverte ou d'une invention scientifique dure cinquante ans qui commencent à courir, dans tous les cas, du jour de la publication.

Au décès de l'auteur, sa veuve et ses enfants jouiront des mêmes droits durant les années restant à courir jusqu'à l'expiration du délai fixé par le présent article.

ART. 8. — Toutes contestations relatives à la paternité des découvertes ou des inventions scientifiques devront être portées devant le tribunal civil de la Seine.

Toutes les autres contestations soulevées par l'interprétation ou l'application de la présente loi seront de la compétence des juridictions ordinaires.

ART. 9. — Une demande en révision de la redevance fixée soit amiablement soit judiciairement sera ouverte au profit de l'une et l'autre des parties, et nonobstant toute renonciation de la part de l'auteur de la découverte ou de l'invention scientifique, et de ses héritiers ayants droit, lorsque dix ans se seront écoulés depuis l'accord ou le jugement, ou depuis une précédente révision, et ce pendant un an.

ART. 10. — Les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques pourront se faire représenter dans leurs rapports

avec les exploitants par un groupement professionnel qui, en leur lieu et place, pourra, notamment, traiter et exercer la perception des droits, ester en justice et poursuivre l'exécution de tous jugements et arrêts par les voies et moyens de droit.

ART. 11. — Le président de la République pourra, par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Instruction publique, après avis obligatoire de l'Académie des Sciences ou de Médecine (suivant l'objet de la découverte ou invention) et des groupements professionnels prévus à l'article précédent, l'auteur entendu, après communication complète et préalable du dossier :

1° Interdire, pour raison de sécurité intérieure ou extérieure la relation ultérieure d'une découverte ou d'une invention scientifique, dans toute publication destinée ou non au commerce ;

2° Interdire ou réglementer l'exploitation d'une découverte ou d'une invention scientifique considérée comme nuisible à l'intérêt public ;

3° Réglementer ou même réserver à l'Etat l'exploitation d'une découverte ou d'une invention scientifique considérée comme indispensable à l'intérêt public.

L'exercice du pouvoir prévu au 3° des dispositions ci-dessus pourra donner lieu au paiement d'une indemnité représentative du préjudice pouvant résulter pour l'auteur de la découverte ou de l'invention scientifique du dit exercice.

La décision intervenue sera assujettie à la révision prévue à l'article 9.

ART. 12. — Seront punis d'une amende de 16 francs au moins et de 3.000 francs au plus :

1° Ceux qui auront cité, exposé ou relaté dans une publication, même soustraite au commerce, une découverte ou une invention scientifique sous un nom qu'ils savaient n'être pas celui de l'auteur.

2° Ceux qui auront exposé ou relaté dans une publication mise dans le commerce une découverte ou une invention scientifique sans le consentement prévu à l'article 3 de celui qu'ils savaient en être l'auteur.

ART. 13. — Seront punis d'une amende de 200 francs au moins et de 5.000 francs au plus, ceux qui auront invoqué le bénéfice des articles 6 et 20 de la présente loi à l'occasion d'une application d'une découverte ou d'une invention scientifique dont ils savaient n'être pas l'auteur.

ART. 14. — Dans le cas de récidive il sera prononcé outre l'amende un emprisonnement de un mois à six mois.

Il y aura récidive, lorsqu'il aura été rendu contre le prévenu dans les trois années antérieures une première condamnation pour un des délits prévus par la présente loi.

ART. 15. — L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué aux délits prévus par les dispositions qui précèdent.

ART. 16. — L'action publique pour l'application des peines ci-dessus ne pourra être exercée par le ministère public que sur plainte de la partie lésée ou de ses ayants droit, ou d'un des groupements professionnels prévus à l'article 10. Ceux-ci pourront même user de citation directe ou se constituer partie civile sans avoir à justifier d'une procuration expresse de leurs membres.

Le retrait de la plainte engagée pourra s'opérer en tout état de cause.

ART. 17. — Les contestations relevant de la compétence du tribunal civil de la Seine ainsi qu'il a été dit à l'article 8 ne pourront être jointes sous forme de constitution de partie civile aux poursuites répressives exercées par application des articles 12, 13, 14 et 20 de la présente loi ou de toute autre disposition de la loi pénale.

ART. 18. — Les auteurs pourront en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de première instance, faire

procéder par tous huissiers, à la désignation et description détaillée avec ou sans saisie, des objets litigieux.

L'ordonnance sera rendue sur simple requête ; elle contiendra s'il y a lieu, la nomination d'un expert pour assister l'huissier dans sa description.

Lorsqu'il y aura lieu à la saisie, ladite ordonnance pourra imposer au requérant un cautionnement qu'il sera tenu de consigner avant d'y faire procéder.

Il sera laissé copie au détenteur des objets décrits ou saisis, tant de l'ordonnance que de l'acte constatant le dépôt du cautionnement le cas échéant ; le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

A défaut par le requérant de s'être pourvu soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, la saisie ou description sera nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés dans la forme prescrite pour les matières sommaires par les articles 405 et suivants du Code de procédure civile.

Art. 19. — La confiscation des publications ou des objets exposés ou mis en vente pourra être prononcée, même en cas d'acquiescement.

Les objets confisqués pourront être remis à l'auteur dont les droits auront été violés, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts.

Art. 20. — Ceux qui vendront ou mettront en vente en France des publications faites à l'étranger, d'une découverte ou d'une invention scientifique française,

Ceux qui vendront ou mettront en vente en France des produits, substances, outils, machines, etc... obtenus par l'exploitation à l'étranger de l'application d'une découverte ou d'une invention scientifique française,

Pourront être l'objet de la part de son auteur d'une oppo-

sition à vente, avec assignation en validité devant le tribunal civil compétent.

L'opposition ayant été validée, le tribunal renverra les parties à jour donné, pour un accord amiable, à défaut duquel, le délai expiré, le tribunal statuera.

Toutes constatations ou confiscations pourront être ordonnées ou prononcées ainsi qu'il est dit aux articles 18 et 19.

En cas d'annulation de l'opposition, son auteur sera tenu à réparation civile du dommage matériel ou moral ainsi causé.

Vu :

Nancy, le 20 février 1925

Le président de la thèse et Doyen de la Faculté

Fr. GENY

Vu et permis d'imprimer ;

Nancy, le 21 février 1925

Le Recteur de l'Académie,

Ch. ADAM

Membre de l'Institut

APPENDICES

I

Proposition de loi

**sur la propriété scientifique et la réforme
de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention
de M. BARTHÉLEMY, député du Gers.**

ARTICLE PREMIER. — Toute nouvelle découverte ou invention, de quelque nature qu'elle soit, confère à son auteur sous les conditions et pour le temps ci-après déterminé, le droit d'exiger une redevance de tous ceux qui en tirent un profit industriel.

ART. II. — Si l'auteur de l'invention n'a pas accompli les formalités de l'article 3 de la présente loi, la redevance n'est due qu'à partir du jour de sa demande.

ART. III. — L'auteur d'une invention ou découverte non susceptible d'être brevetée aux termes des articles 1^{er}, 3 et 30 de la loi du 5 juillet 1844 peut faire constater son droit au moyen *d'un brevet de corps ou de principe*, délivré dans les conditions du titre II de ladite loi. En ce cas, le droit de la redevance existe à partir du jour de la demande du brevet.

ART. IV. — Le brevet de corps ou de principe ne confère pas à son titulaire le droit exclusif d'exploiter à son profit la découverte ou l'invention, mais seulement le droit de délivrer des licences obligatoires pour l'exploitation de ladite découverte ou invention.

ART. V. — La propriété scientifique, constatée ou non par brevet, dure pendant toute la vie de l'auteur et après son décès, cinquante ans, dans les conditions prévues par l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1866.

ART. VI. — Le taux de la redevance est déterminé par l'accord des parties et à défaut par le tribunal.

ART. VII. — A l'expiration, pour une cause quelconque, du *brevet d'invention* délivré conformément à la loi du 5 juillet 1844,

l'auteur de l'invention précédemment brevetée reçoit sur sa demande un brevet d'auteur qui lui confère les avantages prévus dans les articles précédents.

ART. VIII. — Il est ajouté à l'article 5 de la loi du 5 juillet 1844 un paragraphe ainsi conçu : « Le brevet ne sera délivré qu'à la personne affirmant qu'elle est, elle-même, l'auteur de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé. L'auteur de l'invention pourra demander, nonobstant toutes conventions contraires, la nullité d'un brevet pris à un autre nom que le sien. S'il a cédé les droits résultant du brevet d'invention, il recouvre à l'expiration de ce brevet la propriété scientifique de son invention avec les avantages définis par la législation sur la matière. »

ART. IX. — L'article 4 de la loi du 5 juillet 1844 est modifié ainsi qu'il suit : « La durée des brevets sera de cinq, dix, quinze, vingt ou vingt cinq années. Chaque brevet donne lieu au paiement de la taxe annuelle. » Le dernier alinéa du même article prononçant la déchéance du brevet pour non paiement de la taxe est abrogé.

ART. X. — L'article 32 de la loi du 5 juillet 1844, modifié par la loi du 31 mai 1856 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : « Sera déchu de son brevet, à moins de convention internationale contraire, le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués à l'étranger et qui sont semblables à ceux garantis par son brevet. Néanmoins, le ministre du Commerce pourra autoriser l'introduction 1^o des modèles de machines, 2^o des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du gouvernement. Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation son invention ou découverte en France dans le délai de cinq ans à dater de la signature du brevet ou qui aura cessé de l'exploiter pendant cinq années consécutives pourra être contraint, par décision du tribunal à délivrer à tout demandeur des licences d'exploitation. En cas d'utilité publique un décret motivé pourra contraindre le breveté à tout moment de l'existence du brevet à concéder des licences. »

ART. XI. — A l'article 31 de la loi du 5 juillet 1844 est ajoutée la disposition suivante : « toutefois, nul ne pourra se voir opposer ses propres publications ».

II

Projet de loi de la C. T. I.

sur la propriété scientifique

MM. Roger DALIMIER et Louis GALLIÉ, rapporteurs

ARTICLE PREMIER. — Les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques jouiront leur vie durant du droit exclusif de tirer profit de leur invention ou découverte.

Dans le cas où l'auteur d'une découverte ou d'une invention sera un salarié chargé d'un service de recherches ou d'études, l'employeur aura un droit de préemption pour la mise en exploitation de la découverte ou de l'invention. En cas de refus ou de non exploitation dans un délai de six mois de la part de l'employeur, l'auteur disposera librement de sa découverte ou invention, mais l'employeur aura une part de bénéfices qui sera déterminée par une commission.

ART. II. — Sont considérées comme protégées par la loi, les découvertes, c'est-à-dire les démonstrations de l'existence jusqu'alors inconnue de principes, corps, agents et propriétés des êtres vivants ou de la matière, et les inventions, c'est-à-dire les créations de l'esprit consistant en méthodes, appareils, produits, compositions de produits encore inconnus et d'une façon générale toutes les applications nouvelles des découvertes et inventions.

ART. III. — Pour établir son droit, l'auteur de la découverte ou invention devra faire la preuve que cette découverte ou invention a été l'objet d'une publicité suffisante.

La publication dans certains périodiques agréés sera tenue comme une publicité suffisante.

ART. IV. — La reproduction dans un but commercial du nom de l'auteur du texte publié, ou de la communication scientifique et de la référence bibliographique sont interdits, sans le consentement écrit de l'auteur.

ART. V. — Les auteurs des inventions et découvertes visées aux articles I et II de la loi ne pourront s'opposer à l'exploitation industrielle ou commerciale des applications nouvelles de leurs découvertes ou inventions, mais ils conserveront un droit d'auteur dans

cette exploitation lorsque les applications résulteront de leurs inventions ou découvertes initiales.

A défaut d'accord amiable entre les auteurs, la quotité du droit sera déterminée par les tribunaux civils.

ART. VI. — Les auteurs des découvertes et inventions pourront se faire représenter dans leurs rapports avec les exploitants par un groupement professionnel qui, en leur lieu et place, traitera et exercera le contrôle des ventes et la perception des droits.

Ils pourront également choisir ce groupement professionnel comme arbitre souverain pour déterminer la quotité du droit d'auteur dans le cas prévu à l'article précédent.

ART. VII. — Les ayants droit des auteurs des découvertes et inventions jouiront des mêmes droits que lui pendant une période de cinquante années, à compter du jour où ce droit est acquis par la publication de l'invention ou de la découverte.

ART. VIII. — Les auteurs de découvertes ou d'inventions concernant la thérapeutique, par dérogation à l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844 et des lois régissant l'exercice de la médecine et de la pharmacie, jouiront du bénéfice de la présente loi, étant entendu qu'ils ne pourront exploiter par eux-mêmes leurs découvertes et inventions que s'ils sont pourvus du diplôme de pharmacien.

ART. IX. — L'Etat, après avis obligatoire de l'Académie des Sciences ou de l'Académie de Médecine, selon le cas, pourra, par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Instruction publique, classer la découverte ou l'invention comme nécessaire à l'intérêt public et déterminer les conditions dans lesquelles sera fixé le droit de l'inventeur.

Dans ce cas, l'inventeur sera tenu de concéder les licences utiles pour assurer la fourniture nécessaire à l'usage public, à charge pour les différents fabricants ou exploitants de lui réserver un droit d'auteur.

ART. X. — Toute contravention à la présente loi, comme toute atteinte portée au droit des auteurs, seront punis d'une amende de
à

Ceux qui auront introduit sur le territoire français, recélé, vendu ou exposé pour la vente au préjudice du droit des auteurs seront punis des mêmes peines.

Dans le cas de récidive, il sera prononcé, outre la peine d'amende ci-dessus, une peine d'emprisonnement de.
à.

L'action correctionnelle ne pourra être exercée par le ministère public que lorsqu'il s'agira d'une découverte ou invention classée, en tout autre cas elle ne pourra être exercée que sur la plainte de la partie lésée, de ses ayants droit ou du groupement professionnel visé à l'article VI. Le retrait de la plainte engagée pourra s'opérer en tout état de cause.

Les auteurs pourront faire procéder par tous agents de la force publique ou par tous huissiers, sur réquisition écrite, à la constatation de toute contravention à la présente loi. Le requérant pourra, dans les trois mois qui suivront ces constatations, intenter une action devant le tribunal civil ou devant le tribunal correctionnel.

La confiscation des publications ou des objets exposés ou mis en vente sera prononcée par le tribunal correctionnel ou par le tribunal civil.

ART. XI. — Toute disposition antérieure de nature à entraver l'application de la présente loi est abrogée.

III

Projet de Convention Internationale (1)

M. le Sénateur RUFFINI, rapporteur

.
ART. II. — Les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques jouiront du droit exclusif de tirer profit de leurs découvertes ou inventions.

ART. III. — Sont considérées comme protégées par la présente convention, les découvertes, c'est-à-dire les exposés et les démonstrations de l'existence, jusqu'alors inconnue, de lois, principes, corps, agents ou propriétés des êtres vivants ou de la matière, et les

(1). Nous ne reproduisons ici que les dispositions intéressant l'organisation des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques en chaque pays susceptible d'adhérer à la convention. Nous avons laissé de côté celles qui intéressent l'organisation, et plutôt le jeu, de ces droits sur le terrain international.

inventions, c'est-à-dire les créations de l'esprit (consistant en méthodes, appareils, produits, compositions de produits encore inconnus, et d'une façon générale, toutes les applications nouvelles des découvertes et inventions), dont le caractère spécifiquement scientifique les soustrait à la protection assurée aux œuvres de l'industrie, de l'art et de la littérature.

ART. IV. — La durée de la protection accordée par la présente convention comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

ART. V. — Les auteurs des découvertes et inventions visées aux articles 2 et 3 de la présente convention ne pourront s'opposer à l'exploitation industrielle ou commerciale des applications nouvelles de leurs découvertes ou inventions, mais ils conserveront un droit d'auteur sur les avantages économiques d'une telle exploitation.

Ils ont, par conséquent, le droit d'exiger une redevance, dont le taux sera déterminé par l'accord des parties, et, à défaut, par le tribunal.

Ce droit ne peut compéter aux auteurs que si les applications industrielles ou commerciales dont il s'agit, sont le résultat de leurs découvertes ou inventions ; et non pas, par conséquent, lorsque les dites découvertes ou inventions ne font que donner la démonstration scientifique d'un résultat ou d'un procédé déjà acquis de fait, c'est-à-dire déjà appliqué auparavant dans la pratique industrielle ou commerciale.

ART. VI. — Chacun des Etats contractants pourra classer la découverte ou invention comme nécessaire à l'intérêt public et déterminer les conditions dans lesquelles sera fixé le droit de l'inventeur.

.
L'auteur de la découverte ou de l'invention sera tenu de concéder les licences utiles pour assurer la fourniture nécessaire à l'usage public, à charge pour les différents fabricants ou exploitants de lui réserver un droit d'auteur, aux termes de l'article 5 de la présente convention.

ART. VII. — Pour établir ce droit, l'auteur de la découverte ou de l'invention devra fournir la preuve que cette découverte ou invention a été l'objet d'une publicité suffisante.

Sera considérée comme suffisante la publication de la découverte

ou invention dans les revues spéciales, dans les actes des congrès et dans les mémoires académiques.

ART. VIII. — L'auteur d'une découverte ou invention pourra faire établir l'objet et la priorité de sa découverte ou de son invention au moyen de l'envoi d'une enveloppe perforée du type « Soleau » au Bureau international de Berne, suivant la procédure établie depuis 1915 pour les modèles et dessins industriels.

ART. IX. — L'auteur d'une découverte ou invention peut faire constater son droit au moyen d'un brevet de principe délivré dans les conditions fixées par les conventions en vigueur pour les brevets d'application.

La durée du droit dérivant de la concession d'un brevet de principe sera celle qui a été fixée à l'article 4 de la présente convention.

ART. X. — Les auteurs de découvertes ou d'inventions concernant la thérapeutique jouiront du bénéfice de la présente convention.

ART. XI. — A la déchéance, pour quelque cause que ce soit, d'un brevet qui a pour objet l'application d'une découverte ou d'une invention scientifique, l'auteur de celle-ci et titulaire du brevet en question n'en conserve pas moins son droit de suite, conformément aux dispositions des articles 4, 5 et 6 de la présente convention.

ART. XII. — Les questions relatives à la priorité d'une découverte ou d'une invention et les questions relatives au montant de la redevance revenant à l'auteur sur l'exploitation industrielle de sa découverte ou de son invention seront tranchées par les tribunaux de chacun des Etats, dans le cas où ces questions viendraient à être soulevées entre ressortissants d'un même Etat.

Les tribunaux devront utiliser, en tant que le droit interne de chaque pays le permet, le concours d'experts appartenant de préférence aux corps académiques et aux groupements professionnels compétents.

ART. XVII. — Les auteurs de découvertes et inventions pourront se faire représenter dans leurs rapports avec les exploitants par un groupement professionnel qui, en leur lieu et place, traitera et exercera le contrôle des ventes et la perception des droits.

ADDENDA

I. — Au dernier moment, nous prenons connaissance de la thèse que M. Marcel Vigneron, avocat à la Cour d'appel de Paris, vient de soutenir, le 2 mars, devant la Faculté de Droit de l'Université de Poitiers, et intitulée : *Essai sur la protection de la Propriété scientifique* (1).

Les grandes lignes de son ouvrage sont les mêmes que celles du nôtre. M. Vigneron s'attache d'abord à montrer la carence du Droit positif au regard des œuvres scientifiques ; il recherche ensuite la raison de l'ostracisme dont elles ont été jusqu'ici l'objet ; il examine enfin s'il est juridiquement possible de faire quelque chose pour elles et pour leurs auteurs. Convaincu comme nous de cette possibilité, et après avoir présenté un examen critique des projets de M. Barthélemy, de MM. Dalimier et Galliô, et de M. Ruffini, M. Vigneron expose ses vues propres sur la solution du problème. Il étudie deux points précis de l'organisation de la protection désirée : le mode de preuve de la Propriété scientifique, et le délai de sa protection.

En ce qui concerne le mode de preuve, il préconise le *Certificat de priorité scientifique*, que nous avons, pour notre part, rejeté.

Pour fixer, d'autre part, la durée des droits des savants, il distingue entre eux un droit de nature théorique et un droit de nature utile, ces deux droits, dit-il, postulant des délais d'exercice distincts. Le premier de ces droits naissant

(1) Librairie Dalloz, 11 rue Soufflot, Paris.

de la découverte elle-même, et s'exerçant idéalement au regard de la Science, serait d'une durée assez longue (30 ans) ; l'autre devant naître éventuellement des applications de la découverte qui seront trouvées et exploitées aurait une durée plus proche de celle prévue en matière d'inventions industrielles. M. Vigneron, tenant sans doute compte du désir exprimé dans les milieux intéressés de voir la durée des brevets d'invention portée à vingt années, propose ce dernier chiffre. Ainsi de la découverte partirait d'abord un premier délai (30 ans) pendant lequel le savant aurait un droit en l'air susceptible de venir se poser sur toute application tributaire de son œuvre qui viendrait à se révéler. Puis à partir de la révélation de chaque application courrait un nouveau délai, dit utile, consacré à l'exercice effectif du droit pécuniaire reconnu au regard de cette application, délai de vingt années en principe, mais qui cesserait de courir une fois le premier délai expiré. C'est là une des suggestions pratiques les plus intéressantes de la thèse de M. Vigneron, c'est pourquoi nous l'avons rapportée avec quelque détail.

En quelques mots enfin, l'auteur signale le problème international, qu'il ne traite pas.

Il ne soumet point non plus, par ailleurs, à ses lecteurs, de projet législatif national.

II. — Nous apprenons également que la question de la Propriété scientifique a retenu l'attention de la *Société médicale des praticiens*, dans sa séance du 20 février 1925 où une communication a été faite, à ce sujet, par un des chauds partisans du mouvement qui s'est dessiné en faveur de nos savants, M. le Dr Foveau de Courmelles, qui a bien voulu nous en avertir. On trouvera sa communication au *Bulletin officiel de la Société médicale des praticiens*, de mars 1925.

III. — Mais si nous continuons à enregistrer avec plaisir toutes les manifestations de sympathie et d'intérêt en faveur

du projet d'organisation des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques, manifestations qui se multiplient dans les milieux scientifiques comme dans les milieux juridiques, et font présager le succès prochain de l'entreprise, nous n'aurions garde de nous montrer ingrat envers les pionniers de la première heure qui ont sinon étudié, du moins pressenti, la question. Or, on peut voir en parcourant les pages fort intéressantes que A. Boistel consacrait il y a vingt-cinq ans, dans son Cours de Philosophie du Droit (Paris, 1899, 2 vol.) à l'étude, du point de vue philosophique, des droits dits de Propriété intellectuelle (t. I, livre II, ch. I, p. 249 et suiv.), que cet auteur avait vu, lui aussi et déjà, le problème.

A. Boistel tient pour un droit naturel le droit aux productions de l'esprit. Mais ce droit varie en nature et en intensité suivant les différents types de manifestations intellectuelles. Sa théorie se résume dans les quelques propositions suivantes : les idées ne sont pas susceptibles d'appropriation individuelle ; seules la disposition et la forme donnée à ces idées peuvent faire l'objet d'une propriété véritable. Les droits sur les œuvres littéraires et artistiques sont bien une propriété, de la forme littéraire, de la forme esthétique. Les droits des brevets ne correspondent, eux, qu'à des récompenses pour le travail non « enformé » des inventeurs. Les idées pures, et en particulier les idées scientifiques, n'engendrent plus ni propriété, ni récompenses.

A. Boistel a entrevu le problème qui nous occupe, il l'a résolu par la négative (p. 274). Mais nous éprouvons quelque satisfaction à enregistrer deux de ses idées qui cadrent bien avec les nôtres.

A. Boistel n'est pas hostile, au contraire, au droit à l'honneur de la découverte (p. 254) reconnu au savant qui a le premier mis au jour une idée scientifique.

D'autre part, pour lui, si les idées pures ne sont pas appro-

priables, c'est qu'elles ne sont point « enformées », ce n'est pas parce qu'elles empruntent au domaine public (pp. 254 et 255). Et voilà une des deux objections qui pouvaient nous être faites, qui tombe. A ce qui était connu, le savant ajoute quelque chose par son travail ou son génie, et son appropriation nominale ne porte que sur la nouvelle connaissance acquise. Pourquoi Boistel n'a-t-il pas de même conclu de l'augmentation de la valeur utile du trésor scientifique à une appropriation réelle de cette valeur au profit du savant !...

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
Principaux documents, articles, travaux relatifs à la question de la <i>Propriété scientifique</i> , publiés jusqu'à ce jour, classés par ordre chronologique.....	9

INTRODUCTION

N^{os}

1. Actualité renouvelée du problème à étudier.....	13
2. Œuvre de justice à réaliser.....	19
3. Difficulté à prévoir quant à l'élaboration d'une technique adéquate.....	22
4. Double écueil à éviter; bornes de notre problème; jour sous lequel nous l'envisagerons.....	24
5. Pensons-nous créer une <i>Propriété scientifique</i> ? Renvoi..	27
6. Nous voulons arriver à la consécration de droits et non d'un régime de récompenses.....	29
7. Nous nous proposons de travailler à l'élaboration d'une <i>loi nationale</i>	31
8. Plan.....	31

PREMIÈRE PARTIE

Position du problème. Eléments de sa solution. De la justification d'une vocation des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques à des droits. De la possibilité de les leur accorder.

CHAPITRE PREMIER

Valeur de l'apport scientifique. Sa fécondité. Sa personnalité.

9. Considérations introductives à ce chapitre et au suivant.	37
10. Double valeur de l'idée scientifique nouvelle: valeur purement scientifique, valeur économique.....	39
11. Science rationnelle et science expérimentale. Prédominance de valeur de cette dernière au point de vue qui nous occupe.....	43

	Pages
12. Découvertes et inventions scientifiques. Leur mérite intrinsèque commun. <i>La réaction scientifique</i>	46
13. Personnalité de l'œuvre scientifique. Priorité scientifique, et valeur extrinsèque de l'œuvre scientifique.....	53
14. Idée de droits moraux et pécuniaires à accorder aux auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques en reconnaissance et dans la mesure de l'apport social fait par eux.....	59

CHAPITRE II

Les idées objets de découvertes ou d'inventions scientifiques se présentent-elles sous une forme susceptible d'être appréhendée par le Droit ?

15. Position de la question.....	61
16. Rappel des principes et de l'économie de la législation relative aux œuvres littéraires et artistiques. La forme littéraire. Inappropriation des idées. Les inventions et découvertes scientifiques au regard de cette législation.....	63
17. Rappel des principes et de l'économie de la législation des brevets d'invention. Le résultat industriel. Exclusion des inventions et découvertes scientifiques....	66
18. Cette double législation est imparfaite. Jurisprudence complémentaire et propositions de réformes.....	72
19. Elle laisse en dehors d'elle les inventions et découvertes scientifiques. Motif.....	75
20. L'idée ne peut-elle être appréhendée en dehors des formes connues : forme littéraire, résultat industriel ? Communication scientifique. Priorité de publicité. Appropriation nominale	76

CHAPITRE III

Esquisse des droits postulés

21. Esquisse des droits postulés : droit à l'honneur de la découverte ou de l'invention ; droit spécial au regard des auteurs littéraires ; droit de participation aux profits réalisés par l'exploitation industrielle des applications de découvertes et inventions industrielles	81
---	----

	Pages
22. Genèse de la conception en notre esprit du deuxième de ces droits.....	83
23. Nous voulons des droits et non des récompenses. Rejet du système proposé par M. le professeur Gariel....	88

CHAPITRE IV

Démonstration de la possibilité de rattacher la découverte ou l'invention scientifique d'une part à son auteur, d'autre part à ses applications.

24. Position de la question.....	94
25. Lien de filiation entre les savants et leurs inventions et découvertes scientifiques. Exemplification.....	96
26. Lien de filiation entre les inventions et découvertes scientifiques et leurs applications. Exemplification.....	110

CHAPITRE V

Opportunité de la consécration des droits esquissés au chapitre III

27. Est-il opportun d'apporter la perturbation, consécutive à toute œuvre législative, dans les relations sociales et dans le monde des savants en particulier. On la redoute. Elle est inévitable et nécessaire.....	117
28. L'intérêt général ne sera pas sacrifié à l'intérêt particulier.	120
29. Nos juges seront à la hauteur de la tâche qui leur pourra incomber par suite du jeu de la nouvelle loi.....	122
30. L'Industrie et les droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques. Limitations postulées par la nécessité de protéger l'Industrie française contre la concurrence étrangère. Renvoi au chapitre suivant..	124

CHAPITRE VI

Loi nationale ou Convention internationale

31. Position de la question. Notre option pour une loi nationale précédant toute Convention internationale.....	132
32. Raisons invoquées en faveur du <i>processus</i> contraire. Elles ne nous ont point convaincu.....	135
33. Objections faites à notre méthode. Objections d'ordre économique et d'ordre méthodologique, et leur réfutation.....	137
34. Raisons propres de notre option.....	146

DEUXIÈME PARTIE

Essai d'organisation des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques. Proposition de loi

CHAPITRE PREMIER

Principes directeurs

	Pages
35. Rappel des éléments de solution du problème posé dégagés dans la première partie : Découvertes et inventions scientifiques ; paternité scientifique ; publicité, forme minima. Pleine liberté d'utilisation par autrui contre la reconnaissance de trois droits ; droit à l'honneur de la découverte ou de l'invention ; droit spécial au regard des auteurs littéraires ; droit de participation aux profits réalisés par l'exploitation des applications des découvertes et inventions scientifiques.....	151
36. Intérêt public. Intervention de l'Etat.....	157
37. Intérêt de l'industrie française : restrictions aux droits précités.....	157
38. Sanctions et compétences.....	158
39. Plan.....	158

CHAPITRE II

Eléments généraux et particuliers de la vocation des auteurs de découvertes ou inventions scientifiques à leurs droits

40. Principe.....	160
41. Élément générique : A) découverte ou invention scientifique.....	160
42. B) rattachée à son auteur : a) Paternité scientifique . . .	166
43. b) Publicité suffisante.....	168
44. Eléments particuliers : α) Publication littéraire lucrative.	175
45. β) Découvertes ou inventions productives non explicatives	176
46. γ) Exploitation à l'étranger : introduction et mise dans le commerce en France des produits ou publications.	177

CHAPITRE III

*Contenu des droits des auteurs de découvertes
ou d'inventions scientifiques. — Durée. — Modalités*

	Pages
47. Observations préliminaires	179
48. Droit à l'honneur	180
49. Droit spécial au regard des auteurs littéraires	180
50. Droit de participation aux profits réalisés par l'exploita- tion industrielle des applications des découvertes et inventions scientifiques. Titre industriel. Titre com- mercial	182
51. Durée des droits	184
52. Eléments de fixation de la redevance. Révisions	186
53. Inventions et découvertes indispensables, ou nuisibles, à l'intérêt public. Intervention de l'Etat	191
54. Inventions et découvertes biologiques. Remèdes nou- veaux	193

CHAPITRE IV

*De l'exercice des droits nés des inventions
ou découvertes scientifiques*

55. Rapports amiables entre savants et usagers. Cas particu- lier des inventions ou découvertes scientifiques dont les applications sont exploitées à l'étranger	213
56. Rôle des groupements scientifiques. Représentation. Ar- bitrage	216
57. Atteintes portées aux droits nés de la découverte ou de l'invention scientifique. Atteintes graves. Répression pénale	222
58. Procédure. Désignations et descriptions. Saisies. Confis- cations	227
59. Action civile. Action publique. <i>Quid</i> de l'intervention des groupements scientifiques. Plainte de la partie lésée	229
60. Règles de compétence	234

CHAPITRE V

Nature juridique des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques

	Pages
61. Valeur des constructions conceptuelles dans l'élaboration technique du Droit	240
62. Différentes classifications proposées des droits subjectifs. Leurs flottements	245
63. Complexité native des droits dits de propriété intellectuelle. Nécessité d'une qualification analytique	249
64. Application aux droits d'auteur et d'inventeur	253
65. Application aux droits des auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques. Droits moraux et <i>Propriété scientifique</i>	258

CHAPITRE VI

<i>Proposition de loi</i>	266
-------------------------------------	-----

APPENDICES

I. Proposition de loi de M. Joseph Barthélemy, député du Gers	273
II. Projet de loi élaboré au nom de la C.T.I. par MM. Roger Dalimier et Louis Gallié	275
III. Projet de Convention Internationale élaboré au nom de la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations, par M. le sénateur Fr. Ruffini . .	277
Addenda	280
Table analytique des matières	284

Imprimerie Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 6651-25
